déjà 10 ans

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2009

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1-800-463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2009
ISBN 978-2-551-23820-0 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-56292-4 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2009

L'Institut de la statistique du Québec a comme mission de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur tous les aspects de la société québécoise. Ces statistiques sont accessibles pour les ministères et les organismes du gouvernement ainsi que pour tous les Québécois.

Depuis 2002, la Direction des statistiques économiques et du développement durable assume, entre autres, la responsabilité d'un programme de statistiques régionales qui consiste à intégrer les principales données produites à l'Institut par région, concevoir de nouveaux indicateurs et indices créés à partir de compilations spéciales et de travaux de recherche et de développement, et produire des analyses comparatives à l'échelle des régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE) du Québec.

Le *Panorama des régions du Québec*, édition 2009 constitue une toute nouvelle publication qui dresse un portrait socio-économique des 17 régions administratives du Québec. Un dossier thématique, dont la matière variera avec les années suivant les sujets économiques d'intérêt général, débute cette publication. Pour cette première édition, M. Mario Polèse, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études urbaines et régionales, commente les tendances économiques régionales, plus particulièrement la force industrielle du sud-est québécois et l'émergence des économies résidentielles.

Par la suite, avec la collaboration de la Direction des statistiques sociodémographiques et de la direction responsable de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, dix thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, exportations, investissements et permis de bâtir, logement, revenu des familles, éducation, santé, ainsi que la culture et les communications.

De plus, le panorama comporte une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE dans laquelle nous analyserons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs.

Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de la publication. D'ailleurs, une autre publication de l'Institut – le *Bulletin statistique régional* – permet d'avoir des analyses encore plus détaillées pour chaque région administrative et également pour les MRC et les TE.

Avec cette nouvelle publication, l'Institut désire créer un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Cambon et Stéphane Ladouceur
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable

Sous la direction de : Yrène Gagné
Chef du Service des statistiques sectorielles
et du développement durable

Rédaction : Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Chantal Girard, Henri-Claude Joseph, Pierre P. Lachance, Claudine Lacroix, Stéphane Ladouceur, Martine St-Amour

Collaboration spéciale : Mario Polèse
Institut national de la recherche scientifique

Avec l'assistance technique de : Valérie Barrette, Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Julie Godbout, Danielle Laplante, Rémi Thivierge

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :
Pierre Cambon
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3065
Courriel : pierre.cambon@stat.gouv.qc.ca

Le Panorama des régions du Québec, édition 2009 contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Note: L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.

Abréviations et symboles

n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards
%	Pour cent ou Pourcentage
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régional de comté
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

e	Donnée estimée
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
x	Donnée confidentielle
..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Donnée infime
–	Néant ou zéro

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

Liste des tableaux 6
Liste des figures 9
Liste des cartes 11

1. Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécoi et l'essor des économies résidentielles non métropolitaines **12**

2. Démographie **25**

3. Marché du travail **38**

4. Comptes économiques **43**
   4.1 Produit intérieur brut 43
   4.2 Revenu personnel disponible 47

5. Exportations **51**

6. Investissements et permis de bâtir **55**
   6.1 Investissements 55
   6.2 Permis de bâtir 61

7. Logement **65**

8. Revenu des familles **73**

9. Éducation **80**

10. Santé **90**

11. Culture et communications **97**

12. Statistiques par MRC et TE **105**
    12.1 Démographie 105
    12.2 Revenu personnel disponible 109
    12.3 Taux de travailleurs 113

Concepts et définitions 118
Coup d'œil sur les régions 122

Liste des tableaux

1. Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécois et l'essor des économies résidentielles non métropolitaines

1.1 Salaire médian des hommes pour les 10 MRC avec les taux salariaux les plus bas, 2005 18

2. Démographie

2.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2008 34

2.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2008 35

2.3 Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1998-1999 à 2007-2008 36

2.4 Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2003-2007) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2009) selon la région administrative de résidence 36

2.5 Population par grand groupe d'âge et sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 37

3. Marché du travail

3.1 Emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 41

3.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 41

3.3 Taux d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 42

3.4 Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 42

4. Comptes économiques

4.1 Tableau synthèse de la croissance annuelle régionale du produit intérieur brut (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec 45

4.2 PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2007 46

4.3 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2007 46

4.4 Revenu personnel selon la source de revenu, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 50

4.5 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2007 50

5. Exportations

5.1 Nombre et valeur des exportations de marchandises selon les établissements manufacturiers et non manufacturiers, régions administratives et ensemble du Québec, 2002 et 2006 53

5.2 Valeur et part des exportations de marchandises selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2002 et 2006 54

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Dépenses en immobilisation, sections des industries productrices de biens et des industries productrices de services, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 59

6.2 Dépenses en immobilisation, section du logement et total des trois sections, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 59

6.3 Dépenses en immobilisation, secteurs privé et public, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 60

6.4 Dépenses en immobilisation du segment privé non résidentiel, total et part dans le secteur privé, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 60

6.5 Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 63

6.6 Secteur non résidentiel : valeur des permis de bâtir selon les trois composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 64

7. Logement

7.1 Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 68
7.2 Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 68
7.3 Nombre, part et répartition des ménages consacrant 30 % ou plus de leurs revenus bruts aux dépenses d'habitation selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 69
7.4 Répartition des ménages selon le mode d'occupation et l'âge du principal soutien, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 69
7.5 Répartition des ménages selon le mode d'occupation et le genre de ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 70
7.6 Répartition des ménages selon le mode d'occupation et le genre de ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 71
7.7 Répartition des ménages propriétaires selon qu'ils assument ou non une hypothèque, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 72

8. Revenu des familles

8.1 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 77
8.2 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 77
8.3 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006 78
8.4 Taux de faible revenu des enfants (0-17 ans), régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006 79
8.5 Nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants de 0-17 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006 79

9. Éducation

9.1 Taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2003 à 2006-2007 85
9.2 Distribution des nouvelles inscriptions au collégial, selon le type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2007 86
9.3 Nombre de diplômes décernés au collégial, selon le type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006 87
9.4 Diplômés au baccalauréat, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006 88
9.5 Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 88
9.6 Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 89

10. Santé

10.1 Nombre de lits dressés et taux pour 100 000 personnes, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006 94
10.2 Nombre de lits dressés et taux pour 100 000 personnes, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006 94
10.3 Médecins et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007 95
10.4 Chirurgiens-dentistes et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007 95

10.5 Personnel directement affecté aux soins et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006 96
10.6 Indices de dépendance, coûts normalisés des services médicaux, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006 96

11. Culture et communications

11.1 Évolution de différents indicateurs de l'offre culturelle par 10 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2003, 2004, 2006 et 2007 102
11.2 Évolution de différents indicateurs de l'offre culturelle par 10 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007 103
11.3 Répartition de l'offre et de la demande culturelle selon les régions et le type de produits culturels, Québec, 2003-2007 104

12. Statistiques par MRC et TE

12.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE et ensemble du Québec, 2006-2008 108
12.2 Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE et ensemble du Québec, 2006-2007 112
12.3 Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005 et 2006 117

Liste des figures

1. Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécois et l'essor des économies résidentielles non métropolitaines

1.1 Évolution de l'emploi manufacturier (1996=1,00), États-Unis, Ontario (hors Toronto) et Québec (hors Montréal), 1996-2008 15
1.2 Pourcentage de l'emploi manufacturier dans des industries de transformation de ressources, les 7 agglomérations les moins et les plus spécialisées, 2006 16
1.3 Salaire médian des hommes pour les 14 agglomérations retenues pour l'étude, 2005 17
1.4 Évolution de l'emploi manufacturier,1996-2005 et 2006-2008 19
1.5 Taux net de migration interne annuelle, personnes de 60 à 65 ans, 2001-2006 et 2007-2008 20
1.6 Taux net de migration interne par groupe d'âge, Bas-Saint-Laurent et Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2001-2006 21
1.7 Taux net de migration interne par groupe d'âge, Abitibi-Témiscamingue et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2001-2006 21
1.8 Évolution de l'emploi total (1996 = 1,00), 1996-2008 22

2. Démographie

2.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2003 et 2003-2008 25
2.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2008 27
2.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2002-2003 et 2007-2008 28
2.4 Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2003-2007 et présents en janvier 2009 30
2.5 Pyramide des âges, ensemble du Québec, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Montréal et Nord-du-Québec, 1er juillet 2008 31
2.6 Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 32

3. Marché du travail

3.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 38
3.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 40

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 43
4.2 Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 47
4.3 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 48
4.4 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 49

5. Exportations

5.1 Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de Montréal, 2002-2006 51
5.2 Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de la Montérégie, 2002-2006 51
5.3 Répartition des exportations, selon les principales destinations, ensemble du Québec, 2006 52

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Taux de variation des dépenses en immobilisation, selon les grandes catégories, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 56
6.2 Taux de variation des dépenses en immobilisation, selon les secteurs, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 57

6.3 Proportions des dépenses en immobilisation du secteur privé résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 58
6.4 Taux de variation de la valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 61

7. Logement
7.1 Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006 65

8. Revenu des familles
8.1 Variation du taux de faible revenu de l'ensemble des familles, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 74

9. Éducation
9.1 Variation du taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2006-2007 80
9.2 Variation de la distribution des nouvelles inscriptions au collégial, selon la région d'inscription, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 81
9.3 Variation du nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 82
9.4 Variation du nombre de diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 83

10. Santé
10.1 Variation du taux pour 100 000 personnes des médecins et des chirurgiens-dentistes, 2006-2007, et du personnel directement affecté aux soins, 2005-2006, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 90
10.2 Taux d'occupation des lits dressés selon l'unité de service, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006 92
10.3 Indices de dépendance, coûts normalisés des services médicaux, régions sociosanitaires, 2006 93

11. Culture et communications
11.1 Évolution de la proportion de l'offre culturelle se retrouvant dans les régions centrales, selon le type de produits culturels, Québec, 2003-2007 98
11.2 Évolution de la proportion de la demande culturelle se retrouvant dans les régions centrales, selon le type de produits culturels, Québec, 2003-2007 100

12. Statistiques par MRC et TE
12.1 Les 15 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2006-2007 109
12.2 Écarts de revenu entre les MRC et TE affichant le revenu le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2007 111
12.3 Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2006 114
12.4 Les 10 MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2005-2006 115
12.5 Les 10 MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs, chez les femmes, 2006 115
12.6 Les 10 MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs, chez les hommes, 2006 116

Liste des cartes

1. Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécois et l'essor des économies résidentielles non métropolitaines

1.1 Principales concentrations d'emplois manufacturiers en Amérique du Nord, 2000-2001 13
1.2 Concentrations de l'emploi manufacturier (SCIAN 31-33), Québec et Ontario, 2001 14
1.3 Concentrations de l'emploi manufacturier (SCIAN 31-33), Québec et Ontario, 2006 14

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Dépenses en immobilisation par emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 58

12. Statistiques par MRC et TE

12.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE, 2006-2008 106
12.2 Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE, 2007 110
12.3 Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC et TE, 2006 113

1. Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécois et l'essor des économies résidentielles non métropolitaines

par Mario Polèse, INRS Urbanisation, Culture et Société, Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale*

Ce texte fait suite à l'article « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise : cinq tendances » rédigé il y a un an (Polèse, 2009) dans lequel nous avons identifié cinq tendances de la dynamique régionale de l'emploi au Québec. Nous nous proposons ici d'aller plus loin dans l'analyse de deux tendances qui portent en elles la promesse d'un nouvel équilibre entre la région de Montréal et les autres régions du Québec : soit, la force industrielle des villes du sud-est québécois et, parallèlement, l'émergence d'économies résidentielles fondées sur des choix de vie, notamment des populations retraitées. Les deux tendances favorisent les régions à l'extérieur de Montréal, mais n'auraient pas été possibles sans la présence, en parallèle, de la métropole. On a parfois tendance à opposer Montréal aux régions. Cette vision de la dynamique régionale québécoise ne tient plus.

Comme nous le verrons, les deux tendances sont des compléments de la transformation de l'économie montréalaise – plus précisément sa tertiarisation – et du vieillissement (et aussi enrichissement) de la population québécoise, dont certaines cohortes recherchent des milieux de vie non-métropolitains. L'économie de la région métropolitaine de Montréal, à l'image d'autres métropoles, se caractérise par une spécialisation de plus en plus accentuée dans ce qu'il convient d'appeler les services supérieurs et des industries à fort contenu culturel et informationnel (Polèse, 2009). La contrepartie de cette « métropolisation » est l'expulsion des industries manufacturières vers des villes plus petites. Il s'agit là d'une tendance générale, propre aux pays avancés, dont les fondements économiques ont été admirablement expliqués par Henderson (1997), et confirmés par des études empiriques aux États-Unis, en Europe et au Canada (Brülhart, 2006; Desmet et Fafchamps, 2005; Gaigné et autres, 2005; Polèse et Shearmur, 2006). La déconcentration industrielle touche surtout les secteurs d'activité les plus sensibles aux coûts de main-d'œuvre, aux coûts immobiliers et aux inconvénients de la congestion urbaine. Mais, les nouveaux foyers industriels ne surgissent pas n'importe où.

Nous commençons alors par un regard sur le sud-est québécois dont la spécialisation industrielle, vue dans une optique nord-américaine, fait figure d'exception.

La vocation (continentale) industrielle du sud-est québécois

Nous ne sommes pas les premiers à attirer l'attention sur le dynamisme manufacturier des villes moyennes du sud-est québécois, qui forment un Arc industriel (terme proposé dans Polèse, 2009) qui s'étend de Saint-Jean-sur-Richelieu jusqu'aux portes de Rivière-du-Loup, en passant par l'Estrie, le Centre-du-Québec et la Beauce. Proulx (2006) identifie ce qu'il appelle « le croissant manufacturier » qui épouse à peu près les mêmes contours.

Que des villes moyennes proches de Montréal ou de Québec accueillent des activités de fabrication n'a rien de surprenant dans une perspective de déconcentration industrielle. C'est le positionnement de l'Arc industriel (ou croissant manufacturier) québécois en Amérique du Nord qui fait son originalité. La carte 1.1 identifie les plus fortes concentrations relatives d'emploi manufacturier en Amérique du Nord[1]. Les données portent sur l'année 2001 (2000 aux États-Unis, car les recensements américains se font tous les dix ans). Tout porte à croire que la force manufacturière du sud québécois ressortira encore plus aujourd'hui (voir les cartes 1.2 et 1.3 et la figure 1.1). Le cœur industriel des États-Unis, autour des villes de Chicago et de Détroit, apparaît clairement sur la carte 1.1, tout comme le glissement de l'emploi manufacturier vers les États du sud. Les raisons de ce déplacement sont bien connues : les salaires sont plus bas dans les États du sud et les législations y sont moins favorables aux syndicats (Hollingsworth et al, 2003). L'ancien corridor industriel Boston-Washington a également vu ses industries traditionnelles se déplacer vers des États plus au sud. Le textile et l'habillement sont partis de la Nouvelle-Angleterre et de New York vers les champs plus fertiles (et surtout moins chers) de la Caroline du Nord et de la Caroline du Sud.

* Titulaire de la Chaire de recherche senior du Canada en Études urbaines et régionales. L'auteur tient à remercier l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) de son appui, aussi bien financier que sous forme de données gracieusement fournies. L'auteur remercie également le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) de leur aide financière. Cependant, les opinions exprimées ici n'engagent que l'auteur. mario.polèse@ucs.inrs.ca

Dans le coin nord-est du continent, on observe un triangle de villes spécialisées, toutes proportions gardées, dans des activités de fabrication. La surprise (du moins visuelle) est d'autant plus grande qu'elle va à l'encontre de l'image traditionnelle du sud ontarien comme cœur industriel du Canada. Les cartes 1.2 et 1.3 illustrent les concentrations relatives d'emplois manufacturiers au Québec et en Ontario; la moyenne canadienne sert de point de référence[2]. Non seulement les concentrations (quotients) sont-elles plus fortes dans le sud-est québécois que dans le sud ontarien, mais l'écart semble s'accentuer entre 2001 et 2006. Le glissement de l'emploi manufacturier vers le sud-est québécois se poursuit, même si – en termes absolus – l'emploi manufacturier est plus important en Ontario (environ deux fois le total québécois).

Carte 1.1

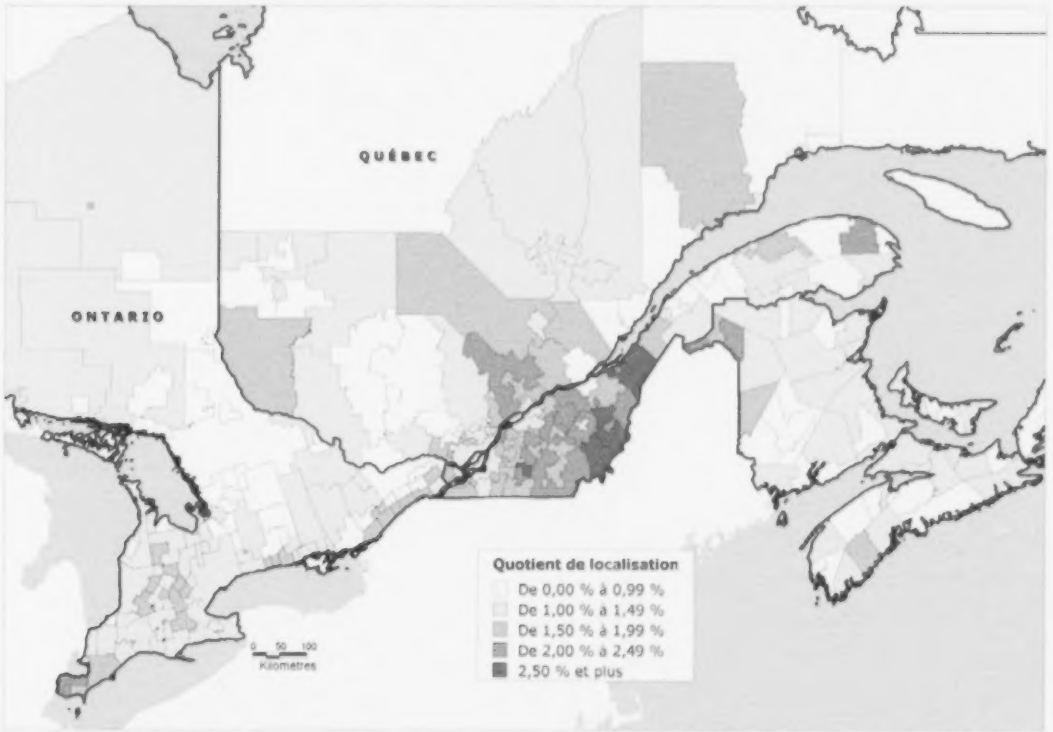
Principales concentrations d'emplois manufacturiers en Amérique du Nord, 2000-2001

Sources : Statistique Canada, Recensement 2001
US Census, 2001

INRS - Urbanisation, Culture Société, 2009

Carte 1.2

Concentrations de l'emploi manufacturier (SCIAN 31-33), Québec et Ontario, 2001

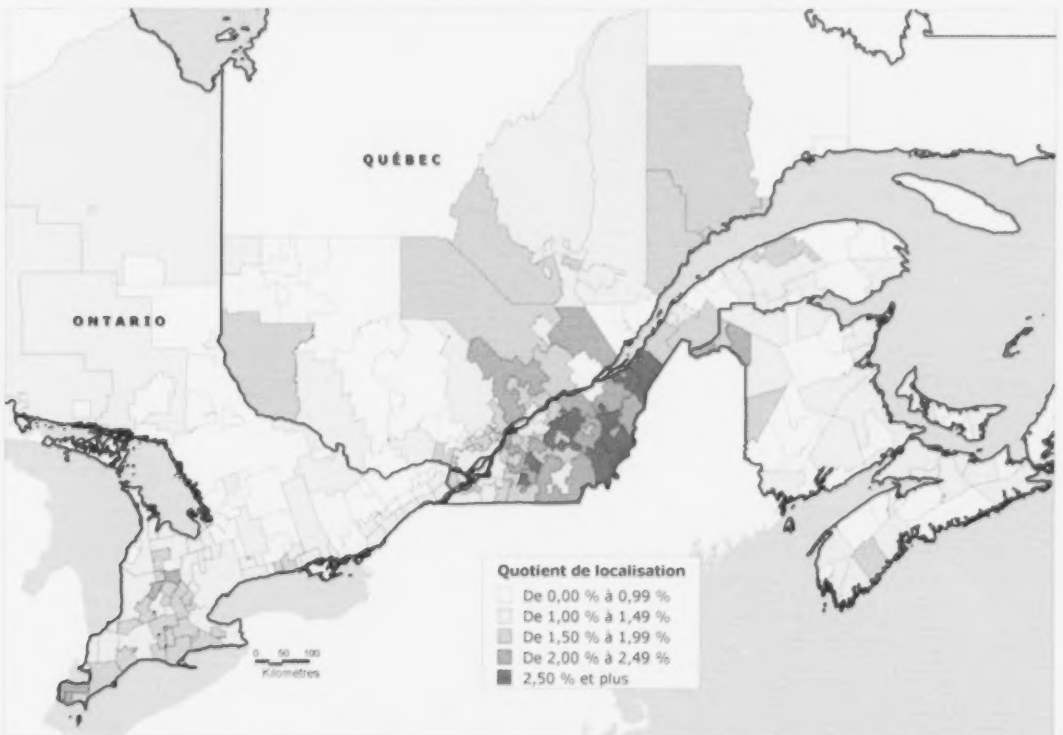


Source : Statistique Canada, Recensement 2001

INRS - Urbanisation Culture Société, 2009

Carte 1.3

Concentrations de l'emploi manufacturier (SCIAN 31-33), Québec et Ontario, 2006



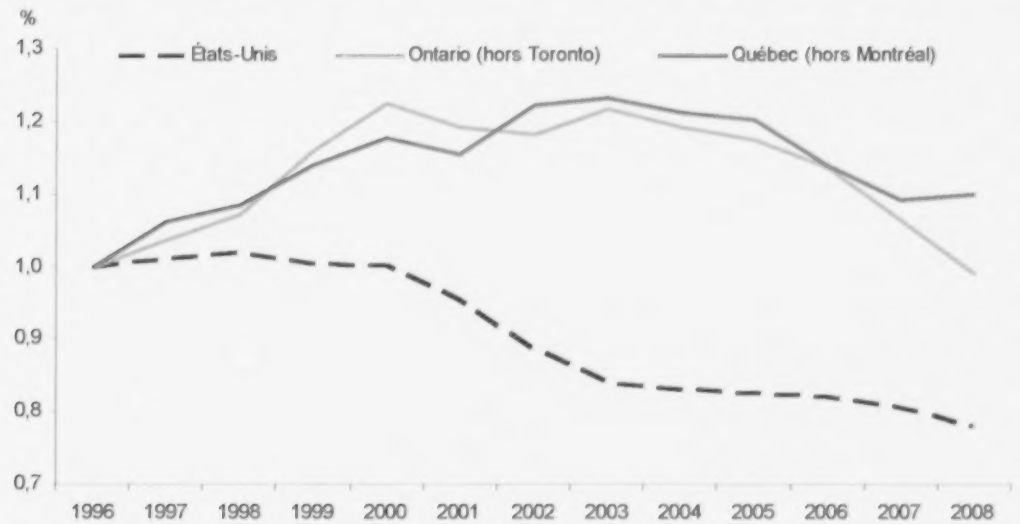
Source : Statistique Canada, Recensement 2006

INRS - Urbanisation Culture Société, 2009

La figure 1.1 présente l'évolution de l'emploi manufacturier aux États-Unis et dans les parties non métropolitaines (hors Toronto et hors Montréal) de l'Ontario et du Québec. On constate une chute depuis l'an 2000 de l'emploi aux États-Unis; elle s'est amorcée bien avant la récession actuelle. Les courbes ontariennes et québécoises se trouvent au-dessus de celle des États-Unis ce qui signifie, dans une perspective continentale (le Mexique exclu), un déplacement d'une partie de l'emploi manufacturier vers les deux grandes provinces canadiennes sur la période 1996-2008. Le dynamisme manufacturier du sud-est québécois repose donc en partie sur le fait d'être situé du bon côté de la frontière monétaire. Mais la figure 1.1 nous apprend aussi que le Québec non métropolitain s'en tire légèrement mieux que sa sœur ontarienne. Une bonne partie de l'explication réside dans la spécialisation du sud ontarien de l'industrie automobile, durement frappée par le ralentissement récent. L'éloignement du Québec du cœur de l'industrie automobile (Détroit), autrefois perçu comme un handicap, s'est transformé aujourd'hui en avantage. Mais, il y a plus.

Figure 1.1

Évolution de l'emploi manufacturier (1996=1,00), États-Unis, Ontario (hors Toronto) et Québec (hors Montréal), 1996-2008



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Us Census, Bureau of Labor Statistics.

La coupure nord-sud (à l'intérieur du Québec)

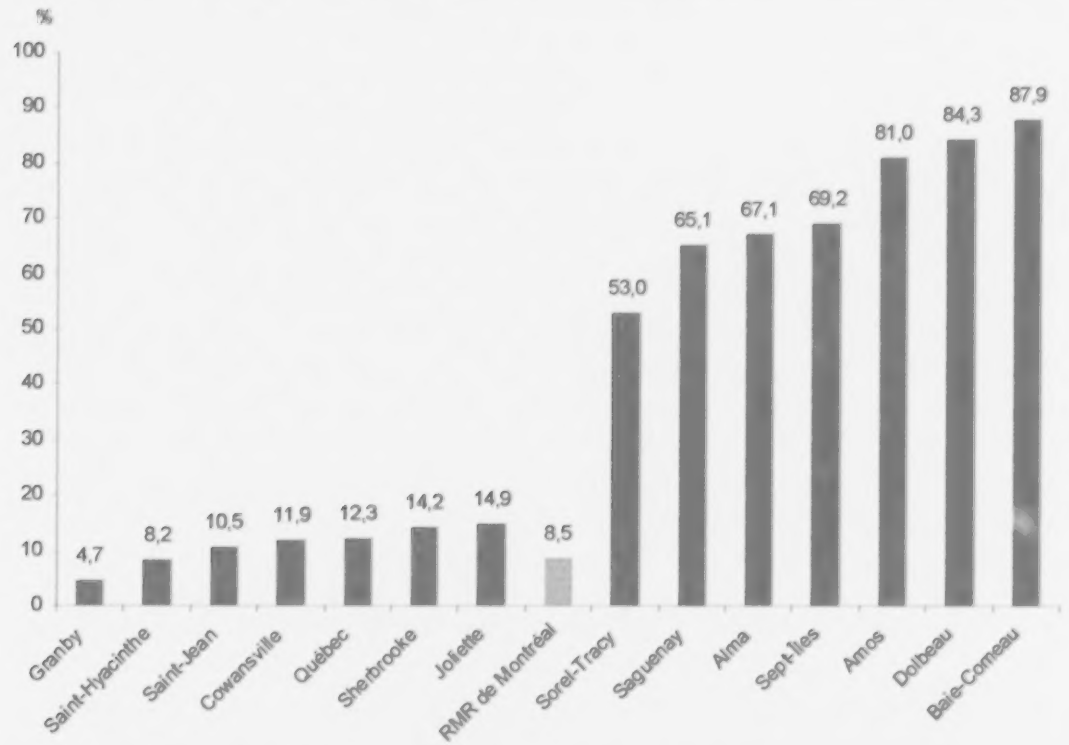
Comme nous l'avons expliqué dans Polèse (2009), les salaires sont, règle générale, plus bas au Québec qu'en Ontario, à taille urbaine égale. Nous insistons ici sur les origines linguistiques de l'écart[3]. La théorie économique nous dit que la mobilité géographique des facteurs de production (dont le travail) favorise la réduction des différences de rémunération; l'immobilité aura l'effet inverse (Polèse et Shearmur, 2005 : 132-146). La frontière linguistique a pour effet de réduire la mobilité de la main-d'œuvre francophone ce qui, du point de vue de certaines entreprises, comporte deux avantages : elle réduit le rayon des repères salariaux des travailleurs et rend la main-d'œuvre plus stable. C'est avantageux, notamment, pour des entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre loyale, possédant un niveau acceptable d'instruction, et dont la productivité repose en partie sur l'apprentissage. Pour le sud-est québécois, s'ajoutent d'autres avantages : l'accès au marché américain, des liaisons routières (sans pont) vers le sud[4] et la proximité d'une grande métropole.

Voici, en somme, un paysage économique quasi idéal pour accueillir des entreprises de moyenne technologie. Par moyenne technologie, nous entendons des industries de fabrication autres que celles dites de haute technologie (pharmaceutique, aérospatiale, matériel scientifique, etc.). Si de telles industries volent souvent la vedette, les autres activités de fabrication – une gamme hétérogène d'industries – comptent toujours pour la grande majorité des emplois manufacturiers, tant au Canada qu'aux États-Unis. Le triangle industriel dans le sud-est québécois, visible sur la carte 1.1 ne doit donc plus nous étonner. C'est dans ces industries que se trouve sa force.

Mais pour quelle raison, précisément, dans cette partie du Québec? À l'intérieur du Québec, c'est la coupure nord-sud qui fait la différence ou, plus précisément, la distinction entre les économies locales axées sur de grandes industries tributaires des ressources naturelles (dont l'énergie hydro-électrique) et les économies locales axées sur des PME manufacturières plus diversifiées. La figure 1.2 identifie les agglomérations urbaines les moins et les plus spécialisées dans les grandes industries basées sur les ressources naturelles. Pour des raisons de commodité visuelle, nous nous limitons aux 14 cas extrêmes; à savoir, les sept agglomérations (à droite) dont l'emploi manufaurier est le plus concentré dans les industries basées sur les ressources naturelles et (à gauche) les sept agglomérations les moins spécialisées, en plus de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal comme repère (la figure 1.3 obéit au même principe). La différence entre les deux univers est frappante. Comparons Alma à Cowansville. Dans la première, presque 70 % de l'emploi manufacturier se trouve dans les industries basées sur les ressources naturelles, chiffre qui tombe à environ 12 % à Cowansville. La différence réapparaît à la figure 1.3 sous forme de salaires médians (masculins) plus élevés à Alma, 30 % de plus qu'à Cowansville.

Figure 1.2

Pourcentage de l'emploi manufacturier dans des industries de transformation de ressources[1], les 7 agglomérations les moins et les plus spécialisées, 2006

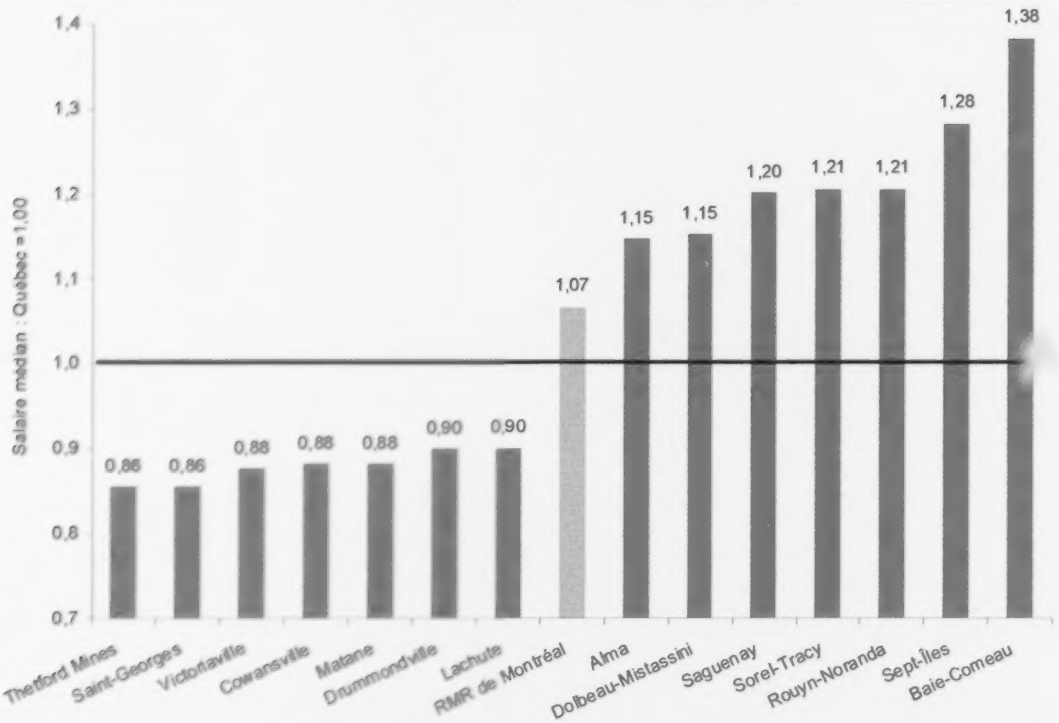


1. Industries du bois, de papier et de première transformation des métaux (codes SCIAN 321, 322, 331).

Source : Banque de données spatialisées du Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale; compilations spéciales de Statistique Canada, INRS Urbanisation, Culture et Société.

Figure 1.3

Salaire médian des hommes pour les 14 agglomérations retenues pour l'étude, 2005



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

À la fois les origines et les conséquences de cette différence salariale ne sont pas difficiles à deviner; Polèse et Shearmur (2002) parlent du « syndrome du rentier encombrant ». Les salaires élevés sont des rentes au sens économique du terme, assises en l'occurrence sur des dotations particulières de ressources naturelles[5]. C'est une bonne nouvelle pour les travailleurs qui en profitent, mais moins bonne pour les entrepreneurs qui rêvent de fonder une entreprise (exportatrice). Non seulement l'entrepreneur en puissance à Alma est-il plus loin du marché américain que son cousin de Cowansville, et sans les avantages de la proximité d'une grande ville, mais en plus doit-il naviguer dans un marché local de travail où les attentes salariales sont sensiblement plus élevées. Cette réalité nous aide à comprendre pourquoi il est si difficile de créer des emplois dans des villes comme Alma dans des secteurs autres que l'aluminium, le bois et le papier. Le risque, c'est que de telles situations se transforment en cercle vicieux, raison pour laquelle nous parlons de syndrome : les secteurs à hauts salaires freinent la diversification, alors que c'est précisément le manque de diversification qui est à l'origine des hauts salaires.

Le dilemme ne se limite pas aux régions ressources, mais s'observe aussi à des degrés divers dans toutes les collectivités dont les économies reposent sur de grandes industries fortement capitalisées. Au Québec, elles se sont surtout installées au bord du Saint-Laurent entre la frontière ontarienne et la ville de Québec; l'eau était historiquement le moyen le plus économique pour le transport du vrac (minerai, troncs d'arbre, etc.), surtout sur des distances plus longues (Stopford, 1997). La présence de Sorel-Tracy à la figure 1.3 n'est pas un hasard. Trois-Rivières et Valleyfield font également partie du club des villes dont les taux salariaux dépassent ceux de Montréal[6]. Les grandes industries installées au bord du Saint-Laurent sont la réplique – sans vouloir pousser l'analogie trop loin – des industries du « Rustbelt » des Grands Lacs. De telles zones industrielles connaissent plus de difficultés à se recycler, par opposition à des zones avec un héritage d'industrie légère ou de PME. Le défi est autant social qu'économique dans des collectivités marquées par une vieille tradition syndicale et par de grands patrons protecteurs.

Il faillait donc une troisième condition, en plus des frontières linguistiques et monétaires, pour que naisse l'Arc industriel du sud-est québécois : à savoir, l'absence (ou le déclin) de grandes industries envahissantes. Sur les dix MRC avec les taux salariaux les plus bas, toutes se situent au sud du Saint-Laurent (tableau 1.1), dont la majorité dans les parties centrales du sud-est québécois. Ce résultat est d'abord le reflet d'un héritage industriel axé, par le passé, sur de bas salaires (chaussures, textile, bonneterie, etc.) et sur le déclin, plus récent, des industries tributaires de la forêt (papeteries, scieries, etc.). Être situé au sud du fleuve joue au moins à deux titres : à l'est de Lévis, elle rend plus difficile l'implantation de grandes industries énergivores (passer des lignes de transmission au-dessus du Golfe n'est pas une mince affaire); les problèmes d'approvisionnement en matière ligneuse sont plus aigus au sud, si bien que les grandes papeteries y sont aujourd'hui moins présentes. Rivière-du-Loup et Rimouski ne sont pas plus des villes à hauts salaires[7]; du moins pas par comparaison à leurs sœurs sur l'autre rive. À noter aussi la présence de l'agglomération de Matane à la figure 1.3, et la MRC des Basques au tableau 1.1. Le Bas-Saint-Laurent commence à ressembler au reste du sud-est du Québec.

L'insistance sur de bas salaires peut choquer; ce n'est pas un attribut dont on aime se vanter. Toutefois, le positionnement excentrique du Québec en Amérique du Nord fait que la distance doit être compensée par autre chose : soit par des ressources naturelles exceptionnelles ou par une productivité plus élevée. L'idéal, bien entendu, serait une main-d'œuvre plus productive qu'ailleurs en Amérique du Nord; mais l'on ne joue pas sur la productivité comme sur les prix.

Tableau 1.1

Salaire médian des hommes pour les 10 MRC avec les taux salariaux les plus bas[1], 2005

MRC	Taux	Région administrative
L'Érable	0,754	Centre-du-Québec
Nicolet-Yamaska	0,763	Centre-du-Québec
Les Basques	0,764	Bas-Saint-Laurent
Le Haut-Saint-François	0,789	Estrie
Acton	0,790	Monterégie
L'Amiante	0,796	Chaudière-Appalaches
Le Rocher-Percé	0,797	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Coaticook	0,798	Estrie
Charlevoix	0,806	Capitale-Nationale
La Haute-Gaspésie	0,809	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

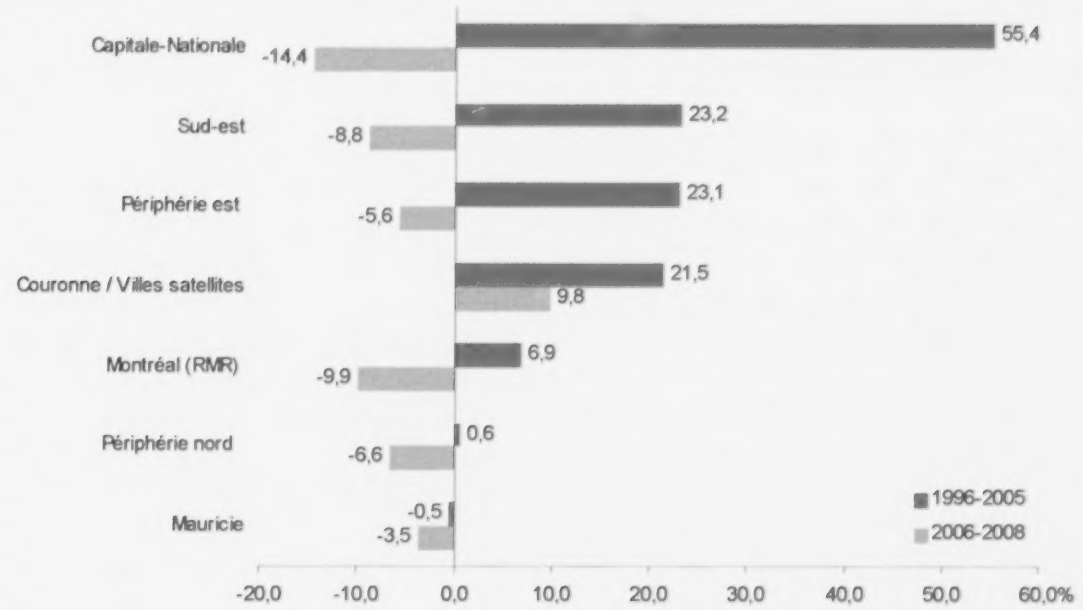
1. La moyenne québécoise = 1,00.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

La figure 1.4 illustre l'évolution de l'emploi manufacturier par ensemble régional[8] pour les périodes 1996-2005 et 2006-2008. La grande surprise est la région de la Capitale-Nationale, dont l'emploi manufacturier connaît une croissance importante. Ce n'est plus uniquement une région portée par le secteur public. Cependant, la surprise est moins grande si nous la situons à l'intérieur du dynamisme manufacturier du sud-est québécois dans son ensemble, qui déborde sur le Bas-du-Fleuve. À l'est, la différence entres les régions assises sur les deux rives du Saint-Laurent est nette, même si la plupart subissent les effets du ralentissement récent de l'activité économique. À l'ouest de la Capitale-Nationale, la stagnation de l'emploi manufacturier en Mauricie est, il faut le croire, le reflet de son héritage industriel. Par contre, pour la RMR de Montréal, la faible croissance (recul même) de l'emploi manufacturier est la contrepartie, nous le savons, de l'essor de la métropole comme centre de services supérieurs, devenus le principal moteur économique des grandes métropoles.

Figure 1.4

Évolution de l'emploi manufacturier,1996-2005 et 2006-2008



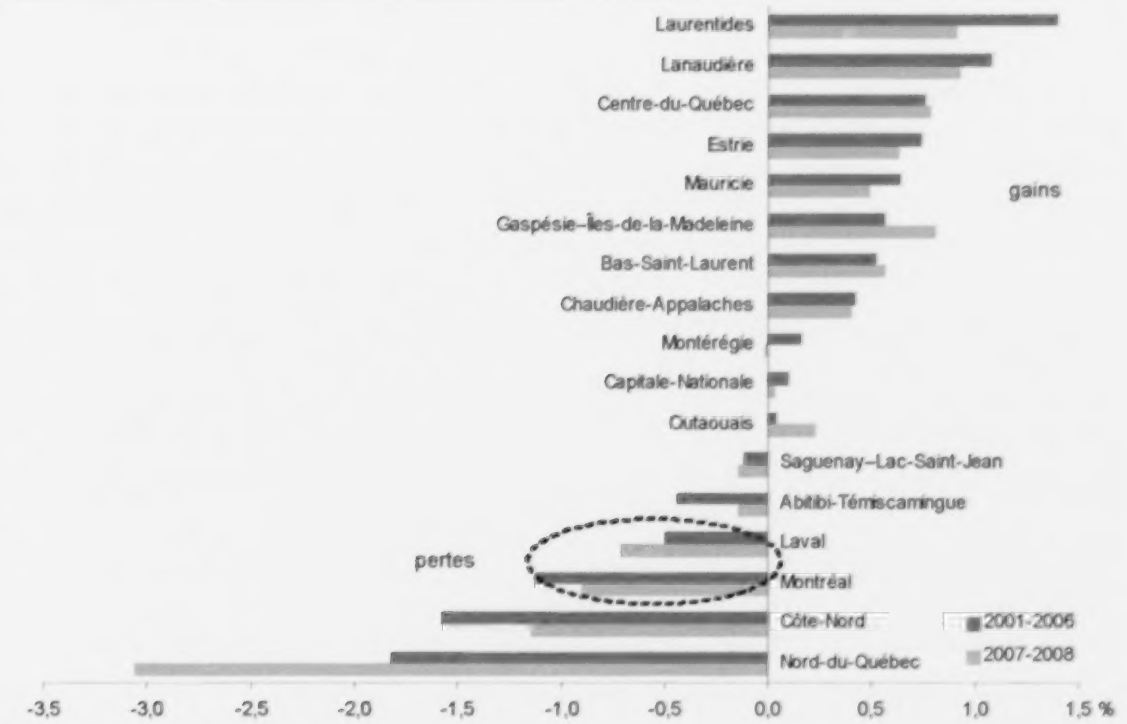
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

L'essor des économies résidentielles

La section précédente portait sur le déplacement des activités manufacturières vers des villes moyennes. C'est une tendance généralisée, mais dont les villes du sud-est québécois tirent particulièrement profit pour les raisons que nous venons d'expliquer. Une seconde tendance tout aussi universelle, notamment dans les sociétés plus riches, est le déplacement des populations (et donc aussi des industries qui les desservent) vers des destinations vertes : eau, montagnes, soleil. Aux États-Unis, la montée du *Sunbelt* n'a plus besoin d'être démontrée. Pour la France, Duboys-Fresney (2006) parle d'héliotropisme (la recherche du soleil) et de thalassotropie (la recherche de l'eau), en qualifiant l'évolution géographique de la population française. Le littoral français est quasiment clos tant la densité de la population qui le borde est forte : 272 habitants au km^2, contre 108 pour la moyenne française. Ce mouvement touche surtout deux populations : les personnes à la retraite ou proches de la retraite; les jeunes professionnels qui jouissent d'une certaine flexibilité dans le choix de lieu de résidence, soit parce que leur présence au travail n'est requise que de façon irrégulière ou parce qu'ils travaillent dans un domaine en forte demande.

Le Québec n'a ni ceinture du soleil ni Côte d'Azur. Cependant, l'effet des déplacements, pour des motifs autres que le travail, commence à être manifestes. Là encore, les régions gagnantes se trouvent soit au sud du Québec, soit à proximité des grandes villes, donnant lieu à des économies résidentielles, concept que nous devons à Davezies (2008); à savoir, des économies locales dont la base économique ne repose pas sur l'exportation de biens ou de services, mais sur l'arrivée de personnes qui y dépensent des revenus gagnés ailleurs, du moins en partie. La figure 1.5 illustre les soldes migratoires par région pour les populations âgées de 60 à 65 ans. Les deux premières régions gagnantes sont sans surprises : les Laurentides et Lanaudière, terrains traditionnels de jeu des Montréalais à la recherche de lacs et de montagnes, suivies du Centre-du-Québec et de l'Estrie. Parmi les principales régions perdantes, en nombres absolus surtout, figurent Montréal (l'Île) et Laval, soit les principaux points d'origine des déplacements. Les faibles soldes positifs pour les régions de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais cachent des sorties analogues de populations urbaines retraitées; n'eût été l'inclusion dans ces régions administratives des zones traditionnelles de villégiature (Charlevoix, Parc de la Gatineau, etc.), les soldes auraient sans doute été négatifs.

Figure 1.5
Taux net de migration interne annuelle, personnes de 60 à 65 ans, 2001-2006 et 2007-2008

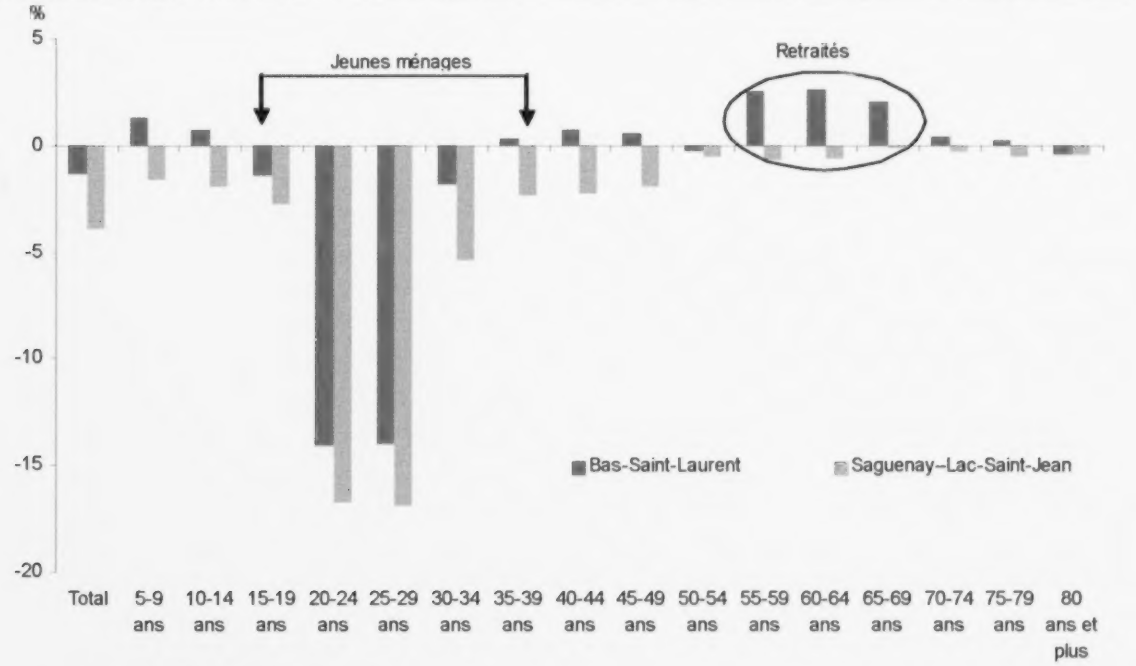


Source : Institut de la statistique du Québec.

Ce qui étonne davantage est la présence, du côté des régions gagnantes, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent, tendance qui s'accentue depuis 2007. Nous retrouvons la coupure nord-sud. Aux figures 1.6 et 1.7, nous opposons les deux régions à des sœurs périphériques plus au nord. Les régions du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay–Lac-St-Jean affichent des soldes négatifs importants pour les populations de 20 à 30 ans. Toutefois, le solde global est nettement moins négatif chez la première, car les pertes sont en partie compensées par l'arrivée de deux populations : des populations à la retraite et, à un degré moindre, des jeunes ménages avec enfants, notamment le groupe d'âge des 35-39 ans. Pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean, par contre, les soldes sont négatifs pour tous les groupes d'âge. Les retraités ne reviennent pas (ou peu) dans la région, semble-t-il, et les jeunes ménages n'y sont pas (ou peu) attirés. La comparaison Gaspésie/Abitibi (figure 1.7) donne le même portrait, à quelques nuances près. C'est une bonne nouvelle pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. La nouvelle est moins bonne pour les périphéries du nord qui auront à affronter le double défi d'un marché de travail peu compétitif et d'un faible pouvoir d'attraction auprès des populations mobiles.

Figure 1.6

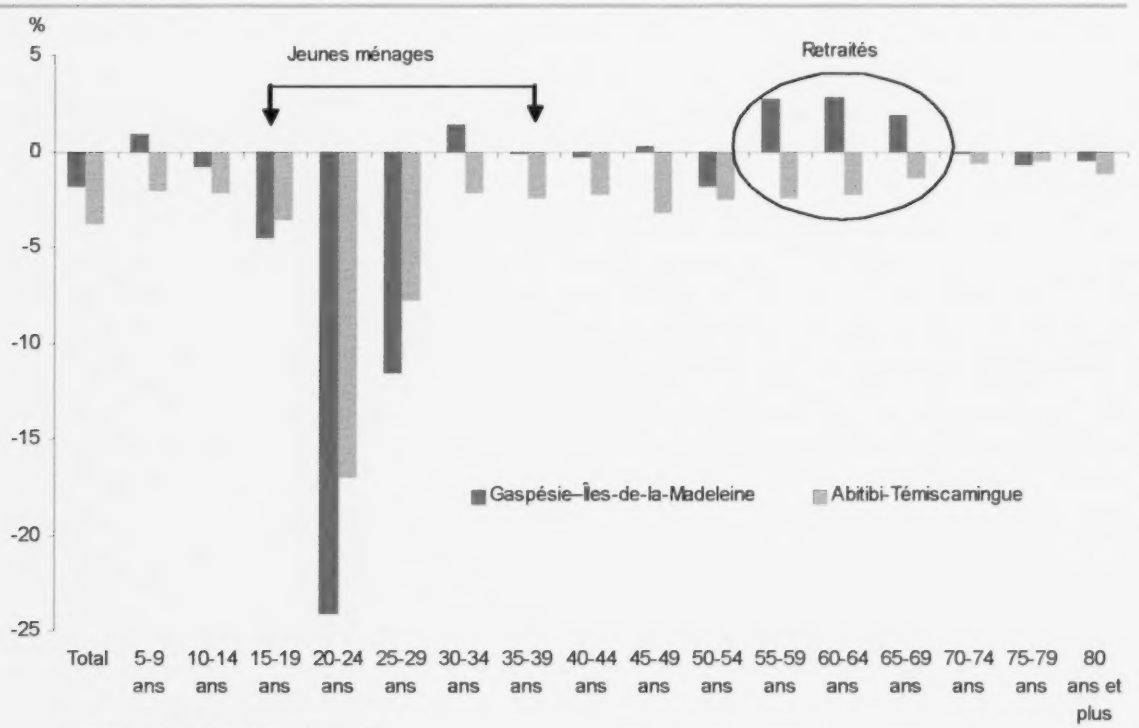
Taux net de migration interne par groupe d'âge, Bas-Saint-Laurent et Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2001-2006



Source : Institut de la statistique du Québec.

Figure 1.7

Taux net de migration interne par groupe d'âge, Abitibi-Témiscamingue et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2001-2006



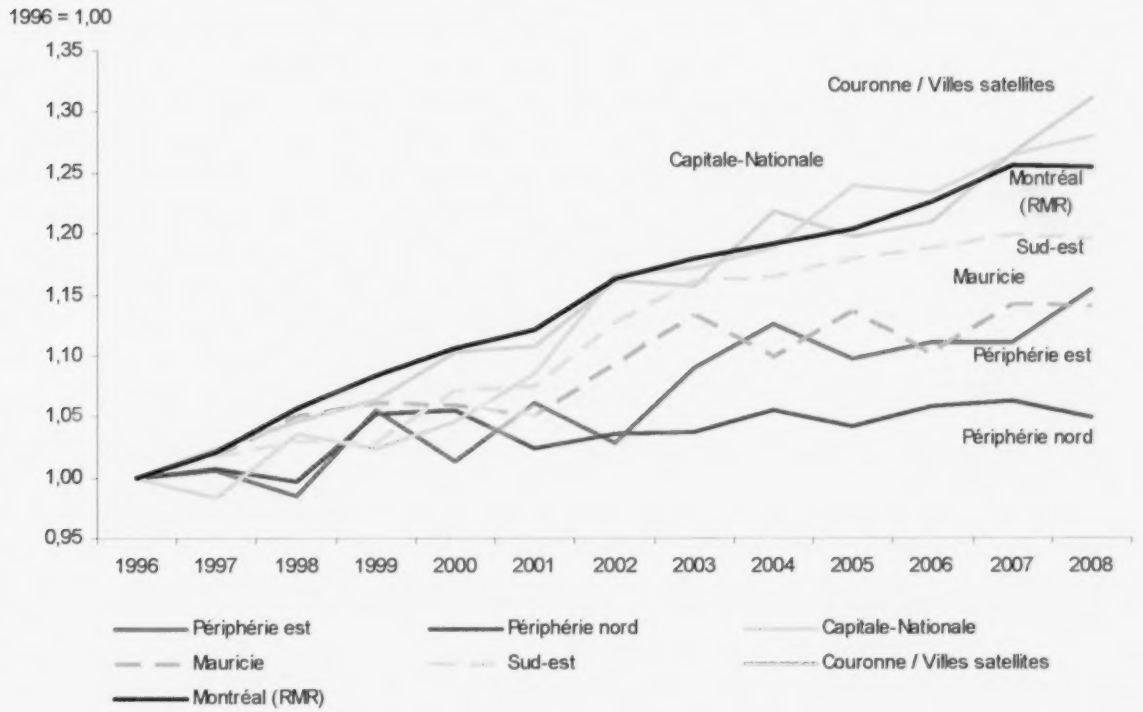
Source : Institut de la statistique du Québec.

Conclusion

Les deux tendances que nous venons d'examiner n'expliquent pas tout. Elles nous permettent néanmoins de jeter un autre regard sur la dynamique régionale de l'emploi au Québec. L'emploi (total) a progressé durant la période 1996-2008, et ce, dans toutes les régions du Québec, même si les effets du ralentissement récent de l'activité économique sont manifestes à certains endroits (figure 1.8). Seules les régions périphériques au nord du Saint-Laurent font exception; l'emploi n'y progresse guère depuis le début des années 2000 pour des raisons que nous comprenons maintenant mieux[9]. Elles ne tirent profit ni de l'exode industriel – qui favorise les villes moyennes – ni de l'exode des populations urbaines à la recherche de milieux de vie plus agrestes. Le contraste avec les régions périphériques au sud du Saint-Laurent s'amplifie depuis quelques années, dont plusieurs collectivités profitent, à des degrés divers, des deux tendances. Cependant, l'effet résidentiel profite surtout au littoral et aux îles, et n'est donc pas d'un grand secours pour les communautés de l'intérieur (Témiscouata, Matapédia, etc.).

Figure 1.8

Évolution de l'emploi total (1996 = 1,00), 1996-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

C'est surtout la croissance de l'ensemble régional « Couronne / Villes satellites » et de la Capitale Nationale qui attire l'attention (figure 1.8). Pour la première, c'est la présence à la fois de villes moyennes qui tirent profit du mouvement de déconcentration industrielle (Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, etc.), et des zones qui tirent profit de l'exode vert des Montréalais (Saint-Sauveur, Rawdon, etc.) qui explique largement sa croissance. Les fondements de la croissance des zones au nord de Montréal, à savoir au-delà du rayon habituel des déplacements quotidiens résidence-travail, sont d'abord démographiques et résidentiels; cette croissance se poursuivra tant et aussi longtemps que des populations à la retraite (et d'autres populations à la recherche de milieux de vie verts) continueront de croître.

L'essor de la région de Québec s'explique, en grande partie, par une progression importante de l'emploi depuis 2004 dans le secteur tertiaire, particulièrement dans les branches de la finance et assurance ainsi que dans celle des services professionnels, scientifiques et techniques. La bonne performance de Québec trouve, possiblement, aussi son ex-

plication dans son pouvoir d'attraction (et de rétention) auprès de certaines populations, notamment chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans. La présence d'un milieu universitaire diversifié y est sans doute pour quelque chose. Il est possible, en parallèle, que la croissance de certains emplois tertiaires à Québec soit en lien avec l'essor de l'Arc industriel, dont elle est le centre de services pour des villes moyennes proches (Saint-Georges, Victoriaville, etc.), sans pour autant totalement éclipser Montréal.

Pour mieux saisir la dynamique de la partie du Québec que l'on nomme Arc industriel ou croissant manufacturier, il nous faudra des informations sur les relations interindustrielles (biens et services), non pas uniquement des villes et des localités entre elles, mais aussi avec celles de l'autre côté de la frontière. Ce n'est sans doute pas totalement un hasard que la compagnie IBM possède des usines au Vermont et en Estrie et que Canam-Manac ait des usines en Beauce et au New-Hampshire. La dynamique industrielle de cette partie du Québec repose sur de nombreux éléments; nous avons insisté sur le volet coût et sur l'accès au marché américain. Il ne faut pas oublier la présence de pôles régionaux comme Sherbrooke, dont les institutions desservent l'ensemble du sud-est québécois; mais aussi, des éléments plus intangibles comme le climat social local et l'esprit d'entrepreneuriat, plus difficiles à quantifier.

Notes

1. Les cartes 1.1, 1.2 et 1.3 se fondent sur le calcul de ce qu'on appelle communément le quotient de localisation; en l'occurrence, la part de l'emploi local dans le secteur manufacturier (codes SCIAN 31-33) comparée à la moyenne continentale ou nationale. Sur la carte 1.1, la moyenne nord-américaine (États-Unis et Canada) sert de repère; aux cartes 1.2 et 1.3, c'est la moyenne canadienne.
2. Je tiens à remercier Cédric Brunelle et Gaëtan Dussault de l'INRS de leur aide dans la fabrication des cartes géographiques et dans la structuration des données.
3. L'hypothèse de l'effet dépressif (sur les salaires) de la faible mobilité des francophones ne date pas d'hier. Il y a soixante-cinq ans, Delage (1943 : 232) écrivait: «...ceux-ci préfèrent rester ici, chez-eux, même si on les paye moins qu'ailleurs...serait-ce là le prix qu'il nous faut payer pour notre attachement au coin du pays qui nous a vus naître? » L'auteur fait référence à l'écart observé de rémunération (à l'intérieur des mêmes industries) entre Montréal et Toronto en 1938.
4. Le sud ontarien ne possède aucun lien terrestre routier direct avec les États-Unis; à savoir sans la nécessité d'emprunter un pont, un tunnel ou un bateau.
5. Ou, diraient certains, assises sur un État particulièrement généreux, sous forme de tarifs préférentiels accordés aux entreprises pour l'accès aux ressources, dont l'accès à l'énergie électrique (voir Bernard et Bélanger, 2007).
6. Respectivement, en 9e et 10e positions, après Val-d'Or en 8e position.
7. Rivière-du-Loup se trouverait en 8e position sur la figure 1.3 (partie gauche). Rimouski est plus chère (15e place), mais toujours nettement en dessous des villes sur l'autre rive du Saint-Laurent.
8. Les régions aux figures 1.4 et 1.8 sont définies de la façon suivante: *Sud-est* = Estrie + Centre-du-Québec + Chaudière-Appalaches; *Périphéries-Est* = Bas-Saint-Laurent + Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; *Périphéries-Nord* = Abitibi-Témiscamingue + Saguenay–Lac-Saint-Jean + Côte-Nord + Nord-du-Québec; Mauricie = Mauricie; Québec = Capitale-Nationale; *Montréal* = Région métropolitaine de recensement [RMR] de Montréal; *Couronne/Villes satellites* = Les parties non métropolitaines de Laurentides, Lanaudière et Montérégie. Les limites des régions administratives chevauchent parfois des marchés de travail, ce qui pose problème pour l'indentification des zones d'emplois. L'Outaouais est exclue à cause des travailleurs frontaliers. À noter, l'ensemble régional *Sud-est* est équivalent à l'*Arc industriel* dans les figures de Polèse (2009). Nous préférons ici l'appellation *Sud-est*, car cet ensemble régional, dont les frontières sont fixées par des limites administratives, n'épouse que partiellement les contours de l'Arc industriel, qui débordent sur la Montérégie et le Bas-Saint-Laurent.
9. L'Abitibi-Témiscamingue s'en tire mieux que le Saguenay–Lac-St-Jean, en partie à cause de *boom* minier dont profite la région depuis 2005. De tels *booms* sont nécessairement cycliques. Les différences entre les deux périphéries du nord sont discutées dans Polèse (2009).

Bibliographie

BERNARD, Jean-Thomas et Gérard BÉLANGER (2007). *Aluminium : des subventions annuelles de 336 000 $ par emploi pour 30 ans*, Québec, Département d'économie, Université Laval, 4 p.

BUREAU OF LABOR STATISTICS (2009). [En ligne :] http://data.bls.gov/PDQ/servlet/SurveyOutputServlet.

BRÜLHART, Marius (2006). « Fading Attraction of Central Regions: an Empirical Note on Core – Periphery gradients in Western Europe », *Spatial Economic Analysis*, vol. 1, n° 2, p. 227-235.

DAVEZIES, Laurent (2008). *La république et ses territoires: La circulation invisible des richesses*, Paris, Seuil, p. 113.

DELAGE, Jean (1943). « IV : L'industrie manufacturière » dans Esdras Minville (éd.) *Montréal économique*, Montréal, Éditions Fides, 217 p.

DUBOYS-FRESNEY, Laurence (2006). *Atlas des Français d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Autrement, 184 p.

DESMET, Klaus et Marcel FAFCHAMPS (2005). « Changes in the spatial concentration of employment across US counties: A sectoral analysis : 1972-2000 », *Journal of Economic Geography*, vol. 5, n° 3, p. 261-284.

GAIGNÉ, Carl, Virginie PIGUET et Bertrand SCHMITT (2005). « Évolution récente de l'emploi industriel dans les pays territoires ruraux et urbains : une analyse structurelle géographique sur des données françaises », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 1, p. 3-30.

HENDERSON, Vernon (1997). « Medium sized cities », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 27, p. 583-612.

HOLLINGSWORTH, Joseph A., Mike RANDALL et Trisha OSTROWSKI (2003). *The Southern Advantage*, Ashland (Ohio), Economic Research Press, Atlas Books, 216 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2009). Québec. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/.

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE UBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ (2009). Banque de données spatialisées du LASER (Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale); à partir de compilations spéciales de Statistique Canada.

POLÈSE, Mario (2009). « Nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise: cinq tendances », *Recherches sociographiques*, vol. L, n° 1, p. 9-39.

POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir: la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et du Canada atlantique*, Institut national de recherche scientifique. [En ligne :] http://www.ucs.inrs.ca/default.asp?p=res.

POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR (2005). *Économie urbaine et régionale*, Paris, Economica, 376 p.

POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR (2006). « Growth and Location of Economic Activity: The Spatial Dynamics of Industries in Canada 1971-2001 », *Growth and Change*, vol. 37, n° 3, p. 362-395.

PROULX, Marc-Urbain (2006). « Mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie du Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XLVII, n° 3, numéro spécial sur le développement territorial sous la direction de Bruno Jean, p. 475-502.

STATISTIQUE CANADA (2009). « Enquête sur la population active », *Revue chronologique de la population active - 2008* (format CD), Catalogue 71F0004XCB.

STOPFORD, Martin (1997). *Maritime Economics*, Oxford (Angleterre), Routledge, 816 p.

US CENSUS BUREAU (2009). [En ligne :] http://factfinder.census.gov/home/saff/main.html?_lang=en.

2. Démographie

par Chantal Girard et Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

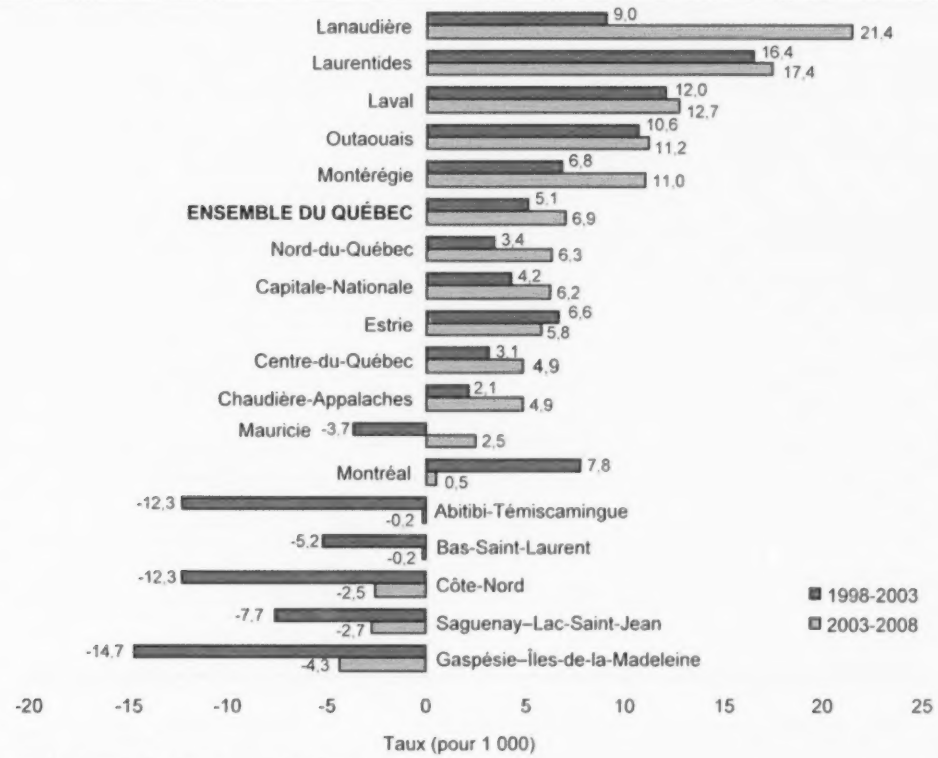
Les régions du Québec connaissent des évolutions démographiques contrastées. Croissance et déclin se côtoient, induits par des phénomènes démographiques – fécondité, migration interrégionale, immigration – en mutation. Après avoir comparé l'effectif de la population des régions au cours des 10 dernières années, ce chapitre présente les données les plus récentes sur les phénomènes démographiques précédemment mentionnés et souligne l'importance de ces phénomènes dans l'évolution démographique de certaines régions. Une section analyse également les structures par âge actuelles des régions. Le chapitre fait ressortir la diversité quant aux enjeux démographiques et souligne quelques tendances communes à l'ensemble des régions.

Évolution de la population : gain accru ou perte moindre sauf à Montréal

En moyenne, la population du Québec a crû à un rythme de 6,9 pour mille annuellement au cours de la période 2003-2008 (figure 2.1). La croissance démographique a été plus importante qu'au cours de la période précédente, 1998-2003, alors que le taux d'accroissement annuel moyen était de 5,1 pour mille. À titre comparatif, le taux du Canada est passé de 9,6 à 10,3 pour mille et celui de l'Ontario, de 14,8 à 10,9 pour mille entre ces mêmes périodes.

Figure 2.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2003 et 2003-2008



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Lanaudière enregistre l'accroissement le plus fort entre 2003 et 2008 avec un taux annuel moyen de 21 pour mille, soit plus de 2 % annuellement. La progression est frappante dans cette région qui se situait au quatrième rang en 1998-2003. Les régions des Laurentides (17 pour mille), de Laval (13 pour mille) et de l'Outaouais (11 pour mille) viennent ensuite. Leur croissance récente est légèrement supérieure à celle du lustre précédent. La Montérégie (également 11 pour mille) a quant à elle enregistré une augmentation notable de son taux d'accroissement.

Le taux d'accroissement annuel moyen de Montréal est de 0,5 pour mille entre 2003 et 2008, indiquant une quasi-stabilité de la population. Ce taux était de 7,8 pour mille entre 1998 et 2003. Montréal est la seule région qui a vu son évolution démographique se détériorer significativement au cours des 10 dernières années. L'Estrie a également un taux d'accroissement un peu moins élevé en 2003-2008 qu'en 1998-2003, mais la différence est mince et on peut dire que la croissance s'y maintient.

Les régions en déclin démographique en 1998-2003 ont toutes vu leur situation s'améliorer en 2003-2008. La Côte-Nord, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrent encore des pertes, mais elles sont de bien moindre ampleur. L'Abitibi-Témiscamingue et le Bas-Saint-Laurent ont vu leur population se stabiliser entre 2003 et 2008. Quant à la Mauricie, elle renoue avec la croissance.

Le Nord-du-Québec, la Capitale-Nationale, le Centre-du-Québec et Chaudière-Appalaches ont enregistré une croissance légèrement inférieure à la moyenne québécoise en 2003-2008 comme en 1998-2003, et une progression entre ces deux périodes.

Afin d'avoir un aperçu de la situation très récente, le tableau 2.1 contient le taux d'accroissement annuel moyen de la période 2006-2008. Le principal constat qu'on peut tirer de cet indicateur touche les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue qui enregistrent, entre 2006 et 2008, un taux d'accroissement positif, c'est-à-dire une croissance de leur population. Il sera intéressant de suivre de près les résultats de ces régions afin de voir si ce revirement de tendance se maintient. Les taux d'accroissement de la période la plus récente sont aussi présentés à l'échelle des MRC et TE dans la partie qui leur est consacrée.

Ces évolutions différentes d'une région à l'autre ont légèrement modifié le poids relatif de la population de chacune d'entre elles dans l'ensemble du Québec. Montréal demeure la région la plus populeuse. Avec 1,878 million d'habitants en 2008, elle regroupe 24,2 % de la population québécoise. Cette part est un peu moins élevée qu'en 1998 (24,7 %). La Montérégie arrive deuxième avec 1,415 million d'habitants. Sa part s'est accrue à 18,3 % en 2008, comparativement à 17,7 % en 1998. Au troisième rang, la population de la Capitale-Nationale s'établit à 680 000 personnes et sa part demeure stable à près de 9 %.

Les Laurentides, la Montérégie, Lanaudière et Laval ont vu leur part de la population québécoise progresser sensiblement en 10 ans. À l'inverse, Montréal et le Saguenay–Lac-Saint-Jean ont vu cette part se réduire. Dans les autres régions, les changements sont de faible ampleur.

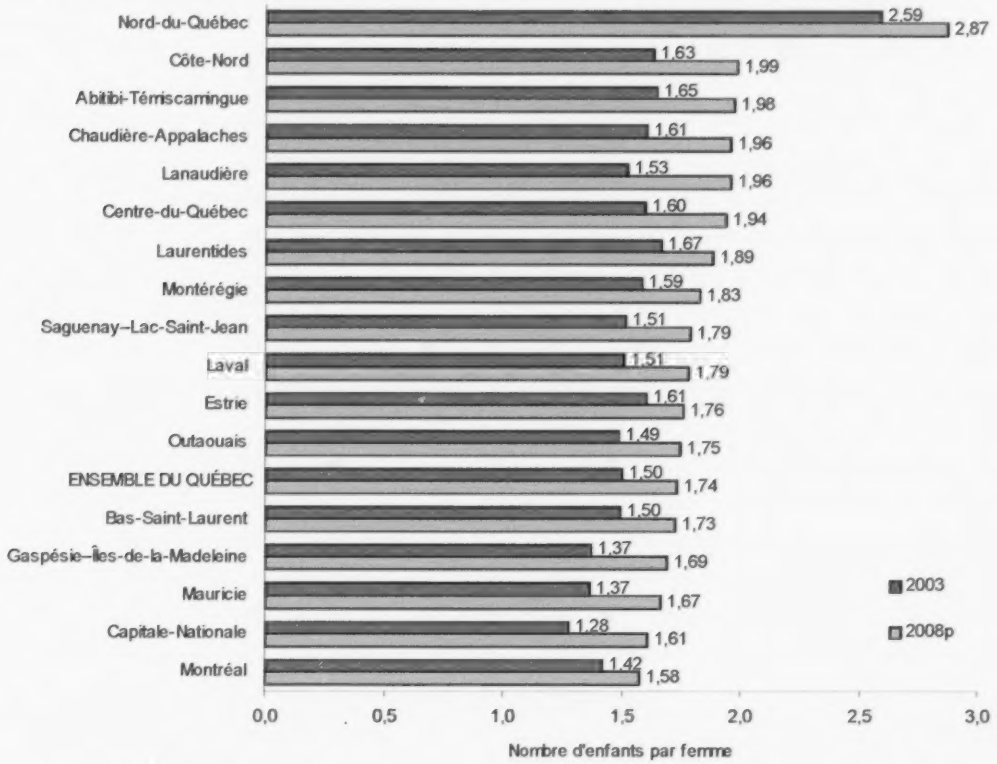
Fécondité et naissances : en hausse dans toutes les régions

L'indice synthétique de fécondité atteint 1,74 enfant par femme au Québec en 2008, selon les données encore provisoires. C'est le niveau le plus élevé depuis 1976. L'indice est en augmentation depuis 2005; il a été égal ou légèrement inférieur à 1,5 enfant par femme de 1998 à 2004[1].

La hausse de la fécondité enregistrée au Québec au cours des dernières années est observable dans toutes les régions, comme l'illustre la figure 2.2. En 2008, l'indice synthétique de fécondité frôle le seuil de 2 enfants par femme dans les régions de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Chaudière-Appalaches et de Lanaudière. L'indice est d'environ 1,9 dans le Centre-du-Québec et les Laurentides et d'environ 1,8 en Montérégie, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, à Laval et en Estrie. Le niveau est semblable à la moyenne québécoise, environ 1,7 enfant par femme, en Outaouais, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et en Mauricie. Il est un peu plus faible, autour de 1,6, dans la Capitale-Nationale et à Montréal. Le Nord-du-Québec se situe loin devant toutes les autres régions avec un indice de fécondité de 2,9 enfants par femme.

1. Le chapitre portant sur les naissances et la fécondité du Bilan démographique du Québec, publié annuellement par l'Institut de la statistique du Québec, contient une analyse plus détaillée des tendances québécoises récentes en cette matière. Les données du Québec et des régions sont mises à jour tout au long de l'année sur le site Web de l'Institut.

Figure 2.2
Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2008



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le nombre de naissances dépend à la fois de la fécondité du moment, mesurée par l'indice synthétique de fécondité, mais également du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Au Québec, les naissances ont connu une sixième hausse annuelle consécutive, passant de 72 500 en 2002 à 87 600 en 2008 selon les données provisoires. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation de la fécondité puisque le nombre de femmes en âge de procréer n'a que peu varié au cours des dernières années.

Les naissances ont augmenté de façon notable dans chacune des 17 régions administratives et, comme au Québec, l'augmentation se concentre entre 2005 et 2008. Dans Lanaudière, la fécondité et le nombre de femmes se sont accrus, faisant augmenter les naissances de plus de 30 % en seulement 3 ans; elles sont passées de 4 000 en 2005 à 5 300 en 2008. Au cours de la même période, l'augmentation de la fécondité a été presque aussi importante sur la Côte-Nord, mais le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants a sensiblement diminué. Les naissances y ont tout de même crû de 17 %.

Le tableau 2.2 présente le nombre de naissances par région administrative de 1998 à 2008. Il contient également le nombre de décès par région, ce qui permet de calculer l'accroissement naturel, soit la différence entre les naissances et les décès. Au Québec, la hausse du nombre de naissances a été beaucoup plus marquée que celle des décès, si bien que l'accroissement naturel connaît une progression notable, passant d'environ 20 000 en 2005 à plus de 30 000 en 2008.

À l'échelle des régions, l'évolution des décès varie, en fonction des espérances de vie et des structures par âge différentes[2]. Néanmoins, partout, l'augmentation des naissances surpasse celle des décès quand on compare les années 2005 et 2008, entraînant une amélioration de l'accroissement naturel. Cette amélioration est très légère en

2. L'analyse de la mortalité dans les régions n'est pas présentée ici. L'espérance de vie des hommes et des femmes de chaque région est disponible sur le site Web de l'Institut.

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et plus importante, toutes proportions gardées, dans Lanaudière. Ainsi, on peut dire que la hausse des naissances a contribué positivement au bilan démographique de toutes les régions.

Il faut noter qu'en 2008, on dénombre plus de décès que de naissances dans deux régions, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Mauricie. En 2005, le Bas-Saint-Laurent était aussi dans cette situation, mais ce n'est plus le cas depuis trois ans. Même en projetant une augmentation de l'espérance de vie, l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom aux âges avancés où la mortalité est élevée entraînera une hausse des décès qui surpasseront vraisemblablement les naissances au cours de la décennie 2020. L'accroissement naturel du Québec et de plusieurs autres régions sera alors négatif.

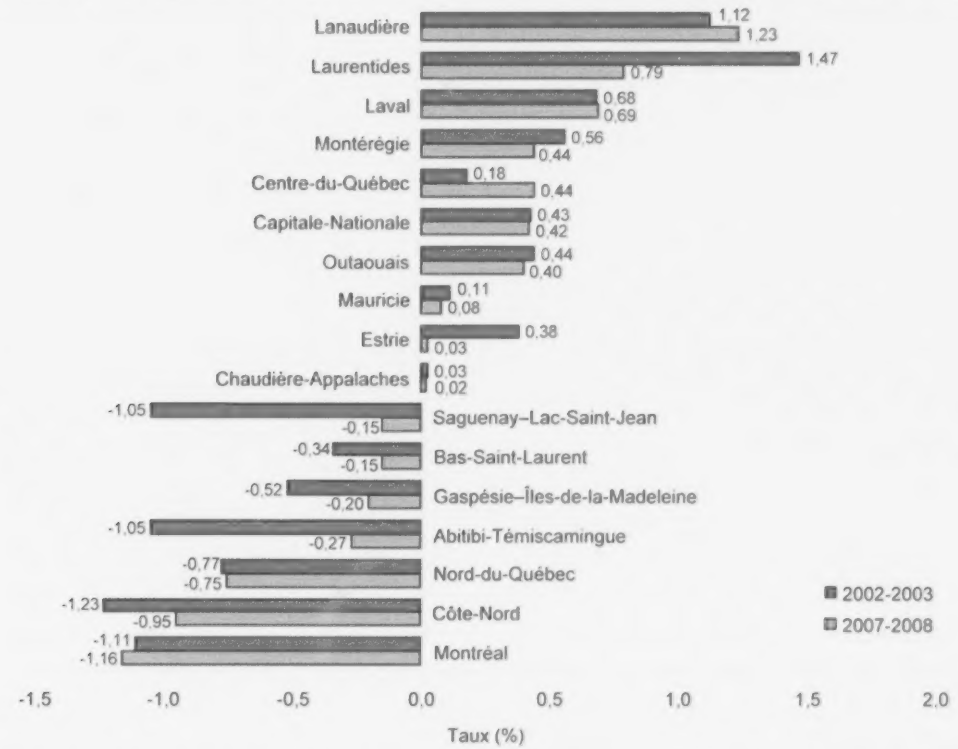
Migration interrégionale : la couronne gagne au détriment de Montréal

La migration interrégionale est une composante majeure de l'évolution démographique de la plupart des régions du Québec. En 2007-2008, plus de 207 000 personnes ont changé de région administrative de résidence, soit 2,7 % de la population totale.

Une cinquième année consécutive, la région de Lanaudière réalise les gains les plus importants, toutes proportions gardées, avec un taux net de migration interrégionale de 1,2 % en 2007-2008 (figure 2.3). Les Laurentides (0,8 %) et Laval (0,7 %) viennent ensuite. Quatre autres régions enregistrent des gains non négligeables dans leurs échanges migratoires interrégionaux, soit la Montérégie, le Centre-du-Québec, la Capitale-Nationale et l'Outaouais (0,4 % chacune).

Figure 2.3

Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2002-2003 et 2007-2008



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

En revanche, Montréal affiche les pires pertes (– 1,2 %), pertes qui sont de l'ordre de 20 000 personnes pour une sixième année consécutive (tableau 2.3). Des résultats détaillés présentant les mouvements selon les régions d'origine et de destination montrent que les gains des régions de la couronne montréalaise se font principalement aux dépens de Montréal. En 2007-2008, le solde migratoire de Montréal est de – 7 900 personnes avec la Montérégie, de – 6 600 personnes avec Laval, de – 4 600 personnes avec Lanaudière et de – 2 200 personnes avec les Laurentides.

Les régions éloignées perdent toutes plus d'habitants qu'elles n'en gagnent dans leurs échanges avec les autres régions, mais l'ampleur des pertes a généralement diminué au cours des dernières années. En 2007-2008, la migration interrégionale a réduit de près de 1 % la population de la Côte-Nord et de 0,8 % celle du Nord-du-Québec. Les pertes sont moindres en Abitibi-Témiscamingue (0,3 %) et dans les régions Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent et Saguenay–Lac-Saint-Jean (0,2 %).

La migration interrégionale a eu peu d'effet sur le nombre d'habitants des régions de Chaudière-Appalaches, de l'Estrie et de la Mauricie en 2007-2008.

Immigration internationale : augmentation globale et légère déconcentration

Le Québec a accueilli un peu plus de 45 000 immigrants internationaux en 2008, niveau semblable à ceux des années 2007 et 2006. Depuis 10 ans, le nombre d'immigrants a augmenté graduellement au Québec. Il était d'environ 27 000 en 1998.

Les nouveaux arrivants se concentrent à Montréal et contribuent surtout au bilan démographique de cette région. Cependant, certains indices suggèrent que cette concentration tend à se réduire légèrement depuis quelques années.

Le tableau 2.4 présente côte à côte les résultats de cinq études réalisées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec (MICC). Ces études, d'abord conçues pour mesurer annuellement la présence au Québec des immigrants récemment admis, comportent également de l'information sur la répartition entre les régions des immigrants dont on a établi qu'ils sont toujours au Québec. Cette répartition donne une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants sur le territoire québécois que celle établie en utilisant la région projetée de destination déclarée par le candidat immigrant lors de la sélection ou de l'admission.

La première étude retenue (MICC, 2005) porte sur les immigrants admis au Québec entre 1999 et 2003[3]. Leur présence et leur région de résidence sont vérifiées en janvier 2005. La seconde étude retenue (MICC, 2006) porte sur les immigrants admis entre 2000 et 2004 dont on vérifie la présence en janvier 2006. Le même modèle s'applique pour les trois études suivantes (MICC, 2007, 2008 et 2009). Ainsi, c'est la répartition régionale des immigrants récents, toujours présents au Québec en moyenne 3,5 années après leur admission, qui est présentée. Précisons qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les travailleurs saisonniers, ne sont pas pris en compte.

Parmi les 143 200 immigrants admis au Québec entre 1999 et 2003 et présents en janvier 2005, près de 71 % résidaient à Montréal (figure 2.4). Cette part est de 67 % pour les 178 400 immigrants admis au Québec entre 2003 et 2007 et présents en janvier 2009. La réduction, progressive d'une année à l'autre, est de près de 4 points de pourcentage.

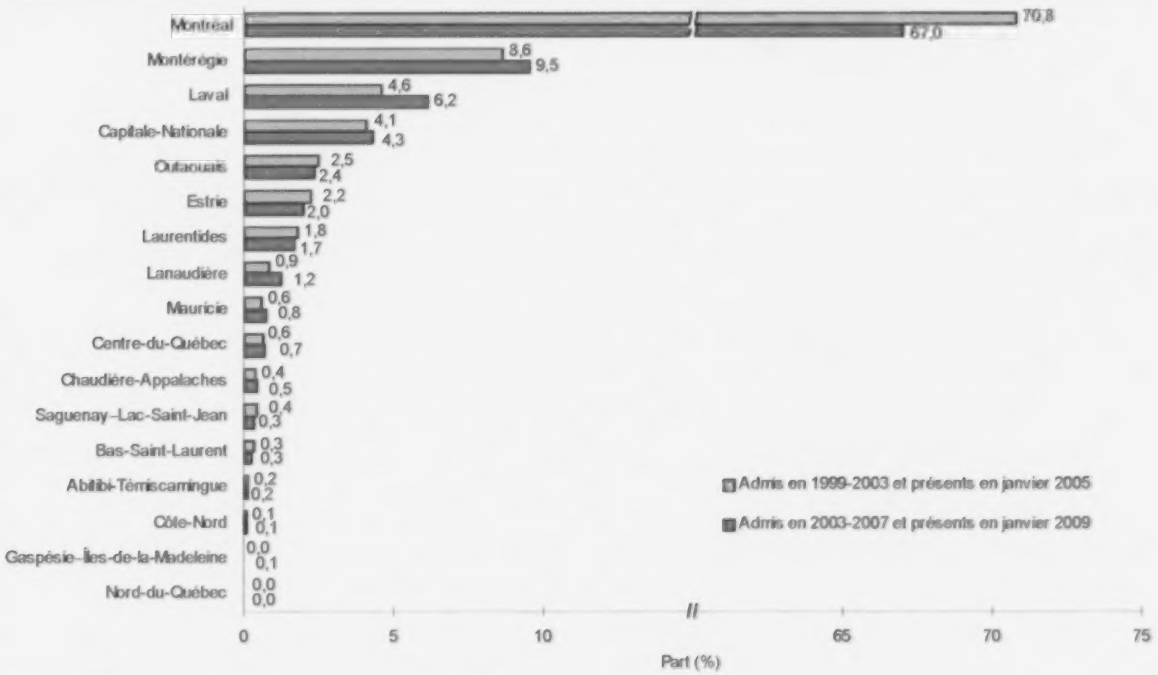
Outre Montréal, seules deux régions comptent plus de 5 % d'immigrants récents en janvier 2009, soit la Montérégie (9,5 %) et Laval (6,2 %). Ces deux régions ont vu leur part augmenter sensiblement depuis 2005; il en est de même du nombre. La Capitale-Nationale vient ensuite avec 4,3 % des nouveaux arrivants. Sa part n'a que très légèrement augmenté mais, vu l'augmentation globale du nombre d'immigrants, le nombre est passé de 5 800 à 7 600 entre janvier 2005 et janvier 2009.

Entre 1 % et 2 % des immigrants admis au Québec en 2003-2007 résidaient en Outaouais, en Estrie, dans les Laurentides et dans Lanaudière. La progression dans cette dernière région est à signaler. Dans toutes les autres régions, la part est inférieure à 1 %.

3. Les études portent plus globalement sur les immigrants de 10 années. Dans l'étude de 2005, il s'agit de ceux admis entre 1994 et 2003. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants très récents, soit ceux admis au cours des cinq années précédant l'étude.

Figure 2.4

Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2003-2007 et présents en janvier 2009



Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Structure par âge : quelques régions plus âgées, mais presque toutes vieillissantes

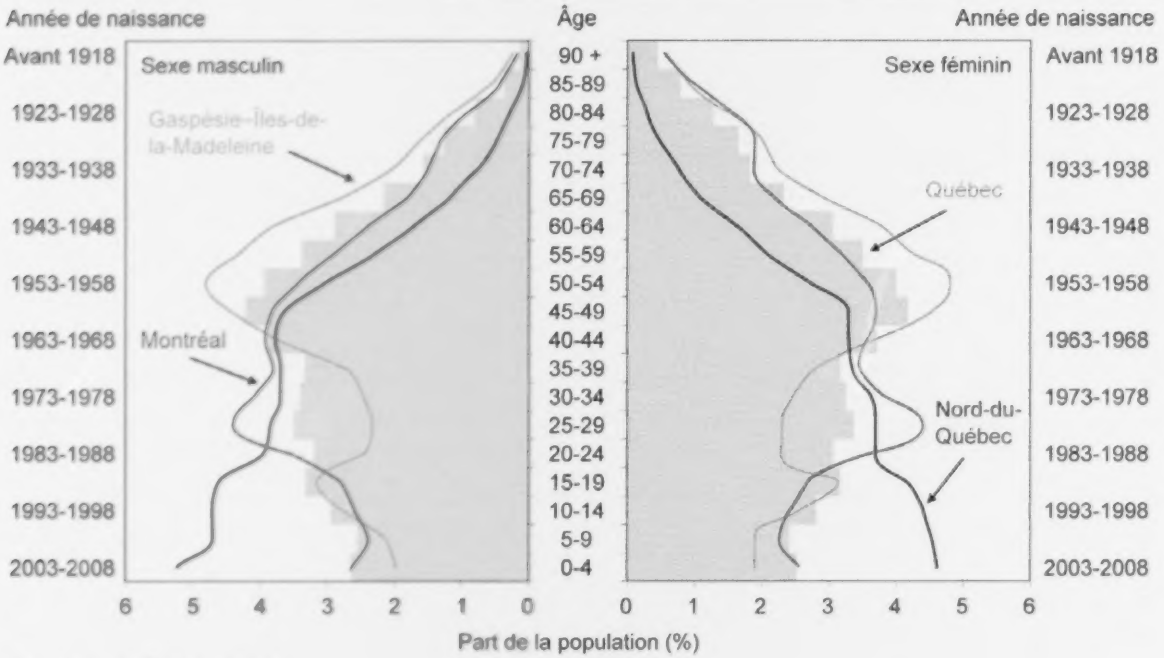
La pyramide des âges de la population québécoise n'a, depuis longtemps, plus la forme d'une pyramide. La structure par âge est grandement marquée par les générations nombreuses nées entre 1946 et 1966 – le baby-boom – auxquelles ont succédé des générations plus réduites (figure 2.5). L'évolution de l'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – illustre bien le vieillissement qu'engendre l'avancée en âge de ces générations de tailles inégales. En 1971, la moitié de la population avait moins de 26 ans. En 1991, l'âge médian atteignait 34 ans et en 2008, il s'établit à 41 ans. Les baisses de la fécondité et de la mortalité ont contribué à modifier le rapport entre les grands groupes d'âge au cours des dernières décennies. En 1971, les jeunes de moins de 15 ans représentaient 29 % de la population québécoise, comparativement à 7 % chez les personnes âgées de 65 ans et plus. L'écart entre ces deux groupes s'est considérablement rétréci par la suite; en 2008, ils comptent respectivement pour 15,9 % et 14,6 % de la population (figure 2.6).

Le processus de vieillissement a été plus accentué dans certaines régions, notamment celles où la migration interrégionale entraîne un déficit chez les jeunes adultes. En 2008, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie et le Bas-Saint-Laurent se distinguent par une population nettement plus âgée que celle de l'ensemble du Québec. L'âge médian y est supérieur à 45 ans (tableau 2.5) et les individus de 65 ans et plus y sont plus nombreux que ceux de moins de 15 ans. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Capitale-Nationale ont une structure par âge se rapprochant de celle des trois régions les plus âgées. Leur âge médian s'établit respectivement à 43,8 ans et à 42,8 ans. La part des personnes de 65 ans et plus y est aussi supérieure à celle des jeunes de moins de 15 ans.

Montréal présente un profil distinct. Comme dans les régions plus âgées, les individus de 65 ans et plus sont plus nombreux que ceux âgés de moins de 15 ans. Par contre, Montréal se caractérise par la plus forte proportion d'individus de 25 à 44 ans (31,5 %). Ce groupe d'âge est notamment alimenté par l'immigration internationale. L'âge médian de Montréal (39,0 ans) est inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Figure 2.5

Pyramide des âges, ensemble du Québec, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Montréal et Nord-du-Québec, 1er juillet 2008



Note : Année du 1er juillet au 30 juin.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le Nord-du-Québec se singularise par une population beaucoup plus jeune que celle des autres régions. Sa pyramide d'âge à la base élargie traduit sa fécondité plus élevée. En 2008, plus de la moitié de sa population a moins de 30 ans. Les personnes âgées de 65 ans et plus ne représentent que 5,7 % de sa population.

Dans les autres régions, l'âge médian se situe entre 40 et 42 ans. La part des jeunes de moins de 15 ans y est semblable (16 % ou 17 %), mais celle des personnes âgées varie davantage. Elle est plus faible en Outaouais (11,7 %), sur la Côte-Nord (12,7 %) et dans Lanaudière (12,7 %); elle est plus élevée en Estrie (15,7 %) et dans le Centre-du-Québec (15,6 %).

Un vieillissement accru est inhérent à la structure par âge de la plupart des régions. Les générations nombreuses du baby-boom atteindront leur 65e anniversaire à partir de 2011. De ce fait, le nombre de personnes âgées devrait dépasser celui des jeunes de moins de 15 ans dans presque toutes les régions au cours des prochaines années.

Évolution et phénomènes démographiques : des liens clairs dans quelques régions

Les principaux changements dans les bilans démographiques régionaux au fil des 10 dernières années viennent en majeure partie des modifications dans la mobilité interrégionale, de la hausse généralisée des naissances, de l'arrivée d'un plus grand nombre d'immigrants et de leur choix de région de résidence. Dans certaines régions, les liens entre l'évolution de l'effectif de la population et un ou plusieurs phénomènes démographiques méritent d'être soulignés.

La plupart des régions du Québec ont vu leur bilan démographique s'améliorer au cours de la dernière décennie, mais ce n'est pas le cas de Montréal. La population de cette région connaît une quasi-stabilité depuis cinq ans. Un accroissement naturel en croissance et un apport continu de l'immigration internationale parviennent tout juste à compenser les pertes que cette région subit dans ses échanges migratoires avec les régions qui l'entourent. Cependant, l'arrivée d'étudiants et d'immigrants, souvent âgés de 20 à 30 ans, contribue à ce que l'âge médian des Montréalais soit l'un des plus bas au Québec.

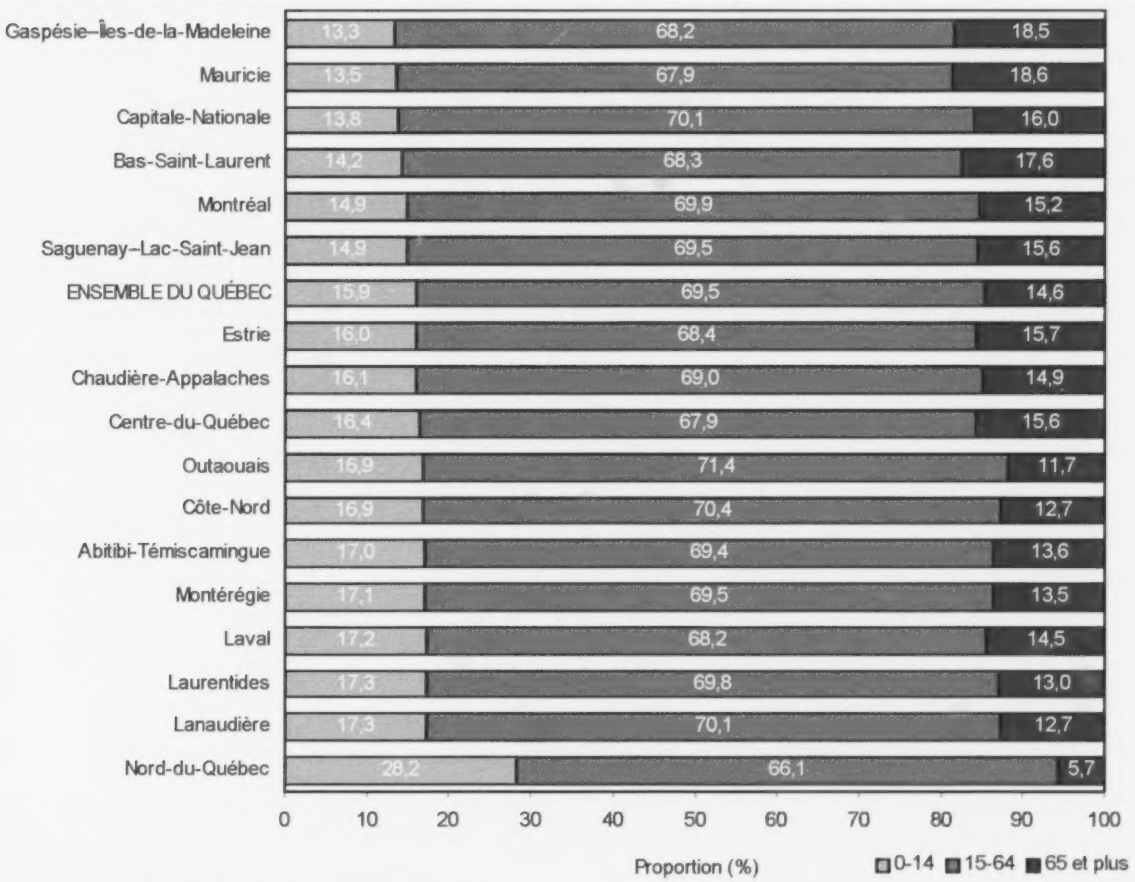
La couronne montréalaise (Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie) poursuit sa croissance et les gains faits par migration interrégionale, surtout au détriment de Montréal, y sont pour beaucoup. L'augmentation de l'accroissement naturel, par le biais de la hausse des naissances, et la propension légèrement accrue des nouveaux arrivants à s'y établir ajoutent à cette dynamique.

Un revirement important touche les régions éloignées du Québec qui, entre 2006 et 2008, n'affichent que de faibles diminutions (Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine), voire une croissance (Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue), de leur population. La réduction marquée des pertes migratoires de ces régions dans les échanges interrégionaux est la cause première de ce changement. Cependant, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent comptent parmi les régions du Québec où la population est la plus âgée. En outre, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistre annuellement plus de décès que de naissances.

Après plusieurs années de déclin, la population de la Mauricie a réintégré le groupe des régions en croissance. Son solde migratoire interrégional est passé de négatif à positif. Cette région demeure toutefois l'une des plus âgées et elle affiche un accroissement naturel légèrement négatif.

Figure 2.6

Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2008[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation: Institut de la statistique du Québec.

En guise de conclusion...

Fécondité et migration sont des phénomènes changeants, soumis à des variations conjoncturelles. Dans un contexte social et économique en mutation, leur évolution future est difficile à prévoir. L'évolution des structures par âge est plus facile à anticiper. L'avancée en âge des générations du baby-boom, dont les premières cohortes sont maintenant à l'orée du troisième âge, place toutes les régions, à divers degrés et sous diverses formes, devant le défi du vieillissement démographique.

Bibliographie

GIRARD, Chantal (2008). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2008*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 68 p. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2008/bilan2008.pdf.

GIRARD, Chantal (2008). « Les naissances et les décès au Québec et dans les régions en 2007 », *Données sociodémographiques en bref*, Québec, Institut de la statistique du Québec, vol. 12, n° 3, p. 1-6. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2008/Bref_Juin08.pdf

LACHANCE, Jean-François (2009). « Le point sur la migration interrégionale au Québec, 2007-2008 », *Données sociodémographiques en bref*, Québec, Institut de la statistique du Québec, vol. 13, n° 2, p. 7-8. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2009/Bref_Fev09.pdf

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2009). *Présence en 2009 des immigrants admis au Québec de 1998 à 2007*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2008). *Présence en 2008 des immigrants admis au Québec de 1997 à 2006*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2007). *Présence au Québec en 2007 des immigrants admis de 1996 à 2005*, Montréal, Gouvernement du Québec, 38 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2006). *Présence au Québec en 2006 des immigrants admis de 1995 à 2004*, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2005). *Présence au Québec en 2005 des immigrants admis de 1994 à 2003*, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

ST-AMOUR, Martine, Jean-François LACHANCE et Jacques LEDENT (2008). « Rétention et attraction des immigrants : un portrait régional contrasté et en évolution », *Données sociodémographiques en bref*, Québec, Institut de la statistique du Québec, vol. 13, n° 1, p. 6-8. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2008/Bref_Oct08.pdf

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2008

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]			Part	
	1998[1]	2003[1]	2006	2008[p]	1998-2003	2003-2008	2006-2008	1998	2008
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	207 644	202 295	201 565	202 068	-5,2	-0,2	1,2	2,8	2,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	289 545	278 668	274 118	274 919	-7,7	-2,7	1,5	4,0	3,5
Capitale-Nationale	645 469	659 259	668 734	680 074	4,2	6,2	8,4	8,8	8,8
Mauricie	263 710	258 896	260 314	262 152	-3,7	2,5	3,5	3,6	3,4
Estrie	286 391	296 047	301 014	304 702	6,6	5,8	6,1	3,9	3,9
Montréal	1 801 583	1 872 782	1 873 589	1 877 693	7,8	0,5	1,1	24,7	24,2
Outaouais	315 553	332 797	344 865	351 964	10,6	11,2	10,2	4,3	4,5
Abitibi-Témiscamingue	155 265	145 999	144 868	145 844	-12,3	-0,2	3,4	2,1	1,9
Côte-Nord	103 489	97 292	96 561	96 060	-12,3	-2,5	-2,6	1,4	1,2
Nord-du-Québec	39 179	39 853	40 272	41 129	3,4	6,3	10,5	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	104 179	96 804	95 162	94 729	-14,7	-4,3	-2,3	1,4	1,2
Chaudière-Appalaches	388 222	392 335	396 951	402 019	2,1	4,9	6,3	5,3	5,2
Laval	339 504	360 555	372 410	384 224	12,0	12,7	15,6	4,7	5,0
Lanaudière	389 011	406 928	433 776	452 897	9,0	21,4	21,6	5,3	5,8
Laurentides	452 067	490 810	518 399	535 395	16,4	17,4	16,1	6,2	6,9
Montérégie	1 294 568	1 339 283	1 383 026	1 415 010	6,8	11,0	11,4	17,7	18,3
Centre-du-Québec	220 594	224 087	225 928	229 625	3,1	4,9	8,1	3,0	3,0
Ensemble du Québec[1]	**7 295 935**	**7 485 838**	**7 631 552**	**7 750 504**	**5,1**	**6,9**	**7,7**	**100,0**	**100,0**

1. En 1998 et 2003, la somme des populations régionales est légèrement différente du total de l'ensemble du Québec. La population québécoise provient des estimations révisées en septembre 2008. Au moment de la rédaction de ce chapitre, les données révisées ne sont pas disponibles pour ces années à l'échelle des régions.
2. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2008

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007[p]	2008[p]
						n					
Naissances	**75 865**	**73 599**	**72 010**	**73 699**	**72 478**	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 200**	**87 600**
Bas-Saint-Laurent	1 797	1 678	1 721	1 648	1 615	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 882
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 648	2 483	2 485	2 531	2 492	2 434	2 394	2 511	2 612	2 674	2 810
Capitale-Nationale	5 763	5 620	5 397	5 624	5 479	5 580	5 532	5 843	6 437	6 635	7 150
Mauricie	2 125	2 120	2 005	1 957	2 036	1 948	2 062	2 061	2 286	2 234	2 397
Estrie	2 917	2 850	2 851	2 904	2 818	2 946	2 911	2 972	3 132	3 178	3 301
Montréal	20 578	20 199	20 036	20 359	20 123	20 590	20 396	20 729	21 808	22 425	22 634
Outaouais	3 429	3 418	3 223	3 311	3 397	3 398	3 523	3 662	3 820	3 988	4 030
Abitibi-Témiscamingue	1 723	1 615	1 561	1 546	1 407	1 456	1 371	1 501	1 538	1 591	1 696
Côte-Nord	1 191	1 100	1 038	1 002	981	985	1 029	955	1 061	1 087	1 113
Nord-du-Québec	824	789	812	839	785	821	861	816	838	900	884
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	893	820	749	697	677	675	712	665	737	725	787
Chaudière-Appalaches	3 903	3 750	3 743	3 875	3 737	3 833	3 933	3 955	4 353	4 408	4 706
Laval	3 510	3 540	3 366	3 592	3 421	3 605	3 594	3 780	4 081	4 158	4 352
Lanaudière	3 987	3 719	3 540	3 643	3 568	3 616	3 812	4 005	4 454	4 867	5 318
Laurentides	4 868	4 893	4 763	5 065	4 856	5 008	5 051	5 029	5 650	5 671	5 983
Montérégie	13 400	12 816	12 500	12 962	12 909	13 176	13 152	13 895	14 944	15 354	15 929
Centre-du-Québec	2 309	2 189	2 220	2 144	2 177	2 169	2 148	2 217	2 408	2 436	2 627
Décès	**54 306**	**54 959**	**53 287**	**54 372**	**55 748**	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 100**	**56 800**
Bas-Saint-Laurent	1 753	1 721	1 618	1 689	1 746	1 729	1836	1 817	1 699	1 726	1 867
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 045	1 959	1 958	2 056	2 097	2 079	2021	2 107	2 063	2 105	2 151
Capitale-Nationale	5 058	5 072	4 827	4 953	5 131	5 002	5162	5 215	5 077	5 406	5 279
Mauricie	2 219	2 350	2 371	2 368	2 412	2 387	2315	2 363	2 293	2 524	2 441
Estrie	2 205	2 258	2 238	2 194	2 261	2 333	2357	2 368	2 284	2 251	2 298
Montréal	15 725	15 853	15 271	15 306	15 619	15 302	15208	14 857	14 571	14 504	14 583
Outaouais	2 002	2 053	1 970	2 114	2 154	2 002	2 114	2 197	2 186	2 162	2 205
Abitibi-Témiscamingue	995	1 065	1 048	1 060	1 122	1 120	1019	1 070	938	1 061	1 119
Côte-Nord	591	542	570	606	582	559	583	614	623	598	649
Nord-du-Québec	186	177	174	160	170	195	179	191	174	181	184
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	850	848	874	877	863	918	884	902	908	957	1 013
Chaudière-Appalaches	2 669	2 767	2 788	2 663	2 739	2 715	2904	2 796	2 693	2 771	2 862
Laval	2 144	2 180	2 168	2 246	2 323	2 266	2293	2 343	2 266	2 490	2 442
Lanaudière	2 492	2 578	2 493	2 527	2 541	2 538	2649	2 783	2 656	2 693	2 895
Laurentides	2 905	3 062	2 925	3 133	3 282	3 114	3208	3 402	3 291	3 323	3 551
Montérégie	8 740	8 700	8 339	8 593	8 871	8 963	9033	9 144	8 915	9 607	9 370
Centre-du-Québec	1 727	1 774	1 655	1 827	1 835	1 750	1849	1 819	1 797	1 741	1 889
Accroissement naturel	**21 559**	**18 640**	**18 723**	**19 327**	**16 730**	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**28 100**	**30 800**
Bas-Saint-Laurent	44	-43	103	-41	-131	-53	-249	-72	104	143	14
Saguenay–Lac-Saint-Jean	603	524	527	475	395	355	373	404	549	569	659
Capitale-Nationale	705	548	570	671	348	578	370	628	1 360	1 229	1 871
Mauricie	-94	-230	-366	-411	-376	-439	-253	-302	-7	-290	-44
Estrie	712	592	613	710	557	613	554	604	848	927	1 003
Montréal	4 853	4 346	4 765	5 053	4 504	5 288	5 188	5 872	7 237	7 921	8 051
Outaouais	1 427	1 365	1 253	1 197	1 243	1 396	1 409	1 465	1 634	1 825	1 824
Abitibi-Témiscamingue	728	550	513	486	285	336	352	431	600	531	577
Côte-Nord	600	558	468	396	399	426	446	341	438	489	464
Nord-du-Québec	638	612	638	679	615	626	682	625	664	719	700
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	43	-28	-125	-180	-186	-243	-172	-237	-171	-232	-227
Chaudière-Appalaches	1 234	983	955	1 212	998	1 118	1 029	1 159	1 660	1 637	1 845
Laval	1 366	1 360	1 198	1 346	1 098	1 339	1 301	1 437	1 815	1 668	1 911
Lanaudière	1 495	1 141	1 047	1 116	1 027	1 078	1 163	1 222	1 798	2 174	2 423
Laurentides	1 963	1 831	1 838	1 932	1 574	1 894	1 843	1 627	2 359	2 348	2 431
Montérégie	4 660	4 116	4 161	4 369	4 038	4 213	4 119	4 751	6 029	5 747	6 559
Centre-du-Québec	582	415	565	317	342	419	299	398	611	695	738

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1998-1999 à 2007-2008

	Solde migratoire interrégional									
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
	n									
Bas-Saint-Laurent	-1 248	-1 698	-1 584	-1 109	-686	28	-255	-507	-341	-298
Saguenay–Lac-Saint-Jean	-2 180	-2 777	-3 091	-2 973	-2 922	-2 016	-1 969	-1 375	-943	-403
Capitale-Nationale	268	850	2 035	2 739	2 750	1 751	1 194	2 650	2 067	2 793
Mauricie	-494	-961	-950	-207	292	649	587	393	788	206
Estrie	299	451	326	1 131	1 109	658	462	-11	236	79
Montréal	-1 172	-2 437	-5 264	-14 833	-20 406	-24 100	-22 800	-22 730	-23 827	-21 465
Outaouais	523	1 005	2 030	1 364	1 437	583	564	732	514	1 370
Abitibi-Témiscamingue	-2 173	-2 752	-2 765	-1 996	-1 520	-963	-581	-374	-163	-390
Côte-Nord	-1 788	-1 618	-1 867	-1 853	-1 201	-802	-827	-910	-686	-907
Nord-du-Québec	-392	-484	-504	-645	-293	-329	-496	-443	-252	-294
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-2 028	-1 682	-1 157	-812	-510	-94	-150	-213	-202	-196
Chaudière-Appalaches	-556	-4	-799	-339	101	56	869	375	537	90
Laval	1 995	1 752	2 526	2 569	2 414	2 342	2 197	2 680	2 046	2 604
Lanaudière	963	1 262	1 827	4 288	4 507	6 586	6 940	6 830	7 045	5 456
Laurentides	4 624	5 475	5 667	6 358	7 151	7 266	6 191	5 430	6 303	4 209
Montérégie	3 279	3 891	3 847	6 300	7 367	8 011	7 607	6 918	6 516	6 153
Centre-du-Québec	80	-274	-275	17	409	373	467	555	364	993

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.4

Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2003-2007) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2009) selon la région administrative de résidence

	Admis : 1999-2003 Présents : 01-2005		Admis : 2000-2004 Présents : 01-2006		Admis : 2001-2005 Présents : 01-2007		Admis : 2002-2006 Présents : 01-2008		Admis : 2003-2007 Présents : 01-2009	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	477	0,3	509	0,3	442	0,3	451	0,3	450	0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	609	0,4	734	0,5	661	0,4	613	0,4	624	0,3
Capitale-Nationale	5 842	4,1	6 644	4,2	7 100	4,2	7 158	4,1	7 664	4,3
Mauricie	832	0,6	1 023	0,6	1 106	0,7	1 234	0,7	1 350	0,8
Estrie	3 193	2,2	3 410	2,1	3 377	2,0	3 455	2,0	3 533	2,0
Montréal	101 326	70,8	111 479	70,0	116 633	69,2	119 010	68,3	119 434	67,0
Outaouais	3 559	2,5	3 744	2,4	3 849	2,3	3 964	2,3	4 223	2,4
Abitibi-Témiscamingue	227	0,2	246	0,2	196	0,1	224	0,1	293	0,2
Côte-Nord	143	0,1	136	0,1	141	0,1	142	0,1	141	0,1
Nord-du-Québec	28	0,0	39	0,0	70	0,0	80	0,0	57	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	48	0,0	42	0,0	95	0,1	107	0,1	108	0,1
Chaudière-Appalaches	573	0,4	611	0,4	777	0,5	834	0,5	845	0,5
Laval	6 590	4,6	8 052	5,1	9 185	5,4	10 256	5,9	10 977	6,2
Lanaudière	1 217	0,9	1 479	0,9	1 804	1,1	2 032	1,2	2 211	1,2
Laurentides	2 589	1,8	3 029	1,9	3 012	1,8	3 093	1,8	3 032	1,7
Montérégie	12 351	8,6	14 226	8,9	15 497	9,2	16 339	9,4	17 030	9,5
Centre-du-Québec	903	0,6	1 064	0,7	1 188	0,7	1 242	0,7	1 235	0,7
Total des régions	140 507	98,1	156 467	98,2	165 133	97,9	170 234	97,7	173 207	97,1
Non déterminée	2 653	1,9	2 801	1,8	3 504	2,1	4 086	2,3	5 144	2,9
Total	**143 160**	**100,0**	**159 268**	**100,0**	**168 637**	**100,0**	**174 320**	**100,0**	**178 351**	**100,0**

Note : La région de résidence est une approximation basée sur les trois premiers caractères du code postal. Les cas non déterminés peuvent s'expliquer par l'absence de code postal, un code postal erroné ou encore par la résidence temporaire de la personne immigrante hors du Québec pour des raisons de travail ou d'études.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Tableau 2.5

Population par grand groupe d'âge et sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008[p]

	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	0-14	15-24	25-44	45-64	65-74	75 et plus	Total			
			n				n	%		
Bas-Saint-Laurent	**28 595**	**24 508**	**46 488**	**66 951**	**18 194**	**17 332**	**202 068**	**100,0**	**45,4**	**43,1**
Hommes	14 792	12 659	23 893	33 431	8 903	6 844	100 522	49,7	44,3	41,9
Femmes	13 803	11 849	22 595	33 520	9 291	10 488	101 546	50,3	46,5	44,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**41 051**	**35 482**	**66 070**	**89 418**	**23 756**	**19 142**	**274 919**	**100,0**	**43,8**	**41,5**
Hommes	20 950	18 408	34 298	45 248	11 296	7 500	137 700	50,1	42,8	40,5
Femmes	20 101	17 074	31 772	44 170	12 460	11 642	137 219	49,9	44,8	42,5
Capitale-Nationale	**94 185**	**85 052**	**184 409**	**207 289**	**58 356**	**50 783**	**680 074**	**100,0**	**42,8**	**41,8**
Hommes	48 187	42 763	95 622	101 288	26 911	18 441	333 212	49,0	41,1	40,3
Femmes	45 998	42 289	88 787	106 001	31 445	32 342	346 862	51,0	44,3	43,1
Mauricie	**35 333**	**31 877**	**60 855**	**85 352**	**25 426**	**23 309**	**262 152**	**100,0**	**45,7**	**43,5**
Hommes	18 130	16 447	31 362	42 360	11 992	8 594	128 885	49,2	44,3	42,0
Femmes	17 203	15 430	29 493	42 992	13 434	14 715	133 267	50,8	47,0	44,9
Estrie	**48 635**	**40 195**	**77 110**	**90 960**	**25 476**	**22 326**	**304 702**	**100,0**	**42,0**	**40,9**
Hommes	25 204	20 487	39 648	45 161	12 312	8 520	151 332	49,7	40,6	39,7
Femmes	23 431	19 708	37 462	45 799	13 164	13 806	153 370	50,3	43,3	42,1
Montréal	**279 243**	**238 174**	**590 741**	**483 299**	**139 840**	**146 396**	**1 877 693**	**100,0**	**39,0**	**40,2**
Hommes	142 889	118 931	304 160	235 619	62 453	53 749	917 801	48,9	37,7	38,7
Femmes	136 354	119 243	286 581	247 680	77 387	92 647	959 892	51,1	40,4	41,6
Outaouais	**59 488**	**46 842**	**100 084**	**104 283**	**24 018**	**17 249**	**351 964**	**100,0**	**39,8**	**38,8**
Hommes	30 369	24 043	49 893	51 811	11 642	6 867	174 625	49,6	39,0	38,1
Femmes	29 119	22 799	50 191	52 472	12 376	10 382	177 339	50,4	40,5	39,5
Abitibi-Témiscamingue	**24 840**	**19 318**	**37 197**	**44 652**	**10 889**	**8 948**	**145 844**	**100,0**	**41,3**	**39,8**
Hommes	12 847	10 009	19 043	22 902	5 370	3 664	73 835	50,6	40,6	39,0
Femmes	11 993	9 309	18 154	21 750	5 519	5 284	72 009	49,4	42,0	40,5
Côte-Nord	**16 265**	**11 931**	**26 015**	**29 679**	**7 268**	**4 902**	**96 060**	**100,0**	**41,2**	**39,5**
Hommes	8 278	6 252	13 475	15 348	3 722	2 153	49 228	51,2	40,9	39,2
Femmes	7 987	5 679	12 540	14 331	3 546	2 749	46 832	48,8	41,5	39,9
Nord-du-Québec	**11 602**	**6 776**	**11 969**	**8 438**	**1 571**	**773**	**41 129**	**100,0**	**28,5**	**30,6**
Hommes	6 021	3 534	6 181	4 414	814	373	21 337	51,9	28,6	30,6
Femmes	5 581	3 242	5 788	4 024	757	400	19 792	48,1	28,4	30,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**12 593**	**10 440**	**21 309**	**32 896**	**9 393**	**8 098**	**94 729**	**100,0**	**46,9**	**44,3**
Hommes	6 500	5 299	10 628	16 433	4 516	3 367	46 743	49,3	46,2	43,4
Femmes	6 093	5 141	10 681	16 463	4 877	4 731	47 986	50,7	47,5	45,1
Chaudière-Appalaches	**64 650**	**50 549**	**104 278**	**122 726**	**32 473**	**27 343**	**402 019**	**100,0**	**42,1**	**40,7**
Hommes	32 970	26 412	54 286	61 846	15 949	10 767	202 230	50,3	40,9	39,8
Femmes	31 680	24 137	49 992	60 880	16 524	16 576	199 789	49,7	43,1	41,7
Laval	**66 190**	**50 017**	**105 795**	**106 338**	**30 367**	**25 517**	**384 224**	**100,0**	**40,3**	**39,6**
Hommes	34 022	25 416	53 166	52 257	14 130	10 199	189 190	49,2	39,3	38,5
Femmes	32 168	24 601	52 629	54 081	16 237	15 318	195 034	50,8	41,2	40,6
Lanaudière	**78 180**	**58 945**	**121 319**	**137 037**	**34 285**	**23 131**	**452 897**	**100,0**	**40,7**	**39,3**
Hommes	40 102	30 660	61 223	68 585	17 120	9 497	227 187	50,2	40,0	38,6
Femmes	38 078	28 285	60 096	68 452	17 165	13 634	225 710	49,8	41,4	40,0
Laurentides	**92 384**	**67 212**	**144 642**	**161 683**	**41 417**	**28 057**	**535 395**	**100,0**	**41,0**	**39,5**
Hommes	47 040	34 864	72 845	80 425	20 567	11 599	267 340	49,9	40,3	38,8
Femmes	45 344	32 348	71 797	81 258	20 850	16 458	268 055	50,1	41,7	40,2
Montérégie	**241 278**	**181 813**	**382 016**	**419 221**	**108 872**	**81 810**	**1 415 010**	**100,0**	**40,7**	**39,6**
Hommes	123 662	93 957	193 392	206 398	52 425	32 001	701 835	49,6	39,6	38,6
Femmes	117 616	87 856	188 624	212 823	56 447	49 809	713 175	50,4	41,8	40,6
Centre-du-Québec	**37 677**	**28 394**	**58 619**	**69 000**	**19 203**	**16 732**	**229 625**	**100,0**	**42,1**	**40,9**
Hommes	19 372	14 899	30 501	34 629	9 370	6 277	115 048	50,1	40,7	39,7
Femmes	18 305	13 495	28 118	34 371	9 833	10 455	114 577	49,9	43,5	42,1
Ensemble du Québec	**1 232 189**	**987 525**	**2 138 916**	**2 259 222**	**610 804**	**521 848**	**7 750 504**	**100,0**	**41,0**	**40,3**
Hommes	631 335	505 040	1 093 616	1 118 155	289 492	200 412	3 838 050	49,5	39,8	39,2
Femmes	600 854	482 485	1 045 300	1 141 067	321 312	321 436	3 912 454	50,5	42,2	41,4

Note : Population au 1er juillet.
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

3. Marché du travail

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

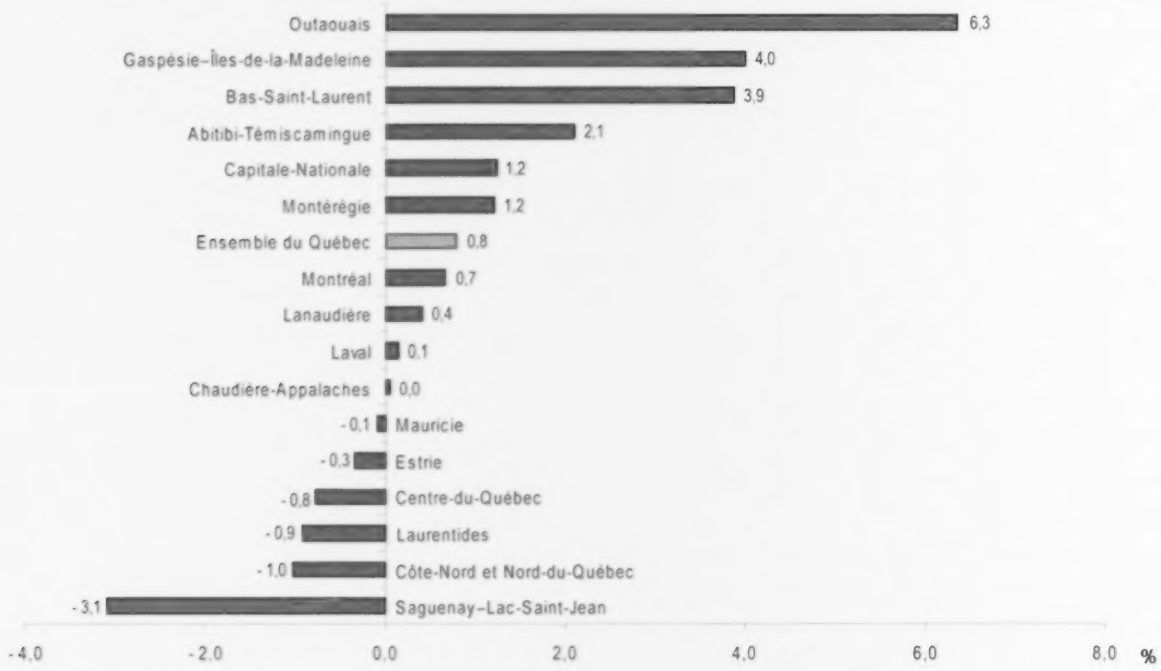
Après avoir fait un bond de 2,3 % en 2007, l'emploi a progressé modestement en 2008 au Québec, soit de 0,8 %. Il s'agit de la plus faible croissance depuis 1996, alors que l'emploi avait reculé de 0,2 %. Sur les 30 000 emplois créés dans la province en 2008, sept sur dix sont à temps plein. Des gains ont été observés tant dans le secteur des services (+ 15 600 emplois) que dans celui de la production de biens (+ 14 300).

L'Outaouais a éclipsé les autres régions au chapitre de la croissance de l'emploi. En effet, après avoir enregistré une croissance anémique en 2007, l'emploi a bondi dans cette région en 2008 de 6,3 % stimulé, entre autres, par la vigueur du secteur des services, notamment dans les administrations publiques (+ 4 000 emplois) ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale (+ 2 300). Grâce à la montée en flèche de l'emploi, le taux d'emploi de l'Outaouais a atteint un sommet inégalé au Québec, soit 67,6 %.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,0 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 3,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,1 %), la Capitale-Nationale (+ 1,2 %) et la Montérégie (+ 1,2 %) ont également enregistré un taux de croissance de l'emploi supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec.

Figure 3.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la hausse de 4,0 % en 2008, entièrement attribuable au travail à temps plein, fait suite à une augmentation, encore plus grande, de 4,8 % survenue en 2007. La progression de l'emploi en 2008 s'est manifestée uniquement dans le secteur des services, principalement dans les soins de santé et l'assistance sociale (+ 1 000 emplois), les services d'enseignement (+ 700) ainsi dans l'hébergement et la restauration (+ 700). Toutefois, on observe une baisse importante dans le secteur de la production de biens, notamment dans les secteurs de la foresterie, la pêche, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz (– 500 emplois) et dans la fabrication (– 300). Quant au taux d'emploi, il grimpe pour une deuxième année consécutive et atteint 45,0 %, soit un niveau sans précédent pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Après un recul de 1 500 emplois en 2007, le Bas-Saint-Laurent reprend le chemin de la croissance en 2008; 3 500 emplois ont été créés dont la plupart dans le travail à temps plein. On note des hausses importantes dans les secteurs du commerce (+ 3 400 emplois), des services d'enseignement (+ 2 600), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 2 400) ainsi que dans l'agriculture (+ 1 500). Ces augmentations ont été partiellement effacées par la baisse de l'emploi dans les secteurs de l'hébergement et la restauration (– 2 200 emplois) et les administrations publiques (– 1 600).

Après avoir fait du surplace en 2007, l'emploi a progressé de 2,1 % en Abitibi-Témiscamingue, ce qui a fait en sorte de propulser le taux d'emploi à un sommet de 59,0 %. La hausse de l'emploi dans cette région s'est manifestée davantage dans le secteur des services (+ 1 200 emplois) que dans celui de la production de biens (+ 200).

Dans la Capitale-Nationale il s'est créé 4 400 emplois en 2008, en raison d'une forte hausse du travail à temps plein. Cette augmentation a fait grimper le taux d'emploi de 0,3 point de pourcentage et se fixe à 63,0 %. Les branches d'activité affichant les augmentations les plus marquées sont la construction (+ 5 300 emplois) ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 4 700). Toutefois, on observe une contraction de l'emploi dans certains secteurs, et particulièrement dans les soins de santé et l'assistance sociale (– 3 400 emplois).

Dans le cas de la Montérégie, la progression de l'emploi est attribuable uniquement à la vigueur du secteur de la production de biens (+ 21 100 emplois) puisque celui des services a subi une perte de 12 700 emplois. Des gains importants ont été enregistrés dans les secteurs de la fabrication (+ 15 900 emplois) et de la construction (+ 4 400). Néanmoins, en raison du fait que la population en âge de travailler progresse un peu plus rapidement que l'emploi, la Montérégie voit son taux d'emploi diminuer en regard de 2007 de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 62,8 %.

Quant à Montréal, l'emploi ne cesse d'augmenter depuis 1997. Il s'est créé 6 200 emplois en 2008, entièrement imputables au travail à temps plein, ce qui a hissé le taux d'emploi à un sommet sans précédent (60,1 %). Toutefois, pour une deuxième année consécutive, l'emploi dans cette région (+ 0,7 %) croît moins rapidement que dans l'ensemble du Québec (+ 0,8 %). La progression dans la région montréalaise est attribuable au secteur des services. Plus précisément, des gains ont été observés dans les secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 8 600), de l'hébergement et la restauration (+ 6 000) ainsi que dans le transport et l'entreposage (+ 5 000). Cependant, pour une quatrième année de suite, on note des pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication (– 10 400 emplois).

Six régions administratives subissent un recul de l'emploi en 2008, particulièrement le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 3,1 %), le regroupement « Côte-Nord et Nord-du-Québec » (– 1,0 %) et les Laurentides (– 0,9 %). La baisse de l'emploi au Saguenay–Lac-Saint-Jean, entièrement dans le travail à temps plein, est attribuable au relâchement du secteur de la production de biens. Des reculs ont été enregistrés non seulement dans la fabrication (– 1 400 emplois), mais aussi dans la construction (– 700) ainsi que la foresterie et l'exploitation forestière (– 900). Le fléchissement de l'emploi dans le secteur de la fabrication a principalement touché les industries des aliments, boissons et produits du tabac (– 900 emplois) et celles de la première transformation des métaux (– 900). Quant au taux d'emploi, il a chuté de 1,6 point de pourcentage et s'établit à 55,0 %.

Dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, l'emploi a fléchi de 1,0 %, la perte de 1 100 emplois à temps partiel ayant été contrebalancée en partie par l'augmentation du travail à temps plein (+ 700 emplois). Il s'agit pour ces deux régions ressources d'une quatrième baisse consécutive de l'emploi. En 2008, le déclin de l'emploi est entièrement attribuable au repli dans le secteur des services (– 900 emplois). Parallèlement, le taux d'emploi recule de 0,3 point de pourcentage et se fixe à 54,5 %, son plus bas niveau depuis 1998.

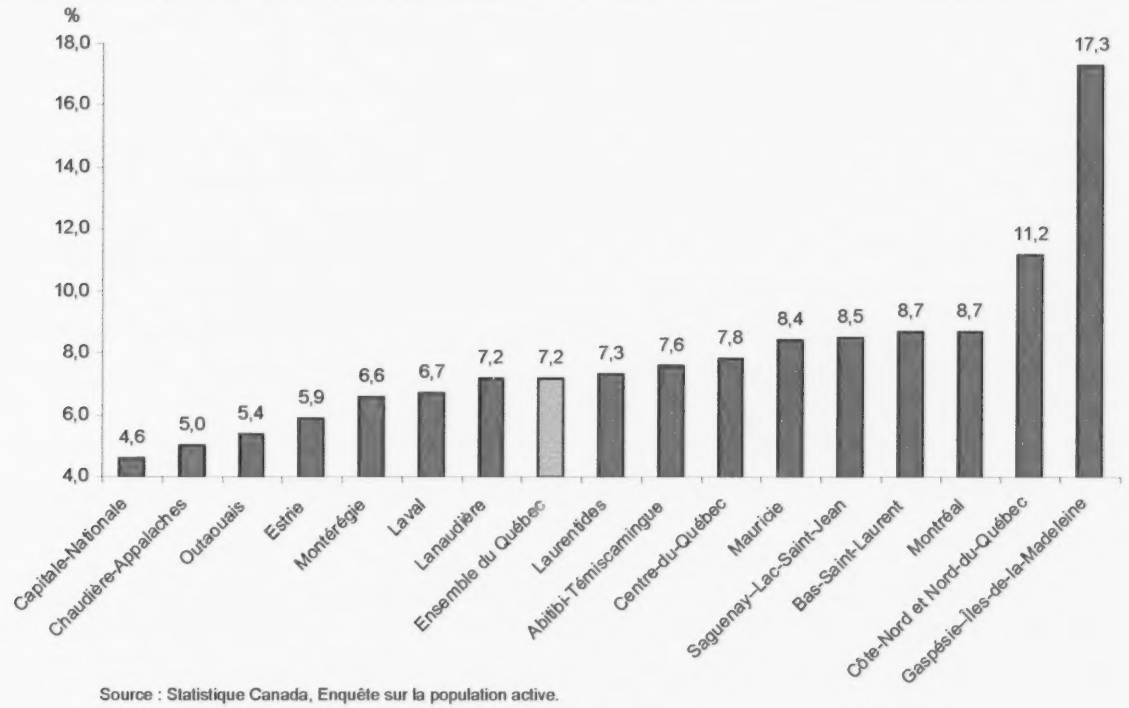
Après avoir connu la plus forte croissance en 2007 (8,9 %), la région des Laurentides a vu l'emploi se contracter de 0,9 % en 2008. Ce repli est entièrement attribuable à la baisse dans le travail à temps plein (– 3 400 emplois), car le travail à temps partiel ayant augmenté de 900 emplois au cours de la dernière l'année. Les branches d'activités affichant les pertes d'emplois les plus importantes sont l'information, la culture et les loisirs (– 3 600 emplois) et les administrations publiques (– 2 600). Cependant, une hausse appréciable à été notée dans le secteur de la fabrication (+ 4 500 emplois).

Taux de chômage

En 2008, le taux de chômage dans l'ensemble du Québec est demeuré à 7,2 %, son niveau le plus bas depuis 1976. À l'échelle régionale, huit territoires connaissent une diminution de leur taux de chômage. Les principales baisses sont notées en Abitibi-Témiscamingue (– 1,6 point de pourcentage), en Estrie (– 1,1 point), en Chaudière-Appalaches (– 1,0 point) et en Outaouais (– 0,9 point), l'emploi dans ces régions progressant plus rapidement que la population active. En revanche, le taux de chômage grimpe dans sept régions, et plus particulièrement dans les régions regroupées de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec où il augmente de 2,5 points de pourcentage. Notons que le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2006 dans ces deux régions nordiques.

Figure 3.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Pour une cinquième année de suite, la Capitale-Nationale présente le taux de chômage le plus bas de la province; il atteint un creux historique de 4,6 % en 2008. Outre celle-ci, cinq régions ont un taux inférieur à celui du Québec, notamment Chaudière-Appalaches (5,0 %), l'Outaouais (5,4 %) et l'Estrie (5,9 %). À l'opposé, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine continue de se distinguer avec un taux de chômage (17,3 %) nettement plus élevé que la moyenne québécoise. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (11,2 %) sont les seules autres à afficher un taux supérieur à 10 %.

Tableau 3.1

Emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008
			k		
Bas-Saint-Laurent	93,8	90,4	91,9	90,4	93,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	121,3	119,8	123,1	126,6	122,7
Capitale-Nationale	332,4	346,5	345,0	353,7	358,1
Mauricie	112,4	116,2	112,6	116,8	116,7
Estrie	143,3	145,5	146,1	149,3	148,8
Montréal	906,5	920,3	940,2	950,0	956,2
Outaouais	171,0	179,3	185,9	187,5	199,4
Abitibi-Témiscamingue	65,8	64,6	67,0	66,9	68,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	53,7	53,3	51,6	49,0	48,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	33,2	33,4	33,4	35,0	36,4
Chaudière-Appalaches	205,6	206,2	207,0	206,7	206,8
Laval	180,6	181,7	187,5	203,0	203,3
Lanaudière	207,1	214,6	214,4	219,4	220,3
Laurentides	257,1	252,7	249,2	271,5	269,0
Montérégie	686,8	680,0	695,5	709,4	717,9
Centre-du-Québec	109,8	112,8	115,0	116,4	115,5
Ensemble du Québec	**3 680,5**	**3 717,3**	**3 765,4**	**3 851,7**	**3 881,7**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008
			%		
Bas-Saint-Laurent	9,4	8,5	9,0	8,9	8,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,0	10,7	10,6	9,1	8,5
Capitale-Nationale	5,8	5,8	5,5	4,9	4,6
Mauricie	10,9	9,8	8,9	9,2	8,4
Estrie	7,7	6,6	8,2	7,0	5,9
Montréal	10,3	10,8	10,1	8,5	8,7
Outaouais	7,6	6,9	6,0	6,3	5,4
Abitibi-Témiscamingue	10,7	9,3	9,2	9,2	7,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	11,7	8,1	8,2	8,7	11,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	19,4	17,9	18,3	17,3	17,3
Chaudière-Appalaches	6,5	6,4	5,8	6,0	5,0
Laval	8,2	7,9	6,6	5,1	6,7
Lanaudière	7,6	6,2	5,7	7,0	7,2
Laurentides	6,9	7,6	7,9	6,9	7,3
Montérégie	7,2	6,9	7,3	6,1	6,6
Centre-du-Québec	8,3	8,1	7,4	6,7	7,8
Ensemble du Québec	**8,5**	**8,3**	**8,0**	**7,2**	**7,2**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.3

Taux d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008
			%		
Bas-Saint-Laurent	62,3	59,3	60,4	59,3	61,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	61,2	59,7	61,4	62,2	60,1
Capitale-Nationale	64,3	66,4	65,2	65,9	66,1
Mauricie	58,9	59,9	57,1	59,2	58,4
Estrie	64,3	63,9	64,6	64,6	63,0
Montréal	65,0	65,7	66,0	65,2	65,7
Outaouais	67,8	68,9	69,3	69,0	71,5
Abitibi-Témiscamingue	64,1	61,9	64,0	63,8	63,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	66,8	64,5	62,7	60,2	61,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	51,7	50,7	50,7	52,3	54,5
Chaudière-Appalaches	68,7	68,4	67,7	67,1	66,0
Laval	66,6	65,8	65,9	69,2	69,4
Lanaudière	68,1	68,1	66,1	66,9	65,3
Laurentides	69,5	67,2	65,0	68,6	66,6
Montérégie	68,4	66,7	67,6	67,2	67,3
Centre-du-Québec	66,4	67,4	67,6	67,4	67,1
Ensemble du Québec	**65,8**	**65,6**	**65,5**	**65,7**	**65,7**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.4

Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008
			%		
Bas-Saint-Laurent	56,4	54,2	55,0	54,0	56,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53,9	53,3	54,9	56,6	55,0
Capitale-Nationale	60,6	62,5	61,6	62,7	63,0
Mauricie	52,5	54,0	52,0	53,7	53,5
Estrie	59,3	59,6	59,3	60,0	59,3
Montréal	58,3	58,6	59,4	59,7	60,1
Outaouais	62,6	64,1	65,2	64,7	67,6
Abitibi-Témiscamingue	57,3	56,1	58,1	57,9	59,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,0	59,2	57,6	54,8	54,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41,7	41,6	41,4	43,3	45,0
Chaudière-Appalaches	64,3	64,0	63,7	63,1	62,7
Laval	61,1	60,6	61,6	65,7	64,8
Lanaudière	62,9	63,8	62,3	62,2	60,6
Laurentides	64,7	[illegible]	59,9	63,8	61,8
Montérégie	63,5	62,1	62,7	63,1	62,8
Centre-du-Québec	60,8	61,9	62,6	62,8	61,9
Ensemble du Québec	**60,2**	**60,1**	**60,2**	**61,0**	**60,9**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

4. Comptes économiques

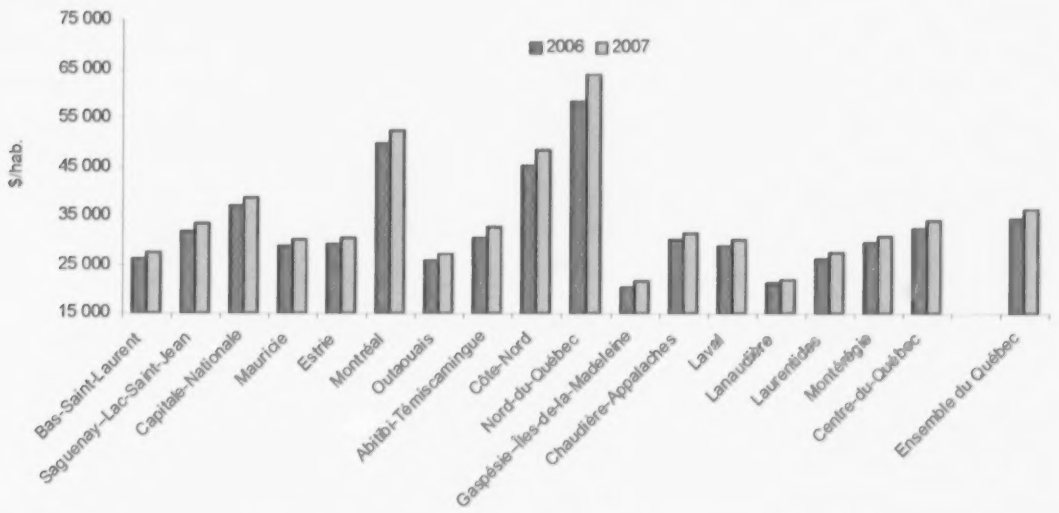
4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2007, trois régions administratives du Québec, soit le Nord-du-Québec (10,4 %), l'Abitibi-Témiscamingue (7,7 %) et la Côte-Nord (7,2 %), se démarquent avec une croissance mesurée par leur produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants très supérieure à celle du Québec (5,8 %).

Figure 4.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toujours en cette année 2007, le PIB par habitant augmente dans toutes les régions administratives du Québec. Les régions du Nord-du-Québec (+ 9,1 %), de la Côte-Nord (+ 7,8 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 7,7 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 6,5 %) surpassent notablement l'ensemble du Québec (+ 5,0 %). Les populations de la Côte-Nord (– 0,6 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 0,5 %) enregistrent de fortes baisses, ce qui contribue à de bons résultats du côté de leur PIB par habitant. La progression de ce dernier se fait un peu plus lente dans les régions de l'Estrie et de Laval qui atteignent un taux de 4,6 %, de 4,4 % pour la région de Lanaudière et de 4,2 % pour celle de l'Outaouais. Toutefois, à l'exception de l'Estrie, une augmentation de la population supérieure à la moyenne québécoise (0,7 %) dans ces régions explique ces moins bons résultats.

Analyse du produit intérieur brut selon l'industrie

Au Québec, l'année 2007 voit l'économie s'accroître de 5,8 % et l'année 2006, de 4,2 %. En analysant l'année 2006 selon les industries[1], il ressort que les industries productrices de services (+ 4,8 %) obtiennent de meilleurs résultats que les productrices de biens (+ 2,9 %). De fait, la production industrielle[2] est en hausse de 2,8 %, compte tenu de la forte croissance de 16,6 % de l'industrie de l'extraction minière, tempérée par la hausse de 2,7 % des services publics, pendant que la production de l'industrie de la fabrication (+ 2,3 %) évolue plus lentement. Dans le même temps, la construction augmente de 5,0 %, mais le groupe de l'agriculture diminue de 1,7 %. Quant aux industries productrices de services, plusieurs têtes de liste affichent une hausse, entre autres le groupe des finances (+ 5,5 %), les soins de santé (+ 4,6 %), le commerce de détail (+ 5,3 %), le commerce de gros (+ 5,0 %), les administrations publiques (+ 3,9 %), les services d'enseignement (+ 3,9 %) et le groupe des services professionnels (+ 4,8 %).

D'un point de vue régional, en 2006, le PIB augmente dans toutes les régions administratives du Québec, à l'exception de celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 2,3 %). De faibles taux de croissance sont aussi observés en Abitibi-Témiscamingue (+ 1,7 %) et en Estrie (+ 0,6 %). À l'inverse, la croissance économique du Nord-du-Québec bondit de 15,8 % pendant que les régions de Laval (+ 9,3 %), de la Mauricie (+ 7,9 %), de la Côte-Nord (+ 7,6 %), de Lanaudière (+ 7,5 %), de la Montérégie (+ 6,8 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 6,5 %) évoluent plus rapidement que l'ensemble du Québec.

Les résultats régionaux obtenus reflètent ceux atteints par les industries, plus particulièrement lorsqu'une industrie représente une base économique d'une région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries. Une région dont les industries de base croissent sera donc en expansion économique »[3] et si l'inverse se produit, elle accusera les effets négatifs dus au déclin de ses bases économiques.

Ainsi, en 2006, les principales bases économiques de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, soit la pêche, la chasse et le piégeage (– 10,9 %) ainsi que la foresterie et l'exploitation forestière (– 47,8 %) sont à la baisse, ce qui nuit à de bons résultats dans cette région. À l'inverse, la forte croissance de l'industrie de l'extraction minière (+ 16,6 %) qui constitue la principale base économique du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue favorise ces régions bien que dans le cas de l' Abitibi-Témiscamingue, l'autre principale base économique de cette région, la foresterie et l'exploitation forestière (– 25,5 %), vient faire contrepoids au saut de 26,5 % de l'extraction minière dans cette région, ce qui se traduit par de modestes résultats.

Dans la région de Laval, la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (+ 9,3 %) et la fabrication de produits chimiques, qui croît de 12,3 % globalement au Québec, occupent une place importante de la structure industrielle de cette région et contribuent, appuyées en cela par la construction (+ 6,8 %), à l'essor observé dans cette région.

L'industrie de la fabrication présente des taux de croissance très différents dans les industries qui la composent. La première transformation des métaux augmente de 35,7 % au Québec en 2006, ce qui donne une poussée à la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean que soutient une hausse de 2,4 % de la fabrication du papier dans cette région. En Estrie, la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc diminue de 8,5 % et, de surcroît, les usines de textiles et de produits textiles et la fabrication du papier chutent respectivement de 29,4 % et de 27,4 %, pendant que la fabrication de produits en cuir et de produits analogues (– 32,0 %) régresse fortement au Québec, celle de produits en bois diminue de 13,2 % et celle de matériel de transport est en hausse de 2,8 %. Ces six industries de la fabrication constituent les principales bases de la structure économique de l'Estrie et leur évolution au ralenti entraîne une faible croissance dans cette région.

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2007, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2006.
2. La production industrielle comprend : l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz, les services publics et la fabrication.
3. Pour en savoir plus, voir : A. LEMELIN et P. MAINGUY (2008). « Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005 », Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec, 133 p.

Par ailleurs, en Mauricie, la fabrication du papier explose de 60,8 % et la foresterie et l'exploitation forestière s'accroît de 9,7 % ce qui, bien que tiré vers le bas par la fabrication de meubles et de produits connexes (– 18,5 %), explique la bonne performance de la région. Dans Lanaudière, la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc grimpe de 13,4 %, ce qui induit un bon résultat global. En Montérégie, la fabrication de produits chimiques est en hausse de 14,2 %, la fabrication d'aliments, de 6,2 %, et la fabrication de produits métalliques, de 10,0 %, ce qui génère la bonne tenue de cette région.

Le secteur des services, pour sa part, est constitué de bases économiques plus diffuses. Mentionnons tout de même que le secteur des services dans son ensemble constitue une base économique dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais et de Laval, ce qui contribue aux résultats atteints dans ces régions. L'industrie de l'information et de la culture affiche un taux de croissance de 4,7 % et celle des arts, spectacles et loisirs, de 10,1 %, dans la région de Montréal ce qui fait plus que compenser les pertes accusées du côté de la fabrication de boissons et de produits du tabac (– 1,2 %) et de vêtements (– 9,7 %). Les administrations publiques montent de 3,9 % dans l'ensemble du Québec, ce qui se reflète en Outaouais et dans la Capitale-Nationale, où des hausses de 2,2 % dans les administrations publiques et de 0,7 % dans l'industrie de l'hébergement et des services de restauration sont observées. Dans la région de Laval, le commerce de gros (+ 18,5 %) et le groupe de la finance et des assurances (+ 5,2 %) soutiennent de belle façon les performances de la région.

De plus, en ce qui a trait au secteur des services, on note que la croissance économique survenue dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie, de Montréal et de Chaudière-Appalaches est le fait de ce secteur, qui évolue à la hausse dans ces régions, puisque l'ensemble des industries productrices de biens régresse dans ces mêmes régions en 2006.

Tableau 4.1

Tableau synthèse de la croissance annuelle régionale du produit intérieur brut[1] (PIB) des grands agrégats industriels[2], régions administratives et ensemble du Québec

	2006/2005						2007/2006
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Biens	Services	Ensemble des industries	Ensemble des industries
				%			
Bas-Saint-Laurent	***-7,2***	***21,5***	-7,6	***-2,2***	5,9	3,2	5,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***-16,1***	***6,0***	***16,9***	***11,2***	3,0	6,5	5,0
Capitale-Nationale	10,2	-18,5	5,4	4,6	***4,2***	4,3	5,6
Mauricie	***-6,5***	***9,7***	20,8	***15,9***	2,9	7,9	5,2
Estrie	***4,9***	***62,5***	***-10,6***	***-5,9***	4,8	0,6	5,1
Montréal	-52,7	52,4	-4,6	-4,2	***4,7***	2,5	5,5
Outaouais	-3,5	***-4,1***	-8,1	5,7	***2,2***	2,9	5,3
Abitibi-Témiscamingue	x	***-25,5***	-1,2	***3,7***	0,3	1,7	7,7
Côte-Nord	-12,2	***-25,5***	***23,4***	***12,2***	1,0	7,6	7,2
Nord-du-Québec	x	***-8,5***	-62,7	***19,2***	6,5	15,8	10,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	***-19,5***	***-47,8***	-2,4	-11,6	1,8	-2,3	6,0
Chaudière-Appalaches	***5,5***	***8,1***	***-1,8***	***-0,1***	5,9	3,3	5,3
Laval	11,3	x	10,0	11,0	***8,6***	9,3	6,3
Lanaudière	***-3,3***	10,3	7,1	3,8	9,2	7,5	6,4
Laurentides	x	35,6	10,8	***9,8***	1,3	4,1	6,5
Montérégie	***0,1***	6,7	***8,9***	***6,7***	6,8	6,8	6,1
Centre-du-Québec	***0,7***	x	***5,3***	***2,8***	2,3	2,6	5,8
Ensemble du Québec[2]	**-2,1**	**-2,1**	**2,3**	**2,9**	**4,8**	**4,2**	**5,8**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.
2. Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Produit intérieur brut provincial par industrie* (15-203), novembre 2007.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2

PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2007

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
					$/hab.					
Bas-Saint-Laurent	19 168	20 648	21 606	21 853	22 996	24 170	24 754	25 161	26 010	27 387
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 701	23 021	24 761	24 809	25 316	26 175	28 179	29 595	31 638	33 270
Capitale-Nationale	26 121	27 668	29 313	30 175	31 921	33 727	34 213	35 645	36 946	38 746
Mauricie	20 535	21 847	23 723	23 693	24 216	25 124	26 200	26 754	28 821	30 231
Estrie	22 615	24 183	25 906	26 391	27 177	28 305	28 587	29 070	29 102	30 448
Montréal	37 047	39 667	42 289	43 092	43 762	44 483	47 079	48 572	49 748	52 522
Outaouais	18 885	19 817	21 489	22 330	23 693	24 340	24 755	25 381	25 818	26 984
Abitibi-Témiscamingue	23 306	23 975	25 008	24 501	26 016	26 435	28 239	30 025	30 537	32 812
Côte-Nord	30 939	31 885	35 801	36 473	37 190	40 081	41 752	41 667	45 041	48 442
Nord-du-Québec	31 668	32 576	36 138	33 831	36 201	38 138	48 119	50 521	58 317	63 746
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 736	17 335	17 981	18 035	18 511	19 848	20 325	20 771	20 386	21 680
Chaudière-Appalaches	20 962	22 619	23 902	25 378	25 298	27 202	28 180	29 209	30 027	31 455
Laval	19 575	20 651	21 899	23 008	23 795	24 628	25 845	26 663	28 711	30 100
Lanaudière	14 431	15 263	16 027	16 881	17 972	18 713	19 473	20 101	21 126	21 989
Laurentides	19 274	21 113	22 271	22 533	23 704	25 460	25 044	25 703	26 281	27 524
Montérégie	20 378	22 153	23 335	24 186	25 097	25 896	26 998	27 780	29 283	30 769
Centre-du-Québec	23 738	25 789	27 262	28 038	29 033	30 009	30 584	31 680	32 324	34 011
Ensemble du Québec[1]	**24 980**	**26 733**	**28 449**	**29 162**	**30 063**	**31 085**	**32 345**	**33 314**	**34 475**	**36 242**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie (15-203), novembre 2007.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.3

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 1998-2007

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
					M$					
Bas-Saint-Laurent	3 980,1	4 271,9	4 441,9	4 469,1	4 668,0	4 889,5	4 999,9	5 076,2	5 239,4	5 522,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 283,6	6 636,5	7 087,3	7 038,7	7 115,8	7 294,2	7 800,2	8 134,4	8 661,1	9 097,2
Capitale-Nationale	16 860,6	17 906,0	19 016,3	19 655,8	20 931,6	22 235,1	22 721,2	23 761,7	24 785,6	26 170,7
Mauricie	5 415,2	5 740,3	6 200,3	6 164,5	6 275,3	6 504,6	6 797,1	6 954,8	7 501,4	7 894,7
Estrie	6 476,7	6 947,5	7 488,9	7 689,9	7 978,9	8 379,7	8 525,7	8 739,3	8 796,1	9 248,1
Montréal	66 743,9	71 967,1	77 494,7	79 795,7	81 718,4	83 306,9	88 222,7	90 931,5	93 165,5	98 312,9
Outaouais	5 959,1	6 276,5	6 855,3	7 207,6	7 758,1	8 100,3	8 365,5	8 703,9	8 952,9	9 427,5
Abitibi-Témiscamingue	3 618,6	3 684,8	3 786,1	3 649,0	3 829,5	3 859,5	4 101,0	4 346,9	4 422,3	4 764,0
Côte-Nord	3 201,9	3 265,9	3 619,0	3 636,7	3 650,8	3 899,6	4 046,4	4 016,5	4 321,4	4 634,4
Nord-du-Québec	1 240,7	1 277,1	1 418,5	1 332,9	1 433,5	1 519,9	1 931,5	2 041,6	2 363,2	2 608,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 743,6	1 773,7	1 801,9	1 781,3	1 807,5	1 921,4	1 961,1	1 997,1	1 952,0	2 069,6
Chaudière-Appalaches	8 136,9	8 800,3	9 330,2	9 921,3	9 900,2	10 672,3	11 098,4	11 555,6	11 931,2	12 568,2
Laval	6 645,8	7 066,9	7 575,1	8 050,3	8 455,0	8 879,9	9 450,2	9 893,9	10 809,8	11 487,8
Lanaudière	5 614,0	5 975,0	6 311,6	6 687,4	7 198,4	7 614,7	8 094,5	8 560,7	9 200,1	9 789,2
Laurentides	8 713,3	9 668,5	10 351,9	10 636,5	11 399,2	12 496,2	12 541,0	13 120,7	13 653,4	14 541,2
Montérégie	26 380,4	28 791,4	30 466,1	31 749,1	33 245,3	34 681,6	36 617,6	38 112,9	40 686,1	43 180,2
Centre-du-Québec	5 237,7	5 715,7	6 055,5	6 245,6	6 483,8	6 724,7	6 898,3	7 173,2	7 358,4	7 783,9
Ensemble du Québec[1]	**182 252,0**	**195 765,2**	**209 300,6**	**215 711,3**	**223 849,5**	**232 979,9**	**244 172,3**	**253 120,9**	**263 799,9**	**279 100,0**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie (15-203), novembre 2007.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4.2 Revenu personnel disponible

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

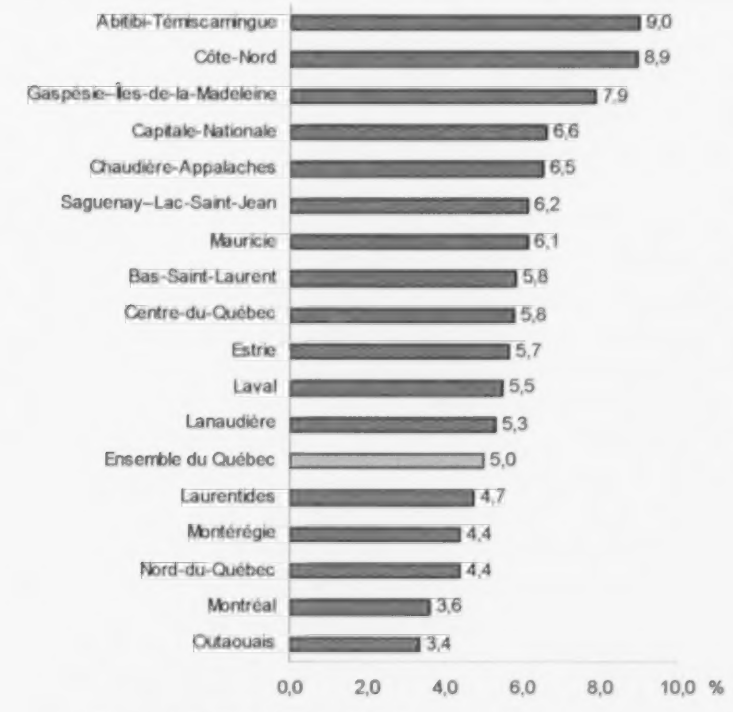
Pour la première fois depuis 2003, le Québec affiche un taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant supérieur à la moyenne canadienne. En 2007, il s'est accru, en dollars courants, de 5,0 % dans la province comparativement à 4,7 % au Canada. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée au Québec depuis 2000. Cette hausse notable s'explique en grande partie par la vigueur du marché du travail et les versements d'équité salariale effectués par l'administration publique provinciale. Soulignons que le taux de chômage a atteint un creux historique de 7,2 % et que le nombre d'emplois a progressé de 2,3 % en 2007 comparativement à 1,3 % en 2006.

Toutes les régions profitent de la croissance du revenu personnel disponible par habitant survenue au Québec, bien qu'à des degrés divers. En 2007, 12 régions connaissent une progression supérieure à la moyenne québécoise. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 9,0 %) et de la Côte-Nord (+ 8,9 %), stimulées, entre autres, par l'accroissement des activités dans les secteurs des mines et de la construction. On constate dans ces deux régions des augmentations marquées dans la rémunération des salariés, principale composante du revenu personnel, dans les revenus nets des entreprises individuelles non agricoles ainsi que dans les revenus de placement. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 7,9 %) affiche également une forte croissance du revenu personnel disponible, après avoir accusé des reculs de 0,2 % en 2005 et de 0,1 % en 2006. La progression de 4,8 % de l'emploi en 2007 a contribué à rehausser les revenus relatifs au travail dans cette région.

Pour leur part, les résidants de la Capitale-Nationale ont vu leur revenu disponible augmenter en moyenne de 6,6 % par rapport à 2006. Il s'agit pour cette région de la plus forte hausse enregistrée depuis que l'on compile des données à ce sujet. Les versements d'équité salariale par l'administration publique provinciale et la bonne performance du marché du travail sont à l'origine de cette progression vigoureuse. Notons que le taux d'emploi a atteint dans la Capitale-Nationale un sommet historique de 62,7 % en 2007.

Figure 4.2

Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007



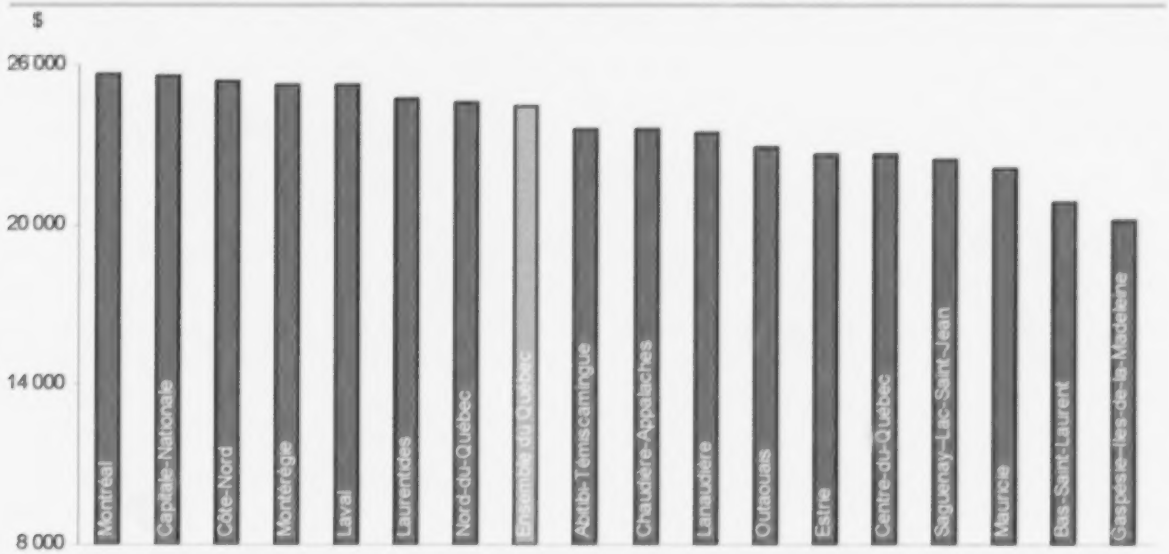
Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Cinq régions présentent un taux de croissance du revenu disponible par habitant inférieur à celui observé au Québec (+ 5,0 %), à savoir l'Outaouais (+ 3,4 %), Montréal (+ 3,6 %), le Nord-du-Québec (+ 4,4 %), la Montérégie (+ 4,4 %) et les Laurentides (+ 4,7 %). Dans le cas du Nord-du-Québec, il faut remonter en 2004 avant de voir cette région afficher un taux de croissance supérieur à la moyenne québécoise. Mentionnons que le rythme de création d'emplois a ralenti dans cette région au cours des trois dernières années.

Malgré une croissance modérée, la région de Montréal affiche, pour une troisième année consécutive, le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé au Québec, soit 25 646 $. Elle est immédiatement suivie à ce chapitre par la Capitale-Nationale (25 629 $). Pour sa part, la Côte-Nord est passée de la septième à la troisième position avec un revenu disponible par habitant de 25 379 $.

Figure 4.3

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Les disparités de revenus demeurent relativement importantes entre les régions de l'est du Québec et les régions les plus prospères. Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent se situent au bas de l'échelle avec un revenu disponible par habitant de 20 175 $ et de 20 869 $ respectivement. Ainsi, le revenu disponible des résidants de ces deux régions correspond à 80 % environ à celui des habitants des régions de Montréal et de la Capitale-Nationale. Cette différence s'explique, en grande partie, par le fait que le taux d'emploi et le niveau de salaires sont plus bas dans les régions de l'est de la province.

Toutefois, on observe depuis 1998 une tendance à la baisse des disparités régionales. À titre d'exemple, le revenu personnel disponible de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se situait en 1998 à 77,1 % de la moyenne québécoise comparativement à 82,5 % en 2007.

Transferts gouvernementaux versés aux particuliers

En 2007, les transferts courants que versent les administrations publiques aux particuliers, deuxième composante en importance du revenu personnel, augmentent au Québec de 6,6 %, après avoir fait un bond de 8,0 % l'année précédente. Les transferts en provenance de l'administration fédérale croissent de 5,8 % en raison, notamment, des indemnités octroyées aux personnes ayant contracté l'hépatite C et au versement sur une année complète de la prestation universelle de garde d'enfants. Les transferts de l'administration provinciale progressent pour leur part de 8,7 % grâce en bonne partie à la hausse importante des prestations du Régime québécois d'assurance parentale. La part qu'occupent les transferts gouvernementaux dans le revenu personnel s'établit en 2007 à 16,0 %, soit la proportion la plus élevée depuis 1996 (16,1 %). À titre comparatif, les revenus de travail représentent 71,7 % du revenu personnel.

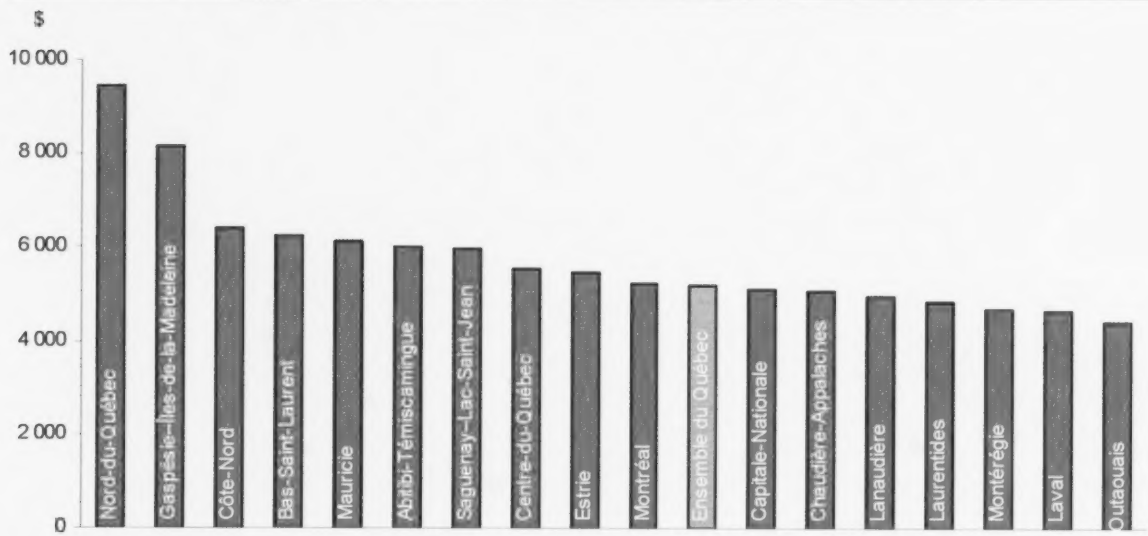
À l'échelle régionale, le Nord-du-Québec enregistre la plus forte croissance des transferts gouvernementaux en regard de 2006 en raison, notamment, d'une augmentation importante des prestations fiscales canadiennes pour enfants, du Régime québécois d'assurance parentale et du programme Soutien aux enfants. Rappelons que le taux de fécondité dans cette région nordique est, de loin, le plus élevé du Québec.

En 2007, les résidants du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques, soit 9 439 $ et 8 145 $ par habitant respectivement. Les transferts gouvernementaux représentent plus de 30 % du revenu personnel dans ces deux régions. Dans le Nord-du-Québec, les subventions aux autochtones et à leurs organisations ainsi que les différentes prestations pour enfants représentent la plus grande partie des transferts gouvernementaux versés aux particuliers. Quant à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les principales composantes des transferts gouvernementaux sont les prestations d'assurance-emploi, de sécurité de vieillesse et du Régime des rentes du Québec. Soulignons, cependant, qu'en raison de la bonne performance du marché du travail, les prestations d'assurance-emploi sont en baisse dans cette région pour une deuxième année consécutive.

En revanche, les régions qui dépendent le moins des transferts gouvernementaux comme source de revenu sont l'Outaouais, Laval, la Montérégie, les Laurentides et Lanaudière. Les résidants de ces régions ont eu moins recours aux prestations de la sécurité de la vieillesse et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions du Québec.

Figure 4.4

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.4

Revenu personnel selon la source de revenu, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007

	Revenu d'emploi			Transferts des administrations publiques			Autres sources de revenu			Revenu personnel		
	2006	2007[p]	Var. 07/06	2006	2007[p]	Var. 07/06	2006	2007[p]	Var. 07/06	2006	2007[p]	Var. 07/06
	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%
Bas-Saint-Laurent	17 478	18 517	5,9	5 907	6 257	5,9	2 163	2 369	9,5	25 548	27 143	6,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 377	21 631	6,2	5 579	5 995	7,5	1 946	2 071	6,4	27 902	29 697	6,4
Capitale-Nationale	23 811	25 528	7,2	4 852	5 131	5,7	3 559	3 790	6,5	32 223	34 449	6,9
Mauricie	18 820	19 976	6,1	5 797	6 146	6,0	2 624	2 882	9,8	27 242	29 003	6,5
Estrie	19 292	20 333	5,4	5 132	5 484	6,9	3 600	3 866	7,4	28 024	29 683	5,9
Montréal	22 015	22 634	2,8	4 984	5 240	5,1	5 420	5 804	7,1	32 419	33 678	3,9
Outaouais	23 988	24 664	2,8	4 176	4 399	5,4	2 075	2 257	8,8	30 239	31 320	3,6
Abitibi-Témiscamingue	20 605	22 723	10,3	5 715	6 027	5,5	2 129	2 364	11,0	28 450	31 114	9,4
Côte-Nord	23 418	25 697	9,7	5 963	6 412	7,5	1 487	1 652	11,1	30 868	33 762	9,4
Nord-du-Québec	18 366	18 748	2,1	8 644	9 439	9,2	926	1 025	10,7	27 936	29 213	4,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 424	15 916	10,3	7 839	8 145	3,9	1 428	1 634	14,4	23 691	25 694	8,5
Chaudière-Appalaches	21 073	22 497	6,8	4 745	5 069	6,8	3 262	3 529	8,2	29 081	31 095	6,9
Laval	24 080	25 280	5,0	4 427	4 667	5,4	3 615	3 988	10,3	32 122	33 935	5,6
Lanaudière	22 325	23 401	4,8	4 657	4 956	6,4	2 703	3 000	11,0	29 686	31 357	5,6
Laurentides	23 399	24 317	3,9	4 574	4 851	6,1	3 636	3 986	9,6	31 610	33 154	4,9
Montérégie	24 403	25 240	3,4	4 424	4 701	6,3	3 691	4 050	9,7	32 517	33 991	4,5
Centre-du-Québec	18 554	20 012	7,9	5 217	5 561	6,6	3 771	3 678	-2,5	27 542	29 251	6,2
Ensemble du Québec	**22 239**	**23 272**	**4,6**	**4 915**	**5 205**	**5,9**	**3 703**	**3 997**	**7,9**	**30 857**	**32 474**	**5,2**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.5

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007[p]	Variation 2007/2006	TCAM 2007/2003
	$/hab.					%	
Bas-Saint-Laurent	17 853	18 792	19 187	19 717	20 869	5,8	4,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18 689	19 650	20 310	21 129	22 429	6,2	4,7
Capitale-Nationale	21 635	22 527	23 215	24 040	25 629	6,6	4,3
Mauricie	18 918	19 057	20 310	20 845	22 119	6,1	4,0
Estrie	19 880	20 523	20 717	21 469	22 682	5,7	3,4
Montréal	22 670	23 413	23 799	24 748	25 646	3,6	3,1
Outaouais	20 117	20 810	21 522	22 208	22 953	3,4	3,4
Abitibi-Témiscamingue	19 198	20 358	20 863	21 663	23 610	9,0	5,3
Côte-Nord	21 063	22 314	22 641	23 296	25 379	8,9	4,8
Nord-du-Québec	23 372	23 681	23 057	23 533	24 563	4,4	1,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 924	18 744	18 710	18 699	20 175	7,9	3,0
Chaudière-Appalaches	20 028	20 933	21 341	22 146	23 589	6,5	4,2
Laval	22 109	22 719	23 328	23 926	25 239	5,5	3,4
Lanaudière	20 195	21 012	21 668	22 260	23 441	5,3	3,8
Laurentides	21 357	22 257	22 819	23 609	24 724	4,7	3,7
Montérégie	22 020	22 724	23 480	24 199	25 263	4,4	3,5
Centre-du-Québec	19 049	19 923	20 375	21 404	22 640	5,8	4,4
Ensemble du Québec	**21 191**	**21 962**	**22 520**	**23 294**	**24 455**	**5,0**	**3,6**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

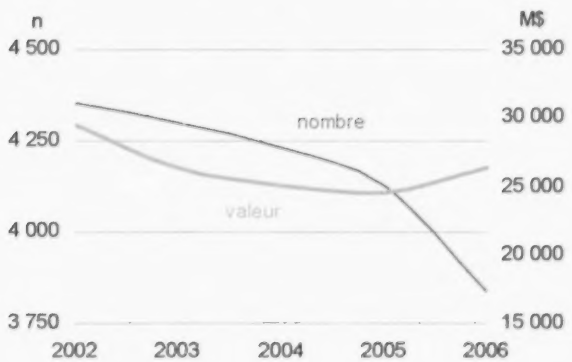
Au Québec, en 2006, 10 161 établissements ont exporté des marchandises vers les autres pays, et la valeur totale de leurs exportations se situe à 70,6 G$. Bien qu'en hausse (2,6 %) pour une troisième année de suite, elle reste toutefois inférieure au sommet de 72,4 G$ (réalisé par 9 932 établissements) qu'elle avait atteint en 2000, avant d'accuser trois reculs annuels d'affilée. Par ailleurs, le nombre le plus élevé d'établissements exportateurs, soit 10 546, est celui de 2005, année où la valeur totale exportée s'élevait à 68,8 G$. Enfin, l'activité principale de 5 207 exportateurs (51,2 %) relevait, en 2006, du secteur manufacturier, et leur valeur exportée s'élevait à 54,5 G$, soit 77,1 % du total.

Les principales régions exportatrices

Les régions de Montréal et de la Montérégie comprenaient ensemble plus de la moitié du nombre total d'exportateurs de marchandises, ainsi que de la valeur totale exportée. En effet, parmi les 10 161 établissements exportateurs du Québec en 2006 – dont 1 327 (13,1 %) ayant exporté pour 3,6 G$ (5,1 %) ne sont pas répartis par région –, la région de Montréal en comptait 3 840 (37,8 %) à elle seule, et ceux-ci ont exporté des marchandises vers l'étranger pour un total de 26,4 G$, soit 37,4 % du total. L'activité principale de 1 778 établissements (46,3 %) relevait du secteur manufacturier et ceux-ci ont réalisé des exportations d'une valeur de 19,2 G$ (72,6 %).

Figure 5.1

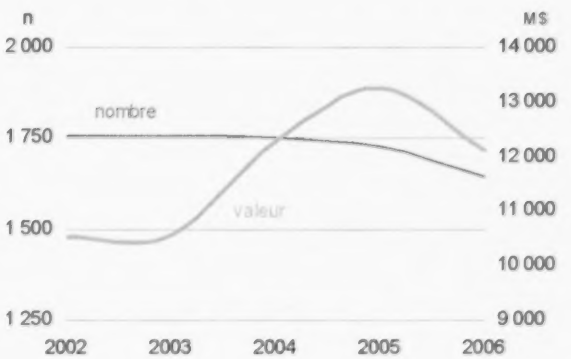
Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de Montréal, 2002-2006



Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Figure 5.2

Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de la Montérégie, 2002-2006



Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

La Montérégie, pour sa part, se classe au deuxième rang, abritant 1 645 établissements exportateurs (16,2 %) et enregistrant une valeur exportée de 12,1 G$ (17,2 %) en 2006. Plus de la moitié, soit 937 établissements (57,0 %), relevaient du secteur manufacturier, et leurs exportations s'élevaient à 9,6 G$ (79,2 %).

Sept des 15 autres régions se démarquent avec des exportations dont la valeur dépasse le seuil des 2 G$ en 2006. Ainsi, la région des Laurentides compte 395 exportateurs et une valeur exportée de 3,7 G$, comparativement au Saguenay–Lac-Saint-Jean (92 exportateurs et 3,6 G$), à l'Estrie (446 exportateurs et 3,0 G$), à Chaudière-Appalaches (512 exportateurs et 2,6 G$), au Centre-du-Québec (374 exportateurs et 2,5 G$), à la Capitale-Nationale (433 exportateurs et 2,4 G$) et à la Mauricie (150 exportateurs et 2,2 G$).

Dans six des sept régions précitées, les établissements relevant du secteur manufacturier représentaient la majorité du total des exportateurs en 2006. Et dans chacune des sept, la valeur exportée par les établissements manufacturiers compte pour une forte majorité du total régional. Dans la région des Laurentides, l'activité principale de 56,5 % des établissements exportateurs faisait partie du secteur manufacturier, et ceux-ci assumaient 94,8 % de la valeur exportée par cette région. Une situation comparable, avec des nuances, est observable au Saguenay–Lac-Saint-Jean (71,7 % des établissements et 97,0 % de la valeur exportée), en Estrie (61,4 % et 76,8 %), dans Chaudière-Appalaches (64,3 % et 82,9 %), dans le Centre-du-Québec (65,5 % et 89,8 %), dans la Capitale-Nationale (49,9 % et 76,0 %) et en Mauricie (73,3 % et 96,1 %).

La hausse globale des exportations du Québec en 2006 (+ 2,6 %) au regard de 2005 recouvre une gamme disparate d'évolutions au niveau régional. En effet, les exportations de quatre régions et d'un regroupement de deux régions enregistrent une hausse supérieure à 10 %; ce sont le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 18,7 %), la Mauricie (+ 17,6 %), le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+ 16,9 %), la Capitale-Nationale (+ 14,2 %) et le Centre-du-Québec (+ 10,9 %). À l'opposé, sept régions montrent des exportations à la baisse, en particulier la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 57,5 %) et les Laurentides (– 33,1 %), suivies notamment par la Montérégie (– 8,4 %) et Chaudière-Appalaches (– 5,6 %).

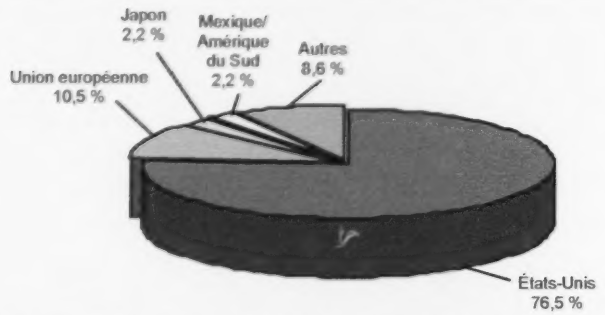
Les principales destinations

La valeur exportée par le Québec en 2006 – en faisant abstraction des établissements non répartis par région – était ventilée à raison de 54,0 G$ (76,5 %) d'exportations dirigées vers les États-Unis, contre 7,4 G$ (10,5 %) vers l'Union européenne, 1,6 G$ (2,2 %) vers le Japon, 775 M$ (1,1 %) vers le Mexique, 770 M$ (1,1 %) vers l'Amérique du Sud et 6,1 G$ (8,6 %) ailleurs dans le monde, soit vers l'un ou l'autre des 195 pays regroupés dans la catégorie « Autres ». La valeur alors exportée aux États-Unis était dirigée, à plus des deux tiers (68,7 %), vers deux des cinq grandes régions américaines figurant au *Registre des exportateurs canadiens*. La principale, appelée « Côte Est », regroupe 14 États et le District de Columbia; cette région recevait pour 25,2 G$ (46,7 %) d'exportations québécoises. La deuxième en importance, le « Centre industriel », couvre 6 États et en recevait pour 11,9 G$ (22,0 %).

Les deux régions de Montréal et de la Montérégie occupent, en 2006, des positions dominantes quant à la valeur des exportations québécoises dirigées vers les États-Unis, où leur part relative se situe à 33,4 % et à 17,6 % respectivement, suivie de loin par celle du Saguenay–Lac-Saint-Jean (6,2 %) et des Laurentides (6,0 %). Il en va de même dans le cas de l'Union européenne (53,3 % et 15,3 %), le troisième rang revenant toutefois au regroupement des quatre régions Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Abitibi-Témiscamingue qui ont une part combinée de 11,6 %. Par ailleurs, Montréal et la Montérégie assurent ensemble une grande majorité des exportations vers le Mexique – soit 48,5 % et 24,8 % respectivement – et vers le Japon (56,8 % et 22,0 %). Dans le cas de l'Amérique du Sud (43,0 % et 11,1 %) et des pays de la catégorie « Autres » (46,5 % et 13,8 %), Montréal maintient une part relative prédominante alors que la Montérégie voit la sienne se résorber, et même être supplantée par celle du regroupement des quatre régions précitées (19,7 %) dans les exportations vers l'Amérique du Sud.

Figure 5.3

Répartition des exportations, selon les principales destinations, ensemble du Québec, 2006



Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Tableau 5.1

Nombre et valeur des exportations de marchandises selon les établissements manufacturiers et non manufacturiers, régions administratives et ensemble du Québec, 2002 et 2006

	Année	Manufacturier		Non manufacturier[1]		Total	
		n	M$	n	M$	n	M$
Bas-Saint-Laurent	2002	68	542,4	41	152,3	109	694,8
	2006	66	866,7	38	205,0	104	1 071,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2002	67	1 756,0	26	48,8	93	1 804,8
	2006	66	3 483,5	26	106,8	92	3 590,4
Capitale-Nationale	2002	226	1 741,0	234	274,7	460	2 015,7
	2006	216	1 795,7	217	565,6	433	2 361,3
Mauricie	2002	110	1 677,8	48	55,3	158	1 733,1
	2006	110	2 143,7	40	87,1	150	2 230,8
Estrie	2002	256	3 217,6	224	226,5	480	3 444,1
	2006	274	2 274,0	172	685,3	446	2 959,3
Montréal	2002	2 020	22 282,5	2 334	7 176,8	4 354	29 459,3
	2006	1 778	19 201,3	2 062	7 233,1	3 840	26 434,4
Outaouais	2002	46	751,2	36	163,8	82	915,0
	2006	42	506,1	32	166,1	74	672,2
Abitibi-Témiscamingue	2002	29	533,4	33	105,0	62	638,4
	2006	30	518,1	28	233,0	58	751,1
Côte-Nord, Nord-du-Québec	2002	45	1 290,5	25	1 409,4	70	2 699,8
et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2006	48	1 944,9	24	1 666,7	72	3 611,5
Chaudière-Appalaches	2002	346	2 331,9	187	393,5	533	2 725,4
	2006	329	2 185,5	183	450,6	512	2 636,1
Laval	2002	202	810,6	243	286,1	445	1 096,6
	2006	203	663,9	204	520,2	407	1 184,1
Lanaudière	2002	156	1 070,4	105	158,8	261	1 229,2
	2006	134	1 042,2	98	156,2	232	1 198,4
Laurentides	2002	252	3 726,0	220	193,8	472	3 919,9
	2006	223	3 473,6	172	190,1	395	3 663,7
Montérégie	2002	968	9 626,8	790	911,3	1 758	10 538,1
	2006	937	9 598,5	708	2 524,9	1 645	12 123,5
Centre-du-Québec	2002	263	1 925,1	138	296,1	401	2 221,1
	2006	245	2 272,0	129	258,9	374	2 531,0
Ensemble des régions	**2002**	**5 054**	**53 283,1**	**4 684**	**11 852,1**	**9 738**	**65 135,3**
	2006	**4 701**	**51 969,7**	**4 133**	**15 049,5**	**8 834**	**67 019,2**
Non répartis	2002	163	938,6	274	383,5	437	1 322,1
	2006	506	2 495,9	821	1 115,0	1 327	3 610,9
Ensemble du Québec	**2002**	**5 217**	**54 221,7**	**4 958**	**12 235,6**	**10 175**	**66 457,4**
	2006	**5 207**	**54 465,6**	**4 954**	**16 164,5**	**10 161**	**70 630,1**

1. Inclut les établissements des secteurs primaire et de la construction ainsi que les industries productrices de services qui exportent des marchandises.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.2

Valeur et part des exportations de marchandises selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2002 et 2006

		États-Unis		Union européenne[1]		Autres		Total	
		2002	2006	2002	2006	2002	2006	2002	2006
Bas-Saint-Laurent	M$	638,2	780,5	25,6	132,8	31,0	158,4	694,8	1 071,7
	%	91,9	72,8	3,7	12,4	4,5	14,8	100,0	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	1 749,5	3 363,9	19,2	80,4	36,1	146,2	1 804,8	3 590,4
	%	96,9	93,7	1,1	2,2	2,0	4,1	100,0	100,0
Capitale-Nationale	M$	1 789,3	2 003,6	56,4	97,2	170,1	260,4	2 015,7	2 361,3
	%	88,8	84,9	2,8	4,1	8,4	11,0	100,0	100,0
Mauricie	M$	1 712,3	2 115,8	11,6	42,0	9,3	73,0	1 733,1	2 230,8
	%	98,8	94,8	0,7	1,9	0,5	3,3	100,0	100,0
Estrie	M$	3 192,4	2 553,0	150,6	226,9	101,1	179,3	3 444,1	2 959,3
	%	92,7	86,3	4,4	7,7	2,9	6,1	100,0	100,0
Montréal	M$	23 855,3	18 066,7	2 645,4	3 937,8	2 958,7	4 429,9	29 459,3	26 434,4
	%	81,0	68,3	9,0	14,9	10,0	16,8	100,0	100,0
Outaouais	M$	843,7	626,0	60,1	30,0	11,2	16,2	915,0	672,2
	%	92,2	93,1	6,6	4,5	1,2	2,4	100,0	100,0
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-	M$	1 851,7	2 444,6	953,4	859,0	533,2	1 059,0	3 338,2	4 362,7
Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	55,5	56,0	28,6	19,7	16,0	24,3	100,0	100,0
Chaudière-Appalaches	M$	2 527,2	2 323,8	39,1	117,2	159,1	195,1	2 725,4	2 636,1
	%	92,7	88,2	1,4	4,4	5,8	7,4	100,0	100,0
Laval	M$	981,0	998,1	63,9	78,4	51,7	107,7	1 096,6	1 184,1
	%	89,5	84,3	5,8	6,6	4,7	9,1	100,0	100,0
Lanaudière	M$	1 187,0	1 122,6	18,7	33,9	23,5	41,9	1 229,2	1 198,4
	%	96,6	93,7	1,5	2,8	1,9	3,5	100,0	100,0
Laurentides	M$	3 339,5	3 262,2	419,7	196,3	160,7	205,1	3 919,9	3 663,7
	%	85,2	89,0	10,7	5,4	4,1	5,6	100,0	100,0
Montérégie	M$	8 544,4	9 530,3	1 043,9	1 130,7	949,8	1 462,5	10 538,1	12 123,5
	%	81,1	78,6	9,9	9,3	9,0	12,1	100,0	100,0
Centre-du-Québec	M$	1 915,6	2 259,2	164,2	128,3	141,3	143,4	2 221,1	2 531,0
	%	86,2	89,3	7,4	5,1	6,4	5,7	100,0	100,0
Ensemble des régions	**M$**	**54 127,0**	**51 450,2**	**5 671,7**	**7 091,0**	**5 336,5**	**8 478,0**	**65 135,3**	**67 019,2**
	%	**83,1**	**76,8**	**8,7**	**10,6**	**8,2**	**12,7**	**100,0**	**100,0**
Non répartis	M$	940,0	2 582,8	172,3	301,0	209,9	727,1	1 322,1	3 610,9
	%	71,1	71,5	13,0	8,3	15,9	20,1	100,0	100,0
Ensemble du Québec	**M$**	**55 067,0**	**54 033,0**	**5 844,0**	**7 392,0**	**5 546,4**	**9 205,1**	**66 457,4**	**70 630,1**
	%	**82,9**	**76,5**	**8,8**	**10,5**	**8,3**	**13,0**	**100,0**	**100,0**

1. Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

6. Investissements et permis de bâtir

par Henri-Claude Joseph, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

Au Québec, en 2009, selon les perspectives, les dépenses en immobilisation stagnent, après trois années de croissance marquée consécutives, et se fixent, en dollars courants, à 62,1 milliards dont 19,9 milliards provient du secteur du logement, les deux autres secteurs contribuant à hauteur de 13,9 milliards pour les biens et de 28,2 milliards pour les services.

Le surplace de l'investissement au Québec en 2009 par rapport à 2008 résulte du ralentissement sensible enregistré simultanément quant aux immobilisations des industries productrices de services (+ 0,8 % comparé à + 7,8 % en 2008) et du logement (+ 0,6 %, mais + 2,8 % en 2008), en même temps que diminuent les immobilisations du secteur des biens (– 2,6 %), une première en quatre ans, survenue après un bond de 21,3 % en 2008. Parallèlement, l'indice implicite de prix de l'investissement des entreprises québécoises augmente de 6,5 % en glissement annuel.

À l'échelle régionale, l'investissement au Québec en 2009 se répartit ainsi : 53,2 % dans les quatre régions urbaines,[1,2] 25,4 % dans les six régions centrales[1,2] et 21,4 % dans les sept régions ressources[1,2]. Pour ce qui est de la variation de ces investissements, l'Abitibi-Témiscamingue (– 17,1 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 15,0 %) se démarquent en enregistrant les plus fortes chutes par rapport à 2008, ce qui contrastent avec les fortes hausses connues l'année précédente. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 17,7 %) et la Côte-Nord (+ 10,8 %) connaissent la meilleure progression annuelle de leurs investissements totaux, continuant sur la lancée de 2007. La région des Laurentides se révèle la seule à subir deux années difficiles consécutives, une contraction en 2008 (– 5,5 %) et une stagnation en 2009.

Secteur du logement

Avec 61,4 % des investissements dans le secteur du logement en 2009, les Laurentides domine les régions situées au-dessus de la moyenne québécoise (32,1 %). Dans cette liste où apparaissent toutes les régions centrales, mais aucune région ressource, les Laurentides précède notamment Lanaudière (58,4 %), Laval (47,6 %) et la Montérégie (43,9 %). Seules Montréal (15,7 %), la Côte-Nord (10,8 %) et le Nord-du-Québec (0,6 %) ont une proportion des investissements allouée au secteur du logement inférieure à 20 %.

Par rapport à 2008, le Nord-du-Québec est une des cinq régions - toutes des régions ressources - dont l'investissement dans le logement progresse de plus de 10 % (+ 10,9 %), soit presque 20 fois la croissance de tels investissements au Québec (+ 0,6 %). L'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord pointent en tête en ce qui a trait à la croissance de ce type d'investissement avec 23,7 % et 21,7 % respectivement. Dans ce secteur, seulement trois régions enregistrent un repli, soit Montréal (– 11,1 %), l'Outaouais (– 2,9 %) et Lanaudière (– 1,5 %).

---

1. Ce chapitre sur l'investissement et les permis de bâtir distingue :
   - quatre régions urbaines : la Capitale-Nationale, Montréal, Laval, la Montérégie;
   - six régions centrales : l'Estrie, l'Outaouais, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides et le Centre-du-Québec;
   - sept régions ressources : le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
2. Pour plus de détails sur ce classement des régions, se référer à : Québec, Ministère des Finances, *L'investissement au Québec : on est pour*, Rapport du groupe de travail sur l'investissement des entreprises, préparé par Pierre Fortin, Andrée Corriveau et Jean Boivin, 2008, notes au bas des pages 85 et 86.

Secteur des biens

En ce qui a trait aux industries productrices de biens, même si sa proportion dans l'investissement total au Québec tend à se réduire avec 22,4 % en 2009 par rapport à 23,0 % en 2008, elle reste primordiale dans plusieurs régions, notamment au Nord-du-Québec (95,4 %), dans la Côte-Nord (63,5 %) et en Abitibi-Témiscamingue (51,1 %). Par ailleurs, Lanaudière, les Laurentides, Laval et la Capitale-Nationale possèdent moins de 10 % des investissements alloués au secteur des biens (8,7 %, 7,3 %, 7,1 % et 6,5 % respectivement).

À l'inverse de la tendance québécoise (– 2,6 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine voit plus que doubler ses investissements (+ 111,2 %) en 2009. Immédiatement à sa suite, quoique à bonne distance, se trouvent entre autres Montréal (+ 31,0 %), l'Outaouais (+ 15,3 %) et la Mauricie (+ 15,2 %). Néanmoins, la majorité des régions, dont six des sept régions centrales, n'enregistrent que des réductions de l'investissement dans leur secteur des biens, les plus prononcées étant dans le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 42,4 %), l'Estrie (– 35,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 33,0 %) et Chaudière-Appalaches (– 25,5 %).

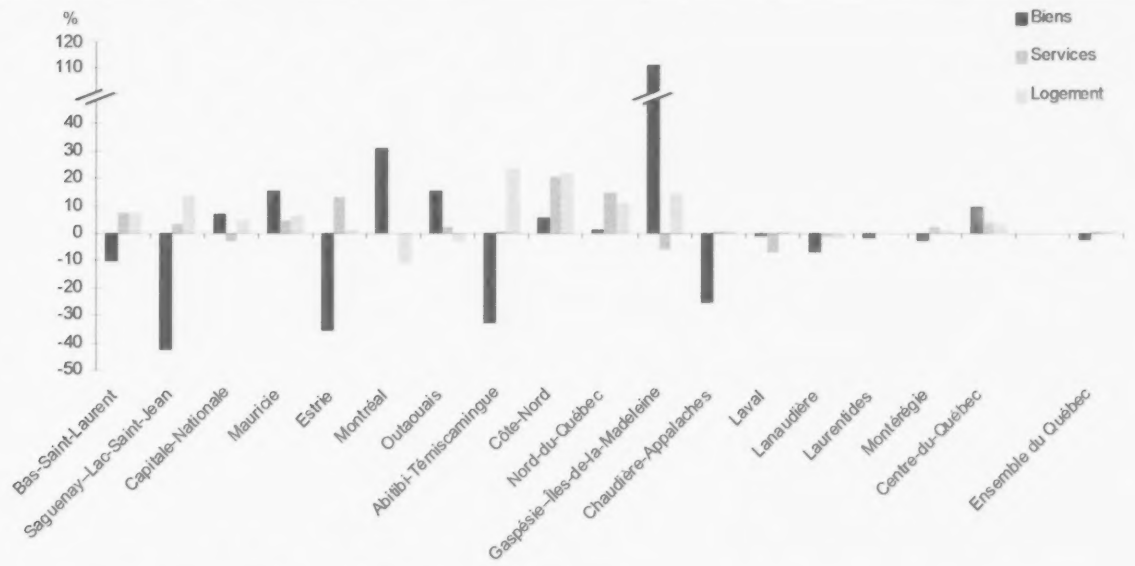
Secteur des services

La situation apparaît moins défavorable dans le secteur des services dont les investissements ne stagnent que dans les Laurentides, et ne fléchissent qu'à Laval (– 6,7 %), en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 6,0 %), dans la Capitale-Nationale (– 2,8 %) et à Lanaudière (– 1,1 %). Au contraire, de 2008 à 2009, les investissements du secteur des services de la Côte-Nord bondissent de 20,9 %, soit au-delà de 25 fois la moyenne québécoise (+ 0,8 %), et il en va de même pour le Nord-du-Québec, (+ 14,7 %) et l'Estrie (+ 13,3 %).

Aussi, concernant les proportions investies, cinq régions ont, plus que toutes les autres, le côté tertiaire de leurs investissements encore plus affirmé que la moyenne québécoise (45,5 %), soit Montréal (68,2 %), la Capitale-Nationale (63,0 %), le Bas-Saint-Laurent (58,2 %), l'Estrie (48,9 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (48,1 %). Sans oublier le cas limite de la région de Laval (45,4 %), la Montérégie (41,0 %) reste la seule région urbaine à se situer visiblement sous la moyenne québécoise. Tout de même, celles-ci précèdent, et de loin, toutes les autres régions, particulièrement l'Abitibi-Témiscamingue qui, en 2009, enregistre la plus petite proportion (25,7 %) après, bien entendu, le Nord-du-Québec (4,0 %).

Figure 6.1

Taux de variation des dépenses en immobilisation, selon les grandes catégories, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

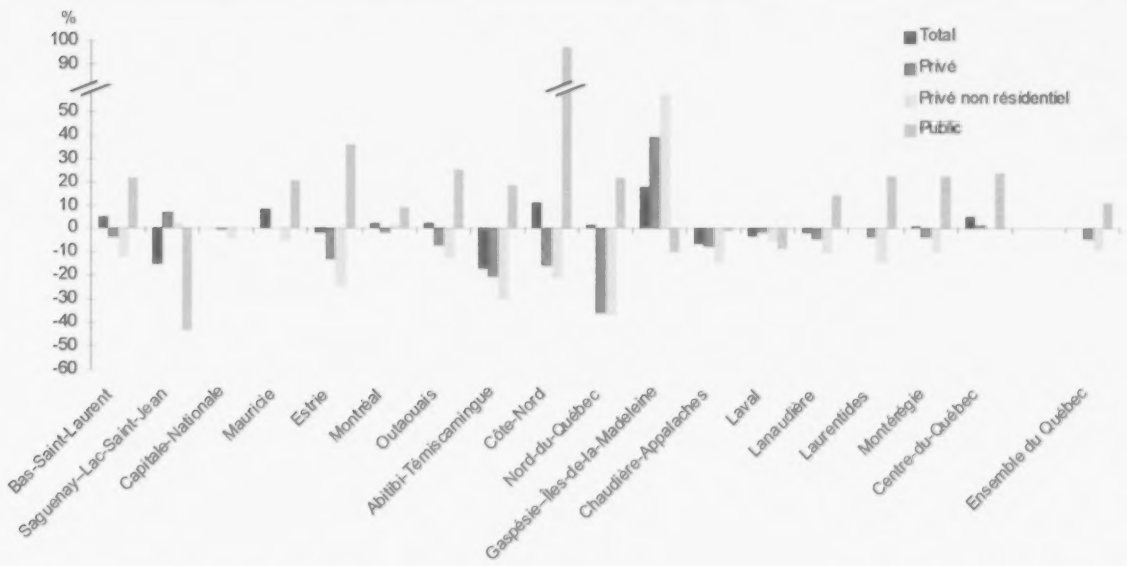
Investissement privé – Investissement public

Tout le montant investi en immobilisation au Québec en 2009 (62,1 milliards de dollars courants) provient à 67,4 % du secteur privé (41,8 milliards), ce qui inclut les 35,3 % qui sont des investissements privés non résidentiels, le reste (32,6 % ou 20,3 milliards) provenant du secteur public. Seule la région du Nord-du-Québec connaît des proportions inverse (22,4 % et 77,6 %), tandis qu'à l'opposé on retrouve l'Abitibi-Témiscamingue (87,4 % et 12,6 %), mais aussi Lanaudière (84,4 % et 15,6 %), les Laurentides (81,6 % et 18,4 %) et le Centre-du-Québec (81,4 % et 18,6 %).

Enfin, de 2008 à 2009, au Québec, contrairement aux investissements provenant du secteur privé (– 4,7 %), ceux du secteur public s'accroissent (+ 11,2 %). Dans la grande majorité des régions administratives, la baisse du secteur privé est notable, avec uniquement quatre régions qui enregistrent une hausse, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 39,1 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 7,0 %), le Centre-du-Québec (+ 1,4 %) et la Mauricie (+ 0,6 %). En outre, la progression des investissements publics est beaucoup plus véloce que la moyenne dans plusieurs régions, particulièrement la Côte-Nord (+ 97,6 %), l'Estrie (+ 35,6 %) et l'Outaouais (+ 25,4 %). Tout compte fait, la Mauricie et le Centre-du-Québec restent les seules régions administratives à afficher un accroissement de leurs investissements à la fois dans les secteurs privé et public.

Figure 6.2

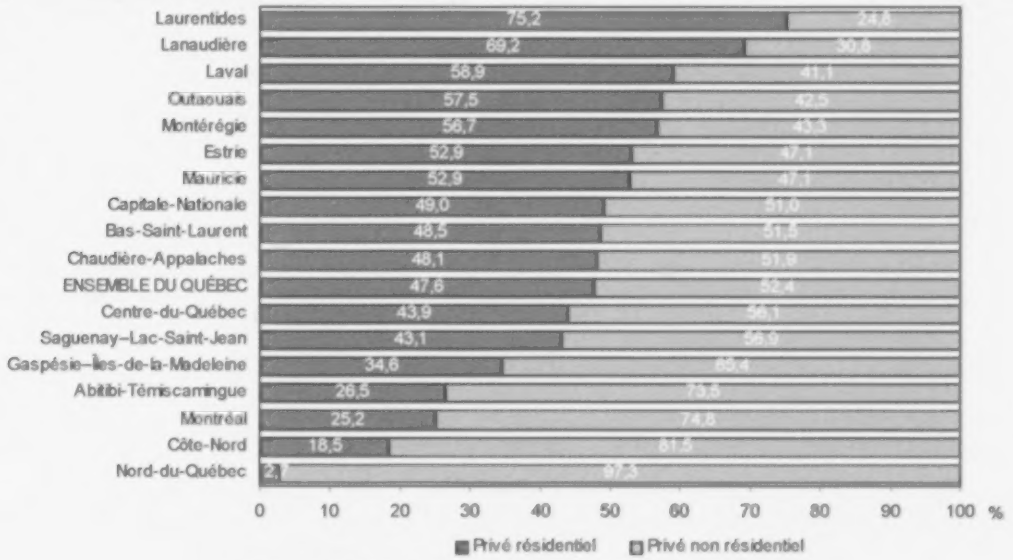
Taux de variation des dépenses en immobilisation, selon les secteurs, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 6.3

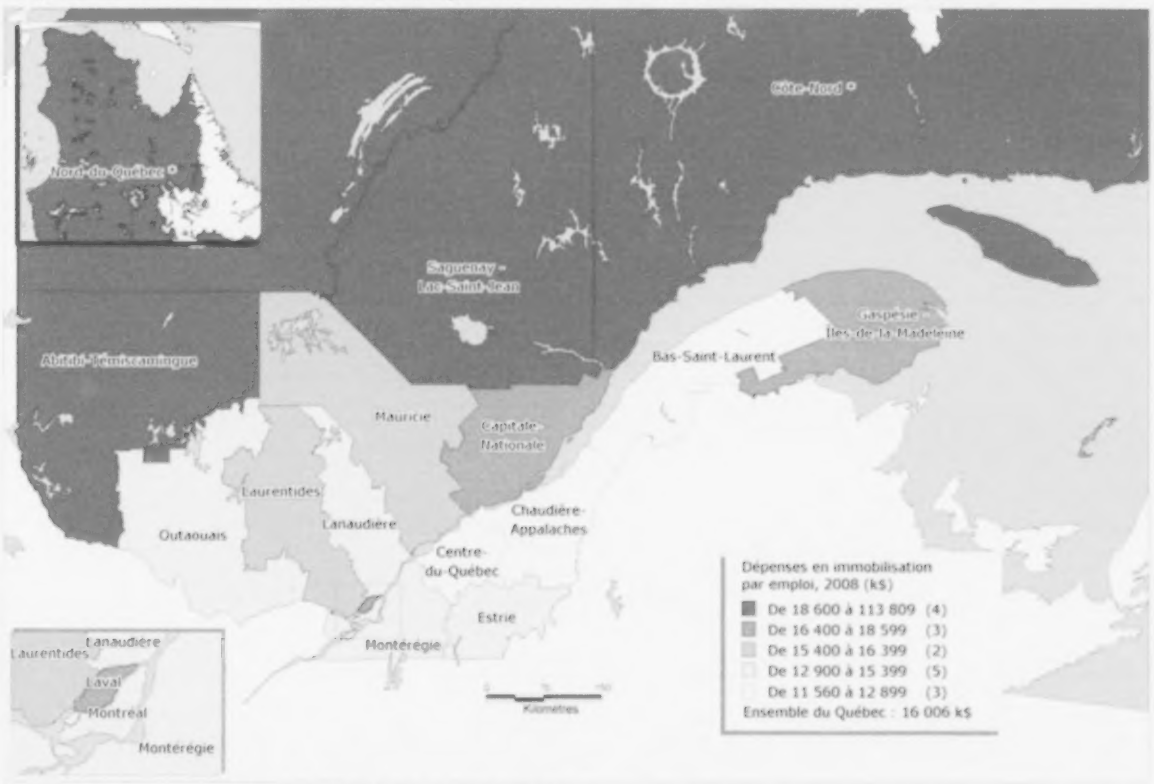
Proportions des dépenses en immobilisation du secteur privé résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Carte 6.1

Dépenses en immobilisation par emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2008



* Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Tableau 6.1

Dépenses en immobilisation, sections des industries productrices de biens et des industries productrices de services, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	Industries productrices de biens					Industries productrices de services				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	M$									
Bas-Saint-Laurent	170	158	545	167	150	558	496	548	659	707
Saguenay–Lac-Saint-Jean	989	924	958	1 167	673	619	509	630	818	846
Capitale-Nationale	329	361	371	364	388	1 908	2 878	3 714	4 033	3 920
Mauricie	701	634	532	578	666	592	704	762	701	732
Estrie	311	355	455	483	309	753	901	662	914	1 036
Montréal	1 857	1 504	1 452	1 571	2 058	7 305	7 003	7 420	8 694	8 713
Outaouais	300	209	420	456	526	628	787	1 043	1 146	1 169
Abitibi-Témiscamingue	385	495	611	1 040	696	261	254	335	348	350
Côte-Nord	673	379	392	896	947	256	278	311	318	384
Nord-du-Québec	1 726	2 418	2 781	4 002	4 046	113	86	83	148	170
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	79	169	42	107	226	323	195	241	401	377
Chaudière-Appalaches	958	854	650	687	512	1 037	774	1 034	1 075	1 080
Laval	165	231	217	250	248	895	1 174	1 571	1 707	1 592
Lanaudière	252	290	254	273	254	687	836	834	975	964
Laurentides	266	341	289	309	304	1 125	1 280	1 504	1 306	1 306
Montérégie	1 379	1 584	1 511	1 640	1 590	3 952	4 336	4 756	4 236	4 326
Centre-du-Québec	321	335	303	298	327	520	411	550	553	574
Ensemble du Québec	**10 862**	**11 240**	**11 783**	**14 289**	**13 921**	**21 530**	**22 904**	**25 997**	**28 034**	**28 248**

Note : 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2

Dépenses en immobilisation, section du logement et total des trois sections, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	Logement					Total				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	M$									
Bas-Saint-Laurent	217	244	315	333	359	944	898	1 407	1 159	1 216
Saguenay–Lac-Saint-Jean	335	384	505	589	668	1 942	1 816	2 093	2 574	2 187
Capitale-Nationale	1 560	1 330	1 728	1 831	1 917	3 796	4 569	5 812	6 228	6 226
Mauricie	421	406	568	556	592	1 713	1 832	1 862	1 836	1 990
Estrie	666	709	698	764	771	1 730	1 964	1 814	2 161	2 117
Montréal	2 556	2 498	2 365	2 258	2 007	11 718	11 005	11 237	12 524	12 778
Outaouais	769	1 038	1 127	1 008	978	1 698	2 034	2 590	2 610	2 674
Abitibi-Témiscamingue	114	133	205	255	316	759	882	1 151	1 643	1 362
Côte-Nord	72	90	116	132	160	1 001	748	819	1 346	1 492
Nord-du-Québec	12	12	26	23	25	1 852	2 516	2 890	4 173	4 241
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	89	118	126	158	180	492	482	409	666	784
Chaudière-Appalaches	722	730	810	897	900	2 717	2 358	2 494	2 660	2 493
Laval	1 353	1 233	1 397	1 663	1 669	2 413	2 639	3 185	3 621	3 509
Lanaudière	1 707	1 734	1 752	1 735	1 709	2 647	2 860	2 840	2 983	2 926
Laurentides	2 213	2 445	2 614	2 551	2 557	3 603	4 066	4 407	4 167	4 168
Montérégie	3 863	3 962	4 441	4 572	4 626	9 194	9 901	10 709	10 448	10 542
Centre-du-Québec	409	403	481	485	502	1 250	1 238	1 335	1 336	1 402
Ensemble du Québec	**17 078**	**17 665**	**19 274**	**19 810**	**19 938**	**49 470**	**51 809**	**57 055**	**62 132**	**62 106**

Note : 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.3

Dépenses en immobilisation, secteurs privé et public, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	Privé					Public				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	M$									
Bas-Saint-Laurent	758	651	1 117	766	739	187	247	291	393	477
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 010	940	1 238	1 448	1 550	933	876	855	1 126	638
Capitale-Nationale	2 669	3 187	4 151	3 919	3 911	1 127	1 382	1 662	2 309	2 315
Mauricie	1 029	1 218	1 237	1 114	1 120	684	615	625	722	870
Estrie	1 391	1 635	1 481	1 675	1 458	339	329	333	486	659
Montréal	8 427	7 976	8 020	8 112	7 962	3 291	3 029	3 217	4 412	4 817
Outaouais	1 257	1 522	1 831	1 835	1 703	441	513	759	775	971
Abitibi-Témiscamingue	634	765	1 037	1 498	1 191	125	117	114	145	171
Côte-Nord	687	467	536	1 030	867	314	280	283	317	626
Nord-du-Québec	340	520	852	1 477	950	1 511	1 996	2 038	2 696	3 291
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	385	380	249	374	521	107	102	160	292	263
Chaudière-Appalaches	2 233	1 949	2 025	2 030	1 871	484	409	469	629	621
Laval	2 160	2 291	2 830	2 886	2 834	253	348	355	734	675
Lanaudière	2 425	2 612	2 533	2 582	2 469	221	248	307	401	458
Laurentides	3 283	3 688	3 822	3 538	3 400	320	378	585	628	768
Montérégie	7 646	8 479	8 870	8 501	8 164	1 549	1 422	1 839	1 947	2 379
Centre-du-Québec	1 129	1 092	1 187	1 125	1 141	122	146	148	211	261
Ensemble du Québec	**37 463**	**39 373**	**43 016**	**43 912**	**41 849**	**12 006**	**12 437**	**14 039**	**18 221**	**20 258**

Note : 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.4

Dépenses en immobilisation du segment privé non résidentiel, total et part dans le secteur privé, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	Total					Part				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	M$					%				
Bas-Saint-Laurent	541	408	802	433	381	71,4	62,6	71,8	56,5	51,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	675	557	733	860	882	66,9	59,2	59,2	59,4	56,9
Capitale-Nationale	1 109	1 857	2 423	2 088	1 994	41,6	58,3	58,4	53,3	51,0
Mauricie	608	723	669	558	528	59,1	59,4	54,1	50,1	47,1
Estrie	726	927	783	911	686	52,2	56,7	52,9	54,4	47,1
Montréal	5 871	5 478	5 655	5 854	5 955	69,7	68,7	70,5	72,2	74,8
Outaouais	487	483	703	827	724	38,8	31,8	38,4	45,1	42,5
Abitibi-Témiscamingue	520	633	832	1 243	875	82,0	82,7	80,3	83,0	73,5
Côte-Nord	615	377	420	898	706	89,6	80,7	78,4	87,2	81,5
Nord-du-Québec	328	508	826	1 454	925	96,5	97,6	97,0	98,4	97,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	296	262	123	217	340	76,8	69,0	49,4	57,9	65,4
Chaudière-Appalaches	1 511	1 219	1 215	1 133	971	67,7	62,6	60,0	55,8	51,9
Laval	807	1 057	1 432	1 223	1 165	37,4	46,2	50,6	42,4	41,1
Lanaudière	718	879	782	848	760	29,6	33,6	30,9	32,8	30,8
Laurentides	1 070	1 243	1 208	987	842	32,6	33,7	31,6	27,9	24,8
Montérégie	3 782	4 498	4 429	3 928	3 537	49,5	53,0	49,9	46,2	43,3
Centre-du-Québec	719	599	706	640	640	63,7	54,9	59,5	56,9	56,1
Ensemble du Québec	**20 386**	**21 708**	**23 741**	**24 102**	**21 911**	**54,4**	**55,1**	**55,2**	**54,9**	**52,4**

Note : 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6.2 Permis de bâtir

par Henri-Claude Joseph, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, la valeur des permis de bâtir au Québec, tous secteurs confondus, estimée à 13,8 milliards de dollars courants, poursuit ainsi son ascension, pour une troisième année de suite (+ 6,4 %), stimulée à la fois, d'une part, certes par le secteur résidentiel (+ 5,9 %) qui raffermit sa remontée après les années négatives de 2005 et 2006, et encore davantage, d'autre part, par le secteur non résidentiel (+ 7,4 % %) qui, lui, en est à sa troisième hausse annuelle consécutive. Dans le même temps, l'indice implicite de prix en construction résidentielle et non résidentielle augmente de 3,8 %.

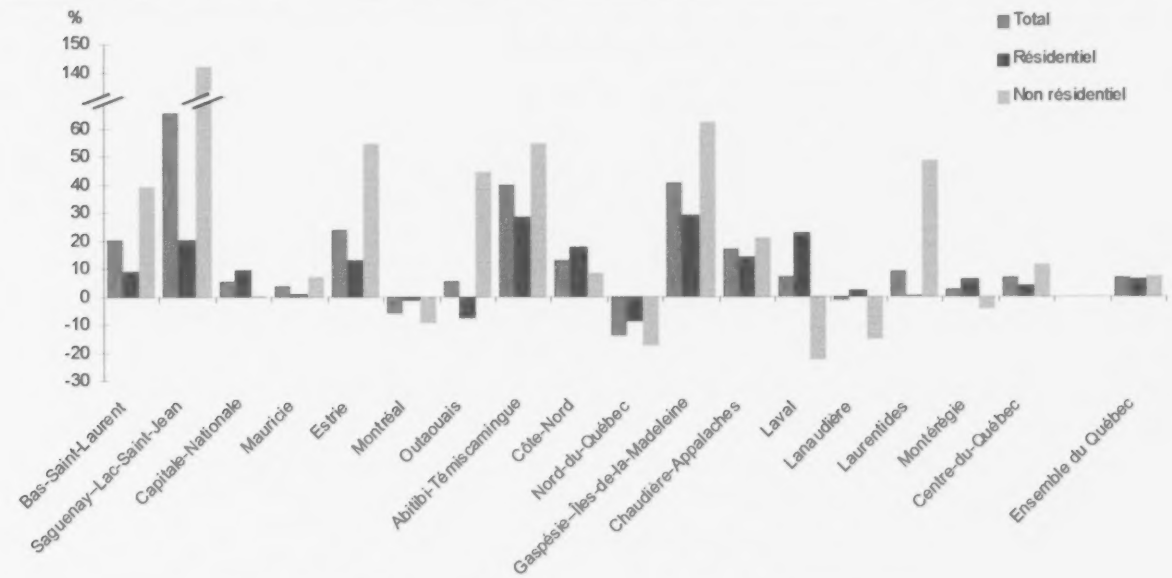
À l'échelle régionale, à trois exceptions près, à savoir Lanaudière (– 1,6 %), Montréal (– 5,8 %) et le Nord-du-Québec (– 14,1 %), toutes les régions administratives affichent, en 2008, une croissance de la valeur de leurs permis de construction, particulièrement les régions ressources du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 65,5 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 40,3 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 39,5 %).

Le secteur résidentiel

Sous l'angle sectoriel, de prime abord dans le secteur résidentiel, à l'exception de Montréal (– 1,6 %), quatrième recul consécutif, de l'Outaouais (– 7,9 %) et du Nord-du-Québec (– 8,9 %), toutes les régions administratives déclarent, en 2008, une croissance de la valeur de ce type de permis. Les plus fortes hausses sont notées dans les régions ressources de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 28,6 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (28,4 %) ainsi que dans la région urbaine de Laval (+ 22,6 %).

Figure 6.4

Taux de variation de la valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le secteur non-résidentiel

Au sujet de la valeur des permis de bâtir du secteur non résidentiel, elle augmente dans la majorité des régions, particulièrement dans la région ressource du Saguenay–Lac-Saint-Jean où la valeur de ces permis fait plus que doubler (+ 142,1 %), après une année 2007 négative. Cependant, la valeur des permis du secteur non résidentiel se contracte dans les régions de la Montérégie (– 4,4 %), de Montréal (– 9,5 %), de Lanaudière (– 15,3 %), du Nord-du-Québec (– 17,2 %), et de Laval (– 22,7 %).

Par ailleurs, seule composante en décroissance en 2008 (– 4,7 %) parmi les trois composantes du secteur non résidentiel au Québec, la valeur des permis institutionnels tire de l'arrière dans les quatre régions urbaines, dans la région centrale de Lanaudière (– 52,4 %) et dans les régions ressources du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 13,5 %), de la Côte-Nord (– 25,5 %) et du Nord-du-Québec (– 32,5 %), alors qu'elle fait plus que tripler dans les Laurentides et en Abitibi-Témiscamingue, et plus que doubler dans le Bas-Saint-Laurent et en Estrie.

Pour ce qui est de la composante commerciale, la plus importante des trois, elle ralentit en 2008 au Québec (+ 7,3 % comparativement à + 11,0 % en 2007) et encore plus dans la région urbaine de Laval, dans les régions centrales de Chaudière-Appalaches et de l'Outaouais et dans les régions ressources de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. En outre, la région centrale du Centre-du-Québec subit un renversement et, en même temps qu'elle, deux des quatre régions urbaines, la Montérégie, la Capitale-Nationale, plus la région centrale des Laurentides, tandis que, de son côté, la région ressource de la Mauricie accuse une accentuation du décroissement de ses permis commerciaux. En revanche, se distinguent par un revirement positif les régions centrales de l'Estrie (+ 59,0 %) et de Lanaudière (+ 29,4 %) et la région ressource de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 74,1 %). Dans le même ordre d'idées, Montréal, déjà considérée comme la seule région urbaine à voir régresser en valeur, en 2008, à la fois ses permis résidentiels, institutionnels et industriels, se révèle aussi la seule des quatre régions urbaines à enregistrer une accélération de la progression de ses permis commerciaux, accélération signalée aussi dans le Bas-Saint-Laurent et sur la Côte-Nord.

Enfin, sur l'importance des secteurs dans la valeur des permis des régions, soulignons qu'à l'échelle du Québec, le secteur non résidentiel occupe environ 35 % de la valeur totale des permis de bâtir, proportion moyenne au-dessus de laquelle se retrouvent toutes les régions ressources et deux régions urbaines, Montréal et la Capitale-Nationale, auxquelles s'ajoute une seule des six régions centrales, le Centre-du-Québec.

Tableau 6.5

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007
			k$			%
Bas-Saint-Laurent	**189 776**	**214 347**	**194 773**	**223 436**	**269 356**	**20,6**
Résidentiel	98 642	100 168	107 254	137 527	149 827	8,9
Non résidentiel	91 134	114 179	87 519	85 909	119 529	39,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**245 295**	**270 740**	**316 434**	**351 731**	**582 144**	**65,5**
Résidentiel	141 530	154 529	168 903	220 696	264 843	20,0
Non résidentiel	103 765	116 211	147 531	131 035	317 301	142,1
Capitale-Nationale	**945 740**	**1 010 889**	**1 041 897**	**1 341 382**	**1 412 717**	**5,3**
Résidentiel	606 111	720 369	585 506	754 328	823 528	9,2
Non résidentiel	339 629	290 520	456 391	587 054	589 189	0,4
Mauricie	**275 475**	**300 607**	**374 033**	**420 846**	**435 536**	**3,5**
Résidentiel	172 267	194 243	217 899	248 151	250 121	0,8
Non résidentiel	103 208	106 364	156 134	172 695	185 415	7,4
Estrie	**405 171**	**441 075**	**517 146**	**410 589**	**507 414**	**23,6**
Résidentiel	292 743	307 436	312 065	304 619	343 625	12,8
Non résidentiel	112 428	133 639	205 081	105 970	163 789	54,6
Montréal	**2 482 110**	**2 096 353**	**2 157 621**	**2 183 142**	**2 056 607**	**-5,8**
Résidentiel	1 442 556	1 180 520	1 100 093	1 032 830	1 015 916	-1,6
Non résidentiel	1 039 554	915 833	1 057 528	1 150 312	1 040 691	-9,5
Outaouais	**630 367**	**465 145**	**570 526**	**659 732**	**695 065**	**5,4**
Résidentiel	451 766	355 402	457 173	492 281	453 307	-7,9
Non résidentiel	178 601	109 743	113 353	167 451	241 758	44,4
Abitibi-Témiscamingue	**111 614**	**92 452**	**104 928**	**155 324**	**216 677**	**39,5**
Résidentiel	43 403	52 684	58 429	89 392	114 740	28,4
Non résidentiel	68 211	39 768	46 499	65 932	101 937	54,6
Côte-Nord	**45 953**	**63 850**	**70 571**	**93 353**	**105 464**	**13,0**
Résidentiel	23 989	33 067	39 730	50 636	59 329	17,2
Non résidentiel	21 964	30 783	30 841	42 717	46 135	8,0
Nord-du-Québec	**11 367**	**17 593**	**9 135**	**30 625**	**26 302**	**-14,1**
Résidentiel	6 029	5 534	5 413	11 310	10 307	-8,9
Non résidentiel	5 338	12 059	3 722	19 315	15 995	-17,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**57 819**	**85 937**	**73 708**	**85 135**	**119 454**	**40,3**
Résidentiel	36 525	41 272	51 887	55 094	70 860	28,6
Non résidentiel	21 294	44 665	21 821	30 041	48 594	61,8
Chaudière-Appalaches	**510 803**	**530 701**	**505 571**	**553 442**	**645 349**	**16,6**
Résidentiel	352 419	333 597	321 385	353 513	403 624	14,2
Non résidentiel	158 384	197 104	184 186	199 929	241 725	20,9
Laval	**847 672**	**795 518**	**762 536**	**935 212**	**999 687**	**6,9**
Résidentiel	654 002	625 030	543 162	610 167	748 274	22,6
Non résidentiel	193 670	170 488	219 374	325 045	251 413	-22,7
Lanaudière	**915 082**	**907 800**	**972 069**	**967 274**	**951 907**	**-1,6**
Résidentiel	734 014	788 536	763 505	764 854	780 438	2,0
Non résidentiel	181 068	119 264	208 564	202 420	171 469	-15,3
Laurentides	**1 281 807**	**1 228 052**	**1 362 038**	**1 378 482**	**1 499 046**	**8,7**
Résidentiel	1 006 967	1 021 911	1 076 623	1 141 436	1 147 734	0,6
Non résidentiel	274 840	206 141	285 415	237 046	351 312	48,2
Montérégie	**2 412 912**	**2 466 206**	**2 515 252**	**2 846 744**	**2 924 483**	**2,7**
Résidentiel	1 738 363	1 782 381	1 753 456	1 939 335	2 056 907	6,1
Non résidentiel	674 549	683 825	761 796	907 409	867 576	-4,4
Centre-du-Québec	**260 620**	**300 717**	**330 094**	**336 905**	**359 474**	**6,7**
Résidentiel	169 260	189 119	217 011	209 931	218 249	4,0
Non résidentiel	91 360	111 598	113 083	126 974	141 225	11,2
Ensemble du Québec	**11 629 583**	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**6,4**
Résidentiel	**7 970 586**	**7 885 798**	**7 779 494**	**8 416 100**	**8 911 629**	**5,9**
Non résidentiel	**3 658 997**	**3 402 184**	**4 098 838**	**4 557 254**	**4 895 053**	**7,4**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.6

Secteur non résidentiel : valeur des permis de bâtir selon les trois composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008

	Commerciale			Industrielle			Institutionnelle		
	2007	2008	Variation 2008/2007	2007	2008	Variation 2008/2007	2007	2008	Variation 2008/2007
	k$		%	k$		%	k$		%
Bas-Saint-Laurent	45 046	55 022	22,1	23 057	23 131	0,3	17 806	41 376	132,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53 783	68 409	27,2	22 867	201 855	782,7	54 385	47 037	-13,5
Capitale-Nationale	345 623	343 221	-0,7	89 725	117 120	30,5	151 706	128 848	-15,1
Mauricie	81 826	70 910	-13,3	39 640	58 244	46,9	51 229	56 261	9,8
Estrie	49 870	79 300	59,0	31 293	31 365	0,2	24 807	53 124	114,1
Montréal	595 700	679 459	14,1	163 129	111 787	-31,5	391 483	249 445	-36,3
Outaouais	98 449	141 475	43,7	14 872	7 204	-51,6	54 130	93 079	72,0
Abitibi-Témiscamingue	37 464	39 659	5,9	10 998	9 054	-17,7	17 470	53 224	204,7
Côte-Nord	20 055	21 001	4,7	9 341	15 210	62,8	13 321	9 924	-25,5
Nord-du-Québec	2 096	6 154	193,6	9 138	4 390	-52,0	8 081	5 451	-32,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 356	24 994	74,1	3 166	3 344	5,6	12 519	20 256	61,8
Chaudière-Appalaches	106 854	106 889	0,0	42 232	83 632	98,0	50 843	51 204	0,7
Laval	194 092	202 865	4,5	88 386	26 207	-70,3	42 567	22 341	-47,5
Lanaudière	88 079	113 985	29,4	66 284	34 632	-47,8	48 057	22 852	-52,4
Laurentides	157 010	139 913	-10,9	44 463	98 287	121,1	35 573	113 112	218,0
Montérégie	487 597	464 295	-4,8	191 575	231 809	21,0	228 237	171 472	-24,9
Centre-du-Québec	68 390	68 090	-0,4	36 440	45 066	23,7	22 144	28 069	26,8
Ensemble du Québec	**2 446 290**	**2 625 641**	**7,3**	**886 606**	**1 102 337**	**24,3**	**1 224 358**	**1 167 075**	**-4,7**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Logement

par Claudine Lacroix, Direction des statistiques sociodémographiques

Le logement constitue un poste de dépenses important pour les ménages. L'analyse de ses caractéristiques fournit des indicateurs sur les conditions de vie de ces unités de population. Le mode d'occupation et l'abordabilité sont les deux caractéristiques retenues pour distinguer les particularités régionales. La moyenne provinciale fait office de référence dans la comparaison des régions administratives. Des distinctions régionales ressortent d'une part avec l'analyse du mode d'occupation du logement et le genre de ménage, et d'autre part entre l'abordabilité du logement et le mode d'occupation. L'âge du principal soutien est présenté comme une variable explicative des différences observées dans l'abordabilité du logement selon le mode d'occupation.

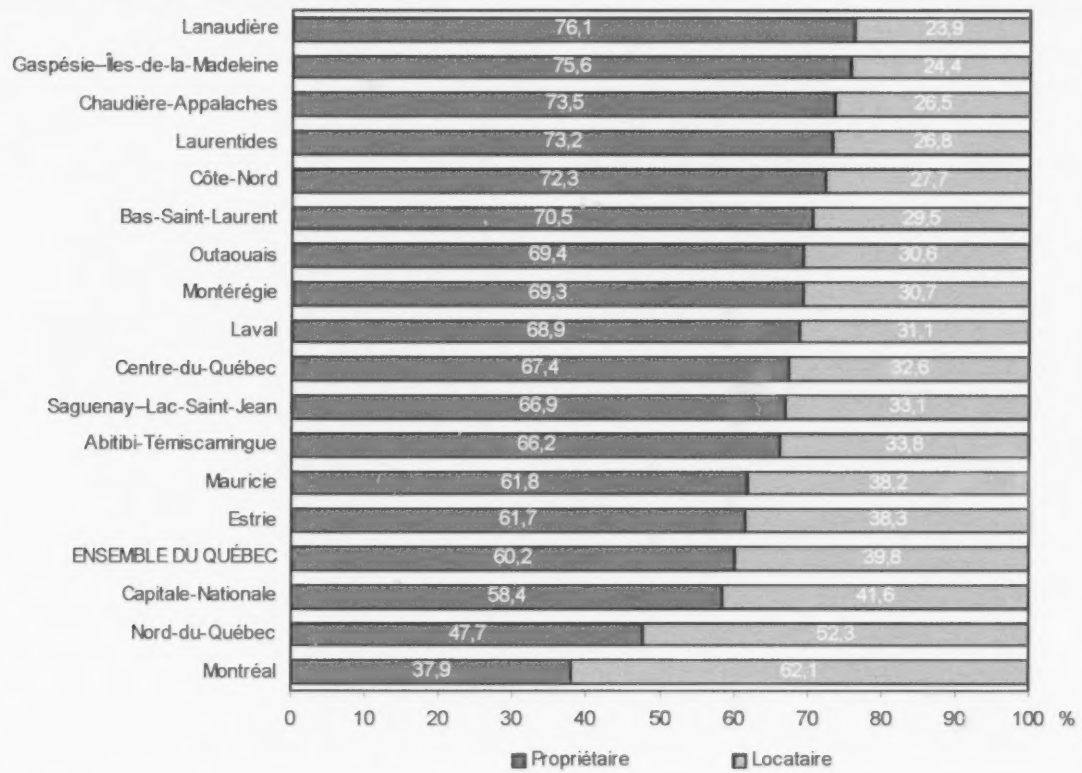
Mode d'occupation et genre de ménage

Les ménages propriétaires

En 2006 au Québec, six ménages sur dix sont propriétaires de leur logement. Ce mode d'occupation est adopté par près de 1 917 600 ménages dans la province. La part des ménages propriétaires varie d'une région administrative à une autre, alors que moins de la moitié des ménages de Montréal (37,9 %) et du Nord-du-Québec (47,7 %) et que plus des trois quarts des ménages de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (75,6 %) et de Lanaudière (76,1 %) sont propriétaires de leur logement. Le plus grand nombre de ménages propriétaires (près de 379 500 ménages) se trouve en Montérégie, alors que celle-ci regroupe le cinquième de tous les ménages ayant adopté ce mode d'occupation dans la province (tableau 7.2).

Figure 7.1

Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2006, la part des ménages propriétaires est plus grande qu'en 2001 dans l'ensemble de la province et dans la plupart des régions administratives. Elle est passée de 58,0 % à 60,2 % dans l'ensemble de la province, de 65,2 % à 69,4 % en Outaouais, de 55,7 % à 58,4 % dans la région de la Capitale-Nationale et de 70,0 % à 73,2 % dans les Laurentides par exemple. Seul le Nord-du-Québec a vu sa part de ménages propriétaires diminuer (passant de 49,5 % à 47,7 %), alors que cette part est restée stable dans les régions de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (75,6 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (66,2 %) et du Centre-du-Québec (67,4 %) (tableaux 7.1 et 7.2).

Les couples avec enfants constituent une part importante des ménages propriétaires dans toutes les régions administratives en 2006 (tableau 7.6). Leur part atteint 41,3 % dans le Nord-du-Québec et 41,6 % à Laval, alors que la moyenne provinciale est de 36,7 %. La part des couples sans enfants est aussi importante que celle des couples avec enfants parmi les ménages propriétaires dans les régions du Bas-Saint-Laurent (34,0 %), de l'Estrie (34,7 %) et de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (32,1 %), alors qu'elle est moins importante dans les autres régions administratives. La proportion des personnes seules dans les ménages propriétaires varie de 15,2 % (Laval) à 22,8 % (Montréal) selon les régions. Les familles monoparentales représentent une part des ménages propriétaires variant de 4,6 % (Nord-du-Québec) à 8,8 % (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine). Une augmentation de la part des couples sans enfants et de celle des personnes seules est observée parmi les ménages propriétaires par rapport à 2001 dans la plupart des régions, alors que la part des couples avec enfants et celle des familles monoparentales ont diminué dans toutes les régions au cours de la période (tableaux 7.5 et 7.6).

Les ménages locataires

Quatre ménages sur dix louent leur unité d'habitation au Québec en 2006. Ce mode d'occupation concerne 1 267 900 ménages dans la province. La région de Montréal possède la plus grande part et le plus grand nombre de ménages locataires (soit 62,1 % et 516 000 ménages). Elle accueille sur son territoire plus du quart (26,1 %) des ménages de la province, soit moins de deux ménages propriétaires du Québec sur dix (16,4 %) et plus de quatre ménages locataires de la province sur dix (40,7 %) y demeurent (tableau 7.2).

Les personnes seules constituent près de la moitié des ménages locataires dans presque toutes les régions. Seul le Nord-du-Québec fait exception avec une proportion de 26,3 % de personnes seules parmi ses ménages locataires (tableau 7.6). La répartition des ménages ayant adopté ce mode d'occupation n'a pas beaucoup changé entre 2001 et 2006. Néanmoins, une diminution de la part des couples avec enfants et une augmentation de celle des personnes seules sont constatées dans toutes les régions administratives. Dans la province, la part des couples avec enfants est passée de 15,1 % à 12,9 %, alors que celle des personnes seules est passée de 46,9 % à 48,8 % (tableaux 7.5 et 7.6).

Abordabilité et mode d'occupation

Pour les ménages consacrant 30 % ou plus de leurs revenus bruts aux dépenses d'habitation, le risque d'être confronté à un problème d'accessibilité financière au logement est non négligeable.

En 2006 au Québec, près d'un ménage sur quatre (22,5 %) a un taux d'effort de 30 % ou plus de ses revenus bruts consacrés au logement. Cette réalité atteint un ménage sur trois dans la région de Montréal, où 266 400 ménages sont concernés. Cette région totalise près de quatre ménages québécois sur dix (37,4 %) ayant un taux d'effort de 30 % ou plus, alors que la Montérégie en regroupe 14,5 % (103 400 ménages). Ces deux régions comportent donc à elles seules plus de la moitié (51,9 %) des ménages québécois confrontés à une abordabilité difficile. Laval, quant à elle, possède la deuxième plus grande proportion de ménages ayant un taux d'effort de 30 % ou plus (23,0 %), avec 33 000 ménages concernés (tableau 7.3).

Les ménages locataires sont les plus susceptibles d'être confrontés à un problème d'accessibilité financière au logement. De tous les ménages québécois dont le poste de dépense en habitation représente 30 % ou plus de leurs revenus bruts, quelque 63,0 % sont locataires (répartition dans le tableau 7.3). Dans ce groupe, la part des ménages touchés est de 35,6 % (part dans le tableau 7.3). Dans presque toutes les régions du Québec, cette part est supérieure à celle des ménages propriétaires assumant une hypothèque. L'écart est important, par exemple, dans la Capitale-Nationale où celle des locataires s'élève à 33,7 %, alors qu'elle est de 15,3 % chez les propriétaires assumant une hypothèque. Par contre à Montréal, soit la région où se trouve la plus grande proportion de ménages locataires au Québec, l'écart est plutôt faible entre la part les ménages locataires (39,0 %) et celle des propriétaires assumant une hypothèque (30,3 %). En valeur absolue, les locataires montréalais touchés par cette difficulté d'accessibilité financière regroupent 200 000 ménages, comparativement aux 52 900 ménages propriétaires assumant une hypothèque dans cette région (tableau 7.3).

Parmi les ménages propriétaires, ceux qui assument une hypothèque sont les plus à risque d'habiter un logement peu abordable. Sur la totalité des ménages québécois ayant taux d'effort d'au moins 30 %, on compte deux ménages propriétaires assumant une hypothèque sur dix et un ménage propriétaire sans hypothèque sur dix. C'est encore une fois dans la région de Montréal que la part des ménages accordant un taux d'effort de 30 % ou plus aux dépenses de logement est la plus grande parmi les propriétaires ayant une hypothèque (30,3 %). Mis à part le Nord-du-Québec, la plus faible part est observée au Saguenay–Lac-St-Jean (14,5 %) (tableau 7.3).

Dans certaines régions où la part des ménages possédant leur habitation figure parmi les plus élevées en 2006, la proportion de ceux qui assument une hypothèque compte aussi parmi les plus importantes. Par exemple, 76,1 % des ménages de Lanaudière sont propriétaires en 2006, et 64,0 % de ceux-ci assument une hypothèque (tableaux 7.2, 7.3 et 7.7). En comparaison, 58,2 % des ménages propriétaires assument une hypothèque dans l'ensemble du Québec en 2006. Un plus grand nombre de ménages propriétaires assumant une hypothèque que de locataires ont un taux d'effort supérieur au seuil de 30 % dans Lanaudière (15 600 contre 14 100), alors que dans l'ensemble du Québec, les ménages locataires sont deux fois plus nombreux à consacrer une telle part de leurs revenus aux dépenses d'habitation que les propriétaires assumant une hypothèque (448 800 contre 216 900) (tableau 7.3). Au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Chaudière-Appalaches, où la proportion de ménages assumant une hypothèque est inférieure à 60 % des propriétaires (58,3 % et 51,4 % respectivement en 2006), 15,0 % des ménages assumant une hypothèque ont un taux d'effort de 30 % ou plus, comparativement à 19,1 % dans Lanaudière (tableaux 7.3 et 7.7).

Au Québec en 2006, trois ménages locataires sur dix et un ménage propriétaire sur dix ont un principal soutien âgé de moins de 35 ans. Dans la région montréalaise, cette part est de 9,0 % chez les ménages propriétaires et de 30,4 % chez les locataires (tableau 7.4). Cette différence de structure par âge chez les principaux soutiens entre les ménages propriétaires et locataires s'observe dans toutes les régions administratives. Elle est l'un des facteurs pouvant expliquer l'importante proportion de ménages locataires ayant un taux d'effort de 30 % ou plus, en comparaison aux ménages propriétaires pour lesquels cette proportion est moindre, qu'ils assument ou non une hypothèque.

Tableau 7.1

Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2001[1]

	Propriétaires		Locataires		Total	
	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	56 790	69,4	25 040	30,6	81 830	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	72 065	66,2	36 760	33,8	108 825	100,0
Capitale-Nationale	155 195	55,7	123 550	44,3	278 745	100,0
Mauricie	67 555	61,5	42 230	38,5	109 785	100,0
Estrie	72 960	60,8	46 970	39,2	119 930	100,0
Montréal	288 285	35,8	517 540	64,2	805 825	100,0
Outaouais	83 040	65,2	44 315	34,8	127 355	100,0
Abitibi-Témiscamingue	38 765	66,1	19 860	33,9	58 625	100,0
Côte-Nord	26 240	71,3	10 560	28,7	36 800	100,0
Nord-du-Québec	4 845	49,5	4 935	50,5	9 780	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	29 020	76,0	9 185	24,0	38 205	100,0
Chaudière-Appalaches	109 060	72,8	40 675	27,2	149 735	100,0
Laval	88 100	66,4	44 535	33,6	132 635	100,0
Lanaudière	109 845	74,8	36 955	25,2	416 800	100,0
Laurentides	126 470	70,0	54 165	30,0	180 635	100,0
Montérégie	337 195	67,4	163 365	32,6	500 560	100,0
Centre-du-Québec	59 050	67,2	28 820	32,8	87 870	100,0
Ensemble du Québec	**1 724 465**	**58,0**	**1 249 460**	**42,0**	**2 973 925**	**100,0**

1. Ces données exclues les logements de bande.

Source : Statistique Canada, Recensement 2001.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.2

Répartition des ménages selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006[1]

	Propriétaires		Locataires		Total	
	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	60 415	70,5	25 330	29,5	85 745	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	76 470	66,9	37 880	33,1	114 350	100,0
Capitale-Nationale	172 895	58,4	123 250	41,6	296 145	100,0
Mauricie	71 540	61,8	44 205	38,2	115 745	100,0
Estrie	79 955	61,7	49 700	38,3	129 655	100,0
Montréal	315 420	37,9	516 130	62,1	831 550	100,0
Outaouais	97 510	69,4	42 955	30,6	140 465	100,0
Abitibi-Témiscamingue	40 125	66,2	20 445	33,8	60 570	100,0
Côte-Nord	27 905	72,3	10 680	27,7	38 585	100,0
Nord-du-Québec	4 930	47,7	5 410	52,3	10 340	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	29 700	75,6	9 610	24,4	39 310	100,0
Chaudière-Appalaches	118 305	73,5	42 705	26,5	161 010	100,0
Laval	99 340	68,9	44 860	31,1	144 200	100,0
Lanaudière	128 885	76,1	40 565	23,9	169 450	100,0
Laurentides	151 475	73,2	55 350	26,8	206 825	100,0
Montérégie	379 480	69,3	168 215	30,7	547 695	100,0
Centre-du-Québec	63 360	67,4	30 610	32,6	93 970	100,0
Ensemble du Québec	**1 917 710**	**60,2**	**1 267 900**	**39,8**	**3 185 610**	**100,0**

1. Ces données exclues les logements de bande.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.3

Nombre, part et répartition des ménages consacrant 30 % ou plus de leurs revenus bruts aux dépenses d'habitation selon le mode d'occupation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006[1]

	Tous modes d'occupation			Propriétaires assumant une hypothèque			Propriétaires n'assumant pas d'hypothèque			Locataires		
	Nombre	Part	Répartition	Nombre	Part[2]	Répartition	Nombre	Part[2]	Répartition	Nombre	Part[2]	Répartition
	n	%	%	n	%	%	n	%	%	n	%	%
Bas-Saint-Laurent	14 110	16,6	100,0	4 695	16,3	33,3	1 650	5,4	11,7	7 765	30,8	55,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 775	18,3	100,0	6 400	14,5	30,8	1 510	4,8	7,3	12 865	34,2	61,9
Capitale-Nationale	60 295	20,4	100,0	15 215	15,3	25,2	3 575	4,9	5,9	41 505	33,7	68,8
Mauricie	23 995	20,9	100,0	6 310	17,2	26,3	1 785	5,2	7,4	15 900	36,1	66,3
Estrie	27 365	21,3	100,0	8 300	18,7	30,3	1 605	4,7	5,9	17 460	35,3	63,8
Montréal	266 425	32,2	100,0	52 920	30,3	19,9	13 660	9,7	5,1	199 845	39,0	75,0
Outaouais	27 775	20,0	100,0	10 675	17,4	38,4	1 735	4,9	6,2	15 365	35,9	55,3
Abitibi-Témiscamingue	10 180	17,1	100,0	2 920	13,6	28,7	935	5,2	9,2	6 325	31,2	62,1
Côte-Nord	4 920	13,3	100,0	1 725	12,0	35,1	455	3,7	9,2	2 740	26,3	55,7
Nord-du-Québec	720	8,3	100,0	245	9,6	34,0	115	5,7	16,0	360	8,7	50,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5 945	15,4	100,0	2 415	19,0	40,6	785	4,8	13,2	2 745	29,0	46,2
Chaudière-Appalaches	23 200	14,6	100,0	9 190	15,3	39,6	2 680	4,7	11,6	11 330	26,6	48,8
Laval	33 130	23,0	100,0	14 580	23,4	44,0	2 170	5,9	6,5	16 380	36,6	49,4
Lanaudière	32 285	19,2	100,0	15 635	19,1	48,4	2 540	5,5	7,9	14 110	34,9	43,7
Laurentides	41 030	19,9	100,0	18 795	19,4	45,8	2 930	5,5	7,1	19 305	35,0	47,1
Montérégie	103 350	19,0	100,0	41 175	17,9	39,8	6 920	4,7	6,7	55 255	33,0	53,5
Centre-du-Québec	16 520	17,9	100,0	5 705	16,9	34,5	1 265	4,5	7,7	9 550	31,4	57,8
Ensemble du Québec	**712 160**	**22,5**	**100,0**	**216 898**	**19,6**	**30,5**	**46 315**	**5,8**	**6,5**	**448 802**	**35,6**	**63,0**

1. Ces données excluent les logements de bande et les logements privés situés dans une ferme qui sont occupés par l'exploitant agricole.
2. La part est calculée pour chacune des catégories de propriétaires et non sur l'ensemble des propriétaires.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.4

Répartition des ménages selon le mode d'occupation et l'âge du principal soutien, régions administratives et ensemble du Québec, 2006[1]

	Ménages propriétaires							Ménages locataires						
	< de 35	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et +	Total	< de 35	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et +	Total
	(ans)							(ans)						
	%							%						
Bas-Saint-Laurent	10,7	17,2	26,5	22,6	13,3	9,8	100,0	27,8	14,7	19,5	15,3	10,1	12,5	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11,8	19,0	28,1	21,0	12,7	7,4	100,0	24,1	14,9	18,5	15,6	12,5	14,4	100,0
Capitale-Nationale	11,0	19,4	26,7	22,0	12,8	8,1	100,0	30,0	14,8	17,2	14,5	10,6	12,9	100,0
Mauricie	8,9	17,8	27,0	22,0	14,3	10,1	100,0	25,9	14,9	17,8	15,9	12,0	13,5	100,0
Estrie	11,9	19,4	25,3	22,1	12,8	8,5	100,0	32,0	15,9	16,3	13,7	9,8	12,3	100,0
Montréal	9,0	19,1	24,5	20,4	14,5	12,5	100,0	30,4	20,3	17,3	12,7	9,0	10,2	100,0
Outaouais	13,7	23,1	26,7	19,2	10,6	6,6	100,0	31,1	19,6	18,7	12,9	9,4	8,3	100,0
Abitibi-Témiscamingue	13,3	21,2	26,7	20,0	11,1	7,8	100,0	28,6	15,5	20,0	15,4	10,3	10,2	100,0
Côte-Nord	13,9	21,9	26,0	20,5	11,7	6,0	100,0	27,0	18,0	21,0	13,5	10,0	10,6	100,0
Nord-du-Québec	15,6	25,5	28,7	17,8	9,7	2,6	100,0	32,1	25,9	20,1	12,4	6,5	3,1	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7,8	17,8	25,6	23,6	15,0	10,1	100,0	20,4	18,0	20,7	15,0	11,6	14,2	100,0
Chaudière-Appalaches	12,6	20,0	25,2	21,5	12,2	8,6	100,0	29,5	16,0	17,8	15,4	10,3	10,9	100,0
Laval	10,9	23,5	26,0	18,8	13,1	7,7	100,0	25,2	18,1	17,8	13,2	11,0	14,7	100,0
Lanaudière	13,5	22,8	27,0	20,0	11,2	5,5	100,0	25,7	17,2	18,1	15,4	11,7	12,0	100,0
Laurentides	12,9	23,7	26,0	20,0	11,2	6,1	100,0	25,6	18,4	18,5	15,6	11,2	10,7	100,0
Montérégie	12,4	22,1	26,2	20,8	11,7	6,8	100,0	27,2	17,7	18,6	14,9	10,6	11,0	100,0
Centre-du-Québec	13,4	20,0	25,4	20,9	12,6	7,7	100,0	28,2	15,9	17,7	15,5	11,1	11,5	100,0
Ensemble du Québec	**11,6**	**20,8**	**26,0**	**20,8**	**12,5**	**8,2**	**100,0**	**28,9**	**18,2**	**17,8**	**13,9**	**10,0**	**11,2**	**100,0**

1. Ces données exclues les logements de bande.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.5

Répartition des ménages selon le mode d'occupation et le genre de ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2001[1,2]

Ménages propriétaires	Couples				Familles monoparentales		Ménages d'une seule personne		Total[3]	
	sans enfants		avec enfants							
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	17 250	30,4	23 145	40,8	4 510	7,9	10 370	18,3	56 755	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 870	29,0	34 100	47,3	5 395	7,5	10 140	14,1	72 040	100,0
Capitale-Nationale	45 685	29,4	63 560	41,0	12 860	8,3	29 085	18,7	155 145	100,0
Mauricie	21 385	31,7	25 700	38,0	5 545	8,2	13 210	19,6	67 545	100,0
Estrie	24 485	33,6	28 290	38,8	5 280	7,2	13 235	18,1	72 965	100,0
Montréal	80 945	28,1	112 095	38,9	25 285	8,8	59 160	20,5	288 280	100,0
Outaouais	23 895	28,8	34 340	41,4	7 575	9,1	14 350	17,3	83 015	100,0
Abitibi-Témiscamingue	11 905	30,7	16 495	42,6	2 920	7,5	6 660	17,2	38 750	100,0
Côte-Nord	7 835	29,9	11 400	43,5	2 250	8,6	3 990	15,2	26 225	100,0
Nord-du-Québec	1 370	28,3	2 405	49,7	320	6,6	630	13,0	4 840	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 785	30,3	11 445	39,4	2 685	9,3	5 005	17,2	29 020	100,0
Chaudière-Appalaches	31 455	28,8	48 545	44,5	7 995	7,3	18 885	17,3	109 045	100,0
Laval	25 330	28,7	40 600	46,1	7 490	8,5	11 945	13,6	88 105	100,0
Lanaudière	32 315	29,4	48 685	44,3	8 825	8,0	16 885	15,4	109 815	100,0
Laurentides	39 015	30,9	53 720	42,5	9 895	7,8	20 310	16,1	126 430	100,0
Montérégie	101 700	30,2	149 100	44,2	27 170	8,1	50 195	14,9	337 140	100,0
Centre-du-Québec	18 360	31,1	24 650	41,8	4 445	7,5	10 295	17,4	59 040	100,0
Ensemble du Québec	**512 685**	**29,7**	**728 345**	**42,2**	**140 450**	**8,1**	**294 380**	**17,1**	**1 724 460**	**100,0**

Ménages locataires	Couples				Familles monoparentales		Ménages d'une seule personne		Total[3]	
	sans enfants		avec enfants							
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	4 670	18,7	3 110	12,4	3 220	12,9	12 895	51,5	25 030	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 250	19,7	5 740	15,6	5 600	15,2	16 730	45,5	36 760	100,0
Capitale-Nationale	22 885	18,5	13 885	11,2	15 495	12,5	62 965	51,0	123 550	100,0
Mauricie	7 235	17,1	4 585	10,9	6 150	14,6	22 430	53,1	42 250	100,0
Estrie	7 140	15,7	6 130	13,5	5 980	13,1	23 785	52,2	45 575	100,0
Montréal	65 910	13,2	81 250	16,3	66 400	13,3	244 115	49,0	498 560	100,0
Outaouais	6 720	15,6	7 245	16,8	7 325	17,0	19 115	44,3	43 155	100,0
Abitibi-Témiscamingue	3 485	17,6	3 115	15,7	2 840	14,3	9 575	48,2	19 850	100,0
Côte-Nord	1 810	17,1	1 680	15,9	1 905	18,0	4 825	45,7	10 560	100,0
Nord-du-Québec	600	12,2	1 690	34,2	675	13,7	1 415	28,7	4 935	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 600	17,4	1 565	17,0	1 680	18,3	3 905	42,5	9 180	100,0
Chaudière-Appalaches	7 765	19,1	6 015	14,8	5 845	14,4	19 150	47,1	40 655	100,0
Laval	8 615	19,3	7 140	16,0	6 740	15,1	19 845	44,6	44 535	100,0
Lanaudière	7 230	19,6	6 710	18,2	6 655	18,0	14 895	40,3	36 920	100,0
Laurentides	10 140	18,7	9 055	16,7	9 255	17,1	22 995	42,5	54 130	100,0
Montérégie	30 420	18,6	25 600	15,7	26 265	16,1	73 050	44,7	163 315	100,0
Centre-du-Québec	5 245	18,2	3 860	13,4	4 125	14,3	14 285	49,6	28 800	100,0
Ensemble du Québec	**220 300**	**17,6**	**188 430**	**15,1**	**176 165**	**14,1**	**585 995**	**46,9**	**1 249 450**	**100,0**

1. Ces données excluent les logements de bande.
2. Les totaux peuvent différer légèrement de ceux présentés dans le tableau 7.1 en raison des arrondis.
3. La catégorie « autre genre de ménages » est comprise dans le total, mais n'est pas présentée dans le tableau. Cette catégorie comprend, par exemple, les colocataires et les ménages multifamiliaux.

Source : Statistique Canada, Recensement 2001.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.6

Répartition des ménages selon le mode d'occupation et le genre de ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2006[1,2]

Ménages propriétaires	Couples				Familles monoparentales		Ménages d'une seule personne		Total[3]	
	sans enfants		avec enfants							
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	20 525	34,0	20 505	34,0	4 295	7,1	12 375	20,5	60 385	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 865	33,8	29 565	38,7	5 185	6,8	12 590	16,5	76 460	100,0
Capitale-Nationale	55 730	32,2	60 530	35,0	13 080	7,6	35 325	20,4	172 880	100,0
Mauricie	24 765	34,6	23 050	32,2	5 225	7,3	14 880	20,8	71 535	100,0
Estrie	27 720	34,7	27 315	34,2	5 575	7,0	15 630	19,6	79 945	100,0
Montréal	84 510	26,8	109 915	34,8	25 605	8,1	71 920	22,8	315 410	100,0
Outaouais	28 495	29,2	35 405	36,3	8 615	8,8	18 635	19,1	97 510	100,0
Abitibi-Témiscamingue	13 395	33,4	14 730	36,7	2 805	7,0	7 550	18,8	40 100	100,0
Côte-Nord	8 840	31,7	10 095	36,2	2 140	7,7	5 010	18,0	27 895	100,0
Nord-du-Québec	1 580	32,1	2 030	41,3	225	4,6	835	17,0	4 920	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 525	32,1	9 200	31,0	2 605	8,8	5 945	20,0	29 695	100,0
Chaudière-Appalaches	38 240	32,3	45 500	38,4	8 395	7,1	21 850	18,5	118 345	100,0
Laval	27 370	27,6	41 280	41,6	8 155	8,2	15 060	15,2	99 340	100,0
Lanaudière	39 550	30,7	48 955	38,0	9 645	7,5	21 935	17,0	128 900	100,0
Laurentides	47 640	31,5	55 975	37,0	11 455	7,6	27 330	18,0	151 430	100,0
Montérégie	118 370	31,2	147 160	38,8	28 555	7,5	62 600	16,5	379 450	100,0
Centre-du-Québec	21 460	33,9	22 825	36,0	4 370	6,9	11 890	18,8	63 345	100,0
Ensemble du Québec	**593 580**	**31,0**	**704 035**	**36,7**	**145 930**	**7,6**	**361 360**	**18,8**	**1 917 545**	**100,0**

Ménages locataires	Couples				Familles monoparentales		Ménages d'une seule personne		Total[3]	
	sans enfants		avec enfants							
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	4 635	18,3	2 750	10,9	2 770	10,9	13 600	53,7	25 305	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 275	19,2	4 105	10,8	4 745	12,5	19 510	51,5	37 865	100,0
Capitale-Nationale	23 140	18,8	11 390	9,2	12 830	10,4	64 755	52,6	123 220	100,0
Mauricie	7 250	16,4	3 815	8,6	5 630	12,7	24 535	55,5	44 215	100,0
Estrie	8 910	17,9	5 450	11,0	5 725	11,5	25 655	51,6	49 705	100,0
Montréal	80 625	15,6	75 450	14,6	57 220	11,1	245 425	47,6	516 125	100,0
Outaouais	7 285	17,0	5 695	13,3	6 210	14,5	19 595	45,6	42 930	100,0
Abitibi-Témiscamingue	3 635	17,8	2 215	10,8	2 720	13,3	10 825	52,9	20 450	100,0
Côte-Nord	1 750	16,4	1 195	11,2	1 535	14,4	5 435	51,1	10 645	100,0
Nord-du-Québec	595	11,0	1 660	30,7	800	14,8	1420	26,3	5 405	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 590	16,6	1 375	14,3	1 460	15,2	4 440	46,3	9 590	100,0
Chaudière-Appalaches	7 885	18,5	4 935	11,6	5 310	12,4	21 960	51,5	42 660	100,0
Laval	8 280	18,5	5 575	12,4	5 900	13,2	21 465	47,8	44 860	100,0
Lanaudière	7 655	18,9	5 185	12,8	6 350	15,7	18 320	45,2	40 545	100,0
Laurentides	10 070	18,2	7 200	13,0	8 390	15,2	25 320	45,8	55 325	100,0
Montérégie	30 080	17,9	22 325	13,3	23 520	14,0	79 890	47,5	168 150	100,0
Centre-du-Québec	5 215	17,1	3 200	10,5	4 020	13,2	16 265	53,2	30 570	100,0
Ensemble du Québec	**215 875**	**17,0**	**163 520**	**12,9**	**155 135**	**12,2**	**618 415**	**48,8**	**1 267 565**	**100,0**

1. Ces données excluent les logements de bande.
2. Les totaux peuvent différer légèrement de ceux présentés dans le tableau 7.2 en raison des arrondis.
3. La catégorie « autre genre de ménages » est comprise dans le total, mais n'est pas présentée dans le tableau. Cette catégorie comprend, par exemple, les colocataires et les ménages multifamiliaux.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.7

Répartition des ménages propriétaires selon qu'ils assument ou non une hypothèque, régions administratives et ensemble du Québec, 2006[1]

	Assumant une hypothèque		N'assumant pas d'hypothèque		Total	
	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	28 865	48,5	30 625	51,5	59 490	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	44 120	58,3	31 570	41,7	75 690	100,0
Capitale-Nationale	99 355	57,6	73 080	42,4	172 435	100,0
Mauricie	36 635	51,6	34 375	48,4	71 010	100,0
Estrie	44 435	56,4	34 420	43,6	78 855	100,0
Montréal	174 705	55,5	140 250	44,5	314 955	100,0
Outaouais	61 195	63,4	35 370	36,6	96 565	100,0
Abitibi-Témiscamingue	21 425	54,3	18 000	45,7	39 425	100,0
Côte-Nord	14 420	54,3	12 145	45,7	26 565	100,0
Nord-du-Québec	2 555	56,0	2 010	44,0	4 565	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 735	43,7	16 400	56,3	29 135	100,0
Chaudière-Appalaches	59 955	51,4	56 620	48,6	116 575	100,0
Laval	62 385	62,9	36 825	37,1	99 210	100,0
Lanaudière	81 845	64,0	46 100	36,0	127 945	100,0
Laurentides	96 980	64,4	53 660	35,6	150 640	100,0
Montérégie	230 530	61,3	145 690	38,7	376 220	100,0
Centre-du-Québec	33 685	54,6	28 040	45,4	61 725	100,0
Ensemble du Québec	**1 105 860**	**58,2**	**795 220**	**41,8**	**1 901 080**	**100,0**

1. Ces données excluent les logements de bande et les logements privés situés dans une ferme qui sont occupés par l'exploitant agricole.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Revenu des familles

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Revenu médian selon le type de famille

C'est une réalité pérenne que le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Évidemment, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt. Bien sûr, il confirme toujours cette réalité en 2006 (tableau 8.1).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région de l'Outaouais présente, en 2006, le revenu médian le plus élevé (60 300 $). Les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord suivent, avec des revenus respectifs de 60 200 $ et de 59 200 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2006 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (45 500 $). Les positions du Bas-Saint-Laurent et du Centre-du-Québec se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 48 900 $ et de 49 600 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (75,5 %) de celui de la région la plus avantagée (Outaouais).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est à Laval (35 700 $) que le revenu médian de 2006 est le plus élevé, suivi de la Capitale-Nationale (34 900 $) et de Chaudière-Appalaches (34 100 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (27 400 $), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (28 000 $) et la Côte-Nord (28 300 $) constituent les trois premières régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord. En effet, il s'agit respectivement de la deuxième et de la troisième région où le revenu médian des couples est *le plus élevé*, mais de la première et de la troisième région où celui des familles monoparentales est *le plus faible*.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 8.1). Ainsi, dans les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas même la moitié de celui des familles comptant un couple (45,5 % et 47,8 %). Il s'agit des pourcentages les plus faibles de toutes les régions. Toutes les autres montrent des pourcentages au moins égaux à la moitié. Dans dix régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 %. C'est au Bas-Saint-Laurent (63,4 %) et dans Chaudière-Appalaches (62,7 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution du revenu médian, en dollars constants, entre 2005 et 2006 dans ces deux types de familles (tableau 8.2). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, toutes les régions à l'exception du Nord-du-Québec affichent une augmentation. L'augmentation maximale touche le Centre-du-Québec et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 2,0 %), et l'augmentation minimale Lanaudière et la Côte-Nord (+ 0,9 %). Quant au Nord-du-Québec, la diminution entre les deux années s'élève à 3,1 %. L'interprétation de celle-ci doit cependant être replacée dans le contexte où, en 2006, cette région représente la deuxième où le revenu médian des couples est le plus élevé, ce que nous avons mentionné plus haut.

Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian, entre 2005 et 2006, touche toutes les régions. Dans toutes les régions également, celle-ci est plus élevée que pour les familles comptant un couple. C'est dans Montréal qu'elle est la plus forte (+ 7,1 %), suivi de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,0 %) et des Laurentides (+ 4,8 %). L'augmentation la plus faible – qui est pratiquement nulle – concerne le Nord-du-Québec (+ 0,2 %). En plus de cette augmentation pratiquement nulle, souvenons-nous que cette région accuse le revenu médian le plus faible de l'année 2006 pour ce type de famille. Notons que 15 des 17 régions présentent une augmentation au moins égale à 3,0 %.

Enfin, la comparaison des niveaux de croissance entre types de familles révèle que le plus grand écart concerne la Côte-Nord. En effet, l'augmentation du revenu médian après impôt recensée dans les familles monoparentales entre 2005 et 2006 est cinq fois plus élevée (5,1) que dans les couples (tableau 8.2).

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles

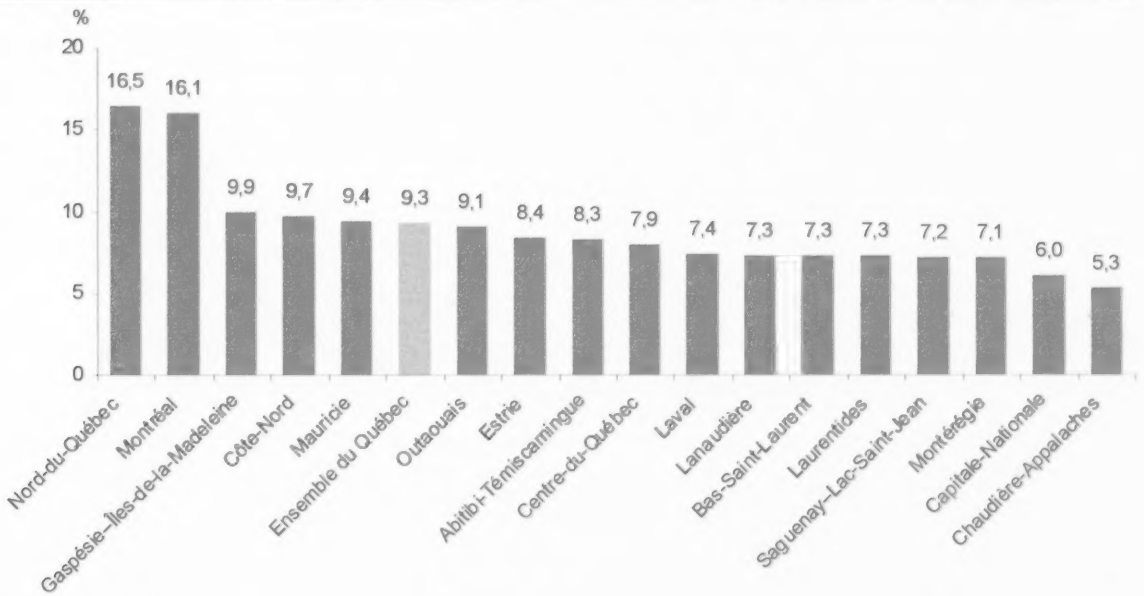
En 2006, la distribution du taux de faible revenu après impôt selon les régions administratives révèle des disparités relativement importantes (tableau 8.3, volet 1). D'un côté, la région du Nord-du-Québec, suivie de près par la région de Montréal, affichent les taux les plus élevés, soient 16,5 % et 16,1 % respectivement. Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9,9 %) et de la Côte-Nord (9,7 %) présentent aussi, en comparaison des autres, des taux élevés. D'un autre côté, c'est dans Chaudière-Appalaches (5,3 %), la Capitale-Nationale (6,0 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (7,2 %), le Bas-Saint-Laurent (7,3 %) et les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie (7,1 %), les Laurentides (7,3 %), Lanaudière (7,3 %) et Laval (7,4 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu.

Entre 2005 et 2006, on observe une diminution du taux de faible revenu dans huit régions (Bas-Saint-Laurent, Laurentides, Capitale-Nationale, Abitibi-Témiscamingue, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Mauricie, Montréal); cette diminution varie entre un dixième et sept dixièmes de point de pourcentage. Dans toutes les autres régions à l'exception du Nord-du-Québec, le taux demeure stationnaire ou augmente d'au plus deux dixièmes de point. Or, les tendances récentes de la région du Nord-du-Québec se démarquent radicalement, le taux y augmentant fortement : entre 2005 et 2006, il est en hausse de 1,7 point, passant de 14,8 % à 16,5 %.

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, c'est-à-dire entre 2002 et 2006, on constate que le taux diminue dans toutes les régions à l'exception de Laval et du Nord-du-Québec. L'Abitibi-Témiscamingue présente la plus forte diminution (– 1,7 point), et l'Estrie la plus faible diminution (– 0,2 point). Le taux demeure stationnaire entre 2002 et 2006 dans Laval. Encore une fois, la région du Nord-du-Québec se démarque radicalement, le taux augmentant d'un peu plus de deux points (+ 2,1 points). Comme l'augmentation enregistrée entre 2005 et 2006 était déjà prononcée dans cette région (+ 1,7 %), il semble donc que la tendance à la hausse soit récente.

Figure 8.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, régions administratives et ensemble du Québec, 2006



Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux de faible revenu régionaux de 2006 par type de famille (tableau 8.3, volets 2, 3 et 4) révèle que le taux des familles monoparentales est considérablement plus élevé que celui des couples avec ou sans enfants et ce, quelle que soit la région. Par ailleurs, bien que les taux des couples sans enfants et avec enfants soient comparables, il apparaît que dans certaines régions, celui des couples sans enfants surpasse celui des couples avec enfants, et vice versa.

Cela dit, c'est un fait notable qu'entre 2005 et 2006, dans toutes les régions, le taux de faible revenu des couples avec enfants augmente, alors que celui des familles monoparentales diminue, à l'exception toutefois du Nord-du-Québec; cette dernière région se démarque clairement en affichant une hausse de 1,1 point de son taux pour ce type de famille. Quant aux couples sans enfants, le sens de la variation entre ces deux années n'est pas le même pour plusieurs régions.

Au cours de la période plus large comprise entre 2002 et 2006, la diminution du taux de faible revenu après impôt des familles monoparentales est quasi systématique. En effet, toutes les régions, à l'exception de Montréal, de l'Estrie et du Nord-du-Québec, le voient diminuer. La diminution la plus importante, qui est de 5,0 points de pourcentage, concerne l'Abitibi-Témiscamingue. Six régions affichent une diminution de deux points ou plus. Par contraste, le taux des familles monoparentales augmente à peine à Montréal (+ 0,1 point), augmente d'un demi-point en Estrie, et de 1,2 point dans le Nord-du-Québec. Le taux des couples sans enfants diminue dans 12 régions sur 17 à plus long terme (c'est-à-dire entre 2002 et 2006), tandis que celui des couples avec enfants diminue dans 14 de ces régions. Dans le cas de ces couples avec enfants, la tendance à plus long terme est donc majoritairement opposée à celle à plus court terme (c'est-à-dire entre 2005 et 2006).

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu

À l'instar de ce que l'on observe au niveau de l'ensemble des familles, les régions de Montréal et du Nord-du-Québec présentent, en ce qui concerne les enfants (c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans) les taux les plus élevés de toutes les régions en 2006, soit 24,8 % et 20,1 % respectivement (tableau 8.4). Le taux est relativement élevé aussi dans la Côte-Nord (17,7 %). Il est le moins élevé dans la Chaudière-Appalaches (7,5 %), la Capitale-Nationale (9,5 %), et dans les régions périphériques de Montréal. À cette liste, on doit ajouter le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent (10,4 %).

Entre 2005 et 2006, le taux des enfants diminue dans 11 régions, et c'est dans Montréal que celle-ci, en point de pourcentage, est la plus élevée (– 1,1 point). Par contraste, le taux augmente dans six régions, et c'est au Nord-du-Québec qu'elle est la plus élevée (+ 2,5 points). À plus long terme, soit entre 2002 et 2006, on constate que la diminution du taux des enfants est plus prononcée qu'entre 2005 et 2006; surtout, elle est plus systématique, en ce qu'elle touche toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec, où le taux augmente plutôt (+ 1,6 point). La plus forte diminution (2002-2006) concerne la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 3,5 points).

La situation désavantagée du Nord-du-Québec ressort également de l'analyse de la variation du nombre d'enfants à faible revenu (tableau 8.5). En effet, de 2005 à 2006, cette région affiche de loin la croissance la plus élevée des enfants à faible revenu, soit + 15,4 % – leur nombre passant de 2 470 à 2 850 – alors que la croissance du nombre total d'enfants n'est que de 0,8 % (tableau 8.5). Notons que dans 12 régions sur 17, le nombre d'enfants à faible revenu diminue entre ces deux années, et que dans les autres où il augmente, à l'exception du Nord-du-Québec, la croissance ne dépasse pas 2,4 %, une donnée qui concerne le Centre-du-Québec.

Finalement, en considérant l'évolution à plus long terme (c'est-à-dire entre 2002 et 2006), c'est toujours le Nord-du-Québec qui présente la croissance la plus élevée du nombre d'enfants à faible revenu, et celle-ci est importante (7,1 %). Il s'agit même de la seule région où une croissance se produit. Celle-ci est d'autant plus notable que le nombre total d'enfants y décroît (– 1,7 %). Hormis cette exception, la tendance observée est celle d'une décroissance, parfois considérable, de la population des enfants à faible revenu. Par exemple, la décroissance atteint presque 30 % au Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 29,9 %) et en Abitibi-Témiscamingue (– 29,1 %). Toutefois, l'interprétation de la décroissance du nombre d'enfants à faible revenu dans 16 régions sur 17 entre 2002 et 2006 doit être replacée dans le contexte d'une décroissance de la population totale des enfants, qu'ils soient ou non à faible revenu. En effet, dans 13 de ces 16 régions, cette population totale a décru entre 2002 et 2006; dans 11 de celles-ci, la décroissance atteint au moins 3,0 %.

Tableau 8.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2006

	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	48 900	31 000	63,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53 200	30 400	57,1
Capitale-Nationale	58 300	34 900	59,9
Mauricie	49 900	28 800	57,7
Estrie	50 900	30 800	60,5
Montréal	50 100	29 300	58,5
Outaouais	60 300	33 800	56,1
Abitibi-Témiscamingue	53 700	30 000	55,9
Côte-Nord	59 200	28 300	47,8
Nord-du-Québec	60 200	27 400	45,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	45 500	28 000	61,5
Chaudière-Appalaches	54 400	34 100	62,7
Laval	58 300	35 700	61,2
Lanaudière	55 600	32 600	58,6
Laurentides	56 200	32 500	57,8
Montérégie	58 500	33 800	57,8
Centre-du-Québec	49 600	30 600	61,7
Ensemble du Québec	**54 600**	**31 900**	**58,4**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006

	Familles comptant un couple			Familles monoparentales		
	2005	2006	Variation 2006/2005	2005	2006	Variation 2006/2005
	$ constants de 2006		%	$ constants de 2006		%
Bas-Saint-Laurent	48 096	48 900	1,7	30 098	31 000	3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	52 164	53 200	2,0	29 082	30 400	4,5
Capitale-Nationale	57 350	58 300	1,7	33 861	34 900	3,1
Mauricie	49 113	49 900	1,6	27 760	28 800	3,7
Estrie	50 333	50 900	1,1	29 895	30 800	3,0
Montréal	49 317	50 100	1,6	27 353	29 300	7,1
Outaouais	59 688	60 300	1,0	32 539	33 800	3,9
Abitibi-Témiscamingue	52 977	53 700	1,4	28 573	30 000	5,0
Côte-Nord	58 672	59 200	0,9	27 048	28 300	4,6
Nord-du-Québec	62 129	60 200	-3,1	27 353	27 400	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	44 944	45 500	1,2	27 048	28 000	3,5
Chaudière-Appalaches	53 486	54 400	1,7	33 251	34 100	2,6
Laval	57 655	58 300	1,1	34 267	35 700	4,2
Lanaudière	55 113	55 600	0,9	31 522	32 600	3,4
Laurentides	55 214	56 200	1,8	31 014	32 500	4,8
Montérégie	57 858	58 500	1,1	32 539	33 800	3,9
Centre-du-Québec	48 605	49 600	2,0	29 488	30 600	3,8
Ensemble du Québec	**53 892**	**54 600**	**1,3**	**30 505**	**31 900**	**4,6**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.3

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006

	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/ 2005	Écart 2006/ 2002	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/ 2005	Écart 2006/ 2002
	%					point de %	point de %	%					point de %	point de %
Bas-Saint-Laurent	8,4	8,4	8,1	7,4	7,3	-0,1	-1,1	6,9	6,8	6,5	6,4	6,3	-0,1	-0,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	8,5	8,4	8,1	7,6	7,2	-0,4	-1,3	6,1	6,0	5,6	5,5	5,3	-0,2	-0,8
Capitale-Nationale	6,9	6,7	6,7	6,2	6,0	-0,2	-0,9	4,6	4,4	4,4	4,2	4,2	0,0	-0,5
Mauricie	10,4	10,4	10,4	9,9	9,4	-0,5	-1,1	6,5	6,4	6,4	6,4	6,0	-0,3	-0,5
Estrie	8,6	8,8	8,7	8,2	8,4	0,2	-0,2	5,6	5,5	5,3	5,3	5,5	0,3	0,0
Montréal	16,5	17,0	17,1	16,7	16,1	-0,7	-0,5	10,7	10,8	10,7	11,8	10,8	-1,1	0,0
Outaouais	9,9	9,8	9,8	9,1	9,1	0,0	-0,8	5,8	5,8	5,6	5,5	5,7	0,2	-0,1
Abitibi-Témiscamingue	9,9	10,1	9,7	8,6	8,3	-0,3	-1,7	5,7	6,0	5,4	5,5	5,2	-0,3	-0,4
Côte-Nord	10,5	9,9	10,2	9,7	9,7	0,1	-0,8	4,4	4,1	4,0	3,9	3,8	-0,1	-0,6
Nord-du-Québec	14,4	14,2	15,0	14,8	16,5	1,7	2,1	5,7	5,9	6,3	6,5	6,8	0,3	1,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11,5	11,0	10,8	10,4	9,9	-0,5	-1,6	8,6	8,5	7,7	8,0	7,5	-0,5	-1,1
Chaudière-Appalaches	5,9	5,8	5,7	5,3	5,3	0,0	-0,6	5,1	4,8	4,4	4,4	4,3	0,0	-0,8
Laval	7,5	7,6	7,7	7,3	7,4	0,1	0,0	4,7	4,5	4,5	4,8	5,4	0,6	0,7
Lanaudière	8,5	8,2	7,9	7,3	7,3	0,0	-1,2	5,5	5,2	4,8	4,8	4,9	0,2	-0,6
Laurentides	8,5	8,2	8,0	7,4	7,3	-0,1	-1,2	5,3	4,9	4,7	4,7	4,9	0,3	-0,3
Montérégie	7,8	7,8	7,6	7,2	7,1	0,0	-0,6	4,6	4,5	4,3	4,4	4,9	0,5	0,3
Centre-du-Québec	8,3	8,5	8,4	7,8	7,9	0,1	-0,3	5,7	5,6	5,4	5,4	5,5	0,1	-0,2
Ensemble du Québec	**10,2**	**10,1**	**10,0**	**9,6**	**9,3**	**-0,2**	**-0,8**	**6,6**	**6,4**	**6,2**	**6,4**	**6,3**	**-0,1**	**-0,3**

	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/ 2005	Écart 2006/ 2002	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/ 2005	Écart 2006/ 2002
	%					point de %	point de %	%					point de %	point de %
Bas-Saint-Laurent	4,8	4,7	4,5	3,7	4,1	0,4	-0,7	24,1	24,2	23,9	23,0	21,7	-1,3	-2,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4,3	4,4	4,0	3,4	3,5	0,1	-0,8	29,0	28,5	28,6	29,3	27,0	-2,4	-2,0
Capitale-Nationale	3,8	3,8	3,9	3,1	3,5	0,4	-0,3	21,0	20,8	21,0	21,3	19,4	-2,0	-1,7
Mauricie	5,9	6,0	5,9	5,2	5,4	0,2	-0,6	30,1	30,0	30,9	31,0	28,9	-2,1	-1,3
Estrie	5,6	5,9	6,0	5,0	5,6	0,6	0,0	24,6	25,3	25,6	26,0	25,1	-0,9	0,5
Montréal	14,8	15,4	15,9	12,6	14,2	1,6	-0,6	32,0	32,8	33,0	35,6	32,1	-3,5	0,1
Outaouais	6,2	6,3	6,5	5,2	5,7	0,6	-0,4	27,1	26,6	26,7	27,1	25,8	-1,2	-1,3
Abitibi-Témiscamingue	5,7	5,8	5,8	4,5	4,6	0,1	-1,1	32,4	32,3	31,5	29,3	27,5	-1,8	-5,0
Côte-Nord	5,3	4,9	5,2	4,6	5,2	0,6	-0,2	35,0	32,8	34,6	34,5	34,1	-0,4	-0,9
Nord-du-Québec	8,5	7,4	8,2	7,2	9,5	2,3	1,0	37,3	37,3	37,8	37,4	38,5	1,1	1,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,4	6,0	6,2	5,4	5,7	0,3	-0,7	29,2	27,1	27,4	27,0	25,4	-1,6	-3,8
Chaudière-Appalaches	3,0	3,0	3,0	2,3	2,8	0,5	-0,2	18,7	18,8	19,1	19,1	18,0	-1,1	-0,7
Laval	5,6	5,8	6,0	4,6	5,4	0,8	-0,2	20,8	21,7	21,7	23,2	20,3	-2,9	-0,5
Lanaudière	5,1	5,0	4,9	4,0	4,5	0,5	-0,7	26,6	26,0	25,9	25,2	23,4	-1,8	-3,2
Laurentides	5,3	5,1	5,1	3,9	4,3	0,4	-1,0	26,0	25,2	25,3	25,4	22,9	-2,5	-3,0
Montérégie	4,9	5,0	5,0	4,0	4,4	0,4	-0,6	24,5	24,6	24,4	24,9	22,7	-2,2	-1,8
Centre-du-Québec	4,7	5,0	5,1	4,3	4,9	0,6	0,2	25,6	26,7	26,8	26,4	25,1	-1,3	-0,5
Ensemble du Québec	**7,0**	**7,1**	**7,3**	**5,8**	**6,5**	**0,7**	**-0,5**	**27,0**	**27,1**	**27,2**	**28,2**	**25,7**	**-2,4**	**-1,3**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.4

Taux de faible revenu des enfants (0-17 ans), régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/ 2005	Écart 2006/ 2002
	%					point de pourcentage	
Bas-Saint-Laurent	12,7	12,9	12,4	10,1	10,4	0,3	-2,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13,1	13,3	12,8	11,1	10,4	-0,7	-2,7
Capitale-Nationale	11,6	11,5	11,3	9,9	9,5	-0,4	-2,1
Mauricie	18,5	18,9	19,1	16,9	16,3	-0,6	-2,2
Estrie	14,4	15,0	15,0	13,0	13,1	0,1	-1,3
Montréal	27,5	28,4	28,5	25,8	24,8	-1,1	-2,7
Outaouais	15,8	15,8	15,8	14,0	13,7	-0,3	-2,1
Abitibi-Témiscamingue	16,3	16,6	16,4	13,2	12,9	-0,3	-3,4
Côte-Nord	19,4	18,5	19,3	17,1	17,7	0,5	-1,7
Nord-du-Québec	18,4	18,4	19,0	17,5	20,1	2,5	1,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	19,1	17,8	18,8	16,4	15,6	-0,8	-3,5
Chaudière-Appalaches	8,8	9,0	8,9	7,4	7,5	0,1	-1,3
Laval	12,4	12,9	12,9	11,3	11,0	-0,3	-1,4
Lanaudière	13,7	13,4	13,3	11,2	11,1	-0,2	-2,6
Laurentides	13,5	13,3	13,1	11,2	10,6	-0,6	-2,9
Montérégie	12,9	13,1	12,7	11,1	10,6	-0,5	-2,3
Centre-du-Québec	13,4	14,1	14,0	12,0	12,3	0,2	-1,1
Ensemble du Québec	**16,6**	**16,8**	**16,7**	**14,7**	**14,2**	**-0,5**	**-2,3**

Source : Statistique Canada.

Tableau 8.5

Nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants de 0-17 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation 2006/ 2005	Variation 2006/ 2002
	n					%	
Nombre d'enfants à faible revenu							
Bas-Saint-Laurent	5 120	5 100	4 840	3 790	3 820	0,8	-25,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 930	7 750	7 360	6 060	5 560	-8,3	-29,9
Capitale-Nationale	14 230	13 970	13 820	11 670	11 190	-4,1	-21,4
Mauricie	9 380	9 440	9 520	8 000	7 610	-4,9	-18,9
Estrie	9 300	9 660	9 720	8 000	7 990	-0,1	-14,1
Montréal	98 170	99 130	99 750	88 110	84 820	-3,7	-13,6
Outaouais	12 260	12 390	12 540	10 700	10 520	-1,7	-14,2
Abitibi-Témiscamingue	5 780	5 680	5 580	4 260	4 100	-3,8	-29,1
Côte-Nord	4 460	4 130	4 300	3 630	3 700	1,9	-17,0
Nord-du-Québec	2 660	2 650	2 780	2 470	2 850	15,4	7,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 740	3 400	3 510	2 880	2 700	-6,3	-27,8
Chaudière-Appalaches	7 520	7 650	7 580	6 070	6 120	0,8	-18,6
Laval	9 790	10 360	10 630	9 260	9 190	-0,8	-6,1
Lanaudière	13 500	13 500	13 600	11 210	11 170	-0,4	-17,3
Laurentides	15 740	15 780	15 930	13 200	12 460	-5,6	-20,8
Montérégie	39 230	40 200	39 680	33 700	32 210	-4,4	-17,9
Centre-du-Québec	6 660	7 030	7 010	5 770	5 910	2,4	-11,3
Ensemble du Québec	**265 430**	**267 790**	**268 130**	**228 740**	**221 880**	**-3,0**	**-16,4**
Nombre total d'enfants							
Bas-Saint-Laurent	40 400	39 640	39 130	37 520	36 880	-1,7	-8,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	60 550	58 340	57 490	54 680	53 700	-1,8	-11,3
Capitale-Nationale	122 630	121 920	122 350	118 360	118 360	0,0	-3,5
Mauricie	50 660	50 050	49 900	47 270	46 760	-1,1	-7,7
Estrie	64 400	64 230	64 610	61 480	61 030	-0,7	-5,2
Montréal	357 440	349 510	350 390	341 110	342 500	0,4	-4,2
Outaouais	77 730	78 220	79 560	76 590	77 030	0,6	-0,9
Abitibi-Témiscamingue	35 410	34 300	34 070	32 270	31 670	-1,9	-10,6
Côte-Nord	23 010	22 340	22 330	21 170	20 940	-1,1	-9,0
Nord-du-Québec	14 440	14 410	14 630	14 090	14 200	0,8	-1,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	19 580	19 050	18 710	17 580	17 350	-1,3	-11,4
Chaudière-Appalaches	85 890	85 080	84 980	82 340	81 890	-0,5	-4,7
Laval	78 810	80 210	82 360	81 760	83 270	1,8	5,7
Lanaudière	98 510	100 500	102 370	99 730	100 960	1,2	2,5
Laurentides	116 810	118 930	121 520	117 970	118 100	0,1	1,1
Montérégie	304 900	307 000	311 370	303 470	304 690	0,4	-0,1
Centre-du-Québec	49 880	49 930	50 040	47 900	48 180	0,6	-3,4
Ensemble du Québec	**1 601 050**	**1 593 640**	**1 605 790**	**1 555 250**	**1 567 510**	**0,1**	**-2,7**

Source : Statistique Canada.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

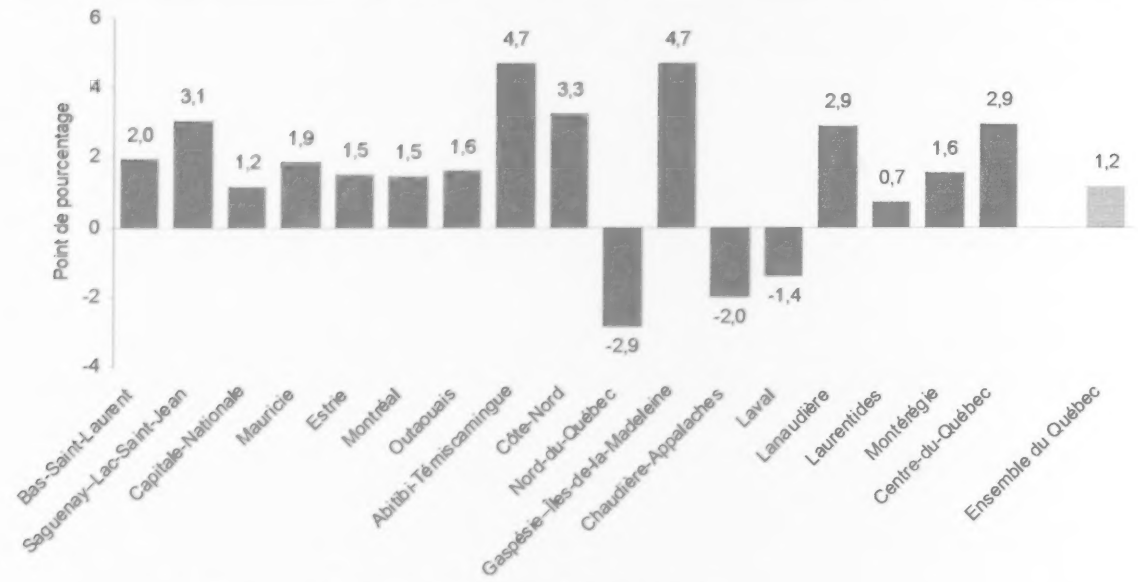
Formation au secondaire : taux de décrochage scolaire

Le taux de décrochage scolaire de la province de Québec se situe à 25,3 % en 2006-2007. Il atteint ainsi son plus haut niveau en huit ans, avec une hausse par rapport à 2005-2006 de 1,2 point de pourcentage, ce qui diffère de la diminution constante des quatre années précédentes. Cette augmentation en 2006-2007 est visible à parts égales autant chez les garçons (1,0 point) que chez les filles (1,1 point). Au régional, trois régions se démarquent par un taux de décrochage scolaire inférieur à 19 %, notamment le Saguenay–Lac-Saint-Jean (18,0 %). À l'inverse, huit régions – pour ainsi dire la moitié – ont un taux supérieur à 30 %, à l'exception du Nord-du-Québec dont le taux culmine à 71,5 %. Seulement trois régions ont un taux qui a diminué en 2006-2007, soit le Nord-du-Québec (– 2,9 points), Chaudière-Appalaches (– 2,0 points) et Laval (– 1,4 point). L'Abitibi-Témiscamingue et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se distinguent avec une variation positive de 4,7 points.

Le taux de décrochage des garçons est de 31,3 % tandis que celui des filles est de 19,5 %. Le taux de décrochage des garçons contribue à la hausse du total à la fois au provincial et au régional. Cependant, le taux des filles en 2006-2007 poursuit sa hausse amorcée l'année précédente et atteint son niveau le plus élevé en huit ans. Quant à celui des garçons, la diminution des quatre dernières années est interrompue en 2006-2007, mais le taux actuel demeure néanmoins inférieur au sommet de 31,8 % en 2002-2003.

Figure 9.1

Variation du taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2006-2007



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Indicateurs nationaux.

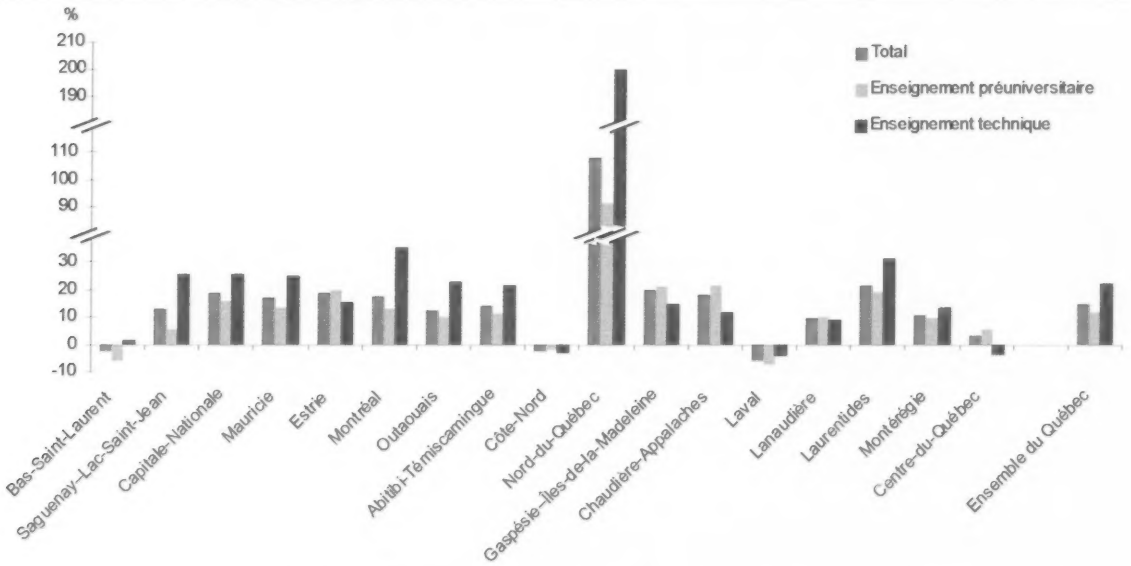
Formation au collégial : inscriptions et diplômés

En 2007, 42 705 nouvelles inscriptions ont été enregistrées dans les établissements collégiaux du Québec, dont 74,1 % ont été faites dans la région d'origine du diplômé du secondaire. Ces inscriptions sont en augmentation de 14,4 % en 2007, ce qui permet de retrouver la tendance à la hausse qui avait débuté en 2004, mais qui avait été légèrement altérée en 2006 (– 0,1 %). Cet accroissement a surtout été orienté vers l'enseignement préuniversitaire avec 3 343 inscriptions, même si la variation par rapport à 2006 a été plus importante pour l'enseignement technique (21,7 %), phénomène identique autant chez les hommes que chez les femmes.

Les finissants du secondaire se sont orientés à 73,5 % vers l'enseignement préuniversitaire, en recul de 1,6 point par rapport à 2006, ce qui survient après trois années de croissance. À noter que l'orientation vers l'enseignement préuniversitaire est privilégiée autant par les étudiants qui restent dans leur région d'origine que pour les étudiants qui proviennent d'une autre région, même si pour ces derniers le phénomène est plus nuancé. Aussi, de plus en plus de femmes s'inscrivent au collégial en 2007, phénomène accentué par une variation positive (+ 15,1 %) plus substantielle que chez les hommes (+ 13,3 %).

Figure 9.2

Variation de la distribution des nouvelles inscriptions au collégial, selon la région d'inscription, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'enseignement supérieur, Direction des systèmes et du contrôle en collaboration avec le Secteur de l'information et des communications, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Pour la quatrième année consécutive, le nombre de diplômés au collégial baisse de 2,0 % en 2006. Cette tendance négative est due en grande partie à la diminution de 4,0 % des diplômes techniques, ce qui représente une quatrième année néfaste. Les diplômes préuniversitaires ont quant à eux augmenté de 0,5 %, tout comme en 2005, mais cette variation positive n'est pas suffisante pour influencer la tendance globale au collégial. Au régional, Lanaudière, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord se différencient avec un accroissement du nombre de diplômés au collégial supérieur à 14 % (14,3 %, 16,2 % et 18,8 % respectivement).

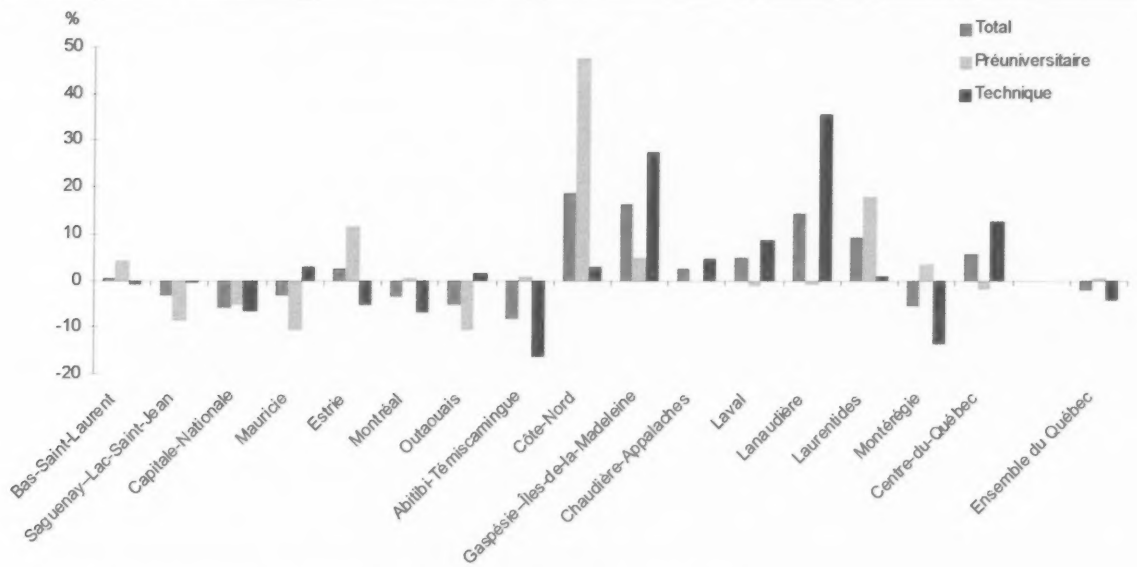
Les établissements collégiaux de l'ensemble du Québec ont décerné 23 687 diplômes en formation préuniversitaire (45,5 %) et 28 387 diplômes en formation technique (54,5 %) en 2006. Pour une quatrième année, l'écart se réduit progressivement en ce qui concerne les diplômes décernés entre ces deux types de formation. Seules les régions de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie ont une proportion inverse pour la répartition des diplômes collégiaux.

On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (60,5 % et 39,5 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart entre les deux sexes se creuse pour une deuxième année consécutive (0,4 point), essentiellement dû à la hausse de 1,1 point des diplômés féminins en formation technique en 2006. Seulement quatre régions ont une proportion de diplômes remis aux femmes inférieure à 60 %, soit le Saguenay–Lac-Saint-Jean (57,8 %), Laval (58,0 %), Montréal et Chaudière-Appalaches (58,5 % chacune).

Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 49,8 % des diplômes décernés et les sciences, 29,5 %. Depuis 2001, ces deux familles de programmes connaissent une évolution diamétralement opposée, avec une augmentation de 2,5 % pour les sciences humaines et une diminution de 1,5 % pour les sciences. Ces familles de programmes regroupent – dans le même ordre – le plus grand nombre de diplômes pour toutes les régions du Québec. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 34,1 %, suivies par les techniques humaines, 21,5 %. Toutefois, les techniques administratives sont en relative chute libre depuis 2001 (– 5,9 %), malgré la hausse de 2004.

Figure 9.3

Variation du nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006



Note : Les données de 2006 peuvent être incomplètes. Elles reflètent la situation au 23 juin 2008.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'enseignement supérieur, Direction des systèmes et du contrôle en collaboration avec le Secteur de l'information et des communications, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

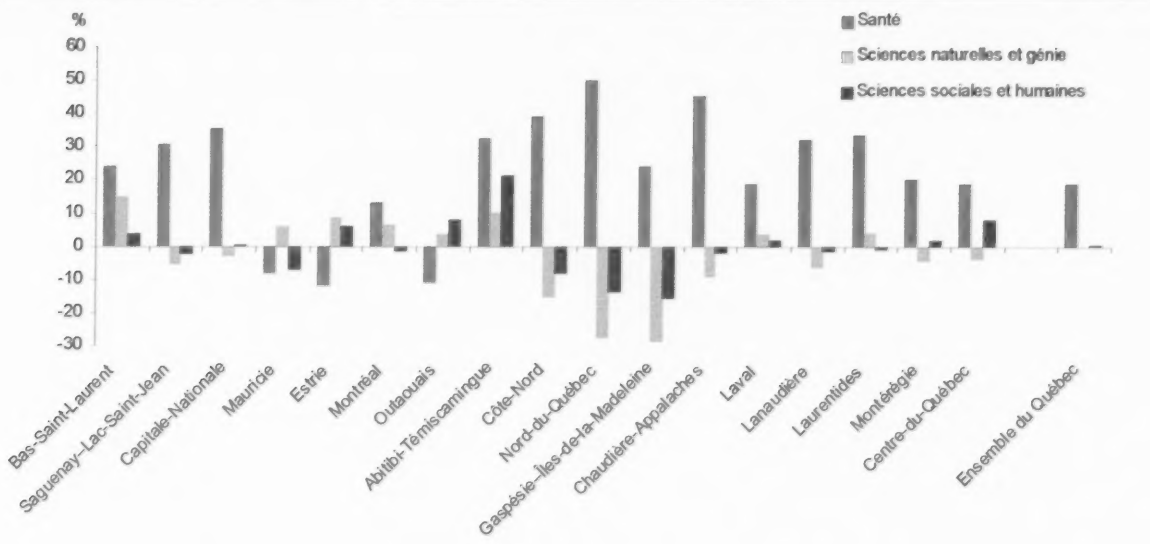
Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

Le nombre de diplômés au baccalauréat en 2006 est de 25 057, en hausse de 1,9 % par rapport à 2005. De ce fait, la variation du nombre de diplômés redevient positive après la faible baisse non caractéristique de l'année 2005 (– 0,3 %). Cette tendance à la hausse est en grande partie due à l'augmentation de 1 826 diplômés entre 2001 et 2006 du domaine des sciences sociales et humaines (12,0 %), même avec la petite hausse de 2006 (0,2 %). Aussi, pour la même période, il faut noter la croissance marquée de 1 095 diplômés du domaine de la santé (62,2 %), principalement due aux 994 diplômés féminins (90,7 %).

Au Québec, la vaste majorité des diplômés sont des femmes (62,8 %), ce qui se reflète partout dans les régions, en particulier en Abitibi-Témiscamingue (70,1 %). Au provincial, cette proportion augmente graduellement depuis trois ans (1,2 point), et malgré un faible accroissement par rapport à 2005 (0,2 point), un sommet historique est atteint en 2006. Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (68,1 %). À l'exception du Nord-du-Québec où cette proportion est inférieure à 60 % (59,7 %), toutes les régions ont des diplômés provenant majoritairement des sciences sociales et humaines, en particulier l'Outaouais (74,2 %), l'Estrie (71,6 %) et les Laurentides (70,2 %). La part du domaine de la santé dépasse la barre des 10 % au Québec pour la première fois et atteint les 11,4 %. Le domaine de la santé est le mieux représenté dans le Nord-du-Québec avec une proportion de 19,4 %, et seulement trois régions se situent en dessous des 10 %, en particulier Montréal (8,5 %). Quant au domaine des sciences naturelles et génie, c'est Montréal qui possède la plus importante part, soit 23,6 % des diplômes décernés.

Figure 9.4

Variation du nombre de diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2006



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Banque des cheminements scolaires (BCS).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Au régional, l'Abitibi-Témiscamingue se distingue par une forte variation positive de 21,0 % en 2006 du nombre de diplômés , ce qui – comme au provincial – restaure une tendance à la hausse après une baisse en 2005 (– 2,2 %). À l'opposé, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 13,3 %) et le Nord-du-Québec (– 10,1 %) font partie des quatre régions où le nombre s'est amoindri en 2006; il est tout de même à noter que ces deux régions ont de fortes fluctuations de leur nombre de diplômés au baccalauréat depuis 2002.

Les trois principales universités d'où viennent les diplômés au baccalauréat au Québec sont, dans l'ordre, l'Université Laval (18,1 %), l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal (16,4 % et 14,4 % respectivement). La première université anglophone, l'Université Concordia, arrive en quatrième place avec 11,0 %. On peut aussi noter que la part de l'Université Laval est retournée au-dessus des 18,0 % en 2006 après deux années passées en dessous. Quant à l'Université de Montréal, sa part fluctue autour des 16,5 % pour une troisième année consécutive, tout comme l'Université du Québec à Montréal qui stagne autour des 14,5 %.

Hormis l'Outaouais, l'Estrie, Montréal et ses régions avoisinantes, l'Université Laval procure la première ou la deuxième plus grande proportion de diplômés parmi dix régions au Québec. Laval, Lanaudière et les Laurentides ont des diplômés qui proviennent en grande partie de l'Université de Montréal (31,0 %, 27,8 % et 31,1 % respectivement). Le réseau universitaire de l'Université du Québec pourvoit lui aussi la majorité des diplômés dans les régions où il possède des constituantes, à l'exception de celles de Rimouski et de Montréal. La plus grande partie des diplômés de la Montérégie proviennent de l'Université du Québec à Montréal (25,6%), et quant à la région de Montréal, les étudiants au baccalauréat obtiennent leur diplôme en majorité à l'Université Concordia (30,8 %).

Formation générale[1] : plus haut niveau de scolarité atteint

En 2006 au Québec, 25,0 % de la population de 15 ans et plus n'est pas détentrice d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade; cette proportion était de 32,8 % en 2001. Aussi, la proportion du plus haut niveau de scolarité atteint pour les personnes qui ont un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent est de 22,3 %, et pour celles qui possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, elle est de 21,4 %. Par rapport à 2001, le nombre de personnes détentrices d'un certificat, un diplôme ou un grade universitaire a connu la plus forte augmentation (+ 31,7 %). À l'inverse, la population de 15 ans et plus n'étant pas détentrice d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade est en baisse de 19,2 %. Pour les personnes détenant un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, cette hausse a été fortement influencée par l'augmentation du côté du nombre de femmes (+ 36,2 %), tandis que pour les personnes sans certificat, diplôme ou grade, la baisse a été marquée par la diminution encore plus grande du nombre d'hommes (– 19,9 %).

À l'échelle régionale, c'est dans le Nord-du-Québec que l'on retrouve la plus grande proportion de personnes de 15 ans et plus n'ayant obtenu ni certificat, ni diplôme, ni grade (46,8 %). Néanmoins, la population de cette région est plus scolarisée qu'en 2001 où cette proportion était de 52,6 %. En fait, pour la totalité des régions du Québec, le nombre de personnes sans certificat, diplôme ou grade a diminué entre 2001 et 2006, notamment au Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 22,4 %), dans la Capitale-Nationale (– 23,6 %) et à Montréal (– 24,8 %). Au niveau universitaire, les Laurentides, Lanaudière et Chaudière-Appalaches se démarquent avec des augmentations importantes de leur nombre de personnes possédant un certificat, un diplôme ou un grade quelconque (+ 45,6 %,+ 47,6 % et + 61,0 % respectivement).

D'un point de vue général, on remarque que dans toutes les régions, de plus en plus de personnes de 15 ans et plus continuent leurs études au-delà de l'acquisition d'un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, que cela soit pour acquérir un diplôme, un certificat ou un grade provenant d'une école de métiers, d'un collège, d'un cégep ou d'une université.

1. Les questions du recensement relatives à la scolarité ont été considérablement modifiées entre 2001 et 2006, afin de tenir compte des innovations dans le système d'éducation au Canada. Ces changements signifient que les comparaisons avec les données des recensements précédents sont limitées. En 2006, les questions relatives aux grades universitaires obtenus étaient semblables à celles posées en 2001, donc comparables aux données antérieures. La situation est inverse pour les diplômes non universitaires où les données étaient recueillies différemment en 2006 par rapport à 2001.

Tableau 9.1

Taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2003 à 2006-2007

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Écart 06-07/ 02-03
			%			Point de pourcentage
Total						
Bas-Saint-Laurent	16,9	18,4	18,5	16,7	18,7	1,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15,6	15,8	14,2	14,9	18,0	2,4
Capitale-Nationale	19,4	19,9	19,2	20,8	22,0	2,5
Mauricie	25,4	25,6	28,3	28,5	30,4	5,0
Estrie	33,4	34,1	35,7	31,6	33,1	-0,3
Montréal	31,8	32,4	31,5	30,6	32,1	0,2
Outaouais	37,0	34,8	32,1	32,6	34,2	-2,8
Abitibi-Témiscamingue	23,3	19,5	23,6	24,1	28,8	5,5
Côte-Nord	29,9	28,2	30,1	26,9	30,2	0,3
Nord-du-Québec	59,3	62,3	65,2	74,3	71,5	12,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24,5	22,6	24,6	22,9	27,7	3,2
Chaudière-Appalaches	18,2	20,7	17,6	20,9	18,9	0,7
Laval	28,4	28,0	26,8	26,7	25,3	-3,2
Lanaudière	31,4	30,7	32,0	29,1	32,0	0,6
Laurentides	35,9	36,8	33,7	33,1	33,9	-2,0
Montérégie	28,3	26,7	27,5	27,0	28,5	0,2
Centre-du-Québec	25,8	26,7	25,5	26,7	29,7	3,9
Ensemble du Québec	**25,0**	**24,9**	**24,5**	**24,2**	**25,3**	**0,3**
Garçons						
Bas-Saint-Laurent	23,7	28,7	27,1	25,2	27,7	4,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21,1	20,2	19,1	19,6	24,6	3,4
Capitale-Nationale	25,8	25,6	24,6	26,5	28,2	2,4
Mauricie	31,9	31,3	37,1	35,1	36,9	5,0
Estrie	44,1	42,5	46,0	39,0	40,4	-3,6
Montréal	37,7	37,7	36,6	35,8	36,4	-1,3
Outaouais	43,8	41,3	37,4	37,8	40,1	-3,7
Abitibi-Témiscamingue	31,6	26,5	30,3	31,0	35,3	3,7
Côte-Nord	35,8	34,4	38,4	31,3	39,4	3,6
Nord-du-Québec	68,0	68,6	67,5	78,0	73,1	5,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,6	32,8	32,5	30,4	38,5	5,9
Chaudière-Appalaches	26,7	29,8	24,0	29,4	25,5	-1,2
Laval	36,4	35,0	31,3	32,4	30,2	-6,2
Lanaudière	42,3	41,2	43,7	38,8	40,5	-1,8
Laurentides	44,6	45,6	43,8	42,7	43,0	-1,6
Montérégie	36,4	34,6	35,9	34,8	36,3	-0,1
Centre-du-Québec	37,4	36,3	34,4	35,9	36,7	-0,6
Ensemble du Québec	**31,8**	**31,4**	**31,0**	**30,3**	**31,3**	**-0,5**
Filles						
Bas-Saint-Laurent	10,8	8,1	10,5	9,9	10,4	-0,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,6	11,6	9,7	10,7	11,9	1,3
Capitale-Nationale	13,7	14,5	14,2	15,7	16,2	2,5
Mauricie	18,9	19,5	18,9	21,8	23,7	4,8
Estrie	23,1	25,4	24,3	24,0	25,4	2,3
Montréal	25,9	27,1	26,3	25,2	27,5	1,7
Outaouais	29,9	27,9	26,1	27,1	27,9	-2,0
Abitibi-Témiscamingue	15,9	13,2	17,3	17,9	22,2	6,3
Côte-Nord	24,1	22,7	21,9	23,1	21,7	-2,4
Nord-du-Québec	51,4	55,6	63,0	70,5	69,8	18,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17,5	13,3	17,0	16,9	17,8	0,3
Chaudière-Appalaches	10,4	11,5	11,3	12,7	12,9	2,4
Laval	20,4	20,7	22,0	21,2	20,3	-0,1
Lanaudière	20,5	20,2	20,1	20,2	23,0	2,6
Laurentides	27,2	27,6	23,5	23,8	24,8	-2,3
Montérégie	20,4	19,0	19,2	19,3	20,6	0,2
Centre-du-Québec	14,7	16,5	16,7	17,6	21,7	7,0
Ensemble du Québec	**18,5**	**18,5**	**18,3**	**18,4**	**19,5**	**1,0**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Indicateurs nationaux.

Tableau 9.2

Distribution des nouvelles inscriptions au collégial, selon le type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Part relative en 2007	Variation 2007/2003
			n			%	
Enseignement collégial							
Bas-Saint-Laurent	1 192	1 193	1 207	1 246	1 215	2,8	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 820	1 740	1 762	1 617	1 825	4,3	0,3
Capitale-Nationale	4 512	4 377	4 573	4 500	5 327	12,5	18,1
Mauricie	1 604	1 504	1 517	1 434	1 674	3,9	4,4
Estrie	1 546	1 570	1 521	1 494	1 771	4,1	14,6
Montréal	13 308	13 462	13 927	13 410	15 736	36,8	18,2
Outaouais	1 306	1 324	1 411	1 448	1 628	3,8	24,7
Abitibi-Témiscamingue	572	547	510	569	649	1,5	13,5
Côte-Nord	248	251	245	244	238	0,6	-4,0
Nord-du-Québec	23	16	26	13	27	0,1	17,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	292	319	283	259	310	0,7	6,2
Chaudière-Appalaches	1 226	1 265	1 271	1 121	1 321	3,1	7,7
Laval	720	771	826	1 101	1 033	2,4	43,5
Lanaudière	1 093	1 102	1 106	1 272	1 393	3,3	27,4
Laurentides	1 577	1 655	1 850	1 873	2 279	5,3	44,5
Montérégie	4 525	4 622	4 619	4 869	5 382	12,6	18,9
Centre-du-Québec	732	719	714	871	897	2,1	22,5
Ensemble du Québec	**36 296**	**36 437**	**37 368**	**37 341**	**42 705**	**100,0**	**17,7**
Enseignement préuniversitaire							
Bas-Saint-Laurent	609	630	616	663	623	2,0	2,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	999	939	998	1 007	1 059	3,4	6,0
Capitale-Nationale	3 209	3 051	3 249	3 206	3 702	11,8	15,4
Mauricie	994	998	958	995	1 127	3,6	13,4
Estrie	1 073	1 133	1 085	1 072	1 285	4,1	19,8
Montréal	10 333	10 448	10 968	10 844	12 261	39,1	18,7
Outaouais	972	970	1 051	1 146	1 258	4,0	29,4
Abitibi-Témiscamingue	384	383	350	400	444	1,4	15,6
Côte-Nord	159	185	171	182	178	0,6	11,9
Nord-du-Québec	20	10	26	11	21	0,1	5,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	216	243	208	205	248	0,8	14,8
Chaudière-Appalaches	790	804	801	733	888	2,8	12,4
Laval	496	518	570	768	714	2,3	44,0
Lanaudière	859	876	861	993	1 090	3,5	26,9
Laurentides	1 155	1 237	1 373	1 449	1 724	5,5	49,3
Montérégie	3 344	3 428	3 483	3 723	4 084	13,0	22,1
Centre-du-Québec	526	539	525	642	676	2,2	28,5
Ensemble du Québec	**26 138**	**26 392**	**27 293**	**28 039**	**31 382**	**100,0**	**20,1**
Enseignement technique							
Bas-Saint-Laurent	583	563	591	583	592	5,2	1,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	821	801	764	610	766	6,8	-6,7
Capitale-Nationale	1 303	1 326	1 324	1 294	1 625	14,4	24,7
Mauricie	610	506	559	439	547	4,8	-10,3
Estrie	473	437	436	422	486	4,3	2,7
Montréal	2 975	3 014	2 959	2 566	3 475	30,7	16,8
Outaouais	334	354	360	302	370	3,3	10,8
Abitibi-Témiscamingue	188	164	160	169	205	1,8	9,0
Côte-Nord	89	66	74	62	60	0,5	-32,6
Nord-du-Québec	3	6	–	2	6	0,1	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	76	76	75	54	62	0,5	-18,4
Chaudière-Appalaches	436	461	470	388	433	3,8	-0,7
Laval	224	253	256	333	319	2,8	42,4
Lanaudière	234	226	245	279	303	2,7	29,5
Laurentides	422	418	477	424	555	4,9	31,5
Montérégie	1 181	1 194	1 136	1 146	1 298	11,5	9,9
Centre-du-Québec	206	180	189	229	221	2,0	7,3
Ensemble du Québec	**10 158**	**10 045**	**10 075**	**9 302**	**11 323**	**100,0**	**11,5**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'enseignement supérieur, Direction des systèmes et du contrôle en collaboration avec le Secteur de l'information et des communications, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.3

Nombre de diplômes décernés au collégial, selon le type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Part relative en 2006	Variation 2006/2002
			n			%	
Enseignement collégial							
Bas-St-Laurent	2 273	2 094	2 023	1 925	1 937	3,7	-14,8
Saguenay–Lac-St-Jean	3 082	2 893	2 940	2 829	2 741	5,3	-11,1
Capitale-Nationale	7 188	7 242	7 240	6 973	6 561	12,6	-8,7
Mauricie	2 300	2 039	1 967	1 896	1 836	3,5	-20,2
Estrie	2 253	2 131	2 031	1 994	2 044	3,9	-9,3
Montréal	20 637	21 323	21 520	21 724	20 952	40,2	1,5
Outaouais	1 243	1 319	1 257	1 351	1 282	2,5	3,1
Abitibi-Témiscamingue	732	701	654	704	646	1,2	-11,7
Côte-Nord	452	391	350	361	429	0,8	-5,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	400	449	391	314	365	0,7	-8,8
Chaudière-Appalaches	1 793	1 693	1 637	1 726	1 770	3,4	-1,3
Laval	1 129	1 369	1 260	1 436	1 505	2,9	33,3
Lanaudière	1 203	1 203	1 271	1 214	1 388	2,7	15,4
Laurentides	1 897	1 958	2 010	1 933	2 113	4,1	11,4
Montérégie	6 157	5 817	5 904	5 894	5 577	10,7	-9,4
Centre-du-Québec	1 091	1 016	974	880	928	1,8	-14,9
Ensemble du Québec	**53 830**	**53 638**	**53 429**	**53 154**	**52 074**	**100,0**	**-3,3**
Enseignement préuniversitaire							
Bas-Saint-Laurent	650	615	610	581	605	2,6	-6,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 023	960	988	910	832	3,5	-18,7
Capitale-Nationale	3 096	3 259	3 062	3 020	2 864	12,1	-7,5
Mauricie	804	744	835	850	761	3,2	-5,3
Estrie	977	952	913	905	1 010	4,3	3,4
Montréal	9 585	9 638	9 849	9 780	9 841	41,5	2,7
Outaouais	630	684	693	727	649	2,7	3,0
Abitibi-Témiscamingue	290	315	289	331	334	1,4	15,2
Côte-Nord	188	154	146	128	189	0,8	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	122	151	140	158	166	0,7	36,1
Chaudière-Appalaches	749	679	658	729	729	3,1	-2,7
Laval	424	459	455	544	537	2,3	26,7
Lanaudière	497	580	603	707	701	3,0	41,0
Laurentides	906	934	963	943	1 114	4,7	23,0
Montérégie	2 950	2 901	2 823	2 825	2 924	12,3	-0,9
Centre-du-Québec	415	441	426	439	431	1,8	3,9
Ensemble du Québec	**23 306**	**23 466**	**23 453**	**23 577**	**23 687**	**100,0**	**1,6**
Enseignement technique							
Bas-Saint-Laurent	1 623	1 479	1 413	1 344	1 332	4,7	-17,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 059	1 933	1 952	1 919	1 909	6,7	-7,3
Capitale-Nationale	4 092	3 983	4 178	3 953	3 697	13,0	-9,7
Mauricie	1 496	1 295	1 132	1 046	1 075	3,8	-28,1
Estrie	1 276	1 179	1 118	1 089	1 034	3,6	-19,0
Montréal	11 052	11 685	11 671	11 944	11 111	39,1	0,5
Outaouais	613	635	564	624	633	2,2	3,3
Abitibi-Témiscamingue	442	386	365	373	312	1,1	-29,4
Côte-Nord	264	237	204	233	240	0,8	-9,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	278	298	251	156	199	0,7	-28,4
Chaudière-Appalaches	1 044	1 014	979	997	1 041	3,7	-0,3
Laval	705	910	805	892	968	3,4	37,3
Lanaudière	706	623	668	507	687	2,4	-2,7
Laurentides	991	1 024	1 047	990	999	3,5	0,8
Montérégie	3 207	2 916	3 081	3 069	2 653	9,3	-17,3
Centre-du-Québec	676	575	548	441	497	1,8	-26,5
Ensemble du Québec	**30 524**	**30 172**	**29 976**	**29 577**	**28 387**	**100,0**	**-7,0**

Note : Les données de 2006 peuvent être incomplètes. Elles reflètent la situation au 23 juin 2008.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'enseignement supérieur, Direction des systèmes et du contrôle en collaboration avec le Secteur de l'information et des communications, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs.

Tableau 9.4

Diplômés au baccalauréat[1], régions administratives et ensemble du Québec[2], 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Part relative en 2006	TCAM 2006/2002
			n			%	
Bas-Saint-Laurent	710	729	745	731	791	3,2	2,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 214	1 126	1 299	1 239	1 251	5,0	0,8
Capitale-Nationale	2 381	2 512	2 499	2 469	2 535	10,1	1,6
Mauricie	809	812	896	931	888	3,5	2,4
Estrie	833	901	958	896	936	3,7	3,0
Montréal	5 317	5 288	5 535	5 658	5 733	22,9	1,9
Outaouais	578	588	701	650	683	2,7	4,3
Abitibi-Témiscamingue	388	432	458	448	542	2,2	8,7
Côte-Nord	243	300	315	302	286	1,1	4,2
Nord-du-Québec	58	66	57	69	62	0,2	1,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	265	229	272	316	274	1,1	0,8
Chaudière-Appalaches	1 355	1 407	1 530	1 513	1 535	6,1	3,2
Laval	999	1 168	1 141	1 236	1 281	5,1	6,4
Lanaudière	1 001	1 025	1 116	1 100	1 109	4,4	2,6
Laurentides	1 017	1 125	1 184	1 185	1 219	4,9	4,6
Montérégie	4 133	4 246	4 574	4 567	4 664	18,6	3,1
Centre-du-Québec	613	709	714	694	741	3,0	4,9
Ensemble du Québec	**22 695**	**23 400**	**24 644**	**24 582**	**25 057**	**100,0**	**2,5**

1. La proportion de chaque région représente la part de chaque région ramené au total des régions et non pas sur le total des diplômés au Québec en 2006.
2. Le total de l'ensemble du Québec comprend les bacheliers qui ont fait leurs études secondaires au Québec, mais pour lesquels aucune région de provenance n'a pu être attribuée.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Banque des cheminements scolaires (BCS).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.5

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2006

	Aucun certificat, diplôme ou grade	Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	Baccalauréat	Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	Diplôme en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie	Maîtrise	Doctorat acquis	**Total**
					n						
Bas-Saint-Laurent	50 785	34 580	31 320	26 065	6 650	12 050	1 335	495	2 600	500	**166 450**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	58 215	46 475	51 215	37 205	9 395	16 925	2 030	740	3 285	715	**226 210**
Capitale-Nationale	106 135	125 370	84 960	102 700	28 330	66 450	9 205	3 275	22 955	5 190	**554 600**
Mauricie	58 015	49 860	39 050	36 895	9 140	16 430	1 655	625	3 220	890	**215 825**
Estrie	66 550	53 375	42 410	37 125	9 730	21 480	3 255	1 505	6 625	1 920	**243 995**
Montréal	330 155	328 230	155 260	235 255	92 220	236 800	39 860	11 965	88 460	20 125	**1 538 335**
Outaouais	73 735	61 980	37 470	43 800	11 480	30 565	4 435	975	10 510	1 965	**276 930**
Abitibi-Témiscamingue	40 985	23 175	21 945	15 220	4 365	7 555	940	355	1 195	210	**115 940**
Côte-Nord	26 280	16 425	14 990	11 520	2 395	4 385	490	165	830	150	**77 655**
Nord-du-Québec	13 080	4 385	4 700	3 285	800	1 175	205	65	210	45	**27 945**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30 925	15 720	13 480	11 045	2 775	4 460	485	210	725	75	**79 910**
Chaudière-Appalaches	89 515	69 615	60 660	54 890	11 860	24 505	3 075	1 060	5 420	775	**321 440**
Laval	65 995	72 300	42 970	51 565	17 555	33 060	5 500	1 140	7 735	1 335	**299 155**
Lanaudière	99 330	84 565	64 810	51 875	14 490	23 580	3 065	975	4 220	550	**347 465**
Laurentides	109 460	95 290	73 320	64 595	19 085	35 700	4 800	1 325	7 165	1 225	**411 995**
Montérégie	237 155	221 725	147 595	155 490	48 320	97 895	14 205	3 895	24 250	3 850	**1 098 920**
Centre-du-Québec	56 040	39 470	34 445	29 145	6 510	11 525	1 480	550	2 020	280	**181 485**
Ensemble du Québec	**1 547 875**	**1 377 590**	**945 970**	**992 365**	**301 140**	**657 595**	**97 830**	**29 785**	**193 975**	**40 360**	**6 184 490**

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.6

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2001

	Aucun certificat, diplôme ou grade	Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	Baccalauréat	Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	Diplôme en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie	Maîtrise	Doctorat acquis	**Total**
					n						
Bas-Saint-Laurent	62 820	39 040	20 180	21 575	4 510	10 410	1 130	730	1 940	305	**162 645**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	74 990	56 060	35 745	31 930	5 975	15 060	1 865	725	2 790	420	**225 535**
Capitale-Nationale	138 935	134 795	59 555	89 355	18 055	55 595	8 145	3 245	17 430	4 025	**529 120**
Mauricie	73 265	53 100	27 540	30 535	5 900	13 940	1 495	765	2 595	495	**209 620**
Estrie	80 830	54 920	28 145	31 255	6 035	16 765	2 745	1 335	4 960	1 285	**228 275**
Montréal	439 035	339 505	114 755	216 600	59 125	196 355	34 265	11 340	66 760	14 170	**1 491 910**
Outaouais	85 455	60 145	23 380	36 620	7 455	24 420	3 565	825	7 820	1 110	**250 535**
Abitibi-Témiscamingue	50 330	25 330	14 070	13 325	2 945	6 910	735	205	815	130	**115 185**
Côte-Nord	32 600	17 795	10 265	10 435	1 450	4 210	570	320	720	55	**77 930**
Nord-du-Québec	14 125	4 700	3 345	2 590	405	1 290	100	10	15	–	**26 845**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	39 060	15 975	8 355	9 675	1 680	3 725	385	195	485	50	**79 605**
Chaudière-Appalaches	99 000	64 085	34 555	37 680	6 060	16 405	2 100	860	3 185	410	**264 355**
Laval	82 265	71 910	29 410	42 960	11 270	26 250	3 930	1 095	5 370	680	**275 130**
Lanaudière	110 920	82 915	37 970	40 165	8 200	17 270	2 240	790	2 965	290	**303 760**
Laurentides	123 250	96 495	42 670	50 990	10 790	25 825	4 870	1 500	6 315	965	**361 035**
Montérégie	286 660	231 560	97 015	132 090	30 075	75 525	45 200	14 965	84 230	16 895	**1 014 830**
Centre-du-Québec	67 750	42 730	22 755	23 280	3 825	9 835	1 105	570	1 345	115	**173 325**
Ensemble du Québec	**1 915 400**	**1 437 090**	**629 360**	**847 675**	**188 665**	**532 545**	**81 200**	**28 590**	**144 475**	**27 340**	**5 832 350**

Source : Statistique Canada, Recensement 2001.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

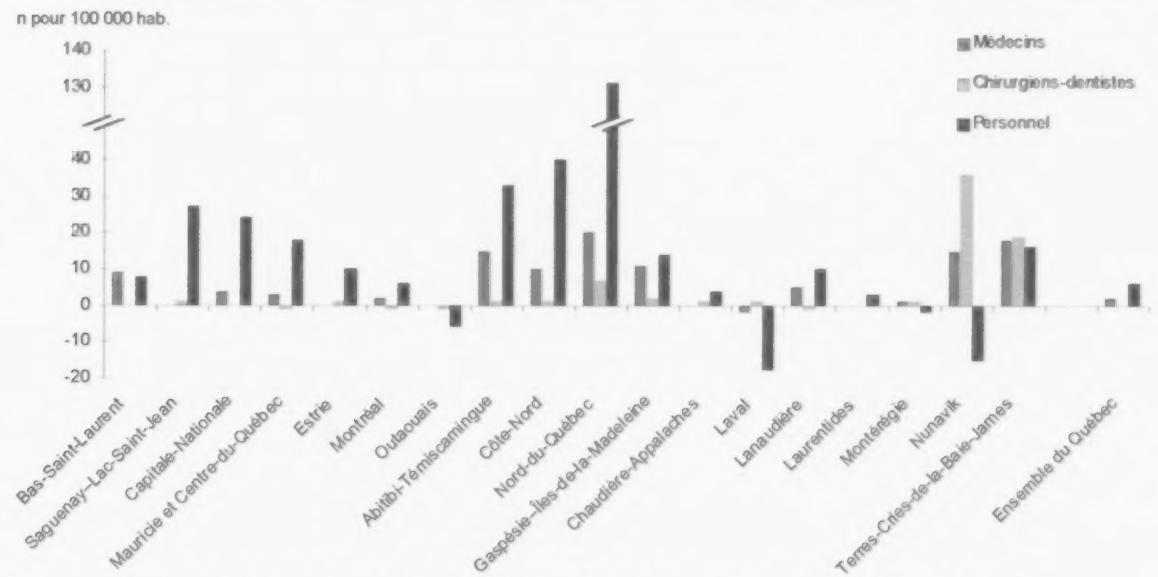
Personnel de la santé

En 2007 au Québec, le nombre de médecins a augmenté de 1,4 % et le taux de médecins pour 100 000 habitants de 2 pour cent mille, ce qui continue la croissance uniforme qui a débuté en 1999. Seule Laval connaît une décroissance de son taux (– 2 pour cent mille) et de son nombre (– 0,4 %) de médecins par rapport à 2006; le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches, bien que connaissant une légère baisse du nombre de médecins, ont un taux qui demeure identique en 2007. L'Abitibi-Témiscamingue se distingue quant à elle en ayant la plus forte hausse du nombre (+ 6,7 %) et la troisième plus forte du taux (+ 15 pour cent mille) de médecins, ce qui se perçoit autant chez les omnipraticiens que les spécialistes.

Pour ce qui est des chirurgiens-dentistes, le taux pour 100 000 habitants au Québec en 2007 demeure identique à celui de 2006, et continue la stabilité constatée depuis 1998. Les régions du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James qui connaissent la plus forte hausse pour leur nombre de chirurgiens-dentistes (+ 22,0 % et + 10,7 % chacune) et elles se démarquent aussi avec la croissance pour leur taux (+ 36 pour cent mille et + 19 pour cent mille). La Mauricie et le Centre-du-Québec, l'Outaouais et Lanaudière sont les trois seules régions qui ont un taux et un nombre de chirurgiens-dentistes ayant diminué par rapport à 2006.

Figure 10.1

Variation du taux pour 100 000 personnes des médecins et des chirurgiens-dentistes, 2006-2007, et du personnel directement affecté aux soins, 2005-2006, régions sociosanitaires et ensemble du Québec



Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars) pour le personnel directement affecté aux soins.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

On enregistre pour l'ensemble du Québec pour le personnel infirmier la même augmentation en 2006 qu'en 2005 (+ 1,1 %), ce qui poursuit la tendance d'une progression faible au cours des quatre dernières années. En 2006, cette croissance est plus évidente chez les infirmiers auxiliaires (+ 1,8 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 1,5 %) que chez les infirmiers (+ 0,7 %), phénomène que l'on peut remarquer depuis trois ans. Seule Laval connaît un recul de son nombre de personnel infirmier (– 1,8 %), notamment à cause des infirmiers (– 2,8 %) et des préposés aux bénéficiaires (– 2,7 %), et ce, malgré la forte hausse des infirmiers auxiliaires (+ 7,0 %). Pour 100 000 personnes, le taux du Québec est en hausse de 6 pour cent mille par rapport à 2005 et suit la même évolution lente mais positive que le nombre de personnel infirmier. Quatre régions se distinguent avec un recul de leur taux, soit Laval (– 18 pour cent mille), le Nunavik (– 15 pour cent mille), l'Outaouais (– 6 pour cent mille) et la Montérégie (– 2 pour cent mille).

Installations sociosanitaires

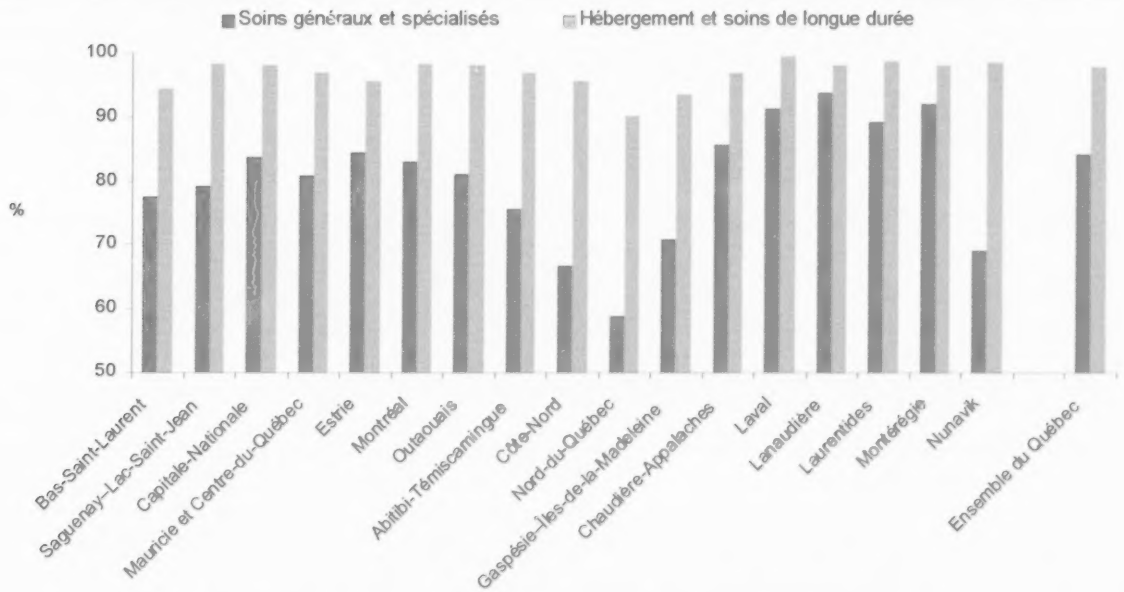
En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux inférieur à celui de la province (84,1 %) en 2006, notamment le Nord-du-Québec avec 58,9 %. À l'inverse, Lanaudière pointe en tête avec 92,1 %. Six régions ont vu leur taux diminué en 2006, en particulier la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 7,1 points de pourcentage). Le Bas-Saint-Laurent, le Nord-du-Québec et Chaudière-Appalaches ont connu en 2006 une baisse de leur taux d'occupation (– 2,9, – 7,0 et – 2,9 points respectivement) tandis que leur nombre d'usagers a augmenté (+ 3,3 %, + 13,0 % et + 1,1 % chacune). Pour Montréal, l'Abitibi-Témiscamingue et Lanaudière, la situation est opposée avec un nombre d'usagers en recul (– 1,2 %, – 19,9 % et – 1,8 % chacune), et un taux d'occupation en hausse (+ 0,8, + 2,4 et + 7,2 points respectivement). Au niveau provincial, autant le taux d'occupation (+ 0,8 point) que le nombre d'usagers (+ 0,4 %) ont progressé en 2006.

Aussi, pour une deuxième année consécutive, le nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés diminue au Québec (– 0,6 %), ce qui accentue la baisse du taux de lits dressés pour 100 000 personnes débutée en 2004 (– 2 pour cent mille en 2006). Lanaudière et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se distinguent en connaissant les plus fortes diminutions du taux (– 11 pour cent mille et – 13 pour cent mille chacune) et du nombre de lits dressés (– 7,3 % et – 5,8 % respectivement). À l'inverse, Chaudière-Appalaches affiche les hausses les plus fortes avec 8 pour cent mille pour le taux de lits dressés et 6,5 % pour le nombre.

Pour la situation dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux d'occupation des lits dressés supérieur à celui de la province (97,8 %) en 2006, notamment Laval avec 99,5 %. À l'inverse, le taux dans le Nord-du-Québec est nettement inférieur avec 90,2 %. Quatre régions ont vu leur taux diminué en 2006, en particulier Chaudière-Appalaches (– 1,1 point de pourcentage). Le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches et Lanaudière ont connu en 2006 une baisse de leur taux d'occupation (– 0,9, – 1,1 et – 0,1 point respectivement) alors que leur nombre d'usagers a augmenté (+ 1,6 %, + 4,9 % et + 11,6 % chacune). Pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Capitale-Nationale, les Laurentides, la Montérégie et le Nunavik, la situation est inversée. Au niveau provincial, autant le taux d'occupation (+ 0,5 point) que le nombre d'usagers (+ 0,3 %) ont progressé en 2006.

Également, durant six des sept dernières années le nombre de lits dressés a diminué au Québec (– 0,6 % en 2006), ce qui renforce la baisse du taux de lits dressés pour 100 000 personnes pour une septième année consécutive (– 6 pour cent mille). À l'exception du Nunavik, l'Outaouais se distingue avec les plus fortes diminutions du taux (– 15 pour cent mille) et du nombre de lits dressés (– 2,8 %). À l'inverse de la majorité des régions sociosanitaires, Lanaudière et Chaudière-Appalaches sont les seules qui affichent des hausses dépassant 7 pour cent mille pour le taux de lits dressés et 2,0 % pour le nombre.

Figure 10.2
Taux d'occupation des lits dressés selon l'unité de service, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006



Notes : 1. Depuis 2002, les données sont non disponibles pour la région des Terres-Cries-de-la-Baie-James.
2. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

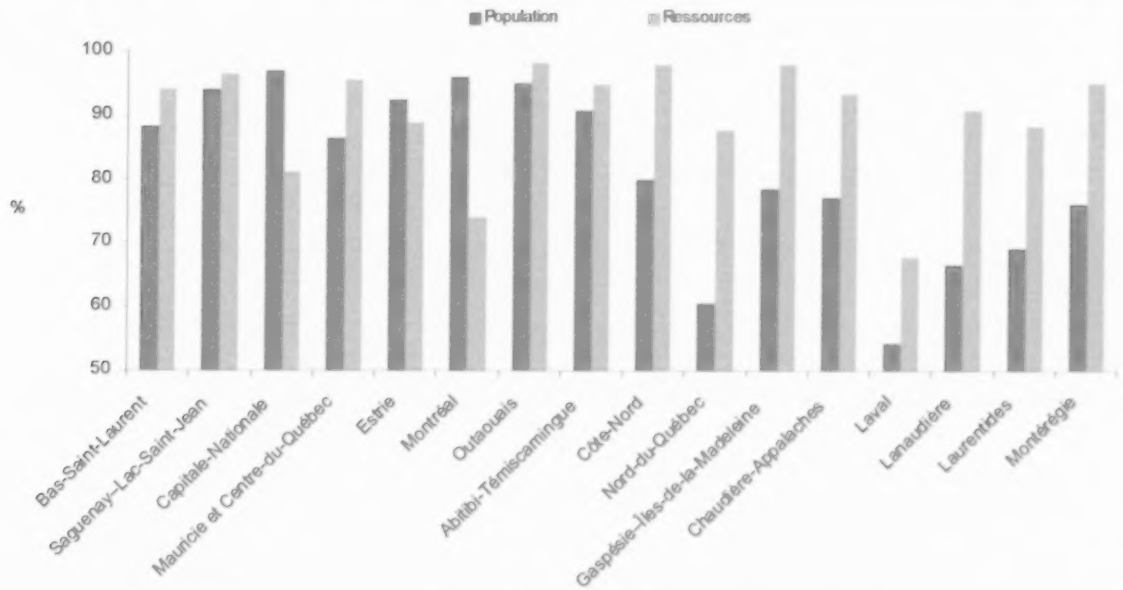
Indices de dépendance pour les coûts normalisés des services médicaux

Selon Mireault et Lemay (1999), l'indice de dépendance de la population est une mesure de la capacité d'une région de répondre aux demandes de service de sa population. Pour une région donnée, plus l'indice est élevé, plus celle-ci est capable de répondre aux demandes de services de sa population résidante. L'indice de dépendance de la population est aussi appelé taux de rétention (MSSS, 2008). Ainsi, en 2006, on remarque que les régions de la Capitale-Nationale (97,0 %), de Montréal (95,9 %) et de l'Outaouais (94,9 %) se distinguent par leur indice élevé par rapport à la majorité des régions du Québec. Laval (54,4 %) et le Nord-du-Québec (60,6 %) ont les indices les plus bas dans la province, ce qui indique qu'une grande partie de leur population respective va se procurer des soins de santé qui ne proviennent pas obligatoirement de leur région d'origine. On constate aussi que pour la grande majorité des régions sociosanitaires, l'indice de dépendance de la population envers les omnipraticiens est de loin supérieur à celui envers les spécialistes. Seules les régions de la Capitale-Nationale et de Montréal ont un rapport inversé, certainement dû à la grande concentration de spécialistes dans ces deux régions.

D'après Tousignant et autres (2000), l'indice de dépendance de la ressource est une mesure de la pression que subit une région à la suite des demandes de services provenant des autres régions. Pour une région, plus l'indice est faible, plus celle-ci tend à fournir des services aux personnes ne résidant pas dans la région (MSSS, 2008). De la sorte, en 2006, on s'aperçoit que l'Outaouais (98,0 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (97,9 %) et le Nord-du-Québec (97,8 %) ont les indices les plus élevés de toutes les régions sociosanitaires québécoises. À l'inverse, Montréal (74,0 %) et la Capitale-Nationale (81,2 %) possèdent les deux indices les plus faibles, indiquant logiquement qu'une grande partie des ressources sociosanitaires de ces régions sont utilisées pour une population ne provenant pas nécessairement de ladite région. Ce phénomène est d'autant plus évident quand on regarde le rapport entre les spécialistes et les omnipraticiens, où là encore, on remarque – à l'exception de Montréal et de la Capitale-Nationale – que l'indice de dépendance de la ressource envers les omnipraticiens est plus élevé que celui des spécialistes.

Figure 10.3

Indices de dépendance, coûts normalisés des services médicaux, régions sociosanitaires[1], 2006



1. Les données sont non disponibles pour les région du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Bibliographie

TOUSIGNANT, P., G. LAVOIE, L.R. POIRIER, D. LAMONTAGNE, M. DUPONT et D. ROY (2000). *L'impact de la transformation du réseau montréalais sur la santé : Résultats du monitorage*, Montréal, Direction de la santé publique, RRSSS de Montréal-Centre.

MIREAULT, J., et A. LEMAY (1999). *Analyses cliniques des hospitalisations de la population de ville de Laval et des patients de la Cité de la Santé de Laval*, Montréal, Association des hôpitaux du Québec, 113 p.

Tableau 10.1

Nombre de lits dressés et taux pour 100 000 personnes, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006

	Lits dressés					Taux pour 100 000 personnes				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	460	454	443	451	455	226	224	219	224	227
Saguenay–Lac-Saint-Jean	652	673	700	704	718	232	241	253	256	262
Capitale-Nationale	1 740	1 775	1 720	1 805	1 777	265	269	259	271	265
Mauricie et Centre-du-Québec	950	1 006	1 045	1 036	1 001	197	208	216	214	207
Estrie	665	682	682	681	676	226	230	228	226	223
Montréal	5 802	5 784	5 772	5 714	5 654	312	310	308	304	298
Outaouais	500	472	488	522	532	152	142	144	153	154
Abitibi-Témiscamingue	293	299	301	300	299	199	205	208	209	209
Côte-Nord	222	231	220	218	225	225	237	228	228	237
Nord-du-Québec	38	38	38	38	38	233	238	242	248	253
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	249	252	255	257	242	254	260	265	269	256
Chaudière-Appalaches	501	498	498	496	528	128	127	127	126	134
Laval	532	532	538	538	544	150	148	149	147	148
Lanaudière	456	476	537	522	484	114	117	130	126	115
Laurentides	748	752	733	725	723	156	154	147	143	141
Montérégie	1 778	1 821	1 828	1 791	1 794	134	136	136	132	131
Nunavik	32	40	17	..	15	320	395	166	..	143
Ensemble du Québec	**15 618**	**15 785**	**15 815**	**15 798**	**15 705**	**210**	**211**	**210**	**209**	**207**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Tableau 10.2

Nombre de lits dressés et taux pour 100 000 personnes, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006

	Lits dressés					Taux pour 100 000 personnes				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	1 369	1 342	1 316	1 347	1 345	673	662	652	669	671
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 295	1 311	1 282	1 290	1 285	460	470	463	468	469
Capitale-Nationale	4 440	4 351	4 313	4 185	4 118	676	659	649	627	615
Mauricie et Centre-du-Québec	2 776	2 765	2 751	2 745	2 743	574	572	568	567	566
Estrie	1 706	1 671	1 664	1 604	1 574	581	564	557	533	520
Montréal	14 322	14 390	14 325	14 461	14 361	770	771	765	768	758
Outaouais	1 358	1 407	1 420	1 378	1 340	414	422	420	403	388
Abitibi-Témiscamingue	696	694	726	719	720	472	475	501	500	504
Côte-Nord	398	395	406	436	427	404	405	421	456	450
Nord-du-Québec	32	32	32	32	32	196	200	204	209	213
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	639	633	636	617	611	653	652	660	646	645
Chaudière-Appalaches	2 209	2 232	2 230	2 165	2 209	564	568	566	549	559
Laval	1 444	1 444	1 447	1 460	1 452	408	403	399	399	394
Lanaudière	1 655	1 656	1 599	1 667	1 712	412	407	388	401	408
Laurentides	1 879	1 880	1 899	1 900	1 901	391	384	381	376	371
Montérégie	5 366	5 474	5 396	5 439	5 371	405	410	401	401	394
Nunavik	18	10	25	25	10	180	99	244	241	95
Ensemble du Québec	**41 602**	**41 687**	**41 467**	**41 470**	**41 211**	**559**	**557**	**551**	**548**	**542**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Tableau 10.3

Médecins et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007

	Médecins					Taux pour 100 000 personnes				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	421	422	423	432	450	208	209	210	216	225
Saguenay–Lac-Saint-Jean	467	477	486	500	498	167	172	176	182	182
Capitale-Nationale	1 830	1 847	1 892	1 906	1 938	277	278	284	285	289
Mauricie et Centre-du-Québec	703	730	756	777	788	145	151	156	160	163
Estrie	706	705	731	744	748	238	236	243	246	246
Montréal	5 552	5 606	5 617	5 617	5 686	298	299	298	296	298
Outaouais	501	508	517	513	516	150	150	151	148	148
Abitibi-Témiscamingue	281	277	291	299	319	192	191	202	209	224
Côte-Nord	197	199	209	217	225	202	206	219	229	239
Nord-du-Québec	34	36	41	43	45	213	230	267	287	307
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	249	248	249	263	271	257	258	261	278	289
Chaudière-Appalaches	617	615	629	642	641	157	156	159	162	162
Laval	508	514	524	534	532	142	142	143	145	143
Lanaudière	535	542	565	567	591	131	132	136	135	140
Laurentides	676	682	678	699	703	138	137	134	136	136
Montérégie	1 905	1 938	1 977	2 002	2 022	143	144	146	147	148
Nunavik	42	43	40	40	42	415	420	386	381	396
Terres-Cries-de-la-Baie-James	40	38	45	46	49	296	277	323	326	344
Ensemble du Québec	**15 267**	**15 427**	**15 670**	**15 841**	**16 062**	**204**	**205**	**207**	**208**	**210**

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Tableau 10.4

Chirurgiens-dentistes et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007

	Chirurgiens-dentistes					Taux pour 100 000 personnes				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	63	63	61	60	59	31	31	30	30	30
Saguenay–Lac-Saint-Jean	102	103	105	105	107	37	37	38	38	39
Capitale-Nationale	311	317	329	348	349	47	48	49	52	52
Mauricie et Centre-du-Québec	160	162	167	170	166	33	33	34	35	34
Estrie	109	115	115	115	119	37	38	38	38	39
Montréal	1 232	1 238	1 235	1 280	1 281	66	66	66	68	67
Outaouais	111	116	110	109	107	33	34	32	32	31
Abitibi-Témiscamingue	46	41	42	41	42	31	28	29	29	30
Côte-Nord	31	36	33	43	43	32	37	35	45	46
Nord-du-Québec	5	4	3	4	5	31	26	20	27	34
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27	31	22	26	27	28	32	23	27	29
Chaudière-Appalaches	122	124	132	135	138	31	31	33	34	35
Laval	153	165	172	197	202	43	46	47	53	54
Lanaudière	144	142	148	150	149	35	34	36	36	35
Laurentides	193	189	194	190	191	39	38	38	37	37
Montérégie	536	539	549	551	557	40	40	40	40	41
Nunavik	4	5	8	18	22	40	49	77	171	207
Terres-Cries-de-la-Baie-James	11	12	8	28	31	81	87	57	198	217
Ensemble du Québec	**3 360**	**3 402**	**3 433**	**3 581**	**3 601**	**45**	**45**	**45**	**47**	**47**

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Tableau 10.5

Personnel directement affecté aux soins et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2002-2006

	Personnel directement affecté aux soins					Taux pour 100 000 personnes				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	2 464	2 501	2 510	2 520	2 525	1 211	1 234	1 243	1 252	1 260
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 783	2 837	2 930	2 999	3 059	989	1 017	1 058	1 089	1 116
Capitale-Nationale	9 653	9 720	9 774	9 865	10 062	1 471	1 472	1 472	1 479	1 503
Mauricie et Centre-du-Québec	4 841	4 848	4 942	4 971	5 059	1 002	1 002	1 021	1 026	1 044
Estrie	3 474	3 599	3 652	3 725	3 779	1 182	1 214	1 222	1 238	1 248
Montréal	26 966	26 912	26 885	27 094	27 371	1 449	1 442	1 435	1 439	1 445
Outaouais	2 616	2 736	2 662	2 823	2 830	797	820	787	825	819
Abitibi-Témiscamingue	1 581	1 595	1 602	1 632	1 670	1 072	1 092	1 106	1 135	1 168
Côte-Nord	993	996	1 034	1 015	1 045	1 007	1 022	1 072	1 062	1 102
Nord-du-Québec	149	162	159	167	183	914	1 013	1 014	1 089	1 220
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 233	1 260	1 285	1 278	1 280	1 260	1 298	1 334	1 338	1 352
Chaudière-Appalaches	3 614	3 697	3 759	3 809	3 834	922	941	955	966	970
Laval	2 397	2 494	2 568	2 637	2 590	677	696	709	721	703
Lanaudière	2 771	2 927	2 966	2 996	3 062	690	719	720	720	730
Laurentides	3 521	3 656	3 749	3 791	3 854	733	746	752	749	752
Montérégie	9 314	9 623	9 808	9 836	9 859	703	720	728	725	723
Nunavik	181	194	212	226	227	1 811	1 918	2 069	2 178	2 163
Terres-Cries-de-la-Baie-James	135	140	148	148	152	1 019	1 037	1 077	1 061	1 077
Ensemble du Québec	**78 685**	**79 898**	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**1 057**	**1 067**	**1 071**	**1 078**	**1 084**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

Tableau 10.6

Indices de dépendance, coûts normalisés des services médicaux, régions sociosanitaires[1] et ensemble du Québec, 2002-2006

	Population						Ressources					
	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 06-05	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 06-05
	%					Point de pourcentage	%					Point de pourcentage
Bas-Saint-Laurent	87,1	86,8	87,7	87,7	88,3	0,6	94,0	94,1	94,1	94,0	94,0	0,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	94,6	94,6	94,5	94,2	93,9	-0,3	96,1	96,2	96,2	96,3	96,5	0,2
Capitale-Nationale	97,1	97,2	97,1	97,1	97,0	-0,1	82,1	81,6	81,5	81,3	81,2	-0,1
Mauricie et Centre-du-Québec	86,5	86,3	85,7	86,2	86,3	0,1	95,6	95,9	95,8	95,7	95,5	-0,2
Estrie	92,6	92,5	92,5	92,6	92,4	-0,2	90,6	90,3	89,5	89,3	88,8	-0,5
Montréal	95,8	95,7	95,8	95,8	95,9	0,1	75,7	75,2	74,8	74,6	74,0	-0,6
Outaouais	95,6	95,8	95,5	95,2	94,9	-0,3	97,3	98,0	97,9	98,0	98,0	0,0
Abitibi-Témiscamingue	91,4	91,0	90,7	90,7	90,6	-0,1	94,9	94,6	94,8	94,9	94,8	-0,1
Côte-Nord	79,0	80,1	79,7	80,3	79,9	-0,4	97,6	97,7	97,5	97,7	97,8	0,1
Nord-du-Québec	49,4	53,6	62,8	60,7	60,6	-0,1	87,3	87,5	87,6	88,2	87,6	-0,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	77,9	77,6	78,6	78,4	78,5	0,1	97,9	97,7	97,7	98,0	97,9	-0,1
Chaudière-Appalaches	78,0	77,4	77,6	77,5	77,0	-0,5	93,2	92,8	93,5	93,5	93,3	-0,2
Laval	55,2	54,8	54,5	54,5	54,4	-0,1	69,1	68,4	68,1	68,1	67,7	-0,4
Lanaudière	66,6	65,8	66,2	66,5	66,5	0,0	90,8	90,7	90,6	90,8	90,6	-0,2
Laurentides	69,8	70,4	70,2	69,7	69,1	-0,6	86,9	88,1	88,0	88,1	88,2	0,1
Montérégie	76,6	76,7	76,5	76,6	76,1	-0,5	94,7	94,6	94,9	95,0	95,0	0,0
Ensemble du Québec	**85,0**	**84,9**	**84,8**	**84,7**	**84,5**	**-0,2**	**85,0**	**84,9**	**84,8**	**84,7**	**84,5**	**-0,2**

1. Les données sont non disponibles pour les région du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2008.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Comment se compare l'offre culturelle entre les différentes régions du Québec ? À quel degré cette offre est-elle concentrée dans les régions centrales ? Est-ce que la demande culturelle se répartie de la même façon que l'offre culturelle sur le territoire québécois ? Ce texte a pour objectif de répondre à ces questions, en étudiant l'évolution de l'offre et de la demande culturelle entre 2003 et 2007 à partir d'une série d'indicateurs culturels tirés des données de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) depuis sa création. Essentiellement, nous proposons de mettre en adéquation l'offre et la demande culturelles, tout en tenant compte de la taille démographique des différentes régions.

Pour analyser l'offre et la demande, quatre domaines de la culture ont été identifiés, soit les arts de la scène, la muséologie, le cinéma et les bibliothèques. Pour chacun des domaines, un indicateur de l'offre culturelle et un indicateur de la demande culturelle a été sélectionné. Les résultats présentés sont pondérés selon la taille de la population de chacune des régions. En procédant ainsi, il est possible de comparer les résultats de régions de taille différente.

Comme les résultats d'une région sont souvent liés à sa position géographique par rapport aux grandes villes que sont Québec et Montréal, les 17 régions administratives ont été regroupées en 3 blocs régionaux, en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux villes de Montréal et Québec : les régions centrales, les régions intermédiaires situées en périphéries des régions centrales et les régions éloignées situées en périphéries des régions centrales et les régions éloignées.

Évolution de l'offre culturelle au Québec

Pour les fins de l'analyse, quatre indicateurs de l'offre culturelle ont été retenus, soit les représentations des arts de la scène, la présence d'institutions muséales, les projections cinématographiques et les livres disponibles dans les bibliothèques publiques autonomes. À noter que pour les données sur les représentations des arts de la scène (2004-2007) et les livres dans les bibliothèques (2003-2006), les données disponibles sont limitées à une période de 4 ans.

Les représentations payantes en arts de la scène

En 2004 et 2007, les régions centrales sont demeurées celles où le nombre de représentations payantes en arts de la scène par habitants est le plus élevé (39,0 représentations par 10 000 habitants), Montréal arrivant première à ce chapitre au Québec. À l'opposé, les régions intermédiaires ont eu le plus faible nombre de représentations par habitant. (10,9), les résultats les plus bas se retrouvant dans les régions de Laval et Laurentides (9,4) et Montérégie (10,0). Entre 2004 et 2007, ce sont les régions intermédiaires qui ont connu la plus forte hausse du nombre de représentations par habitant (+ 3,7 %), en particulier la région de Chaudière-Appalaches (+ 15,1 %) et la Montérégie (+ 13,2 %). Notons aussi que des régions comme la Mauricie (+ 49,6 %) et l'Estrie (+ 30,6 %) ont connu des hausses importances du nombre de représentations par habitant.

Les institutions muséales en activité

Les régions éloignées étaient, en 2003 et 2007, les endroits au Québec avec le nombre d'institutions muséales en activité par habitant le plus élevé (1,0 par 10 000 habitants), en particulier dans le Bas-Saint-Laurent (1,7) et en Abitibi-Témiscamingue (1,4). Les régions intermédiaires arrivaient au dernier rang des blocs régionaux (0,3 par 10 000 habitants), les régions de Laval et Laurentides se trouvant au dernier rang des régions (0,2). À noter que des régions comme Laval et les Laurentides ont connu de fortes hausses de leur population (respectivement + 5,5 % et + 7,1 % entre 2003 et 2007) contribuant à faire diminuer le nombre d'institutions muséales par habitant, ce genre d'infrastructure ne pouvant être rapidement mis en place pour répondre à la demande du milieu. Ce sont les régions éloignées qui ont connu la plus importante hausse entre 2003 et 2007 (+ 4,7 %), en particulier la région du Bas-Saint-Laurent (+ 13,7 %) et du Centre-du-Québec (+ 11,9 %).

Les projections cinématographiques

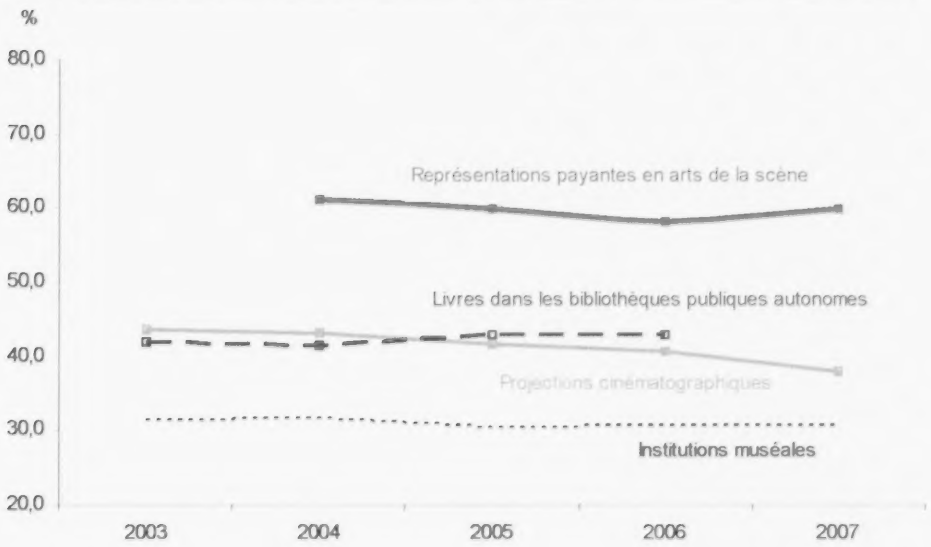
Les régions centrales sont celles, en 2003 et 2007, où le nombre de projections cinématographiques par habitant est le plus élevé au Québec (1 424 par 10 000 habitants en 2007), la région de Montréal arrivant au premier rang. Les régions éloignées se situaient au dernier rang, avec un nombre de projections par habitant deux fois moins élevé que celui des régions centrales, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine fermant la marche (296 par 10 000 habitants en 2007). Entre 2003 et 2007, le nombre de projections était en croissance dans les régions éloignées de l'Estrie (+ 33,6 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 48,5 %). Le bloc des régions centrales connaissait pour sa part une baisse (– 10,1 %) en raison d'une forte diminution dans la Capitale-Nationale (– 33,9 %).

Les livres dans les bibliothèques publiques autonomes

Les régions centrales sont celles, en 2003 et en 2006, où le nombre de livres disponibles dans les bibliothèques publiques autonomes du Québec par habitant était le plus élevé au Québec (28 084 livres par 10 000 habitants en 2006). La région de Montréal arrivait au 1er rang au niveau provincial, en raison de l'inclusion des données de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, qui a accueilli, lors de son ouverture, une partie de la collection de la Bibliothèque de Montréal. Les régions du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine font figure d'exception, avec des résultats très en deçà des autres régions du Québec. Entre 2003 et 2006, le bloc de régions intermédiaires a connu la plus faible hausse du nombre de livres par habitant (+ 4,6 %), une partie de l'explication se trouvant dans sa forte croissance démographique (+ 6,5 %), les régions de Laval et Laurentides connaissant même une décroissance du nombre de livres par habitant durant cette période (– 3,0 %). À l'autre bout du prisme, les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (16,1 %), de Montréal (15,5 %) et de l'Estrie (14,0 %) ont connu les croissances les plus élevées.

Figure 11.1

Évolution de la proportion de l'offre culturelle se retrouvant dans les régions centrales[1], selon le type de produits culturels, Québec, 2003-2007



1. Les régions centrales comprennent la région de la Capitale-Nationale et la région de Montréal.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Évolution de la demande culturelle au Québec

Pour les fins de l'analyse, quatre indicateurs de la demande culturelle ont été retenus, soit l'assistance aux arts de la scène, les visiteurs dans les institutions muséales, l'assistance aux projections cinématographiques et les prêts dans les bibliothèques publiques autonomes. La demande culturelle est ainsi calculée en fonction de la consommation culturelle dans une région donnée et non selon le lieu de résidence du consommateur.

L'assistance aux représentations payantes en arts de la scène

En 2004 et 2007, l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène par habitant dans les régions centrales a été près de 4 fois plus élevée que dans le reste du Québec (18 079 spectateurs contre 4 780 spectateurs, par 10 000 habitants, en 2007). Probablement en raison de l'attraction des salles de spectacles situées dans les régions centrales, ce sont les régions intermédiaires qui, en 2007, avaient le taux de spectateurs par 10 000 habitants le moins élevé, la région de Chaudière-Appalaches arrivant à l'avant-dernier rang à ce chapitre, devant le Nord-du-Québec. Entre 2004 et 2007, ce sont tout de même les régions intermédiaires qui ont connu la plus forte croissance du nombre de spectateurs par 10 000 habitants (+ 14,7 %), grâce aux performances des régions de Chaudière-Appalaches (+ 29,7 %) et de la Montérégie (+ 27,8 %). Outre ces régions, le Bas-Saint-Laurent (+ 67,6 %) et la Mauricie ont connu les croissances les plus élevées alors que l'Outaouais (– 36,0 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 22,4%) ont connu les plus fortes baisses.

Les visiteurs dans les institutions muséales

En 2003 et 2007, ce sont dans les régions centrales que le nombre de visiteurs par habitant dans les institutions muséales a été le plus élevé (28 089 par 10 000 habitant en 2007), la Capitale-Nationale arrivant au deuxième rang des régions du Québec. À la fois en 2003 et en 2007, les régions intermédiaires sont celles qui ont accueilli le moins de visiteurs par habitant dans leurs institutions muséales (5 205 visiteurs par 10 000 habitants en 2007), Lanaudière se situant au dernier rang au Québec. Comme dans le cas de l'assistance aux représentations en arts de la scène, nous pouvons présumer que la population des régions intermédiaires a l'habitude de se déplacer dans les régions centrales, où sont situées quatre des cinq grands musées, quand elle souhaite faire une activité de muséologie. Cependant, même si entre 2003 et 2007, tous les blocs régionaux ont connu une baisse du nombre de visiteurs par habitant, ce sont les régions intermédiaires qui s'en sont le mieux tiré avec la plus faible décroissance (– 2,4 %), en raison de la performance de la Montérégie (+ 12,6 %). À l'opposée, les régions éloignées ont connu la plus forte décroissance (– 6,9 %), en particulier les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 24,6 %) et de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 18,8 %).

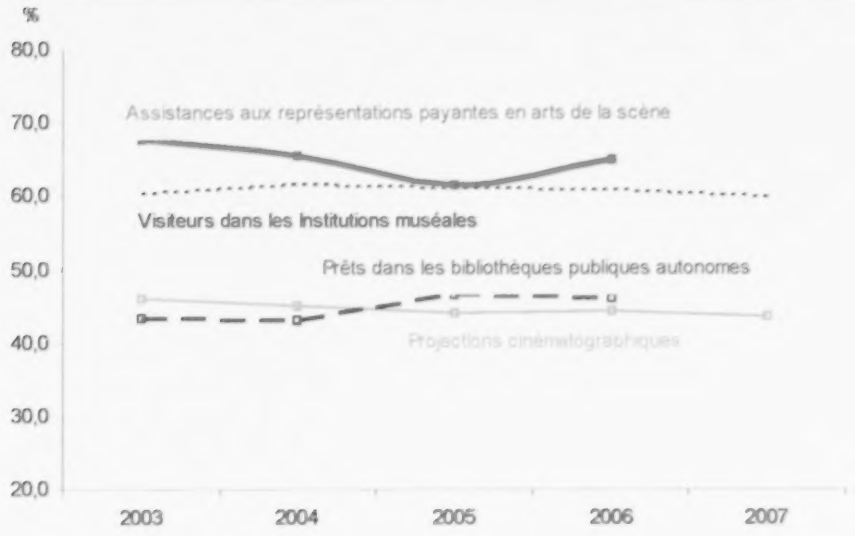
L'assistance aux projections cinématographiques

En 2007 comme en 2003, Montréal (40 433 par 10 000 habitants en 2007) et la Capitale-Nationale (39 408 par 100 000 habitants) sont restées les régions où l'assistance aux projections cinématographiques par habitant est la plus élevée en 2007. Entre 2003 et 2007, toutes les régions sans exception connaissent une baisse de l'assistance. Les régions centrales ont été durement touchées par cette chute généralisée (– 21,7 %), en particulier la région de la Capitale-Nationale (– 26,1 %).

Les prêts dans les bibliothèques publiques autonomes

Les régions centrales étaient au 1er rang en 2003 et 2006 pour le nombre de prêts par habitant dans les bibliothèques publiques autonomes (73 768 prêts par 10 000 habitants en 2006), la région de Montréal devançant la Capitale-Nationale sur cette période. Les régions éloignées sont celles qui avaient le moins de prêts par habitant (38 432 par 10 000 habitants en 2006), le Nord-du-Québec (6 057 par 10 000 habitants) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (3 660 par habitant) étant les régions où ce nombre est le moins élevé. De 2003 à 2006, les régions centrales ont connu la plus forte croissance du nombre de prêts par habitants, en raison de la forte croissance de Montréal (22,4 %) qui s'explique par la création de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. À l'opposé, le nombre de prêts dans les régions intermédiaires a connu une décroissance (– 1,4 %), particulièrement la région de Chaudière-Appalaches (– 13,4 %).

Figure 11.2
Évolution de la proportion de la demande culturelle se retrouvant dans les régions centrales[1], selon le type de produits culturels, Québec, 2003-2007



1. Les régions centrales comprennent la région de la Capitale-Nationale et la région de Montréal.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Relations entre l'offre et la demande

Avec le tiers de la population du Québec qui habite dans le bloc de régions centrales, les données de 2003 à 2007 indiquent que la part québécoise de l'offre culturelle se trouvant dans ces régions a toujours été supérieure à la proportion de la population. Ainsi, en 2007, 59,9 % des représentations payantes en arts de la scène, 42,8 % des livres des bibliothèques publiques autonomes (données de 2006) et 37,9 % des projections cinématographiques ont été offerts dans les régions centrales. Les institutions muséales en activité font office d'exception, avec 30,6 % de ceux-ci situées dans les régions centrales. De façon générale, ces données ont connu peu de variation depuis 2003.

Malgré une certaine concentration de l'offre culturelle dans les régions centrales, les régions éloignées se distinguent par une offre culturelle par habitant en plus forte croissance entre 2003 et 2007. Ce bloc régional arrive systématiquement au 1er ou au 2ème rang pour le taux de croissance de l'offre selon l'indicateur considéré.

La demande culturelle est aussi concentrée dans le bloc des régions centrales. En 2007, quel que soit l'indicateur retenu, la demande est demeurée supérieure, en proportion, à la population de ces régions. En effet, 65,2 % de l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène, 59,8 % des visites dans les institutions muséales, 46,1 % des prêts dans les bibliothèques publiques autonomes (données de 2006) et 43,5 % de l'assistance aux projections cinématographiques provenaient des régions centrales. Ces proportions ont connu peu de variation entre 2003 et 2007, si ce n'est une légère hausse de la clientèle dans les institutions muséales et une baisse, entre 2003 et 2006, de l'assistance aux représentations payantes des arts de la scène (graphique 11.2).

L'analyse de l'évolution de la demande de 2003 à 2007 ne permet pas d'identifier un bloc régional qui se démarque par une croissance plus élevée dans une majorité d'indicateurs. Selon l'indicateur observé, le bloc régional ayant connu la plus forte croissance sera différent.

Afin d'affiner l'analyse, il est intéressant de comparer, pour un bloc de régions, l'offre et la demande pour un domaine culturel donné afin de voir les disparités. Par exemple, en 2007, les régions centrales ont présenté 59,9 % des représentations et ont accueilli 65,2 % de l'assistance aux spectacles dans le domaine des arts de la scène au Québec. Les plus grands écarts entre l'offre et la demande se retrouvent dans le domaine de la muséologie, avec les régions centrales qui accueillent 30,6 % des institutions muséales en activité au Québec mais reçoivent 59,8 % des visiteurs. Dans ce cas-ci, cet écart entre l'offre et la demande s'explique par la concentration des grandes institutions nationales dans les régions centrales. Ces institutions, de par leur renommée qui va au-delà de leur région, ont la capacité d'attirer des gens venant de l'ensemble du Québec et de l'étranger. À l'opposé, les régions éloignées avaient sur leur territoire, en 2007, 46,3 % des institutions muséales en activité, qui accueillaient 26,4 % des visiteurs au Québec.

Par rapport à leur poids démographique, les régions centrales maintiennent une offre et une demande culturelle plus élevées, les régions éloignées ont, à l'exception de l'offre d'institutions muséales, une offre et une demande plus basse. Les régions intermédiaires, que l'on peut associer à la banlieue des grands centres urbains, ont, en particulier pour les arts de la scène et les institutions muséales, une offre et une demande très en deçà de leur poids démographique, leur population étant fortement drainée vers les régions centrales, où sont situés les pôles culturels.

Il faut rappeler ici que la pondération de l'offre culturelle par la taille de la population défavorise peut-être les régions en forte croissance démographique, comme les régions intermédiaires, où les infrastructures culturelles n'ont pas eu le temps de s'ajuster aux nouveaux arrivants et eux de s'approprier ces infrastructures. Une autre hypothèse pourrait être qu'une certaine proportion de la population vivant dans les régions en banlieue des grands centres urbains ont choisi leur lieu d'habitation en fonction des espaces verts, de la tranquillité de la banlieue et du coût abordable des habitations, mais qu'ils continuent tout de même de sortir dans les grands centres pour leurs loisirs culturels.

Si dans les régions éloignées, l'offre est plus élevé que la demande, quelque soit le domaine culturel, dans les régions centrales, c'est plutôt la demande qui est toujours plus élevée que l'offre. La population des régions intermédiaires se déplace dans les grands centres urbains que sont Montréal et Québec pour ses besoins en culture, ce qui fait augmenter la demande dans les régions centrales et diminuer cette demande dans les régions intermédiaires.

En conclusion, nous venons de voir que l'offre et la demande culturelles ne sont pas réparties uniformément sur le territoire québécois en fonction du poids démographique de chaque région mais sont influencées par une série de facteurs, comme la présence d'une grande ville et de son pôle culturel, en plus de s'influencer mutuellement entre elles.

Tableau 11.1

Évolution de différents indicateurs de l'offre culturelle par 10 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2003, 2004, 2006 et 2007

	Représentations payantes en arts de la scène			Institutions muséales en activité			Projections cinématographiques[1]			Livres dans les bibliothèques publiques autonomes		
	2004	2007	Var. 07/04	2003	2007	Var. 07/03	2003	2007	Var. 07/03	2003	2006	Var. 06/03
	n		%	n		%	n		%	n		%
Régions centrales	**38,8**	**39,0**	**0,6**	**0,5**	**0,5**	**1,7**	**1 585**	**1 424**	**-10,1**	**24 706**	**28 084**	**13,7**
Capitale-Nationale	30,4	29,5	-2,9	1,0	1,0	-5,2	1 745	1 154	-33,9	18 346	19 763	7,7
Montréal	41,7	42,4	1,6	0,3	0,3	8,5	1 529	1 522	-0,5	26 944	31 065 [2]	15,3
Régions intermédiaires	**10,5**	**10,9**	**3,7**	**0,3**	**0,3**	**0,8**	**1 162**	**x**	**...**	**18 736**	**19 607**	**4,6**
Chaudière-Appalaches	9,8	11,3	15,1	0,7	0,7	5,5	816	847	3,8	11 508	11 983	4,1
Laval et Laurentides	10,1	9,4	-7,6	0,2	0,2	-12,3	1 318	x	...	20 288	19 687	-3,0
Lanaudière	17,2	16,3	-5,5	0,3	0,3	-1,0	1 236	1 083	-12,4	14 945	16 811	12,5
Montérégie	8,8	10,0	13,2	0,3	0,3	5,5	1 140	1 222	7,1	21 018	22 611	7,6
Régions éloignées	**15,8**	**16,1**	**2,2**	**0,9**	**1,0**	**4,7**	**875**	**x**	**...**	**15 496**	**17 190**	**10,9**
Bas-Saint-Laurent	14,4	17,4	20,5	1,5	1,7	13,7	685	828	20,8	12 624	14 655	16,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	14,7	14,0	-4,7	0,6	0,7	7,9	752	772	2,7	20 296	23 041	13,5
Mauricie	9,8	14,7	49,6	0,9	0,8	-5,2	x	1 205	...	19 286	21 715	12,6
Estrie	15,7	20,5	30,6	0,8	0,8	5,9	1 046	1 397	33,6	11 823	13 479	14,0
Outaouais	19,1	11,4	-40,1	0,3	0,3	5,8	1 161	1 386	19,4	15 519	16 657	7,3
Abitibi-Témiscamingue	14,0	14,9	6,4	1,4	1,4	0,6	700	1 040	48,5	20 974	23 499	12,0
Côte-Nord	21,3	26,1	22,9	x	x	...	x	x	...	21 872	22 457	2,7
Nord-du-Québec	6,0	6,1	2,2	x	x	...	x	x	...	6 035	6 859	13,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23,2	26,4	13,7	2,9	3,0	5,0	244	296	21,3	2 748	3 097	12,7
Centre-du-Québec	17,5	14,4	-17,5	0,6	0,7	11,9	x	1 202	...	13 415	14 493	8,0
Ensemble du Québec	**21,4**	**21,5**	**0,7**	**0,5**	**0,6**	**2,1**	**1 229**	**1 244**	**1,2**	**19 900**	**21 797**	**9,5**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale ainsi que Montréal	12,6	12,9	2,6	0,6	0,6	2,1	1 048	1 154	10,2	17 448	18 665	7,0

1. Les données ne concernent que les projections dans les cinémas; elles n'incluent pas celles dans les ciné-parcs.
2. Les données de 2006 incluent les livres de la Grande bibliothèque du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.2

Évolution de différents indicateurs de l'offre culturelle par 10 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007

	Assistance aux représentations payantes en arts de la scène			Visiteurs dans les institutions muséales			Assistance aux projections cinématographiques[1]			Prêts dans les publiques autonomes		
	2004	2007	Var. 07/04	2003	2007	Var. 07/03	2003	2007	Var. 07/03	2003	2006	Var. 06/03
	n		%	n		%	n		%	n		%
Régions centrales	**18 665**	**18 079**	**-3,1**	**29 589**	**28 089**	**-5,1**	**51 630**	**40 433**	**-21,7**	**64 061**	**73 768**	**15,2**
Capitale-Nationale	15 135	14 372	-5,0	37 812	33 613	-11,1	53 320	39 408	-26,1	59 903	55 735	-6,8
Montréal	19 917	19 417	-2,5	26 695	26 095	-2,2	51 035	40 803	-20,0	65 536	80 228 [2]	22,4
Régions intermédiaires	**3 730**	**4 280**	**14,7**	**5 332**	**5 205**	**-2,4**	**34 915**	**x**	**...**	**46 408**	**45 760**	**-1,4**
Chaudière-Appalaches	2 168	2 813	29,7	5 967	4 260	-28,6	17 518	14 941	-14,7	33 454	28 978	-13,4
Laval et Laurentides	3 922	3 902	-0,5	2 800	2 101	-25,0	46 878	x	...	55 558	55 847	0,5
Lanaudière	6 831	7 321	7,2	2 565	1 839	-28,3	37 083	28 240	-23,8	35 519	37 183	4,7
Montérégie	3 111	3 977	27,8	7 596	8 556	12,6	31 748	27 645	-12,9	47 696	46 742	-2,0
Régions éloignées	**5 626**	**5 572**	**-1,0**	**16 995**	**15 823**	**-6,9**	**24 492**	**x**	**...**	**36 531**	**38 432**	**5,2**
Bas-Saint-Laurent	3 018	5 059	67,6	13 764	10 372	-24,6	18 018	15 706	-12,8	25 315	25 153	-0,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 083	4 723	-22,4	11 287	11 656	3,3	23 706	21 267	-10,3	44 656	57 997	29,9
Mauricie	4 771	6 801	42,6	14 993	12 219	-18,5	x	25 713	...	40 967	45 170	10,3
Estrie	6 003	6 594	9,8	7 595	7 327	-3,5	28 029	26 626	-5,0	35 947	36 057	0,3
Outaouais	7 919	5 066	-36,0	42 010	39 086	-7,0	35 761	29 092	-18,6	44 055	41 920	-4,8
Abitibi-Témiscamingue	4 143	4 407	6,4	9 216	10 150	10,1	17 986	17 646	-1,9	50 194	47 946	-4,5
Côte-Nord	5 234	6 009	14,8	x	x	...	x	x	...	38 086	35 446	-6,9
Nord-du-Québec	1 160	1 188	2,4	x	x	...	x	x	...	7 129	6 057	-15,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 411	4 503	32,0	35 899	29 138	-18,8	6 653	6 139	-7,7	3 421	3 660	7,0
Centre-du-Québec	7 316	6 838	-6,5	5 710	7 401	29,6	x	24 735	...	30 981	32 383	4,5
Ensemble du Québec	**9 249**	**9 179**	**-0,8**	**16 597**	**15 526**	**-6,5**	**37 819**	**30 723**	**-18,8**	**49 769**	**53 166**	**6,8**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale ainsi que Montréal	4 479	4 780	6,7	9 968	9 316	-6,5	30 772	25 924	-15,8	42 482	42 906	1,0

1. Les données ne concernent que les projections dans les cinémas; elles n'incluent pas celles dans les ciné-parcs.
2. Les données de 2006 incluent les livres de la Grande bibliothèque du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.3

Répartition de l'offre et de la demande culturelle selon les régions et le type de produits culturels, Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			%		
Régions centrales					
Population	33,8	33,6	33,4	33,2	33,1
Arts de la scène					
Représentations payantes	..	61,0	59,8	58,0	59,9
Assistance aux représentations	..	67,9	65,4	61,6	65,2
Institutions muséales					
Institutions muséales en activité	31,4	31,5	30,4	30,6	30,6
Clientèle totale	60,2	61,6	61,1	60,8	59,8
Cinéma					
Projections	43,6	43,1	41,6	40,7	37,9
Assistance	46,1	45,0	44,1	44,5	43,5
Bibliothèque publiques autonomes					
Livres	41,9	41,5	42,8	42,8	..
Prêts	43,5	43,2	46,6	46,1	..
Régions intermédiaires					
Population	39,9	40,2	40,5	40,8	41,0
Arts de la scène					
Représentations payantes	..	19,7	20,1	21,2	20,7
Assistance aux représentations	..	16,2	17,5	18,8	19,1
Institutions muséales					
Institutions muséales en activité	22,8	22,6	22,9	22,7	23,1
Clientèle totale	12,8	12,1	12,1	12,7	13,7
Cinéma					
Projections	37,7	36,7	37,8	38,1	x
Assistance	36,8	37,2	37,6	37,1	x
Bibliothèque publiques autonomes					
Livres	37,6	37,6	36,6	36,7	..
Prêts	37,2	37,3	35,5	35,1	..
Régions éloignées					
Population	26,3	26,2	26,1	26,0	25,9
Arts de la scène					
Représentations payantes	..	19,3	20,1	20,8	19,4
Assistance aux représentations	..	15,9	17,1	19,6	15,7
Institutions muséales					
Institutions muséales en activité	45,8	45,9	46,7	46,8	46,3
Clientèle totale	27,0	26,2	26,8	26,6	26,4
Cinéma					
Projections	18,7	20,1	20,6	21,2	x
Assistance	17,0	17,7	18,3	18,4	x
Bibliothèque publiques autonomes					
Livres	20,5	20,9	20,6	20,5	..
Prêts	19,3	19,5	17,9	18,8	..

Source : Institut de la statistique du Québec.

12. Statistiques par MRC et TE

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle encore plus précise des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE). Au Québec, on peut remarquer la présence de 86 MRC et 18 TE. L'accent a été mis sur l'étude de trois thématiques bien spécifiques et interreliées qui sont la démographie, le taux de travailleurs et le revenu personnel disponible.

Il est à noter que pour le TE Eeyou Istchee - situé dans la région administrative du Nord-du-Québec - les données sont actuellement disponibles uniquement pour la démographie et le taux de travailleurs, mais non pour le revenu personnel disponible. Également, Eeyou Istchee est un toponyme provisoire qui désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Aussi, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'un TE identique au territoire régional.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, il est pertinent de concevoir ce type d'étude afin, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou de faire ressortir les cas extrêmes qui se démarquent par leur situation originale dans des régions administratives diverses.

12.1 Démographie

par Chantal Girard et Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

Cette section expose les disparités interrégionales et intrarégionales relatives à la taille et à l'évolution récente de la population des MRC et des TE. Il est à noter que les données de 2008 sont encore provisoires.

Taille de la population en 2008

La taille de la population des MRC et des TE est très inégale (tableau 12.1). Le TE de Montréal, qui couvre tout le territoire de la région du même nom, se démarque avec ses 1,88 million d'habitants en 2008. Suivent de loin Québec (540 000 habitants) et Longueuil (393 000 habitants). La quasi-totalité des 17 MRC et TE de plus de 100 000 habitants se situe dans les régions adjacentes et intermédiaires[1]. Seul Saguenay (145 000 habitants) se trouve dans une région dite éloignée. Rimouski-Neigette arrive au second rang dans les régions éloignées avec 54 000 habitants. En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et dans le Nord-du-Québec, aucun TE ou MRC ne compte plus de 20 000 habitants.

D'importants déséquilibres quant à l'effectif de population des MRC et des TE se notent également à l'intérieur des régions. Dans les régions de la zone intermédiaire, les MRC et les TE qui englobent le centre urbain principal tendent à avoir une population beaucoup plus nombreuse. En Outaouais, Gatineau compte plus de 250 000 habitants, alors que la population de Pontiac est d'environ 15 000 habitants. En Estrie, Sherbrooke dépasse les 150 000 habitants, mais ce nombre descend à 15 000 dans Les Sources. Ce phénomène de concentration de la population dans une MRC « centrale » est moindre dans les régions adjacentes, qui comptent toutes plus d'un TE ou MRC de plus de 100 000 habitants.

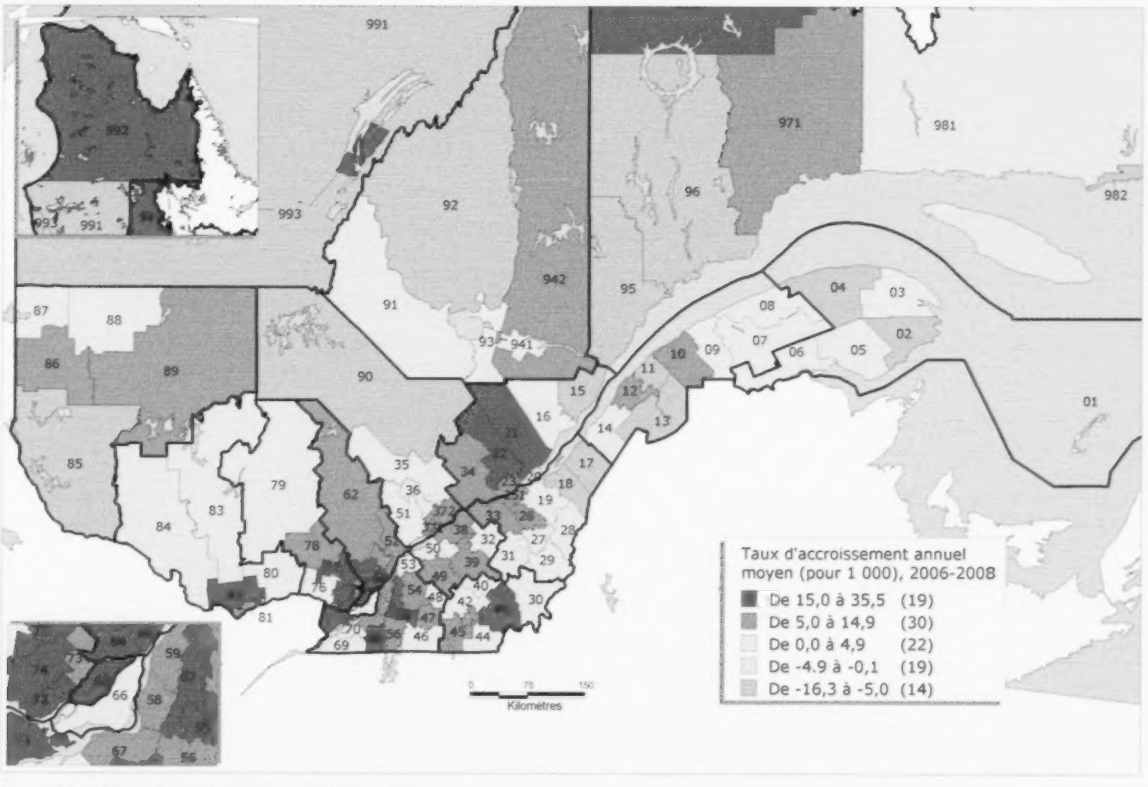
1. À des fins d'analyse, les régions administratives sont ici regroupées en quatre zones : Montréal, les régions adjacentes (Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie), les régions intermédiaires (Capitale-Nationale, Mauricie, Estrie, Outaouais, Chaudière-Appalaches et Centre-du-Québec) et les régions éloignées (Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine).

Évolution de l'effectif entre 2006 et 2008

De 2006 à 2008, le taux d'accroissement annuel moyen de la population du Québec a été de 7,7 pour mille. En comparaison, 19 MRC et TE affichent une forte croissance au cours de la même période, avec un taux d'accroissement annuel supérieur à 15 pour mille. La majorité se trouve en périphérie de Montréal (carte 12.1). Les taux dépassent même 30 pour mille à Mirabel (35,5 pour mille), Vaudreuil-Soulanges (32,9 pour mille) et Les Moulins (32,9 pour mille). Des MRC jouxtant les noyaux urbains des régions de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et de l'Outaouais évoluent aussi à un rythme accentué, soit La Côte-de-Beaupré (24,8 pour mille), La Jacques-Cartier (18,0 pour mille), Les Collines-de-l'Outaouais (23,1 pour mille) et Le Haut-Saint-François (15,8 pour mille). Ces territoires enregistrent normalement des gains considérables dans leurs échanges migratoires internes.

Carte 12.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE, 2006-2008



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Eeyou Istchee (21,3 pour mille) et Kativik (18,0 pour mille), dans le Nord-du-Québec, atteignent des taux d'accroissement similaires à ceux des MRC et des TE périphériques aux grands centres mentionnés précédemment. Leur croissance repose sur la fécondité plus élevée propre au Nord-du-Québec. Sur la Côte-Nord, Caniapiscau a crû à un rythme annuel moyen de 17,2 pour mille, sa population passant de 3 990 à 4 130 habitants entre 2006 et 2008.

La population a diminué dans 33 MRC et TE entre 2006 et 2008. Les zones de plus forte décroissance se concentrent dans les régions éloignées. Basse-Côte-Nord (-16,3 pour mille) et Témiscamingue (-10,6 pour mille) connaissent les pertes relatives les plus importantes. Dans les régions intermédiaires, la diminution est plutôt négligeable, à l'exception de Charlevoix-Est et La Tuque qui ont décru de façon plus appréciable. La croissance est presque généralisée en Montérégie et dans les Laurentides, seules Acton, Antoine-Labelle et Le Haut-Saint-Laurent enregistrent des taux légèrement négatifs. Aucun TE ou MRC de l'Estrie et de Lanaudière n'a décru au cours de la période.

Entre les pôles de croissance et les territoires en décroissance, la moitié (52) des MRC ou TE ont crû à un rythme modeste (taux de 0 à 4,9 pour mille) ou modéré (taux de 5 à 14,9 pour mille). Montréal, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1,1 pour mille entre 2006 et 2008, croît beaucoup plus faiblement que les MRC et TE qui lui sont adjacents. La croissance est aussi relativement faible dans les MRC de Brome-Missisquoi, Argenteuil et Beauharnois-Salaberry si on la compare à celle des autres MRC et TE des régions entourant Montréal. Dans les régions éloignées, une croissance modérée ne s'observe que dans six MRC et TE, soient Le Fjord-du-Saguenay, La Vallée-de-l'Or, Rivière-du-Loup, Sept-Rivières, Rimouski-Neigette et Rouyn-Noranda.

Tableau 1.2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE et ensemble du Québec, 2006-2008

Code	MRC ou TE	Région administrative[1]	Population 1er juillet 2008p	TAAM 2006-2008[2]	Code	MRC ou TE	Région administrative[1]	Population 1er juillet 2008p	TAAM 2006-2008[2]
			n	pour 1 000				n	pour 1 000
01	Les Îles-de-la-Madeleine	11	13 187	0,8	54	Les Maskoutains	16	82 558	7,3
02	Le Rocher-Percé	11	18 192	-7,4	55	Rouville	16	32 750	16,3
03	La Côte-de-Gaspé	11	18 000	1,6	56	Le Haut-Richelieu	16	112 576	11,8
04	La Haute-Gaspésie	11	12 175	-7,3	57	La Vallée-du-Richelieu	16	112 125	19,0
05	Bonaventure	11	17 873	-3,1	58	Longueuil	16	392 776	5,1
06	Avignon	11	15 302	1,8	59	Lajemmerais	16	72 074	10,1
07	La Matapédia	01	19 108	-3,7	60	L'Assomption	14	115 808	22,1
08	Matane	01	22 308	-0,8	61	Joliette	14	60 190	11,7
09	La Mitis	01	19 466	2,1	62	Matawinie	14	50 800	8,4
10	Rimouski-Neigette	01	54 165	6,0	63	Montcalm	14	45 219	24,1
11	Les Basques	01	9 335	-7,6	64	Les Moulins	14	139 364	32,9
12	Rivière-du-Loup	01	34 035	6,9	65	Laval	13	384 224	15,6
13	Témiscouata	01	21 632	-5,1	66	Montréal	06	1 877 693	1,1
14	Kamouraska	01	22 019	-3,4	67	Roussillon	16	166 038	14,9
15	Charlevoix-Est	03	16 270	-5,1	68	Les Jardins-de-Napierville	16	25 312	18,4
16	Charlevoix	03	13 338	4,5	69	Le Haut-Saint-Laurent	16	24 795	-4,8
17	L'Islet	12	18 760	-5,1	70	Beauharnois-Salaberry	16	61 768	4,9
18	Montmagny	12	23 053	-5,1	71	Vaudreuil-Soulanges	16	130 405	32,9
19	Bellechasse	12	33 950	4,1	72	Deux-Montagnes	15	93 287	19,5
20	L'Île-d'Orléans	03	6 866	-0,6	73	Thérèse-De Blainville	15	148 508	12,3
21	La Côte-de-Beaupré	03	24 405	24,8	74	Mirabel	15	37 912	35,5
22	La Jacques-Cartier	03	31 317	18,0	75	La Rivière-du-Nord	15	107 912	24,6
23	Québec	03	540 056	7,5	76	Argenteuil	15	30 462	4,8
251	Lévis	12	135 321	14,4	77	Les Pays-d'en-Haut	15	38 028	17,0
26	La Nouvelle-Beauce	12	32 600	13,2	78	Les Laurentides	15	43 953	8,7
27	Robert-Cliche	12	18 859	-1,6	79	Antoine-Labelle	15	35 333	-4,3
28	Les Etchemins	12	17 516	-4,4	80	Papineau	07	21 985	0,5
29	Beauce-Sartigan	12	50 514	4,3	81	Gatineau	07	249 973	10,6
30	Le Granit	05	22 579	2,2	82	Les Collines-de-l'Outaouais	07	44 526	23,1
31	Les Appalaches	12	43 368	-1,7	83	La Vallée-de-la-Gatineau	07	20 861	-1,5
32	L'Érable	17	23 155	-2,1	84	Pontiac	07	14 619	-4,9
33	Lotbinière	12	28 078	8,0	85	Témiscamingue	08	16 722	-10,6
34	Portneuf	03	47 822	11,0	86	Rouyn-Noranda	08	40 675	5,2
35	Mékinac	04	12 636	-1,8	87	Abitibi-Ouest	08	20 959	1,6
36	Shawinigan	04	51 943	-0,9	88	Abitibi	08	24 606	3,4
371	Trois-Rivières	04	129 011	6,9	89	La Vallée-de-l'Or	08	42 882	8,0
372	Les Chenaux	04	17 203	5,2	90	La Tuque	04	15 325	-6,7
38	Bécancour	17	19 186	7,3	91	Le Domaine-du-Roy	02	32 063	-1,2
39	Arthabaska	17	68 234	10,8	92	Maria-Chapdelaine	02	25 567	-6,7
40	Les Sources	05	14 537	1,7	93	Lac-Saint-Jean-Est	02	51 731	2,4
41	Le Haut-Saint-François	05	22 407	15,8	941	Saguenay	02	145 089	2,2
42	Le Val-Saint-François	05	29 270	0,8	942	Le Fjord-du-Saguenay	02	20 469	8,2
43	Sherbrooke	05	150 687	5,7	95	La Haute-Côte-Nord	09	11 956	-16,3
44	Coaticook	05	18 684	2,7	96	Manicouagan	09	32 656	-8,9
45	Memphrémagog	05	46 538	10,9	971	Sept-Rivières	09	35 492	6,7
46	Brome-Missisquoi	16	47 277	3,5	972	Caniapiscau	09	4 131	17,2
47	La Haute-Yamaska	16	88 784	14,2	981	Minganie	09	6 370	-2,7
48	Acton	16	15 375	-1,1	982	Basse-Côte-Nord	09	5 455	-8,8
49	Drummond	17	96 050	11,4	991	Jamésie	10	14 817	-5,6
50	Nicolet-Yamaska	17	23 000	-2,4	992	Kativik	10	11 357	18,0
51	Maskinongé	04	36 034	3,2	993	Eeyou Istchee	10	14 955	21,3
52	D'Autray	14	41 516	10,5		**Ensemble du Québec**		**7 750 504**	**7,7**
53	Le Bas-Richelieu	16	50 397	2,6					

Note : Selon le découpage géographique au 1er janvier 2009.

1. La correspondance entre le numéro et le nom des régions administratives se trouve au début du document.
2. Le taux d'accroissement annuel moyen entre 2006 et 2008 pour le Québec et les régions administratives apparaît dans le tableau 2.1.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

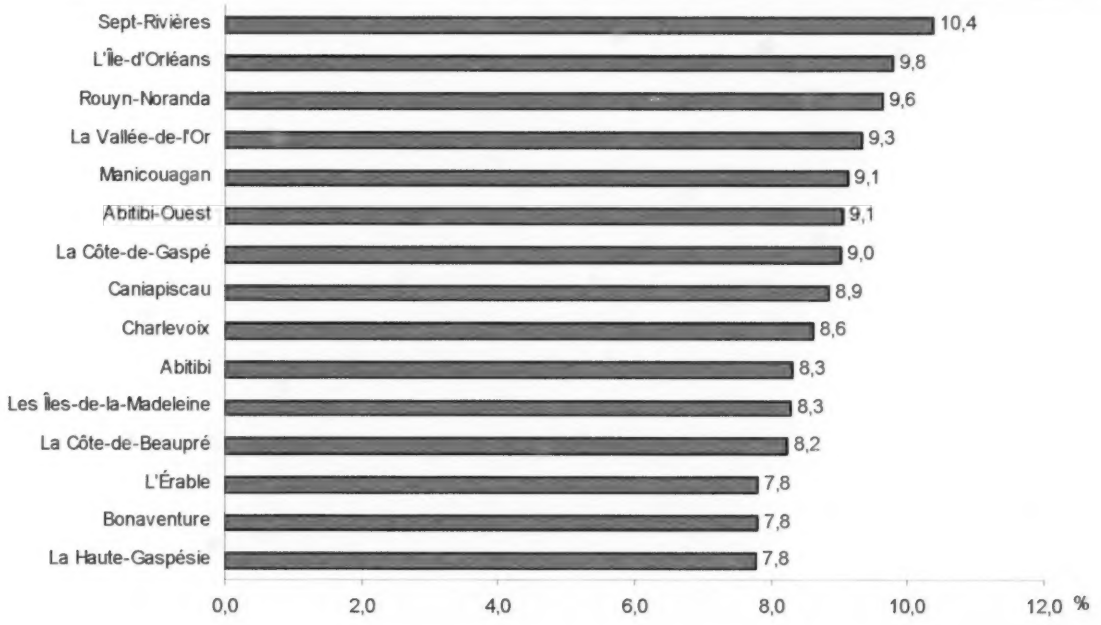
12.2 Revenu personnel disponible

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

L'ensemble des MRC et TE ont profité, bien qu'à divers degrés, de la croissance marquée du revenu personnel disponible par habitant survenue au Québec en 2007. Les trois-quarts des territoires supralocaux enregistrent une hausse supérieure à celle observée au Québec (+ 5,0 %), plus particulièrement Sept-Rivières (+ 10,4 %), L'Île-d'Orléans (+ 9,8 %), Rouyn-Noranda (+ 9,6 %) et La Vallée-de-l'Or (+ 9,3 %). La hausse dans L'Île-d'Orléans est attribuable en grande partie à l'accroissement des revenus de placement qui ont fait un bond de 27,9 % après avoir subi un recul de 30,3 % en 2006, tandis que dans le cas des trois autres territoires supralocaux, elle s'explique par une augmentation importante de la rémunération des salariés, stimulée entre autres par l'accroissement des activités minières. Soulignons que toutes les MRC de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrent un taux de croissance supérieur à la moyenne québécoise. Toutefois, plusieurs territoires supralocaux connaissent une progression lente du revenu disponible par habitant. C'est le cas notamment d'Antoine-Labelle (+ 1,1 %), de Vaudreuil-Soulanges (+ 1,8 %) et des Pays-d'en-Haut (+ 2,1 %).

Figure 12.1

Les 15 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2006-2007

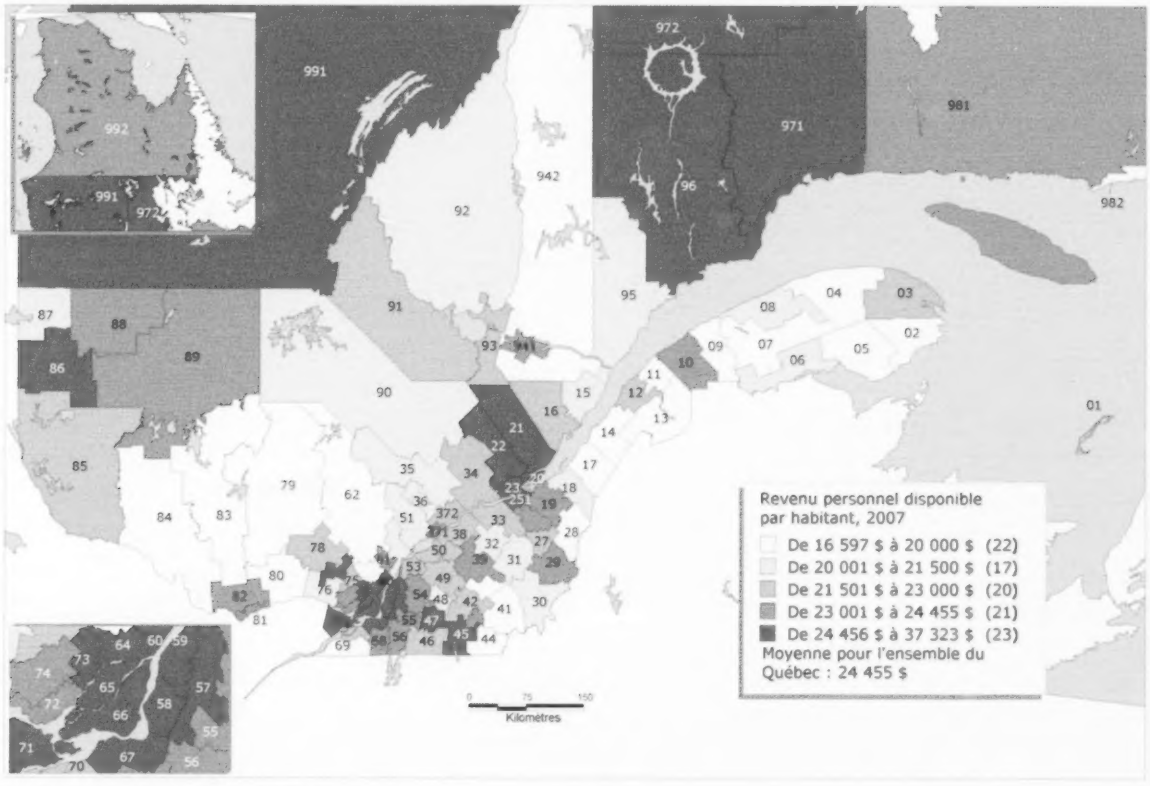


Source : Institut de la statistique du Québec.

La MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont l'économie repose largement sur le secteur minier, continue de présenter le revenu le plus élevé de la province en 2007, soit 37 323 $. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par Les Pays-d'en-Haut (29 743 $), La Jacques-Cartier (29 639 $), Thérèse-De Blainville (28 897 $) et L'Île-d'Orléans (28 870 $). D'ailleurs, les MRC les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal et de Québec ainsi que dans le nord-ouest de la région administrative de la Côte-Nord. Parmi les 15 territoires supralocaux affichant les revenus les plus élevés, 14 sont situés, en totalité ou en partie, dans ces régions, l'exception étant Les Pays-d'en-Haut dans les Laurentides.

Carte 12.2

Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE, 2007



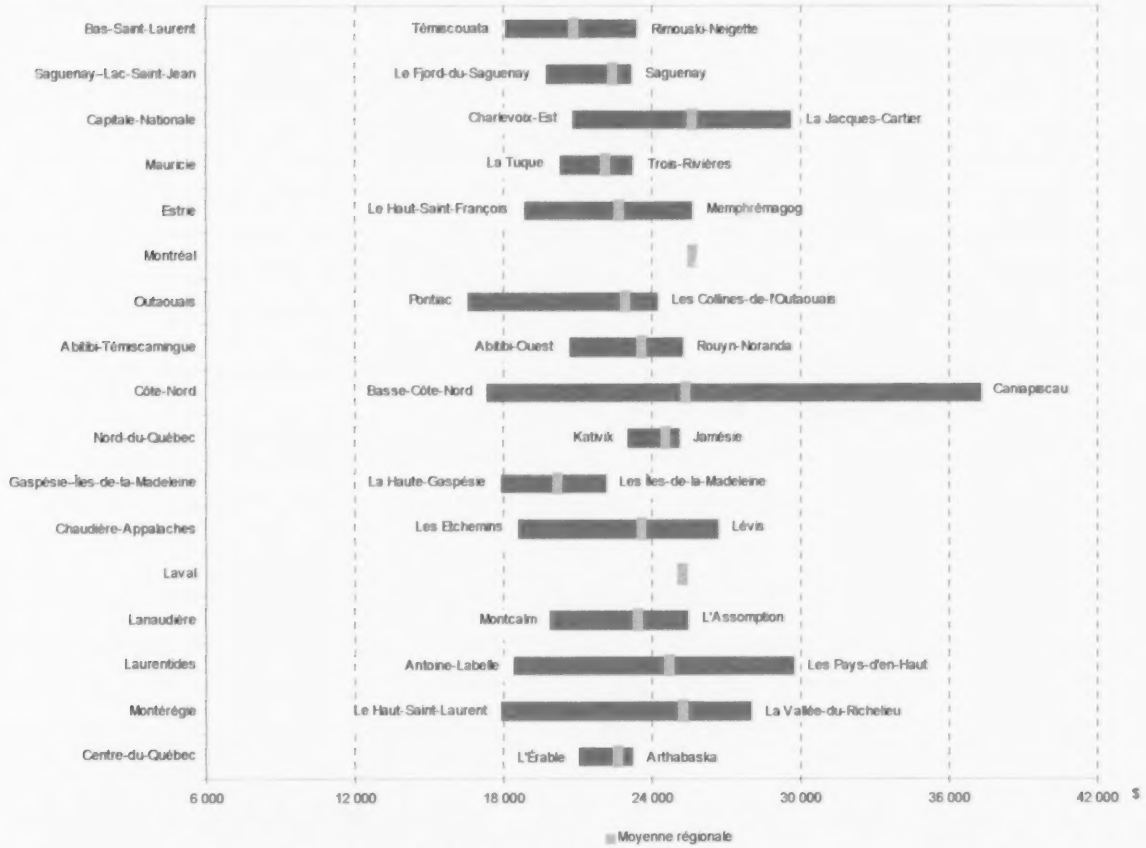
Sources : Institut de la statistique du Québec.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Statistique Canada.

À l'opposé, on constate que les MRC les moins prospères se concentrent dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie et dans le nord de l'Outaouais. D'ailleurs, pour une cinquième année consécutive, c'est la MRC de Pontiac en Outaouais qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible de la province, soit 16 597 $. Outre Pontiac, 79 territoires supralocaux accusent un retard par rapport à la moyenne québécoise, particulièrement la Basse-Côte-Nord (17 322 $), Le Haut-Saint-Laurent (17 897 $) en Montérégie et La Haute-Gaspésie (17 922 $).

Tel qu'illustré à la figure 12.2, les disparités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart de revenu le plus important entre les MRC d'une même région est observé dans la Côte-Nord. Le revenu personnel disponible par habitant de Caniapiscau est plus de deux fois supérieur à celui de la Basse-Côte-Nord. D'ailleurs, l'écart de revenu ne cesse de s'accentuer depuis 2005 entre ces deux territoires supralocaux en raison de la croissance marquée du secteur minier dans Caniapiscau. Des disparités importantes de revenu sont également notées dans Les Laurentides et en Montérégie. Dans ces régions, on constate des différences de revenu de plus de 10 000 $ en moyenne par habitant entre les MRC les plus riches et celles les moins prospères.

Figure 12.2

Écarts de revenu entre les MRC et TE affichant le revenu le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec.

Par ailleurs, l'Outaouais se caractérise par un clivage flagrant entre les MRC du nord et du sud. À preuve, en 2007, les territoires supralocaux situés dans la région métropolitaine de Gatineau[1] ont en moyenne un revenu disponible par habitant de 40 % supérieur aux MRC situées au nord et dont leur économie est basée sur l'exploitation des ressources naturelles. Le taux de travailleurs particulièrement faible dans Pontiac, Papineau et la Vallée-de-la-Gatineau apparaît comme la principale cause de ce clivage nord-sud.

En revanche, les écarts de revenu les moins prononcés sont observés dans les régions du Centre-du-Québec et du Nord-du-Québec; les valeurs maximales dépassent les valeurs minimales de 2 194 $ et de 2 118 $ respectivement. Notons que le taux de travailleurs est sensiblement le même dans les territoires supralocaux de ces régions.

1. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Tableau 12.2

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE et ensemble du Québec, 2006-2007

Code	MRC ou TE	2006[r]	2007[p]	Var.	Code	MRC ou TE	2006[r]	2007[p]	Var.
		$/hab.		%			$/hab.		%
01	Les Îles-de-la-Madeleine	20 483	22 181	8,3	53	Le Bas-Richelieu	20 974	22 471	7,1
02	Le Rocher-Percé	17 191	18 439	7,3	54	Les Maskoutains	23 018	24 258	5,4
03	La Côte-de-Gaspé	20 122	21 939	9,0	55	Rouville	22 792	24 099	5,7
04	La Haute-Gaspésie	16 629	17 922	7,8	56	Le Haut-Richelieu	22 403	23 761	6,1
05	Bonaventure	18 199	19 619	7,8	57	La Vallée-du-Richelieu	26 854	27 999	4,3
06	Avignon	19 650	20 990	6,8	58	Longueuil	25 688	26 652	3,8
07	La Matapédia	17 254	18 556	7,6	59	Lajemmerais	26 440	27 508	4,0
08	Matane	19 220	20 277	5,5	60	L'Assomption	24 221	25 456	5,1
09	La Mitis	18 018	19 106	6,0	61	Joliette	22 152	23 695	7,0
10	Rimouski-Neigette	22 058	23 374	6,0	62	Matawinie	19 097	19 963	4,5
11	Les Basques	17 771	18 921	6,5	63	Montcalm	18 762	19 906	6,1
12	Rivière-du-Loup	21 480	22 593	5,2	64	Les Moulins	23 740	24 758	4,3
13	Témiscouata	17 052	18 110	6,2	65	Laval	23 926	25 239	5,5
14	Kamouraska	19 020	19 872	4,5	66	Montréal	24 748	25 646	3,6
15	Charlevoix-Est	19 320	20 779	7,6	67	Roussillon	23 634	24 644	4,3
16	Charlevoix	19 795	21 503	8,6	68	Les Jardins-de-Napierville	22 144	23 167	4,6
17	L'Islet	18 781	19 789	5,4	69	Le Haut-Saint-Laurent	16 786	17 897	6,6
18	Montmagny	19 533	21 002	7,5	70	Beauharnois-Salaberry	21 251	22 009	3,6
19	Bellechasse	21 989	23 132	5,2	71	Vaudreuil-Soulanges	26 445	26 911	1,8
20	L'Île-d'Orléans	26 293	28 870	9,8	72	Deux-Montagnes	22 729	24 096	6,0
21	La Côte-de-Beaupré	24 250	26 249	8,2	73	Thérèse-De Blainville	27 746	28 897	4,1
22	La Jacques-Cartier	27 878	29 639	6,3	74	Mirabel	22 630	24 186	6,9
23	Québec	24 311	25 852	6,3	75	La Rivière-du-Nord	21 214	22 529	6,2
251	Lévis	25 082	26 692	6,4	76	Argenteuil	19 527	20 377	4,4
26	La Nouvelle-Beauce	22 636	24 322	7,5	77	Les Pays-d'en-Haut	29 123	29 743	2,1
27	Robert-Cliche	20 850	22 193	6,4	78	Les Laurentides	20 845	21 669	3,9
28	Les Etchemins	17 550	18 616	6,1	79	Antoine-Labelle	18 215	18 423	1,1
29	Beauce-Sartigan	21 751	23 062	6,0	80	Papineau	18 168	19 157	5,4
30	Le Granit	19 739	21 129	7,0	81	Gatineau	23 036	23 697	2,9
31	L'Amiante	19 542	20 888	6,9	82	Les Collines-de-l'Outaouais	23 479	24 266	3,4
32	L'Érable	19 526	21 050	7,8	83	La Vallée-de-la-Gatineau	18 586	19 760	6,3
33	Lotbinière	20 928	22 379	6,9	84	Pontiac	15 798	16 597	5,1
34	Portneuf	20 857	22 435	7,6	85	Témiscamingue	20 466	21 919	7,1
35	Mékinac	19 184	20 596	7,4	86	Rouyn-Noranda	23 060	25 284	9,6
36	Shawinigan	19 753	20 889	5,8	87	Abitibi-Ouest	18 984	20 704	9,1
371	Trois-Rivières	21 905	23 255	6,2	88	Abitibi	21 635	23 432	8,3
372	Les Chenaux	20 712	21 882	5,7	89	La Vallée-de-l'Or	22 190	24 260	9,3
38	Bécancour	20 841	22 229	6,7	90	La Tuque	19 722	20 313	3,0
39	Arthabaska	22 385	23 244	3,8	91	Le Domaine-du-Roy	21 057	22 258	5,7
40	Les Sources	18 172	19 341	6,4	92	Maria-Chapdelaine	19 937	20 748	4,1
41	Le Haut-Saint-François	17 610	18 842	7,0	93	Lac-Saint-Jean-Est	20 848	22 388	7,4
42	Le Val-Saint-François	21 357	22 613	5,9	941	Saguenay	21 866	23 182	6,0
43	Sherbrooke	21 923	23 255	6,1	942	Le Fjord-du-Saguenay	18 395	19 752	7,4
44	Coaticook	18 668	19 932	6,8	95	La Haute-Côte-Nord	18 732	20 069	7,1
45	Memphrémagog	24 929	25 608	2,7	96	Manicouagan	23 828	26 003	9,1
46	Brome-Missisquoi	21 840	22 548	3,2	971	Sept-Rivières	24 453	26 989	10,4
47	La Haute-Yamaska	23 046	24 756	7,4	972	Caniapiscau	34 286	37 323	8,9
48	Acton	19 194	20 499	6,8	981	Minganie	22 130	23 305	5,3
49	Drummond	21 514	22 874	6,3	982	Basse-Côte-Nord	16 896	17 322	2,5
50	Nicolet-Yamaska	20 485	21 856	6,7	991	Jamésie	24 100	25 141	4,3
51	Maskinongé	19 799	21 269	7,4	992	Kativik	22 007	23 024	4,6
52	D'Autray	19 641	20 954	6,7		**Ensemble du Québec**	**23 294**	**24 455**	**5,0**

Note : Selon le découpage géographique au 31 décembre 2006.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

12.3 Taux de travailleurs

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

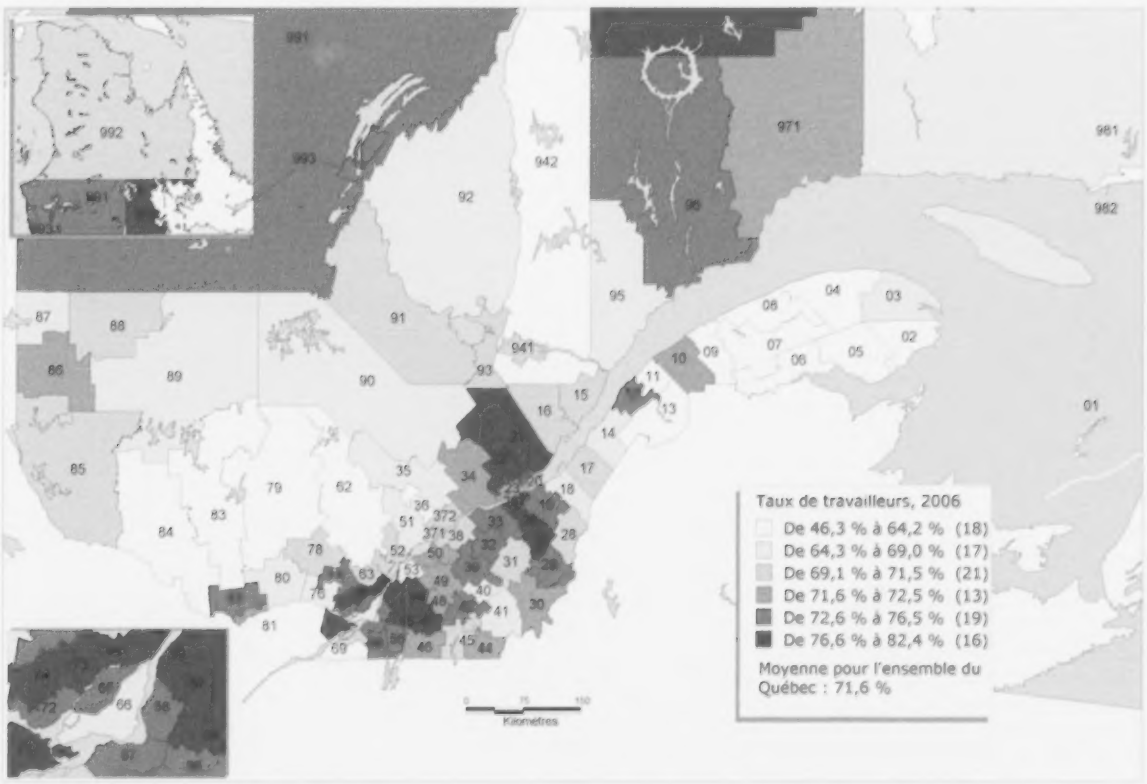
Le taux de travailleurs des 25-64 ans au Québec atteint un nouveau sommet en 2006 et se fixe à 71,6 %, en hausse d'un dixième de point par rapport à l'année précédente. À l'échelle des MRC et des TE, 47 affichent un taux supérieur à celui que l'on observe au Québec. Pour une quatrième année consécutive, la MRC de Lajemmerais, située au nord-est de la Montérégie et dont la principale municipalité est Sainte-Julie, enregistre le plus haut taux de travailleurs, soit 82,3 %. Elle est suivie à ce chapitre par Mirabel (81,0 %), Caniapiscau (80,4 %) et La Vallée-du-Richelieu (80,1 %).

À l'inverse, les MRC et TE qui présentent les plus faibles taux de travailleurs en 2006 sont les mêmes qu'en 2005, à savoir Le Rocher-Percé (46,3 %), La Haute-Gaspésie (52,7 %) et la Basse-Côte-Nord (56,0 %). D'ailleurs, aucune MRC située dans les régions administratives du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ne présente un taux supérieur à la moyenne québécoise.

Bien que Montréal compte le plus grand nombre de travailleurs, cette région (67,6 %) continue d'afficher un taux de travailleurs inférieur à celui qu'on observe au Québec. D'ailleurs, sur les 104 MRC et TE, Montréal se classe au 74e rang. Par contre, comme l'illustre la carte 12.3, les territoires situés à proximité de Montréal jouissent pour la plupart d'un taux de travailleurs supérieur à la moyenne québécoise, tels que Les Moulins (79,7 %), Vaudreuil-Soulanges (79,5 %) et Rouville (78,5 %). Sur les 10 territoires supralocaux enregistrant les taux les plus élevés, six sont situés, en totalité ou en partie, dans la région métropolitaine de Montréal.

Carte 12.3

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC et TE, 2006

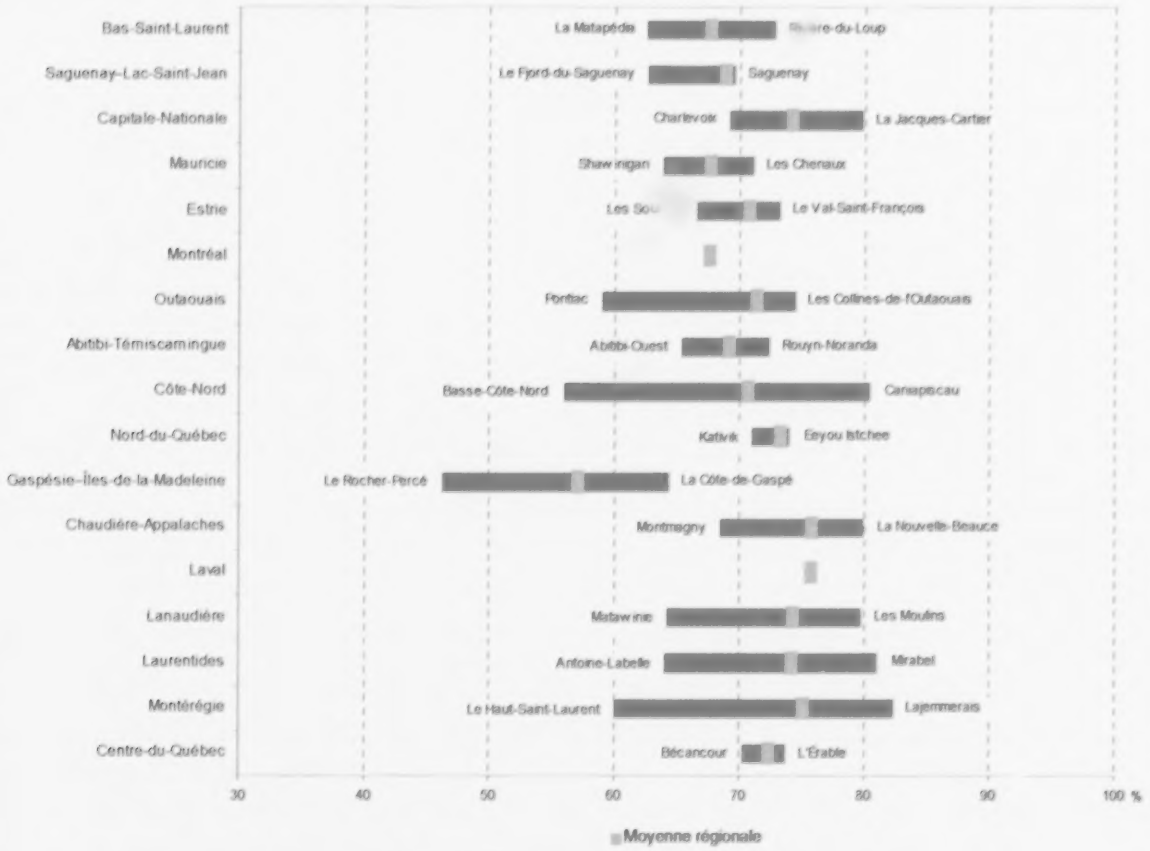


Sources : Institut de la statistique du Québec.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Ministère du Revenu du Québec.

Tel qu'illustré à la figure 12.3, la fourchette de variation entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs diffère considérablement d'une région à l'autre. En 2007, les écarts de taux entre les MRC d'une même région dépassent les 18 points de pourcentage dans la Côte-Nord, la Montérégie et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. À l'opposé, le Centre-du-Québec et le Nord-du-Québec affichent une plus grande homogénéité entre les territoires supralocaux (l'écart est de moins de 4 points de pourcentage).

Figure 12.3

Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2006

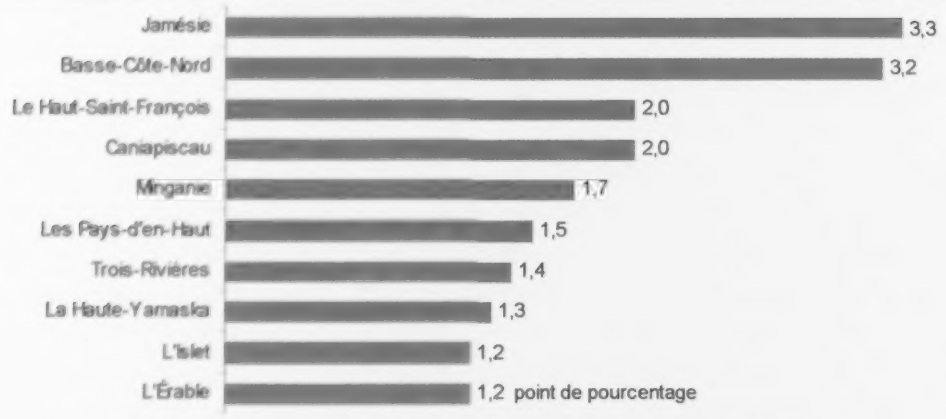


Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Par ailleurs, si l'on considère l'évolution du taux de travailleurs entre 2005 et 2006, on constate qu'il a progressé dans 47 MRC et TE, particulièrement dans Jamésie où il s'apprécie de 3,3 points de pourcentage. L'accroissement du taux de travailleurs dans ce territoire nordique résulte de l'effet conjugué d'une diminution de la population des 25-64 ans et d'une hausse du nombre de travailleurs du même groupe d'âge. Après avoir subi un recul en 2005, les MRC situées dans la région de la Côte-Nord se distinguent aussi par des hausses importantes du taux de travailleurs, notamment la Basse-Côte-Nord (+ 3,2 points de pourcentage), Caniapiscau (+ 2,0 points) et Minganie (+ 1,7 point).

En revanche, 48 MRC et TE affichent un recul. Parmi ceux-ci, on note que Kativik dans le Nord-du-Québec et Acton en Montérégie se démarquent par des diminutions importantes, soit de 2,3 et de 2,0 points de pourcentage respectivement. Il s'agit pour ces deux territoires d'une deuxième baisse consécutive du taux de travailleurs.

Figure 12.4
Les 10 MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2005-2006



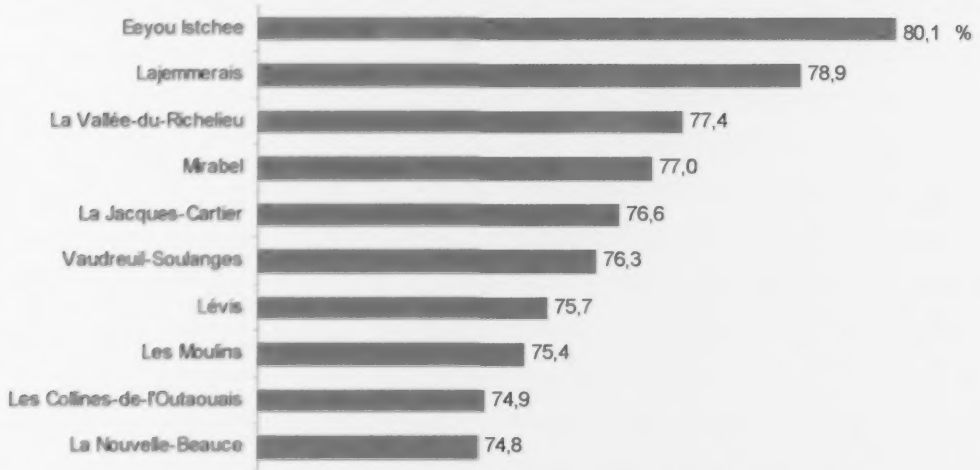
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Soulignons qu'à l'exception de La Côte-de-Gaspé, toutes les MRC de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine subissent un recul du taux de travailleurs. Les plus fortes baisses sont enregistrées dans Avignon et Bonaventure où le taux diminue de 1,2 point de pourcentage.

Taux de travailleurs selon le sexe

En 2006, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 0,8 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 67,9 %, tandis que celui des hommes recule de 0,7 point et s'élève à 75,2 %. Toutefois, la croissance du taux de travailleurs chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux : 12 MRC et TE connaissent une diminution. Le Granit (– 1,9 point de pourcentage), Acton (– 1,1 point), Le Haut-Saint-Laurent (– 0,9 point), et Kativik (– 0,9 point) sont les territoires qui subissent les baisses les plus marquées. En revanche, d'autres MRC et TE enregistrent des augmentations importantes telles que Jamésie (+ 3,8 points), Les Basques (+ 3,1 points) et Eeyou Istchee (+ 2,8 points). Grâce à cette croissance marquée, Eeyou Istchee (80,1 %) a devancé Lajemmerais (78,9 %) et présente, pour la première fois, le taux de travailleurs chez les femmes le plus élevé de la province.

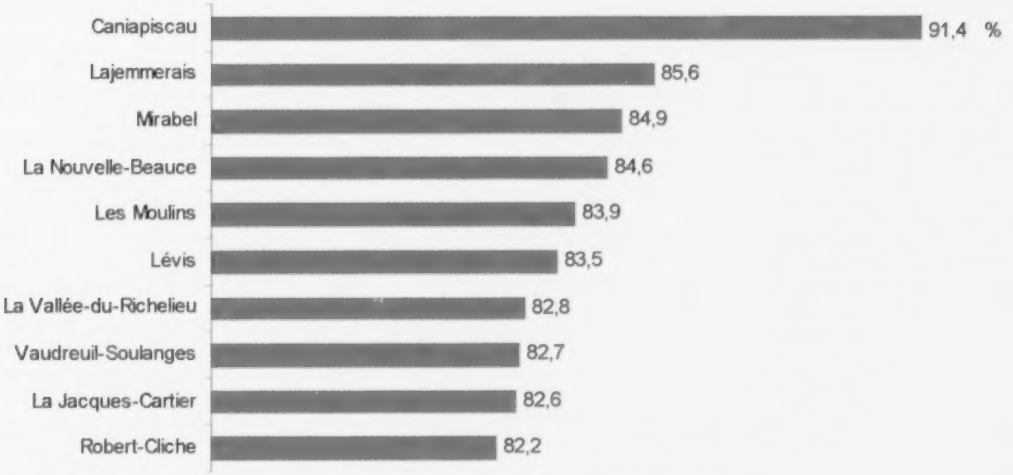
Figure 12.5
Les 10 MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs, chez les femmes, 2006



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Figure 12.6

Les 10 MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs, chez les hommes, 2006



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Chez les hommes, on enregistre les plus fortes hausses dans la Basse-Côte-Nord (+ 4,3 points de pourcentage) et Jamésie (+ 2,9 points), tandis que Kativik (– 3,6 points), Pontiac (– 3,0 points) et Bonaventure (– 3,0 points) affichent les baisses les plus importantes. En 2006, Le Rocher-Percé continue de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes (46,7 %) que chez les femmes (45,9 %). À l'opposé, Caniapiscau est le territoire qui affiche de loin le plus haut taux de travailleurs chez les hommes (91,4 %). C'est également cette MRC (24,0 points), avec celle du Fjord-du-Saguenay (20,7 points), où l'écart est le plus important entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes. Enfin, il importe de souligner que la Basse-Côte-Nord et Eeyou Istchee sont les seuls territoires où le taux de travailleurs chez les femmes est supérieur à celui des hommes.

Tableau 12.3

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005 et 2006

Code	MRC ou TE	2005[r]	2006[e]	Écart 2006/2005	Code	MRC ou TE	2005[r]	2006[e]	Écart 2006/2005
		%		point de pourcentage			%		point de pourcentage
01	Les Îles-de-la-Madeleine	62,0	61,8	-0,2	53	Le Bas-Richelieu	64,5	65,1	0,6
02	Le Rocher-Percé	46,8	46,3	-0,5	54	Les Maskoutains	77,0	77,0	0,0
03	La Côte-de-Gaspé	64,1	64,3	0,2	55	Rouville	78,4	78,5	0,1
04	La Haute-Gaspésie	52,9	52,7	-0,2	56	Le Haut-Richelieu	75,2	75,0	-0,2
05	Bonaventure	60,7	59,5	-1,2	57	La Vallée-du-Richelieu	80,3	80,1	-0,2
06	Avignon	59,9	58,7	-1,2	58	Longueuil	72,5	72,6	0,1
07	La Matapédia	61,8	62,5	0,7	59	Lajemmerais	82,6	82,3	-0,3
08	Matane	62,9	63,2	0,3	60	L'Assomption	77,7	77,3	-0,4
09	La Mitis	63,9	64,2	0,3	61	Joliette	70,0	70,0	0,0
10	Rimouski-Neigette	71,4	71,6	0,2	62	Matawinie	64,2	64,2	0,0
11	Les Basques	62,4	62,8	0,4	63	Montcalm	71,0	70,8	-0,2
12	Rivière-du-Loup	73,0	72,8	-0,2	64	Les Moulins	80,3	79,7	-0,6
13	Témiscouata	64,4	63,5	-0,9	65	Laval	75,7	75,7	0,0
14	Kamouraska	69,0	68,4	-0,6	66	Montréal	67,6	67,6	0,0
15	Charlevoix-Est	68,9	69,4	0,5	67	Roussillon	75,8	76,5	0,7
16	Charlevoix	68,0	69,2	1,2	68	Les Jardins-de-Napierville	75,4	75,4	0,0
17	L'Islet	70,1	71,3	1,2	69	Le Haut-Saint-Laurent	61,0	60,0	-1,0
18	Montmagny	68,3	68,5	0,2	70	Beauharnois-Salaberry	70,0	69,9	-0,1
19	Bellechasse	74,4	75,1	0,7	71	Vaudreuil-Soulanges	80,0	79,5	-0,5
20	L'Île-d'Orléans	71,9	72,5	0,6	72	Deux-Montagnes	76,7	76,5	-0,2
21	La Côte-de-Beaupré	78,1	77,3	-0,8	73	Thérèse-De Blainville	77,8	77,6	-0,2
22	La Jacques-Cartier	79,4	79,8	0,4	74	Mirabel	81,9	81,0	-0,9
23	Québec	71,9	71,8	-0,1	75	La Rivière-du-Nord	71,9	72,7	0,8
251	Lévis	79,9	79,6	-0,3	76	Argenteuil	67,5	67,3	-0,2
26	La Nouvelle-Beauce	80,0	79,9	-0,1	77	Les Pays-d'en-Haut	72,4	73,9	1,5
27	Robert-Cliche	76,1	76,6	0,5	78	Les Laurentides	70,4	69,4	-1,0
28	Les Etchemins	69,0	69,4	0,4	79	Antoine-Labelle	63,1	64,0	0,9
29	Beauce-Sartigan	75,3	75,6	0,3	80	Papineau	66,6	66,4	-0,2
30	Le Granit	73,4	72,1	-1,3	81	Gatineau	72,2	72,4	0,2
31	Les Appalaches	69,5	69,2	-0,3	82	Les Collines-de-l'Outaouais	75,1	75,6	0,5
32	L'Érable	72,5	73,7	1,2	83	La Vallée-de-la-Gatineau	64,1	63,1	-1,0
33	Lotbinière	76,0	75,9	-0,1	84	Pontiac	60,5	59,2	-1,3
34	Portneuf	71,8	71,9	0,1	85	Témiscamingue	69,7	69,7	0,0
35	Mékinac	66,2	65,7	-0,5	86	Rouyn-Noranda	71,9	72,4	0,5
36	Shawinigan	64,2	63,8	-0,4	87	Abitibi-Ouest	65,5	65,4	-0,1
371	Trois-Rivières	68,1	69,5	1,4	88	Abitibi	68,9	69,3	0,4
372	Les Chenaux	69,9	71,1	1,2	89	La Vallée-de-l'Or	67,0	67,8	0,8
38	Bécancour	70,2	70,3	0,1	90	La Tuque	65,4	65,2	-0,2
39	Arthabaska	73,3	73,3	0,0	91	Le Domaine-du-Roy	69,4	69,1	-0,3
40	Les Sources	67,6	66,6	-1,0	92	Maria-Chapdelaine	69,0	68,9	-0,1
41	Le Haut-Saint-François	65,4	67,4	2,0	93	Lac-Saint-Jean-Est	69,1	69,5	0,4
42	Le Val-Saint-François	73,7	73,2	-0,5	941	Saguenay	68,9	69,6	0,7
43	Sherbrooke	71,1	70,5	-0,6	942	Le Fjord-du-Saguenay	61,5	62,6	1,1
44	Coaticook	72,0	71,7	-0,3	95	La Haute-Côte-Nord	64,6	64,6	0,0
45	Memphrémagog	71,5	71,1	-0,4	96	Manicouagan	73,4	73,5	0,1
46	Brome-Missisquoi	71,3	72,4	1,1	971	Sept-Rivières	71,8	72,3	0,5
47	La Haute-Yamaska	76,1	77,4	1,3	972	Caniapiscau	78,4	80,4	2,0
48	Acton	73,7	71,7	-2,0	981	Minganie	64,2	65,9	1,7
49	Drummond	72,2	72,0	-0,2	982	Basse-Côte-Nord	52,8	56,0	3,2
50	Nicolet-Yamaska	71,4	71,6	0,2	991	Jamésie	70,6	73,9	3,3
51	Maskinongé	67,6	67,1	-0,5	992	Kativik	73,3	71,0	-2,3
52	D'Autray	69,3	69,6	0,3	993	Eeyou Istchee	74,5	74,0	-0,5
						Ensemble du Québec	**71,5**	**71,6**	**0,1**

Note : Selon le découpage géographique au 1er janvier 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Ministère du Revenu du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel
Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian
Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité
Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Taux d'accroissement annuel
Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux net de migration interrégionale
Différence entre le nombre d'entrants et le nombre de sortants interrégionaux au cours d'une année rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur
Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi
Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active
Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité
Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi
Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage
Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs
Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur
Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Produit intérieur brut
Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation
Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Base économique
Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Revenu personnel
Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible
Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Exportations

Registre des exportateurs
Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2006. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de

30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, soit pour l'exécution de travaux d'amélioration, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Logement

Famille

Couple marié (avec ou sans enfants des deux conjoints ou de l'un d'eux), couple vivant en union libre (avec ou sans enfants des deux partenaires ou de l'un d'eux) ou parent seul (peu importe son état matrimonial) demeurant avec au moins un enfant dans le même logement (Statistique Canada, 2006).

Genre de ménage

Composition du ménage. Deux grandes catégories de genres de ménages s'opposent : les ménages non familiaux qui sont composés soit d'une personne seule, soit de deux personnes ou plus partageant un logement, mais qui ne forment pas une famille et les ménages familiaux composés d'une famille (unifamiliaux) ou de plus d'une famille (multifamiliaux) (Statistique Canada, 2007).

Logement

Ensemble de pièces d'habitation qu'une personne ou un groupe de personnes habite ou pourrait habiter (Statistique Canada, 2006).

Logement de bande

Logement situé dans une réserve ou un établissement indien (Statistique Canada, 2006).

Ménage

Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada (Statistique Canada, 2007).

Principal soutien du ménage

Première personne dans le ménage indiquée comme étant celle qui effectue le paiement du loyer ou de l'hypothèque, ou des taxes, ou de l'électricité, etc., pour le logement. Personne qui paye la plus grande part des dépenses du ménage (Statistique Canada, 2006).

Revenu des familles

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Taux de décrochage du secondaire

Les sortants sans diplôme ni qualification répondent aux critères suivants : ils n'obtiennent pas, durant l'année considérée, un diplôme ni une qualification; ils ne sont pas réinscrits, nulle part au Québec l'année suivante, ni en formation générale, jeunes ou adultes, ni en formation professionnelle, ni au collégial. Les sorties sans diplôme ni qualification comprennent des sorties dues à l'émigration hors Québec, à la mortalité et à d'autres causes que le décrochage. Les données par région administrative correspondent à la somme des commissions scolaires correspondantes; par conséquent, les résultats par région administrative ne concernent que les élèves du réseau public (MELS, 2008).

Service d'enseignement et régime d'études

Le service d'enseignement et le régime d'études dont il est question sont ceux qui figurent sur la première fiche d'inscription trouvée pour l'année-session d'obtention du diplôme, ou s'il n'y en avait pas, sur la première fiche d'inscription précédant l'obtention du diplôme (MELS, 2008).

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2008).

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Omnipraticiens

Les omnipraticiens sont des médecins inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec qui ont terminé leur formation de base et obtenu leur permis d'exercice après deux années de résidence en médecine familiale (RAMQ, 2004).

Spécialistes

Les spécialistes sont des médecins qui ont terminé au moins quatre années de résidence et qui sont inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec comme spécialistes certifiés. Lorsqu'un médecin compte plus d'une spécialité, seule est retenue celle qui constitue son principal champ d'activité au 31 décembre de l'année de publication des statistiques annuelles (RAMQ, 2004).

Chirurgiens-dentistes

La catégorie « dentistes et spécialistes en chirurgie buccale » comprend les chirurgiens-dentistes et les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale (RAMQ, 2004).

Nombre de médecins ou de dentistes et spécialistes en chirurgie buccale par 100 000 habitants

Seuls les dispensateurs (médecins ou dentistes et spécialistes en chirurgie buccale) qui ont demandé un paiement à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au cours de l'année sont pris en considération dans le calcul de l'indicateur (RAMQ, 2004).

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmières et infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Indice de dépendance de la population pour les coûts normalisés des services médicaux

Rapport, pour une année donnée, des coûts normalisés des services médicaux reçus par les résidents d'une région donnée dans leur région de résidence, au total des coûts normalisés des services médicaux des résidents de cette région, quel que soit le lieu du traitement, durant la même année (MSSS, 2008).

Seuls les coûts des services médicaux rendus à des résidents québécois par des omnipraticiens et des spécialistes du Québec sont considérés dans le calcul de l'indicateur. Les coûts des services médicaux considérés sont ceux qui ont trait à la rémunération à l'acte, en médecine et en chirurgie (RAMQ, 2004). Les coûts des services médicaux sont normalisés, c'est-à-dire que l'effet de la rémunération différenciée est annulé. La rémunération différenciée est constituée de diverses mesures qui, selon les ententes, font varier les honoraires versés aux médecins (RAMQ, 2004).

Indice de dépendance de la ressource pour les coûts normalisés des services médicaux

Rapport, pour une année donnée, des coûts normalisés des services médicaux reçus par les résidents d'une région donnée dans leur région de résidence, au total des coûts normalisés des services médicaux dispensés dans cette région, quel que soit le lieu de résidence, durant la même année (MSSS, 2008).
Seuls les coûts des services médicaux rendus à des résidents québécois par des omnipraticiens et des spécialistes du Québec sont considérés dans le calcul de l'indicateur. Les coûts des services médicaux considérés sont ceux qui ont trait à la rémunération à l'acte, en médecine et en chirurgie (RAMQ, 2004). Les coûts des services médicaux sont normalisés, c'est-à-dire que l'effet de la rémunération différenciée est annulé. La rémunération différenciée est constituée de diverses mesures qui, selon les ententes, font varier les honoraires versés aux médecins (RAMQ, 2004).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2008) : 22 184,9 km^2

Population (2008) : 202 068 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 28,9 %

Densité de population : 9,1 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Rimouski 43 277 hab.
- Rivière-du-Loup 19 073 hab.
- Matane 14 799 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en bois
- Foresterie et exploitation forestière
- Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	201 983	201 750	201 565	201 108	202 068
Solde migratoire interrégional[2]	n	-255	-507	-341	-298	..
Accroissement naturel	n	-249	-72	104	143	14
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,438	1,594	1,648	1,725	1,728
Taux d'activité	%	62,3	59,3	60,4	59,3	61,4
Taux d'emploi	%	56,4	54,2	55,0	54,0	56,1
Taux de chômage	%	9,4	8,5	9,0	8,9	8,7
PIB par habitant	$	24 754	25 161	26 010	27 387	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	18 792	19 187	19 717	20 869	..
Valeur des exportations	M$	1 011,1	1 092,2	1 071,7	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	910 931	944 500	897 553	1 407 474	1 158 765
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,4	7,3	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	18,4	18,5	16,7	18,7	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	209	210	216	225	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Kamouraska	22 019	-3,4	19 872	4,5	68,4	-0,6
La Matapédia	19 108	-3,7	18 556	7,6	62,5	0,7
La Mitis	19 466	2,1	19 106	6,0	64,2	0,3
Les Basques	9 335	-7,6	18 921	6,5	62,8	0,4
Matane	22 308	-0,8	20 277	5,5	63,2	0,3
Rimouski-Neigette	54 165	6,0	23 374	6,0	71,6	0,2
Rivière-du-Loup	34 035	6,9	22 593	5,2	72,8	-0,2
Témiscouata	21 632	-5,1	18 110	6,2	63,5	-0,9

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2008) : 95 892,8 km^2

Population (2008) : 274 919 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 4,1 %

Densité de population : 2,9 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Saguenay 145 089 hab.
- Alma 30 228 hab.
- Dolbeau-Mistassini 14 423 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication du papier
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	276 811	274 856	274 118	273 075	274 919
Solde migratoire interrégional[2]	n	-1 969	-1 375	-943	-403	..
Accroissement naturel	n	373	404	549	569	659
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,520	1,626	1,677	1,727	1,789
Taux d'activité	%	61,2	59,7	61,4	62,2	60,1
Taux d'emploi	%	53,9	53,3	54,9	56,6	55,0
Taux de chômage	%	12,0	10,7	10,6	9,1	8,5
PIB par habitant	$	28 179	29 595	31 638	33 270	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	19 650	20 310	21 129	22 429	..
Valeur des exportations	M$	3 024,6	3 026,0	3 590,4	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 658 183	1 942 286	1 816 327	2 093 342	2 574 133
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,6	7,2	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	15,8	14,2	14,9	18,0	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	172	176	182	182	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Lac-Saint-Jean-Est	51 731	2,4	22 388	7,4	69,5	0,4
Le Domaine-du-Roy	32 063	-1,2	22 258	5,7	69,1	-0,3
Le Fjord-du-Saguenay	20 469	8,2	19 752	7,4	62,6	1,1
Maria-Chapdelaine	25 567	-6,7	20 748	4,1	68,9	-0,1
Saguenay	145 089	2,2	23 182	6,0	69,6	0,7

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2008) : 18 638,7 km^2

Population (2008) : 680 074 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 11,9 %

Densité de population : 36,5 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Québec 503 392 hab.
- Saint-Augustin-de-Desmaures 17 723 hab.
- L'Ancienne-Lorette 16 693 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Hébergement et service de restauration
- Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	664 102	666 622	668 734	673 245	680 074
Solde migratoire interrégional[2]	n	1 194	2 650	2 067	2 793	..
Accroissement naturel	n	370	628	1 360	1 229	1 871
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,258	1,319	1,488	1,506	1,611
Taux d'activité	%	64,3	66,4	65,2	65,9	66,1
Taux d'emploi	%	60,6	62,5	61,6	62,7	63,0
Taux de chômage	%	5,8	5,8	5,5	4,9	4,6
PIB par habitant	$	34 213	35 645	36 946	38 746	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 527	23 215	24 040	25 629	..
Valeur des exportations	M$	2 190,2	2 067,0	2 361,3	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	3 601 074	3 796 280	4 569 109	5 812 366	6 227 744
Taux de faible revenu des familles	%	6,7	6,2	6,0	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	19,9	19,2	20,8	22,0	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	278	284	285	289	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Charlevoix	13 338	4,5	21 503	8,6	69,2	1,2
Charlevoix-Est	16 270	-5,1	20 779	7,6	69,4	0,5
L'Île-d'Orléans	6 866	-0,6	28 870	9,8	72,5	0,6
La Côte-de-Beaupré	24 405	24,8	26 249	8,2	77,3	-0,8
La Jacques-Cartier	31 317	18,0	29 639	6,3	79,8	0,4
Portneuf	47 822	11,0	22 435	7,6	71,9	0,1
Québec	540 056	7,5	25 852	6,3	71,8	-0,1

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2008) : 35 451,7 km^2

Population (2008) : 262 152 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 6,8 %

Densité de population : 7,4 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Trois-Rivières 129 011 hab.
- Shawinigan 51 943 hab.
- La Tuque 11 574 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication du papier
- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	259 427	259 951	260 314	260 778	262 152
Solde migratoire interrégional[2]	n	587	393	788	206	..
Accroissement naturel	n	-253	-302	-7	-290	-44
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,461	1,468	1,611	1,574	1,665
Taux d'activité	%	58,9	59,9	57,1	59,2	58,4
Taux d'emploi	%	52,5	54,0	52,0	53,7	53,5
Taux de chômage	%	10,9	9,8	8,9	9,2	8,4
PIB par habitant	$	26 200	26 754	28 821	30 231	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	19 057	20 310	20 845	22 119	..
Valeur des exportations	M$	1 777,9	1 896,8	2 230,8	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 274 473	1 713 214	1 832 444	1 862 381	1 835 606
Taux de faible revenu des familles	%	10,4	9,9	9,4	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	25,6	28,3	28,5	30,4	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	151	156	160	163	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
La Tuque	15 325	-6,7	20 313	3,0	65,2	-0,2
Les Chenaux	17 203	5,2	21 882	5,7	71,1	1,2
Maskinongé	36 034	3,2	21 269	7,4	67,1	-0,5
Mékinac	12 636	-1,8	20 596	7,4	65,7	-0,5
Shawinigan	51 943	-0,9	20 889	5,8	63,8	-0,4
Trois-Rivières	129 011	6,9	23 255	6,2	69,5	1,4

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2008) : 10 194,6 km^2

Population (2008) : 304 702 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 69,2 %

Densité de population : 29,9 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Sherbrooke 150 687 hab.
- Magog 24 794 hab.
- Coaticook 9 244 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
- Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	298 236	300 633	301 014	302 627	304 702
Solde migratoire interrégional[2]	n	462	-11	236	79	..
Accroissement naturel	n	554	604	848	927	1 003
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,574	1,597	1,680	1,693	1,761
Taux d'activité	%	64,3	63,9	64,6	64,6	63,0
Taux d'emploi	%	59,3	59,6	59,3	60,0	59,3
Taux de chômage	%	7,7	6,6	8,2	7,0	5,9
PIB par habitant	$	28 587	29 070	29 102	30 448	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 523	20 717	21 469	22 682	..
Valeur des exportations	M$	3 289,5	2 902,3	2 959,3	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 569 833	1 729 758	1 964 338	1 814 016	2 160 550
Taux de faible revenu des familles	%	8,7	8,2	8,4	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	34,1	35,7	31,6	33,1	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	236	243	246	246	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Coaticook	18 684	2,7	19 932	6,8	71,7	-0,3
Le Granit	22 579	2,2	21 129	7,0	72,1	-1,3
Le Haut-Saint-François	22 407	15,8	18 842	7,0	67,4	2,0
Le Val-Saint-François	29 270	0,8	22 613	5,9	73,2	-0,5
Les Sources	14 537	1,7	19 341	6,4	66,6	-1,0
Memphrémagog	46 538	10,9	25 608	2,7	71,1	-0,4
Sherbrooke	150 687	5,7	23 255	6,1	70,5	-0,6

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2008) : 498,2 km^2

Population (2008) : 1 877 693 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 4,2 %

Densité de population : 3 769,1 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Montréal 1 641 435 hab.
- Dollard-des-Ormeaux 49 650 hab.
- Côte-Saint-Luc 32 015 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de vêtements
- Fabrication de boissons et de produits du tabac
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Arts, spectacles et loisirs

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	1 873 947	1 872 109	1 873 589	1 881 110	1 877 693
Solde migratoire interrégional[2]	n	-22 800	-22 730	-23 827	-21 465	..
Accroissement naturel	n	5 188	5 872	7 237	7 921	8 051
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,398	1,417	1,529	1,557	1,576
Taux d'activité	%	65,0	65,7	66,0	65,2	65,7
Taux d'emploi	%	58,3	58,6	59,4	59,7	60,1
Taux de chômage	%	10,3	10,8	10,1	8,5	8,7
PIB par habitant	$	47 079	48 572	49 748	52 522	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 413	23 799	24 748	25 646	..
Valeur des exportations	M$	25 033,1	24 585,4	26 434,4	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	12 415 121	11 717 961	11 005 452	11 237 234	12 523 609
Taux de faible revenu des familles	%	17,1	16,7	16,1	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	32,4	31,5	30,6	32,1	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	299	298	296	296	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2008) : 30 503,8 km^2

Population (2008) : 351 964 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 10,4 %

Densité de population : 11,5 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Gatineau 249 973 hab.
- Val-des-Monts 10 122 hab.
- Cantley 8 795 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	337 931	342 934	344 865	348 538	351 964
Solde migratoire interrégional[2]	n	564	732	514	1 370	..
Accroissement naturel	n	1 409	1 465	1 634	1 825	1 824
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,519	1,561	1,677	1,753	1,748
Taux d'activité	%	67,8	68,9	69,3	69,0	71,5
Taux d'emploi	%	62,6	64,1	65,2	64,7	67,6
Taux de chômage	%	7,6	6,9	6,0	6,3	5,4
PIB par habitant	$	24 755	25 381	25 818	26 984	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 810	21 522	22 208	22 953	..
Valeur des exportations	M$	665,0	700,4	672,2	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 209 977	1 697 575	2 034 458	2 590 093	2 609 593
Taux de faible revenu des familles	%	9,8	9,1	9,1	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	34,8	32,1	32,6	34,2	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	150	151	148	148	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Outaouais

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Gatineau	249 973	10,6	23 697	2,9	72,4	0,2
La Vallée-de-la-Gatineau	20 861	-1,5	19 760	6,3	63,1	-1,0
Les Collines-de-l'Outaouais	44 526	23,1	24 266	3,4	75,6	0,5
Papineau	21 985	0,5	19 157	5,4	66,4	-0,2
Pontiac	14 619	-4,9	16 597	5,1	59,2	-1,3

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2008) : 57 339,7 km^2

Population (2008) : 145 844 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 11,1 %

Densité de population : 2,5 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Rouyn-Noranda 40 675 hab.
- Val-d'Or 31 900 hab.
- Amos 12 618 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	145 222	144 778	144 868	144 890	145 844
Solde migratoire interrégional[2]	n	-581	-374	-163	-390	..
Accroissement naturel	n	352	431	600	531	577
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,560	1,708	1,798	1,884	1,976
Taux d'activité	%	64,1	61,9	64,0	63,8	63,8
Taux d'emploi	%	57,3	56,1	58,1	57,9	59,0
Taux de chômage	%	10,7	9,3	9,2	9,2	7,6
PIB par habitant	$	28 239	30 025	30 537	32 812	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 358	20 863	21 663	23 610	..
Valeur des exportations	M$	673,8	795,9	751,1	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 076 155	759 113	881 897	1 150 774	1 642 752
Taux de faible revenu des familles	%	9,7	8,6	8,3	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	19,5	23,6	24,1	28,8	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	191	202	209	224	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Abitibi	24 606	3,4	23 432	8,3	69,3	0,4
Abitibi-Ouest	20 959	1,6	20 704	9,1	65,4	-0,1
La Vallée-de-l'Or	42 882	8,0	24 260	9,3	67,8	0,8
Rouyn-Noranda	40 675	5,2	25 284	9,6	72,4	0,5
Témiscamingue	16 722	-10,6	21 919	7,1	69,7	0,0

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2008) : 236 699,6 km^2

Population (2008) : 96 060 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 0,12 %

Densité de population : 0,4 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Sept-Îles 26 087 hab.
- Baie-Comeau 22 249 hab.
- Port-Cartier 6 803 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Pêche, chasse et piégeage
- Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	96 915	96 397	96 561	96 021	96 060
Solde migratoire interrégional[2]	n	-827	-910	-686	-907	..
Accroissement naturel	n	446	341	438	489	464
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,730	1,629	1,851	1,929	1,987
Taux d'activité[3]	%	66,8	64,5	62,7	60,2	61,5
Taux d'emploi[3]	%	59,0	59,2	57,6	54,8	54,5
Taux de chômage[3]	%	11,7	8,1	8,2	8,7	11,2
PIB par habitant	$	41 752	41 667	45 041	48 442	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 314	22 641	23 296	25 379	..
Valeur des exportations	M$	2 271,5	2 994,1	3 499,7	..	..
Dépenses en immobilisation[4]	k$	2 059 948	1 000 774	747 651	819 199	1 346 454
Taux de faible revenu des familles	%	10,2	9,7	9,7	..	..
Taux de décrochage au secondaire[5]	%	28,2	30,1	26,9	30,2	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	206	219	229	239	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
5. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Basse-Côte-Nord	5 455	-8,8	17 322	2,5	56,0	3,2
Caniapiscau	4 131	17,2	37 323	8,9	80,4	2,0
La Haute-Côte-Nord	11 956	-16,3	20 069	7,1	64,6	0,0
Manicouagan	32 656	-8,9	26 003	9,1	73,5	0,1
Minganie	6 370	-2,7	23 305	5,3	65,9	1,7
Sept-Rivières	35 492	6,7	26 989	10,4	72,3	0,5

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

Superficie en terre ferme (2008) : 718 228,6 km^2

Population (2008) : 41 129 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 0,03 %

Densité de population : 0,1 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Chibougamau 7 576 hab.
- Chisasibi 4 192 hab.
- Mistissini 3 142 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Services publics
- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	40 139	40 410	40 272	40 727	41 129
Solde migratoire interrégional[2]	n	-496	-443	-252	-294	..
Accroissement naturel	n	582	625	664	719	700
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	2,723	2,578	2,740	2,927	2,873
Taux d'activité[3]	%	66,8	64,5	62,7	60,2	61,5
Taux d'emploi[3]	%	59,0	59,2	57,6	54,8	54,5
Taux de chômage[3]	%	11,7	8,1	8,2	8,7	11,2
PIB par habitant	$	48 119	50 521	58 317	63 746	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 681	23 057	23 533	24 563	..
Valeur des exportations	M$	2 271,5	2 994,1	3 499,7	..	..
Dépenses en immobilisation[4]	k$	1 388 662	1 851 641	2 516 096	2 890 048	4 173 239
Taux de faible revenu des familles	%	15,0	14,8	16,5	..	..
Taux de décrochage au secondaire[5]	%	62,3	65,2	74,3	71,5	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	230	267	287	307	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
5. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des TE du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible/habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2008/2006 en pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Eeyou Istchee	14 955	21,3	..	...	74,0	-0,5
Jamésie	14 817	-5,6	25 141[1]	4,3	73,9	3,3
Kativik	11 357	18,0	23 024	4,6	71,0	-2,3

1. Incluant le territoire de Eeyou Istchee.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2008) : 20 272,2 km^2

Population (2008) : 94 729 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 4,3 %

Densité de population : 4,7 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Gaspé 15 004 hab.
- Les Îles-de-la-Madeleine 12 664 hab.
- Chandler 7 719 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Pêche, chasse et piégeage
- Foresterie et exploitation forestière
- Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	96 486	96 146	95 162	94 705	94 729
Solde migratoire interrégional[2]	n	-150	-213	-202	-196	..
Accroissement naturel	n	-172	-237	-171	-232	-227
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,452	1,418	1,556	1,543	1,692
Taux d'activité	%	51,7	50,7	50,7	52,3	54,5
Taux d'emploi	%	41,7	41,6	41,4	43,3	45,0
Taux de chômage	%	19,4	17,9	18,3	17,3	17,3
PIB par habitant	$	20 325	20 771	20 386	21 680	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	18 744	18 710	18 699	20 175	..
Valeur des exportations	M$	575,6	263,5	111,9	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	335 085	492 182	482 167	409 170	665 843
Taux de faible revenu des familles	%	10,8	10,4	9,9	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	22,6	24,6	22,9	27,7	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	258	261	278	289	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Avignon	15 302	1,8	20 990	6,8	58,7	-1,2
Bonaventure	17 873	-3,1	19 619	7,8	59,5	-1,2
La Côte-de-Gaspé	18 000	1,6	21 939	9,0	64,3	0,2
La Haute-Gaspésie	12 175	-7,3	17 922	7,8	52,7	-0,2
Le Rocher-Percé	18 192	-7,4	18 439	7,3	46,3	-0,5
Les Îles-de-la-Madeleine	13 187	0,8	22 181	8,3	61,8	-0,2

Coup d'œil sur la Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2008) : 15 070,9 km^2

Population (2008) : 402 019 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 66,4 %

Densité de population : 26,7 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Lévis 135 321 hab.
- Saint-Georges 30 370 hab.
- Thetford Mines 25 566 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	393 845	395 613	396 951	398 752	402 019
Solde migratoire interrégional[2]	n	869	375	537	90	..
Accroissement naturel	n	1 029	1 159	1 660	1 637	1 845
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,639	1,647	1,814	1,839	1,961
Taux d'activité	%	68,7	68,4	67,7	67,1	66,0
Taux d'emploi	%	64,3	64,0	63,7	63,1	62,7
Taux de chômage	%	6,5	6,4	5,8	6,0	5,0
PIB par habitant	$	28 180	29 209	30 027	31 455	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 933	21 341	22 146	23 589	..
Valeur des exportations	M$	2 687,4	2 719,0	2 636,1	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 313 564	2 716 544	2 358 174	2 493 508	2 659 892
Taux de faible revenu des familles	%	5,7	5,3	5,3	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	20,7	17,6	20,9	18,9	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	156	159	162	162	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Beauce-Sartigan	50 514	4,3	23 062	6,0	75,6	0,3
Bellechasse	33 950	4,1	23 132	5,2	75,1	0,7
L'Islet	18 760	-5,1	19 789	5,4	71,3	1,2
La Nouvelle-Beauce	32 600	13,2	24 322	7,5	79,9	-0,1
Les Appalaches	43 368	-1,7	20 888	6,9	69,2	-0,3
Les Etchemins	17 516	-4,4	18 616	6,1	69,4	0,4
Lévis	135 321	14,4	26 692	6,4	79,6	-0,3
Lotbinière	28 078	8,0	22 379	6,9	75,9	-0,1
Montmagny	23 053	-5,1	21 002	7,5	68,5	0,2
Robert-Cliche	18 859	-1,6	22 193	6,4	76,6	0,5

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2008) : 246,0 km^2

Population (2008) : 384 224 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 29,1 %

Densité de population : 1 562,0 hab./km^2

Principales bases économiques de la région et population (2008) :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits chimiques
- Construction

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	365 656	371 074	372 410	378 238	384 224
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 197	2 680	2 046	2 604	..
Accroissement naturel	n	1 301	1 437	1 815	1 668	1 911
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,492	1,552	1,707	1,717	1,785
Taux d'activité	%	66,6	65,8	65,9	69,2	69,4
Taux d'emploi	%	61,1	60,6	61,6	65,7	64,8
Taux de chômage	%	8,2	7,9	6,6	5,1	6,7
PIB par habitant	$	25 845	26 663	28 711	30 100	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 719	23 328	23 926	25 239	..
Valeur des exportations	M$	1 098,4	1 159,8	1 184,1	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 379 818	2 413 019	2 638 861	3 184 625	3 620 562
Taux de faible revenu des familles	%	7,7	7,3	7,4	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	28,0	26,8	26,7	25,3	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	142	143	145	143	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2008) : 12 313,3 km^2

Population (2008) : 452 897 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 16,7 %

Densité de population : 36,8 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Terrebonne 101 558 hab.
- Repentigny 80 352 hab.
- Mascouche 37 806 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Construction
- Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	415 669	425 890	433 776	442 078	452 897
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 940	6 830	7 045	5 456	..
Accroissement naturel	n	1 163	1 222	1 798	2 174	2 423
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,563	1,585	1,726	1,846	1,960
Taux d'activité	%	68,1	68,1	66,1	66,9	65,3
Taux d'emploi	%	62,9	63,8	62,3	62,2	60,6
Taux de chômage	%	7,6	6,2	5,7	7,0	7,2
PIB par habitant	$	19 473	20 101	21 126	21 989	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 012	21 668	22 260	23 441	..
Valeur des exportations	M$	1 146,3	1 181,8	1 198,4	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 864 582	2 646 583	2 859 845	2 840 187	2 982 997
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	7,3	7,3	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	30,7	32,0	29,1	32,0	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	132	136	135	140	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
D'Autray	41 516	10,5	20 954	6,7	69,6	0,3
Joliette	60 190	11,7	23 695	7,0	70,0	0,0
L'Assomption	115 808	22,1	25 456	5,1	77,3	-0,4
Les Moulins	139 364	32,9	24 758	4,3	79,7	-0,6
Matawinie	50 800	8,4	19 963	4,5	64,2	0,0
Montcalm	45 219	24,1	19 906	6,1	70,8	-0,2

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2008) : 20 559,9 km^2

Population (2008) : 535 395 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 9,5 %

Densité de population : 26,0 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Saint-Jérôme 66 280 hab.
- Blainville 49 780 hab.
- Saint-Eustache 43 742 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de matériel de transport
- Construction
- Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	500 758	510 470	518 399	526 236	535 395
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 191	5 430	6 303	4 209	..
Accroissement naturel	n	1 843	1 627	2 359	2 348	2 431
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,667	1,645	1,830	1,822	1,886
Taux d'activité	%	69,5	67,2	65,0	68,6	66,6
Taux d'emploi	%	64,7	62,1	59,9	63,8	61,8
Taux de chômage	%	6,9	7,6	7,9	6,9	7,3
PIB par habitant	$	25 044	25 703	26 281	27 524	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 257	22 819	23 609	24 724	..
Valeur des exportations	M$	4 523,5	5 478,9	3 663,7	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	3 631 019	3 603 359	4 065 706	4 407 445	4 166 514
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,4	7,3	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	36,8	33,7	33,1	33,9	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	137	134	136	136	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE des Laurentides

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Antoine-Labelle	35 333	-4,3	18 423	1,1	64,0	0,9
Argenteuil	30 462	4,8	20 377	4,4	67,3	-0,2
Deux-Montagnes	93 287	19,5	24 096	6,0	76,5	-0,2
La Rivière-du-Nord	107 912	24,6	22 529	6,2	72,7	0,8
Les Laurentides	43 953	8,7	21 669	3,9	69,4	-1,0
Les Pays-d'en-Haut	38 028	17,0	29 743	2,1	73,9	1,5
Mirabel	37 912	35,5	24 186	6,9	81,0	-0,9
Thérèse-De Blainville	148 508	12,3	28 897	4,1	77,6	-0,2

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2008) : 11 110,8 km^2

Population (2008) : 1 415 010 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 85,8 %

Densité de population (2008) : 127,4 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Longueuil 231 364 hab.
- Saint-Jean-sur-Richelieu 90 978 hab.
- Brossard 74 843 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits chimiques
- Fabrication d'aliments
- Fabrication de produits métalliques
- Cultures agricoles et élevage
- Fabrication de matériel de transport

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	1 356 307	1 371 979	1 383 026	1 396 689	1 415 010
Solde migratoire interrégional[2]	n	7 607	6 918	6 516	6 153	..
Accroissement naturel	n	4 119	4 751	6 029	5 747	6 559
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,565	1,645	1,752	1,793	1,829
Taux d'activité	%	68,4	66,7	67,6	67,2	67,3
Taux d'emploi	%	63,5	62,1	62,7	63,1	62,8
Taux de chômage	%	7,2	6,9	7,3	6,1	6,6
PIB par habitant	$	26 998	27 780	29 283	30 769	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 724	23 480	24 199	25 263	..
Valeur des exportations	M$	12 268,1	13 240,0	12 123,5	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	8 982 778	9 194 407	9 900 835	10 708 785	10 447 886
Taux de faible revenu des familles	%	7,6	7,2	7,1	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	26,7	27,5	27,0	28,5	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	144	146	147	148	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC et TE de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible/habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Acton	15 375	-1,1	20 532	6,6	72,2	-1,5
Beauharnois-Salaberry	61 768	4,9	22 066	4,0	69,7	-0,4
Brome-Missisquoi	47 277	3,5	22 906	3,5	72,5	1,2
La Haute-Yamaska	88 784	14,2	24 952	7,2	78,1	2,0
La Vallée-du-Richelieu	112 125	19,0	28 335	5,1	80,1	-0,2
Lajemmerais	72 074	10,1	27 614	5,8	81,2	-1,4
Le Haut-Richelieu	112 576	11,8	23 867	6,2	75,6	0,4
Le Haut-Saint-Laurent	24 795	-4,8	17 825	6,4	59,8	-1,2
Les Jardins-de-Napierville	25 312	18,4	23 280	4,6	75,4	0,0
Les Maskoutains	82 558	7,3	24 530	5,7	77,7	0,8
Longueuil	392 776	5,1	26 655	3,0	73,6	1,0
Le Bas-Richelieu	50 397	2,6	22 868	7,4	65,7	1,2
Roussillon	166 038	14,9	24 681	4,2	77,3	1,5
Rouville	32 750	16,3	24 146	5,0	78,7	0,3
Vaudreuil-Soulanges	130 405	32,9	27 082	2,3	79,6	-0,4

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2008) : 6 920,9 km^2

Population (2008) : 229 625 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole : 93,3 %

Densité de population : 33,2 hab./km^2

Principales municipalités et population (2008) :

- Drummondville 69 570 hab.
- Victoriaville 42 043 hab.
- Bécancour 11 389 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Cultures agricoles et élevage
- Première transformation des métaux
- Fabrication de machines

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Population au 1er juillet[1]	n	225 550	226 422	225 928	227 221	229 625
Solde migratoire interrégional[2]	n	467	555	364	993	..
Accroissement naturel	n	299	398	611	695	738
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,575	1,635	1,787	1,811	1,942
Taux d'activité	%	66,4	67,4	67,6	67,4	67,1
Taux d'emploi	%	60,8	61,9	62,6	62,8	61,9
Taux de chômage	%	8,3	8,1	7,4	6,7	7,8
PIB par habitant	$	30 584	31 680	32 324	34 011	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	19 923	20 375	21 404	22 640	..
Valeur des exportations	M$	2 001,1	2 282,4	2 531,0	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 096 397	1 250 370	1 238 357	1 334 600	1 335 744
Taux de faible revenu des familles	%	8,4	7,8	7,9	..	..
Taux de décrochage au secondaire[4]	%	26,7	25,5	26,7	29,7	..
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	151	156	160	163	..

1. Les données de 2006 à 2008 proviennent des estimations démographiques de Statistique Canada révisées en avril 2009; celles de 2004 et 2005 proviennent de la série précédente (au moment de la rédaction, les données révisées pour ces années ne sont pas disponibles à l'échelle des régions).
2. Année du 1er juillet au 30 juin.
3. 2004-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires.
4. Les données pour le taux de décrochage scolaire correspondent aux années scolaires 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2008		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM 2006-2008 pour 1000	$	Variation 2007/2006	%	Écart 2006/2005
Arthabaska	68 234	10,8	23 244	3,8	73,3	0,0
Bécancour	19 186	7,3	22 229	6,7	70,3	0,1
Drummond	96 050	11,4	22 874	6,3	72,0	-0,2
L'Érable	23 155	-2,1	21 050	7,8	73,7	1,2
Nicolet-Yamaska	23 000	-2,4	21 856	6,7	71,6	0,2

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des MRC et TE qui les comprennent.

L'édition 2009 contient :

- un dossier thématique, dont la matière variera avec les années suivant les sujets économiques d'intérêt général. Pour cette première édition, Mario Polèse, de l'INRS, commente les tendances économiques régionales, plus particulièrement la force industrielle du sud québécois et l'émergence des économies résidentielles;
- dix thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques par région : démographie, marché du travail, comptes économiques, exportations, investissements et permis de bâtir, logement, revenu des familles, éducation, santé, ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE et dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative est présenté en un coup d'œil.

Avec cette publication, l'Institut désire créer un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec

ISBN 978-2-551-23820-0

9 782551 238200

17,50 $

Imprimé au Québec, Canada